

Selon un parlementaire américain

Washington aurait dépensé 8 millions de dollars pour préparer la chute du gouvernement Allende

LIRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1 F
Algérie, 1 DA ; Maroc, 1 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 7 sch. ; Belgique,
5 fr. ; Canada, 50 c. ; États-Unis, 2,50 fr. ;
Espagne, 16 pes. ; Grande-Bretagne, 14 p. ; Grèce,
15 dr. ; Iran, 20 rls ; Italie, 200 li. ; Japon, 100 y. ;
Luxembourg, 5 fr. ; Norvège, 3,50 kr. ; Pays-Bas,
0,75 fl. ; Portugal, 10 esc. ; Suède, 1,75 kr. ; Suisse,
0,50 fr. ; U.R.S.S., 25 ch. ; Tchécoslovaquie, 2 s. ch.
Tarif des abonnements page 37
S. RUE DES ITALIENS
75457 PARIS - CEDEX 05
C.C.P. 4287-23 Paris
Tél. Paris 20 65575
Tél. 770-91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Grâce ou disgrâce de Richard Nixon ?

La plus puissante démocratie du monde, ces États-Unis où il n'est pas rare de rencontrer une certaine commémoration pour les pères fondateurs qui n'ont pas encore vu leur rôle de séculiers du fédéralisme, nous donne aujourd'hui une magistrale leçon d'absolutisme princier. Aucune république de notre continent n'accorde à son président un droit de grâce aussi étendu et irrévocable que celui que M. Ford vient d'exercer au bénéfice de M. Richard Nixon.

Il est même permis de se demander si le président n'a pas quelque peu scotché la lettre des pouvoirs que lui attribue la Constitution. S'il en découle, en effet, que sa clémence est souveraine et qu'il peut en user, selon le commentaire de la Constitution qui fait autorité, à tout moment suivant les actes délictueux, même s'ils ne sont pas encore l'objet de poursuites en règle, le geste de M. Ford n'en revient pas moins à couvrir son prédécesseur de cette immunité totale que celui-ci avait en vain invoquée lorsqu'il était au pouvoir.

Le pardon royal prend en quelque sorte le relais de ce « privilège de l'exécutif » avancé si longuement par le président démocrate pour soustraire ses agissements aux enquêtes du Congrès et du cours. Ne s'appliquant pas l'instant qu'un seul Richard Nixon en attendant peut-être que la décision de M. Ford scelle d'argument pour classer les actions en cours contre les accusés de l'affaire du Watergate. — Il lui donne rétroactivement un statut d'exception.

Sous cet aspect, la mesure prise par le président Ford prêterait à controverse, d'autant qu'elle est assortie de considérations sentimentales qui ont arraché à M. Nixon des soupirs de contrition du même style. Mais il convient de regarder au-delà de ces effusions. Il est généralement admis par les juristes américains que la grâce présidentielle peut légalement intervenir avant toute inculpation et, « a fortiori », avant toute condamnation : elle ne saurait cependant intervenir par anticipation ou disposé à commettre un forfait.

Le pardon d'hier sauve la mise à M. Richard Nixon ; il ne lui sauve pas la face. Il implique clairement que l'ex-président était en position de prévenu en suris, que le bras de la justice n'allait pas tarder à frapper. En lui évitant un procès, il souligne la présomption — s'il est encore temps d'employer cet euphémisme — qui pèsait sur lui, sans parler des conséquences pouvant découler de l'événement des trois articles de l'impeachment adoptés en juillet par la commission juridique de la Chambre des représentants.

À la limite, on dira que M. Nixon l'a échappée belle, mais que c'est au prix d'une nouvelle humiliation. Lui qui, au lendemain de sa démission, laissait fièrement entendre qu'il pouvait se dispenser d'un traitement de faveur, il s'agit maintenant de la perche qu'on lui tend pour sortir du gouffre où il s'enfonçait chaque jour davantage.

L'épilogue de l'histoire reste à écrire. Le procès du 30 septembre contre les collaborateurs de M. Nixon compromis dans le scandale qui lui vaudra la Maison Blanche, et dont la Cour suprême a par deux fois refusé le renvoi, peut-il désormais s'ouvrir et se dérouler dans des conditions normales ? M. Richard Nixon a été assigné à y comparaître comme témoin. Jusqu'à présent, il aurait pu alléguer que sa déposition était capable de se retourner contre lui. Ce motif lui est retiré. Rien ne s'oppose plus à ce qu'il produise à la barre. Mais ira-t-on jusqu'à ce spectacle ?

« Lire page 5 l'article de HENRI PIERRE sur les remous aux États-Unis après la décision du président Ford. »

TOUT EN CONDAMNANT LEUR « ATTITUDE CRIMINELLE »

Le gouvernement de Lisbonne paraît hésiter à engager l'épreuve de force avec les putschistes blancs du Mozambique

Quelques heures après la conclusion, dimanche 8 septembre, conformément à l'accord signé la veille, à Lusaka, d'un cesse-le-feu entre les forces portugaises et le Front de libération du Mozambique, qui mettait un terme à dix ans de combats, un mouvement de révolte — animé par des activistes européens et des militaires africains engagés dans la lutte contre les nationalistes — éclatait à Lourenço-Marques.

Les rebelles, qui ont occupé la radio et l'aéroport sans rencontrer de résistance, réclament une « révision » partielle des accords qui prévoient l'accession du Mozambique à l'indépendance le 25 juin 1975, et la formation immédiate d'un gouvernement provisoire dans lequel le FRELIMO devrait détenir les deux tiers des portefeuilles.

Si le gouvernement de Lisbonne condamne fermement l'attitude « criminelle » des rebelles réactionnaires, il paraît hésiter à engager une épreuve de force. M. Samora Machel, chef du FRELIMO, dont la radio portugaise a diffusé un discours, semble collaborer étroitement avec le Portugal et a demandé à ses partisans d'éviter une « inutile effusion de sang ».

Bien que les activistes affirment partager ses vues sur l'évolution des territoires d'outre-mer, le général Spínola, approuvé, dimanche, le protocole d'accord signé samedi par M. Soares à Lusaka. Le calme semble régner à Lisbonne après l'annonce du soulèvement, qui intervient à la veille de la reconnaissance de jure de la République de Guinée-Bissau par le Portugal.

Un spectacle dérisoire et poignant

De notre envoyé spécial

J.-C. GUILLEBAUD

Lourenço-Marques — est-ce un coup d'État, un baroud d'honneur, un accès de fièvre sans lendemain ? Dimanche soir, à Lourenço-Marques, on butait sur des questions. Et surtout, sur des images presque semblables à celles d'une histoire qui n'est pas si lointaine. Oui, des images qui évoquent tout à la fois la fête désordonnée, le désespoir bruyant, la colère, et qui rappellent irrésistiblement les forums algériens des années 60, les bals cons lapissés de drapeaux et les « troupes » de Lagallarde. Un spectacle irritant et politiquement naïf, dérisoire comme toutes les grandiloquences patriotiques, poignant parfois.

Les « petits Blancs » du Mozambique, un bon nombre de ces « naturels » portugais, qui portent des bleu-jeans râpés et des chemises grises — « ceux que l'on embaillait à Lisbonne et à Lusaka », — sont dans la rue. Excités par l'insomnie et le tintamarre, abasourdis de se sentir si nombreux sur les trottoirs, après s'être imaginés si longtemps « trahis et abandonnés ». Alors même qu'ils s'agitent, les représentants du FRELIMO et ceux du gouvernement de Lisbonne tournaient le 7 septembre, devant les photographes, la dernière page de cinq siècles de colonialisme portugais. Lourenço-Marques — enfin, celui des Blancs, — suspendu dans le vide, livré à une troublante vacuité politique, paraissait s'être subitement raccroché à un rêve. Dans les rues, depuis samedi, on s'acharne à remonter le cours du temps, à coup de proclamations confuses et de « grands sentiments ».

Les « dragons de la mort »

Occupé par des manifestants qui se sont baptisés eux-mêmes les « dragons de la mort », l'immeuble de « Radio Clube de Moçambique », à pris des allures d'Alcazar minable au milieu d'une espèce de kermesse para-militaire peut-être plus pittoresque qu'inquiétante. Des voitures, hérissées de drapeaux portugais, sillonnent les parcs à grand fracas de klaxon. Par les vitres balaistrées, des mains font le « V » de la victoire sans que personne ne sache très bien de quelle victoire il s'agit. Des camions remplis de jeunes gens — souvent très jeunes — patrouillent librement dans les avenues du centre. Vêtus de vieux uniformes dépareillés, de treillis de « parus » ou de blousons de cuir noir, les membres du service d'ordre de ce « Mouvement populaire mozambicain », sorti du néant, exhibent un armement hétéroclite. Ici de vieilles pétroliers ou des fusils de chasse, là des couteaux, des gourdin ou des morceaux de planches. La moyenne

De notre envoyé spécial

J.-C. GUILLEBAUD

d'âge ne dépasse sûrement pas vingt ans. On voit peu d'Africains et peu d'étudiants.

Autour de l'immeuble investi depuis samedi, un triple barrage de « militants » au coude à coude contient mal une foule surexcitée qui se bouscule « pour voir ». Au-dessus de la porte principale, des banderoles proclament la naissance d'un « Mozambique uni et fraternel ». Pour l'instant, les armes font surtout partie du folklore. Il n'y a pas d'ennemis visibles alentour. Ici comme ailleurs, dans Lourenço-Marques, la population noire paraît en effet s'être évanouie dans la nature. Les toutes, qui, le 4 septembre, manifestaient en masse à l'appel du FRELIMO, se sont retirées dans les bidonvilles de la ceinture et dans un silence prudent.

Les Blancs « démocrates » ont

disparu, eux aussi. La plupart d'entre eux, craignant des explosions de colère et des représailles, ont quitté leur domicile. Certains ont même demandé asile à des consulats étrangers. A l'aéroport, les guichets d'embarquement sont pris d'assaut et les taxis, dimanche soir, ne circulent plus. La police et l'armée restent invisibles. Oui, Lourenço-Marques semble appartenir, pour quelques jours au moins, à ces « pieds noirs » qui répandaient les appels contraintrants d'un vendeur de voitures, animateur d'un groupuscule politique de droite (le ZICO), que les événements ont catapulté sur le devant de la scène : M. Gomes Dos Santos. Fico, en portugais, signifie « je reste ». Et M. Dos Santos apparaît bien comme l'un des leaders de ce tumultueux week-end.

Les manifestations de l'insubordination, dans la nuit froide de l'hiver africain, on a allumé des feux de joie avec les débris d'un chantier voisin.

(Lire la suite page 3.)

Porto-Rico, maîtresse choyée des États-Unis

I. — DE L'ASILE DES PAUVRES A LA PROSPÉRITÉ

De notre envoyé spécial

HENRI PIERRE

Les financiers et promoteurs immobiliers ont fait de leur mieux mais n'ont pas entièrement réussi. Ils n'ont enlaidi que le front de mer. Car tout d'un coup, dans le vieux San-Juan, c'est l'Espagne. « Para hoy, para hoy » (pour aujourd'hui), crie un vendeur de billets de loterie. Il n'est ni aveugle ni infirme, mais ressemble comme un frère à son camarade andalou ou castillan. Et voici les balcons de fer forgés des nobles demeures s'élevant sur des pentes, le kiosque à musique autour duquel se promènent en groupes des dames avantagées et fières, à l'œil noir, sous les regards intenses d'hommes grands et ef-

flaqués, ou petits aux allures de picador. Sur la « place d'armes » il y a bien une télévision publique, mais les joueurs de domino ne la regardent pas plus que les clients engagés dans d'interminables palabres.

Mais quand, de rues en venelles, on arrive à la plaza de Colón, la présence américaine s'affirme. Les vitrines des magasins regorgent des derniers produits de la technique américaine. On voit des « super mercados » aussi achalandés que sur le continent tandis que les enfants s'entraînent au « beisbol », et non pas au football. Et même dans les boîtes de nuit pour touristes, renforcées par la bourgeoisie locale, les chanteurs de flamenco alternent avec les vedettes d'Hollywood.

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

SURCHARGE

Un service de réclamations à l'usage des élèves, des parents et même des enseignants va être créé.

L'initiative est bonne et certainement courageuse. Elle risque cependant de créer une situation difficile. L'expérience prouve qu'un ministère de l'éducation, plus encore que dans les autres, les réclamations ne manquent pas et s'expriment de mille façons, souvent contradictoires.

Si on donne aux mécontents un fil direct, ce fil ne va-t-il pas être surchargé ? En ce cas, la seule différence, quand on forme le numéro des réclamations, c'est qu'on risque d'entendre simplement le signal occupé au lieu de tomber, comme d'habitude, sur le service des abonnés absents.

ROBERT ESCARPIT.

BERLIOZ, THÉODORAKIS, FRANCIS LEMARQUE...

La culture à La Courneuve

Un million de visiteurs se sont pressés cette année au parc paysager de La Courneuve, pour la fête de « l'Humanité ». Les manifestations culturelles (cité du livre, palais des sciences, grande scène) ont battu tous les records d'affluence. L'exposition des impressionnistes a compté plus de cent mille entrées ; on a estimé la foule de la place Maurice-Thorez à quatre-vingt mille spectateurs pour la création du « Chant général » de Mikis Théodorakis, d'après Pablo Neruda.

La grande rue et les jeux de massacre ; la cité du livre et le palais, de la moto, les meubles et l'électroménager ; les brochures, les sardines grillées et l'ombre au bout du chemin. Les tentes, les sacs de couchage, le feu des bivouacs, la ronde des bouteilles, l'échange des cigarettes, le tapis des corps enchevêtrés où il faut faire son trou vaillamment que vaillent tous les chemins de la Fête de « l'Humanité », mènent, sur une

prairie baptisée « grande scène », à ce coude-à-coude sur l'herbe humide. Quatre grues, un podium, des micros fortement insuffisants. Ni droit d'entrée, ni places réservées. Mais une ancre banalisée, allouée au spectacle.

Et pour offrir à ces milliers d'auditeurs de la musique « sérieuse », on choisit le « Requiem » de Berlioz.

ANNE REY.

(Lire la suite page 10.)

LA RECHERCHE

4, place de l'Observatoire, 75005 Paris - 42 50 50

Virus et auto-immunité

par Edmond Schuller

Les débuts de la thermodynamique

par D.S.L. Cardwell

La mécanique vocale

par Louis-Jacques Roudeloux

La thérapie du comportement

par Hans Jürgen Eysenck

DOSSIER :

L'archéologie française en crise

par France Normand et Alain Richard

دعواتي الى العمل

EUROPE

Grèce

Les tortionnaires
seront « sanctionnés »

LE GOUVERNEMENT ÉPURE LES SERVICES DE SÉCURITÉ ET DE RENSEIGNEMENT

Athènes (A.F.P.). — Le gouvernement grec a annoncé samedi 7 et dimanche 8 septembre d'importants changements au sein de la direction des divers corps de sécurité et de renseignement.

Le général de division à la retraite Petalis a été nommé chef des services spéciaux grecs (KYP) en remplacement du général de corps d'armée Stathopoulos. Le général Petalis avait été arrêté à la suite de la découverte du « complot de la marine » en mai 1974. Au cours de son incarceration, il avait été brutalisé par la police militaire grecque.

Le colonel à la retraite Panagiotis Kalamakis a été nommé chef des services de la sécurité nationale (YPERA) en remplacement du général Stavrou. Le colonel Kalamakis avait été mis à la retraite, puis arrêté et torturé lors du contre-coup d'État royal de décembre 1967.

En outre, le général de brigade Nikolaos Koutsinas, promu au grade de général de division, a été nommé par le conseil supérieur de la défense nationale grecque à la tête de la gendarmerie, en remplacement du général en division Constantin Karabatsalos qui est mis à la retraite d'office.

D'autre part, au cours du conseil, réuni dimanche à midi sous la présidence de M. Karamanlis, M. Vassilios Travassias, jusqu'alors directeur adjoint, a été nommé directeur de la police, en remplacement de M. Spyros Michailidis, mis à la retraite d'office.

Un communiqué officiel, publié à l'issue de ce conseil, annonce la décision « de procéder à des changements à la tête des services de sécurité, d'ouvrir une enquête sur le comportement des membres de ces services à l'égard du peuple durant le septennat de la dictature ».

« Cela vise à la création d'un climat de confiance entre la population et les services publics. Les membres de ces services qui auraient participé à des actes de tortures seront sanctionnés », conclut le communiqué.

Grande-Bretagne

Les élections législatives pourraient avoir lieu le 10 octobre

De notre correspondant

Londres. — M. Harold Wilson rentre à Londres ce lundi 9 septembre après avoir rendu visite à la reine qui se trouve actuellement au château de Balmoral. Mais si le sentiment général est que le premier ministre a profité de l'occasion pour demander à la souveraine de donner son consentement à la dissolution des Communes, les spéculations se poursuivent quant à la date des prochaines élections. Alors que jusqu'ici beaucoup d'experts penchaient pour le 3 octobre, la plupart croient maintenant à la possibilité d'un lieu de la fin du mois.

Plusieurs raisons sont avancées en faveur de la date la plus éloignée. Tout d'abord, si M. Wilson se décidait pour le 3 octobre, il devrait annoncer sa décision jeudi prochain au plus tard. Or il a, comme on le sait, accepté l'invitation du président Giscard d'Estaing pour samedi, et on conçoit mal que le premier ministre passe le premier week-end de la campagne électorale hors du pays. Il est vrai que l'« unité » est le thème de la campagne déjà engagée par les travaillistes. Il ne s'agit pas cependant de l'unité européenne, mais de celle d'une Grande-Bretagne qui serait divisée par l'hostilité des conservateurs à la classe ouvrière.

Seconde considération : cette semaine, le parti libéral doit tenir son congrès à Brighton. Cet événement, qui vaudra beaucoup de publicité à M. Thorpe et à ses troupes, s'érigerait nécessairement comme un obstacle à la tenue des élections. À la fin du mois, M. Wilson n'a pas intérêt à renforcer ainsi les chances d'un troisième mandat. Cependant, il est certain qu'une avance libérale cause plus de dommage aux conservateurs qu'aux travaillistes. À la fin du mois, les libéraux ont occupé la deuxième place dans cent vingt-huit circonscriptions conservatrices alors qu'ils ont seulement manqué dix-huit sièges au Labour. En même temps, la date du 10 octobre permettrait à la plupart des étudiants — dont le vote est beaucoup plus favorable à la gau-

che — de rejoindre les villes universitaires où ils sont enrégimentés. Le calcul attribué à M. Wilson n'est certes pas exempt de dangers. La présence d'un bon contingent de libéraux au sein du nouveau Parlement pourrait conduire encore une fois à une impasse, aucun des trois partis ne disposant d'une majorité absolue. La conférence libérale permettrait cependant aux activistes du parti de s'élever avec vigueur contre l'intention précisée aux dirigeants d'envisager avec plus de faveur qu'au mois de février l'idée d'une alliance gouvernementale avec les Tories. L'organisation des jeunes libéraux accuse M. Thorpe de « trahison » le parti alors qu'il n'exclut pas une éventuelle participation à un gouvernement conservateur.

Par ailleurs, la grave paralysie dans les imprimeries gouvernementales peut aussi jouer un rôle. Avant d'annoncer la dissolution du Parlement, le gouvernement compte en effet publier une série de livres blancs sur la nationalisation des terrains à bâtir, sur l'amélioration des retraites et sur l'aide aux handicapés. Il n'est pas sûr toutefois que ces documents de campagne électorale puissent tous être livrés au public avant la fin de la semaine.

Dans le camp conservateur, il semble également que M. Heath ne s'attende pas au lancement officiel de la bataille électorale dans les prochains jours. Le chef conservateur veut en effet, de partir pour New-York, où il doit faire devant le conseil des relations étrangères une conférence sur les rapports entre les États-Unis et l'Europe. Il est vrai que ce voyage pourrait aussi lui valoir un regain de publicité s'il était reçu par le président Ford.

JEAN WETZ.

M. RIPPON PROPOSE LA CRÉATION D'UNE FORCE DE POLICE VOLONTAIRE POUR AIDER À MAINTENIR L'ORDRE PUBLIC

Londres (A.F.P.). — Un appel en faveur de la création en Grande-Bretagne d'une force de police civile, formée de volontaires et chargée de maintenir l'ordre public, a été lancé samedi 7 septembre par M. Geoffrey Rippon, responsable des affaires étrangères dans le cabinet fantôme de M. Heath. M. Rippon a dit que, pour un gouvernement conservateur, la mise en place d'une telle force s'impose, devant la montée de la violence et de l'extrémisme qui menacent les fondements mêmes de la société britannique. Il a bien précisé que la création d'une telle force devrait être approuvée par le Parlement, et qu'elle devrait fonctionner sous le contrôle des autorités locales.

Il n'a donc pas moins que les appels de plus en plus fréquents lancés dans les milieux de droite en faveur de milices paramilitaires risquent de déboucher sur une confrontation politique. Une vive polémique s'est déjà instaurée, en effet, autour de l'existence d'armes privées. — Le colonel David Stirling et le général Sir Walter Walker — et entraînés pour parer éventuellement à une situation de crise, certains étudiants, qui se sentent directement visés, ont émis une vive protestation.

Mgr Makarios affirme qu'il retournera « très prochainement » à Chypre

Genève (A.F.P.). — Je retournerai très prochainement à Chypre, a déclaré, dimanche après-midi 8 septembre à Genève, Mgr Makarios, au cours d'une conférence de presse tenue à l'issue de ses entretiens avec M. Makris, ministre grec des affaires étrangères.

Il a ajouté que ce retour s'effectuerait sans doute dans un mois, lorsque le remplacement de tous les officiers grecs de la garde nationale ayant participé au complot, sera achevé.

L'ethnarque a dit ensuite : « M. Glafkos Arizides qui est, selon la Constitution de Chypre, le président intérimaire, a mon soutien ».

Dans une déclaration liminaire, l'ethnarque avait tout d'abord souligné l'« identité de vues complète » qui était dégagée de ses conversations avec M. Makris, et évoqué la « situation tragique de Chypre ».

Après avoir affirmé que la Turquie, en intervenant militairement à Chypre, « n'avait respecté ni la loi internationale, ni les résolutions du Conseil de sécurité », l'ethnarque a conclu sa déclaration par ces mots : « Nous resterons à la pression turque. Nous ne négocierons jamais sous la menace des armes ».

Reprenant déjà le thème développé dans la lettre adressée par M. Georges Makris — « l'affaire de Chypre sera portée conjointement devant la prochaine Assemblée générale de l'ONU » — Mgr Makarios a précisé : « Notre

but commun est l'internationalisation de la question de Chypre ». L'ethnarque a ensuite réaffirmé qu'il ne voyait pas la possibilité de rouvrir des négociations avec la Turquie tant que les troupes turques ne reviendraient pas à la ligne de cessez-le-feu décidée à la conférence de Genève. Il s'est déclaré ensuite partisan de l'élargissement de cette conférence aux membres permanents du Conseil de sécurité et a exprimé son accord avec les propositions soviétiques à ce sujet.

Mgr Makarios s'est à nouveau prononcé contre une fédération à Chypre sur une base géographique, mais a préconisé « une autonomie des Chypriotes turcs sur une base communautaire ».

Pour terminer, l'archevêque a déclaré qu'il était prêt, si tel est l'intérêt de Chypre, à rencontrer le premier ministre turc, M. Bulent Ecevit, et M. Turan Guner, ministre des affaires étrangères.

À NICOSIE, on apprendait, dimanche soir, de bonne source, que le gouvernement avait décidé d'envoyer quatre missions, en Europe, dans les pays du bloc soviétique, aux États-Unis et enfin dans les pays non alignés.

À MOSCOU, le chef de l'État soviétique, M. Podgorny, après avoir accusé, dimanche, « certains milieux de l'OTAN de s'ingérer dans les affaires intérieures de Chypre », a affirmé que le moment était venu d'examiner le problème de Chypre dans le cadre d'un forum international représentatif de l'ONU.

AFRIQUE

Sahara espagnol

MADRID : les Sahariens sont nos seuls interlocuteurs.

Madrid (A.F.P.). — Le gouvernement espagnol vient de réaffirmer sa position sur l'avenir du territoire saharien qu'il contrôle dans un long document publié par la direction générale du Sahara. Ce texte constitue un développement de la note remise le 22 août dernier au secrétaire général des Nations unies, et qui annonçait l'organisation d'un référendum au cours du premier semestre de 1975.

Le nouveau document comprend sept points.

Le gouvernement espagnol : — Réaffirme son adhésion au principe de la libre détermination des peuples non autonomes ; — Rappelle les termes de la résolution 1515 adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU le 14 décembre 1972, qui insistait sur le devoir « de créer un climat politique favorable pour que le référendum se déroule de façon totalement libre » ; Assure que l'organisation d'un référendum n'aurait pas dans ce sens, Madrid dénonce, en revanche, l'attitude des autres pays « dont les campagnes de propagande en termes de revendications vont à l'encontre du principe de la libre autodétermination » ; Reconnaît la nécessité de maintenir d'étroits contacts avec les pays intéressés, mais soutient que les Sahariens, à travers les organes du gouvernement local sont ses seuls interlocuteurs ;

Le document que l'Espagne « a le devoir d'opposer à toute initiative visant à perturber directement ou indirectement sa politique » ; — Rappelle l'action menée dans le territoire, et notamment la création en 1971 d'une « assemblée générale » disposant de larges facultés ; — Insiste sur la valeur de l'œuvre créatrice réalisée grâce à la « mise en valeur des richesses minérales » ; — Conclut enfin en disant que toute son action a été constamment animée « par la volonté de créer les conditions digne et satisfaisantes à partir desquelles les Sahariens pourront, avec une réelle liberté, assumer leur destin collectif ».

Algérie

ERRATUM. — Une erreur de transmission a été à l'origine d'une « coquille » dans l'article de la semaine dernière sur le nouveau plan quinquennal algérien prévoyant une croissance annuelle de 10 % publiée dans nos éditions datées du 27 août. Il s'agissait en fait du plan « quinquennal » qui couvre la période 1974-1977.

LA RÉVOLTE DES BLANCS

La plus grande confusion continuait à régner, dans la matinée du lundi 9 septembre, à Lourenço-Marques, après la prise de la radio et de la tour de contrôle de l'aéroport par des activistes européens et africains hostiles à l'accord de Lusaka. Adoptant une attitude volontairement ambiguë, les insurgés ont proposé aux membres du FRELIMO — d'abord qualifiés d'« assassins » — de collaborer à un mouvement qui s'affirme partisan de l'intégration multiraciale, tout en appelant la population blanche à s'opposer à ceux qui veulent « planter le drapeau portugais ».

Tout en publiant des communiqués très fermes contre les « rebelles réactionnaires », le gouvernement portugais a évité jusqu'à

LE FILM DES

« Comme on pouvait »

Samedi 7 septembre

14 h. 19. — L'accord aux termes duquel le Mozambique accèdera à l'indépendance le 15 juin 1975 est signé à Lusaka. Des manifestations d'Européens ont commencé à Lourenço-Marques dans la matinée.

18 h. 36. — On apprend à Lourenço-Marques qu'un « groupe d'extrémistes européens » vient de s'emparer de la principale station de radiodiffusion du Mozambique, Radio-Clube. Les parachutistes qui gardaient le bâtiment n'ont pas opposé de résistance. S'adressant à la foule qui entoure anxieusement l'immeuble, un membre du commandement au micro des appels à la population pour qu'elle se soulevé contre les « assassins » du FRELIMO et tous ceux qui veulent « planter le drapeau portugais ».

22 h. 10. — Il ressort des déclarations de Radio-Clube que les rebelles sont d'anciens soldats africains et européens. Leur action serait dirigée par une organisation armée clandestine, les « Dragons de la mort », et par un mouvement européen de droite, le Fico (le reste, en portugais). Le chef le plus connu de ce mouvement demande à l'armée portugaise de prendre le contrôle de la capitale.

Dimanche 8 septembre

1 h. 17. — Radio-Clube invite les militaires portugais à regagner leurs cantonnements et pour y attendre des ordres et annonce la convocation, dans les prochains jours, d'une « conférence entre les chefs militaires et les autorités religieuses ».

1 h. 38. — Radio-Clube affirme que plusieurs « officiers supérieurs » ont rejoint le mouvement. Elle invite les Portugais résidant en Rhodésie et en République Sud-Africaine à se joindre aux rebelles.

caïne à se joindre aux rebelles « en apportant avec eux toutes les armes à leur disposition ». « Nous ne luttons pas pour le communisme, mais pour le Mozambique. Nous savons que vous ne voulez plus de guerre, mais la lutte doit continuer », dit le speaker.

1 h. 44. — Le général Orlando Barboza, commandant en chef des forces armées au Mozambique, donne l'ordre aux troupes loyalistes de reprendre l'immeuble de la radio. Les rebelles demandent à l'armée d'éviter un affrontement à qui pourrait dégénérer en guerre civile.

3 h. 28. — Un communiqué officiel publié à Lisbonne indique que, « comme on pouvait s'y attendre, une minorité réactionnaire de la population n'est pas satisfaite des accords de Lusaka ». Cette minorité indique le communiqué, utilise la radio pour « transmettre des nouvelles fausses et alarmantes tendant à faire croire qu'il existerait divers foyers de rébellion au Mozambique ». Le communiqué ajoute que deux cents détenus notamment des agents de l'ancienne police politique (PIDE) — incarcérés dans la prison de Machava ont été libérés par les rebelles.

8 h. 26. — Les activistes affirment qu'ils s'apprêtent à former un « gouvernement provisoire du Mozambique libre ».

9 h. 12. — L'un des occupants de la radio, le commandant Rosa, chef des commandos de choc africains formés en 1971 pour combattre le FRELIMO, invite les « anciens combattants » à se joindre aux rebelles, qui, dit-il, disposent d'une force de quatre mille hommes armés. Des messages codés ont été envoyés à des mystérieux destinataires dans le nord du pays.

11 h. 42. — Des unités militaires sont en route pour mettre fin à la rébellion, indique un communiqué du général Barboza. Ce-

Union soviétique

MM. Brejnev et Podgorny réaffirment que leur pays veut donner à la détente un caractère irréversible

De notre correspondant

Moscou. — Prenant la parole à Sofia, à l'occasion des fêtes marquant le trentième anniversaire de la libération du pays de l'occupation allemande, M. Nicolas Podgorny a réaffirmé la continuité de la politique étrangère de l'U.R.S.S., en déclarant que « l'U.R.S.S., la Bulgarie et tous les pays socialistes frères ont fermement l'intention de faire tout le nécessaire à l'avenir pour attribuer à la détente un caractère irréversible et assurer la sécurité internationale et la paix ».

Réfutant indirectement les arguments développés à Pékin, le président du présidium du Soviet suprême a établi un lien direct entre la détente internationale et la chute des dictatures grecque et portugaise. « Ce n'est pas un hasard, a-t-il dit, si la chute de la dictature morale au Portugal et la faillite morale et politique de la junte antipopulaire en Grèce ont intervenus précisément dans les conditions de la détente et de la normalisation du climat politique en Europe. (...) Le vent frais des changements et l'assainissement du climat international, y compris en Europe, ne sont pas favorables au maintien des anachronismes politiques qui ont survécu pendant des années dans l'air vicié de la guerre froide ».

Par ailleurs, les problèmes internationaux auxquels il est important de trouver une solution, M. Podgorny a cité Chypre, le Proche-Orient et le Vietnam.

M. Podgorny aura ainsi été le second dirigeant soviétique à confirmer solennellement, en moins de quarante-huit heures, la permanence de la politique de l'U.R.S.S. Samedi matin, en effet, M. Leonid Brejnev avait fait de même, au cours d'un discours prononcé à Norossisk, à l'occasion de la remise de l'ordre de Lénine à ce port de la mer Noire, où le secrétaire général exerça un moment les fonctions de commissaire politique. Dans une intervention fort brève pour M. Brejnev (il ne parla qu'une heure à peine), le secrétaire général se dit persuadé qu'il avait « le plein soutien des pays et peuples frères, de toutes les forces éprises de liberté, dans la lutte pour une paix durable et pour la sécurité des peuples, pour la coexistence pacifique et une coopération mutuellement avantageuse entre États à systèmes sociaux différents. (...) Nous ne pourrions certes pas encore affirmer que des fondements efficaces de paix

ont été jetés en Europe, et encore moins dans le monde entier. Cela serait prématuré. Mais ce qui a été obtenu et ce qui se fait ouvre de bonnes perspectives. Il faut encore résoudre de très nombreux problèmes pour transformer ces perspectives en réalité ».

À propos de la politique intérieure, M. Brejnev a affirmé que l'U.R.S.S. « a atteint un essor économique et un bien-être populaire qu'elle n'avait jamais connus ». Il a annoncé que l'accroissement de la production industrielle pour les huit premiers mois de l'année avait été de 8,1 %, alors que le plan, révisé il est vrai en baisse, prévoyait une progression de 6,8 %. En revanche, il a reconnu un certain nombre de difficultés dans l'agriculture.

JACQUES AMALRIC.

L'EXPANSION

premier journal économique français

Les entreprises au premier plan de l'actualité.

"des faillites ou une crise ?"

Les menaces que les restrictions de crédit font peser sur les entreprises françaises sont-elles mortelles... Dans son numéro de septembre, L'Expansion mesure exactement les risques courus et analyse en toute objectivité une situation que certains qualifient de « dramatique », alors que d'autres la jugent seulement préoccupante.

Pour Jean Denizet, nous ne sommes pas encore dans une crise économique mais la crise financière pourrait en être le prélude si

Pon persistait dans les errements actuels. Michel Herblay a mené l'enquête auprès des petites et moyennes entreprises et répond à la question que se pose chaque dirigeant : les « canards boiteux » seront-ils seuls à faire faillite ?

Enfin, Jean Boissonnat consacre son éditorial « Giscard ou le malentendu » aux rapports entre les réformes mises en œuvre par le Chef de l'Etat et la lutte contre l'inflation.

Dans le même numéro de L'Expansion :

"à quoi servent les grèves ?"

Lip, Pechiney-Noguet, Erian, les Nouvelles Galeries de Thionville, le Joint Français... Tous ces conflits ont fait la « une » des journaux. Et puis, une fois réglés, on n'en entend plus parler. C'est alors pourtant que le plus intéressant commence : que devient une entreprise où la tempête a soufflé ? Bernard Lalanne est retourné voir si les grèves servent effectivement à quelque chose.

Le Coran plus électrofin : Alain Murcier, l'un des rares journalistes admis à enquêter en Arabie Saoudite, a pu mesurer la contradiction de ce pays, le plus fermé et le plus puissant de l'Islam devenu en moins d'un an une grande puissance mondiale. Notre objectif, lui ont déclaré ses dirigeants, est de mettre le niveau de vie saoudien à l'égalité avec l'européen en dix ans.

Le dernier soldat du pétrole. Dans son château historique du Surrey, le correspondant de L'Expansion, Roy Hill a interrogé Jean-Paul Getty, 81 ans, qu'on dit l'homme le plus riche du monde, sur le pétrole, l'argent et le management.

Cadres, après quoi courez-vous ? Jean Dubois, sociologue et observateur patenté du milieu cadric, a livré à L'Expansion une nouvelle étape de ses réflexions. Elles portent sur les motivations profondes qui président à la compétition des dirigeants dans notre société.

L'Espoir en trois lignes. Comment fonctionne le marché de l'emploi ? L'Expansion vous révèle le rôle mal connu mais très important que joue la Presse avec ses petites annonces.

Ces chatoillieux ingénieurs volants dans leur drôle d'usine. Aujourd'hui, le pilote de ligne est un ingénieur qui dirige une véritable usine. Bons salaires, travail passionnant, image sociale fléchissante...

Pourtant ils ne sont pas les derniers à se mettre en grève. Qu'est-ce qui rend les pilotes si amers et agressifs ? Par Roger Alexandre.

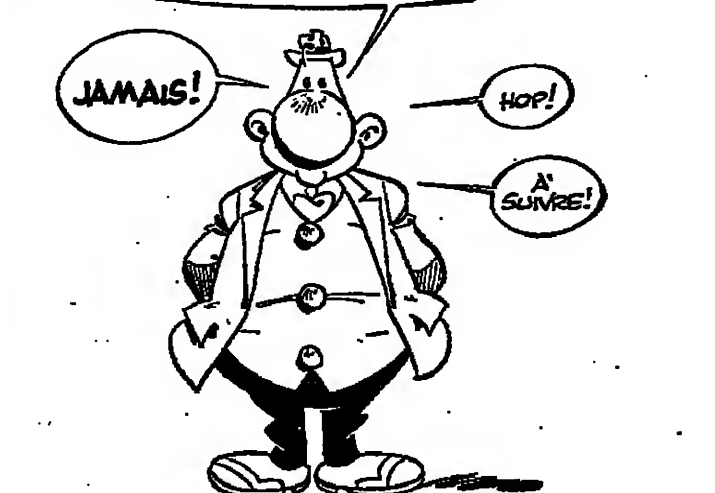
Dans un face à face avec Roger Priouret, Pierre Messmer relaxé, pour la première fois, ses rapports avec Georges Pompidou à la veille de sa mort.

L'EXPANSION, numéro de septembre 1974.

صلى الله عليه وسلم

Une étroite collaboration semble s'être instaurée entre le FRE-

A Johannesburg la colonia portugaise a lancé dimanche un



AMÉRIQUES

Porto-Rico, maîtresse choyée des États-Unis

(Suite de la première page.)

On vit ici à un autre rythme. On parle fort, on fait du bruit, comme en Espagne. Même les protestants de la Pentecostal Church of God sont bruyants, à tel point que leurs voisins, exaspérés par le bruit des mains frappées en cadence et des cantiques, se sont plaints et ont obtenu des tribunaux des dommages et intérêts. Autour des importantes fortifications d'El-Morro et de San-Cristobal, des jeunes femmes aux cheveux très noirs, portés très longs dans le dos, se promènent au bras de leurs amants. Une foule bigarrée de races et de couleurs se mêle dans les rues, on y voit le café, le lait, le produit du croisement des Indiens arawaks avec les Andalous de Ponce-de-León, compagnons de Christophe Colomb, avec les esclaves noirs amenés d'Afrique et, bien sûr, avec les flibustiers bretons et les boucaniers gallois. Pourtant ces Gracians, Bouret, Rakohl, O'Neill, se considèrent comme des latinos au même titre que les Garcias et les Morales. Ils se sentent unis par la langue, les traditions et aussi par un sentiment de fierté nationale. Après tout, même l'amiral Drake, vedette des conquêtes lointaines de la grande Elisabeth, n'arriva pas à forcer les forteresses de San-Juan.

Ainsi, pendant quatre siècles, le drapeau espagnol flotta sur ce dernier bastion de la grande castillane en Amérique. Mais il a fallu un peu plus d'un quart de siècle de colonisation américaine pour que Porto-Rico devienne un port riche. Attachée à l'Espagne par le traité de Paris de 1898, l'île avait, jusqu'en 1952, pratiquement végété à l'ombre de la bannière étoilée. (On l'appelait l'île des pauvres des Antilles.) Elle souffrait d'un manque de richesses naturelles, de la monoculture de la canne à sucre et d'une forte surpopulation malgré la mortalité infantile la plus élevée du monde. Plus d'un tiers de la population était en chômage. Par dizaines de milliers, les Portoricains quittaient l'île pour tenter leur chance aux États-Unis, où la majorité renforce le prolétariat misérable des grandes villes. Près d'un million de Portoricains vivent ainsi à New-York, dans ce qu'on appelle le « barrio ». Avec la prospérité, un mouvement de retour s'est amorcé.

Un développement inégal

Prospérité relative, certes. Aux abords mêmes des palais, des bidonvilles, où l'on se bat parfois avec la même violence que dans le « barrio » new-yorkais, témoin-

gent de la misère de ces tristes tropiques peut-être plus facile à supporter en raison du soleil, des cocotiers, et dans un climat dont le printemps à Séville, mais pénible et choquant par comparaison avec l'opulence des riches étrangers. Tout de même, les chiffres sont là. En treize ans, le produit national brut a triplé, le revenu par habitant est de 1 800 dollars, c'est-à-dire supérieur à celui des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, mais tout de même bien en dessous de celui des États les plus défavorisés des États-Unis.

Ce progrès se traduit par des chiffres confirmant l'amélioration

du niveau de vie. L'analphabétisme n'est plus que de 10 % contre 35 % en 1950. On compte 800 000 voitures contre 50 000 en 1950. Néanmoins, de l'aveu même des responsables du Fomento (administration de développement économique), il reste encore beaucoup à faire. Le chômage demeure toujours à son niveau de 12 % (de double de celui des États-Unis) et risque même d'augmenter avec le retour des Portoricains. Ainsi, cent mille Portoricains environ vivent au seuil de la misère. L'opération « Bootstrap » (Gangue de bottes) (1) lancée en 1942 par Luis Muñoz Marín, le

(1) Ce qui revient à dire : « enterrer ses bottes soi-même ».

premier gouverneur élu de l'île, a modifié les structures économiques et sociales : l'agriculture, qui occupait 11 % à trente ans plus de 200 000 personnes, n'en retient plus que 60 000, tandis que l'industrie a créé 163 000 emplois. Apparemment, il faudra accomplir de nouveaux efforts pour absorber une main-d'œuvre qui, en raison de l'extraordinaire taux de natalité, s'accroît de quelque 30 000 personnes par an.

Les avantages de la liaison

Le succès économique de Porto-Rico est dû surtout aux liens spéciaux de l'île avec les États-

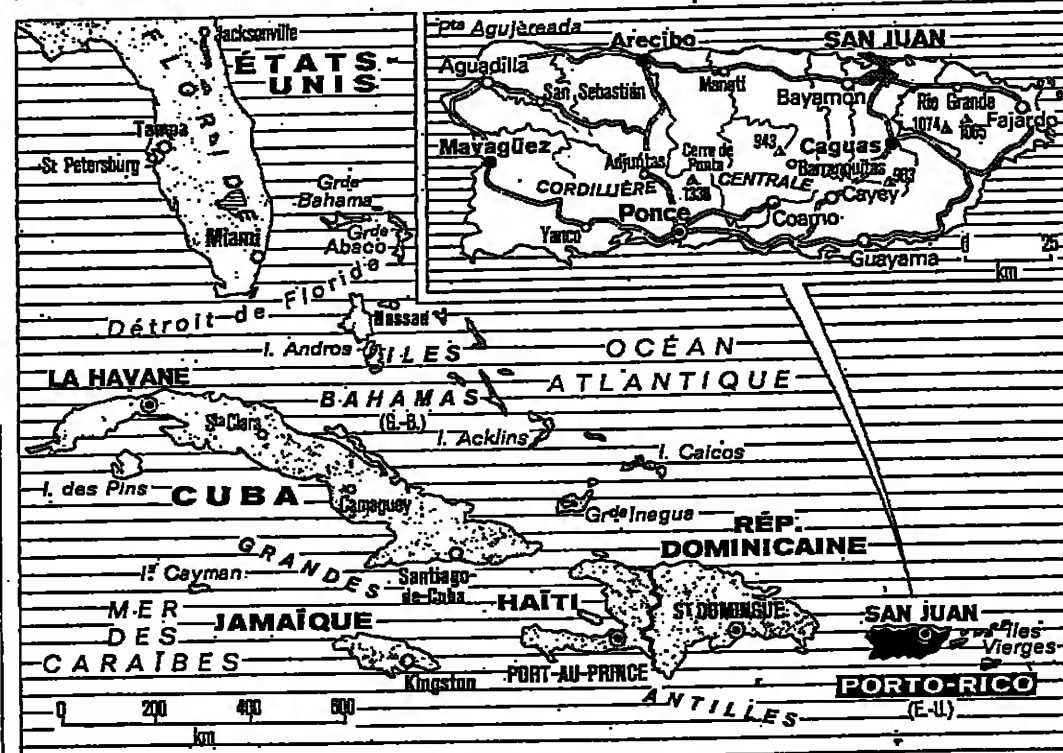
demment, à une intégration complète qui ferait de Porto-Rico le cinquante et unième État des États-Unis. Les Américains ont innové dans ce domaine. La formule de l'« Estado Libre Asociado » permet de partager la citoyenneté, la défense, la monnaie avec les États-Unis, de recevoir une assistance annuelle de 700 à 800 millions de dollars, et cela sans avoir à payer d'impôts fédéraux. Surtout, afin de faciliter les investissements américains et étrangers, Porto-Rico, qui bénéficie de l'autonomie fiscale, est en mesure d'offrir aux industriels une exemption fiscale allant jusqu'à 100 %. Cet attrait considérable (les bénéfices réalisés peuvent être rapatriés sur le continent ou à l'étranger) s'ajoute à celui de salaires plus bas et à l'exemption douanière dont bénéficient les produits vendus sur le marché américain. On comprend alors pourquoi, sur les cinq cents plus importantes sociétés américaines, cent quinze ont installé dans l'île plus de quatre cents buildings. Les investissements étrangers dépassent actuellement 4 milliards de dollars, la grande majorité allant à la pétrochimie (1 600 millions de dollars).

Enfin, la stabilité politique représente une force d'attraction supplémentaire pour les capitaux américains et étrangers, solidité et traités avec beaucoup d'égards. La majorité des Portoricains s'accoutument bien de cette dépendance économique et ne paraissent pas jaloux de l'indépendance de leurs voisins, s'accompagnant d'un niveau de vie inférieur. L'action terroriste, très spectaculaire (on se rappelle l'attentat contre Truman en 1950, les rafales de mitrailleuses tirées de la tribune du Capitole en 1964), reste limitée. Pourtant, on peut déceler un malaise et du mécontentement jusque dans les aléas du pouvoir envers le « sugar daddy » (le papa gâteau) américain. De par son statut, la maîtresse choyée n'est jamais satisfaite. Elle en veut toujours davantage et en vient parfois à se demander si la légitimité qu'elle préfère être une maîtresse privilégiée plutôt qu'une femme légitime. Elle n'aspire pas, évi-

HENRI PIERRE.

Prochain article :

DES OMBRES
SUR LA VITRINE



loterie nationale



Tout le monde a
son capital-chance

LES 100 PREMIERS FRANCAIS DE DEMAIN



De qui dépendrons-nous demain ? Trente ans après la Libération, l'heure de la retraite approche pour tous ceux qui — dans le formidable tourbillon de la guerre, dans le creuset de la résistance, dans l'euphorie de la liberté retrouvée — ont puisé la force, les moyens et l'occasion de saisir le pays dans leurs poings pour en faire une France moderne. Ils ont pris dans tous les domaines les leviers de commande. Pour quelques-uns, déjà, l'âge est venu de les abandonner, pour d'autres — le plus grand nombre — l'horloge va sonner. Le grand tournant de génération arrive.

Quels sont ceux qui, parce qu'ils sont jeunes encore (impérativement moins de 46 ans), mais déjà bien armés et ambitieux, s'apprennent à prendre la relève ? Pour la France industrielle de 1980, la compétence fait prime. Le Point — après une longue enquête et de multiples consultations — a tenté de repérer cent personnalités qui, chacune dans son domaine, paraissent avoir les qualités requises et le dynamisme nécessaire pour parvenir au faite. Démarche longue, délicate. Sacre de futurs potentiels ? Sûrement pas. Mais démarche de « chasseur de

têtes » dont le tableau final risque de vous étonner. Ce « Who's who » de demain vous permettra de comprendre dès aujourd'hui ce qui se prépare. Un document passionnant cette semaine dans Le Point.

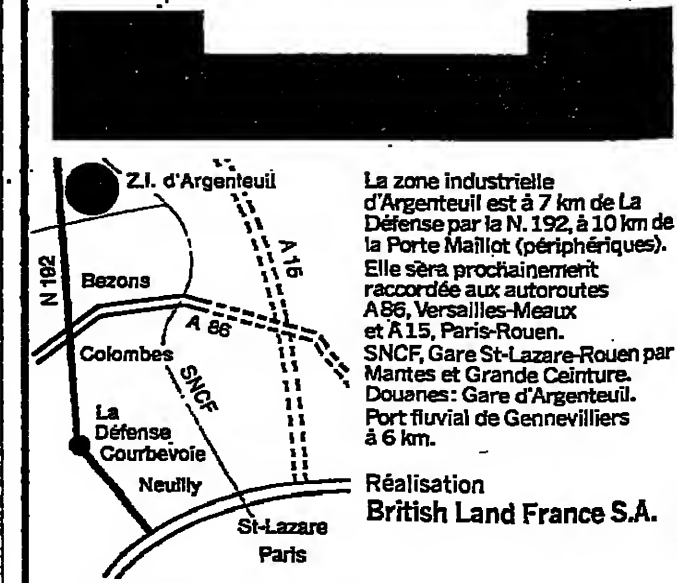
4 F. CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX.

le point

l'hebdomadaire d'information du lundi

Unis. Porto-Rico tire en effet des avantages sérieux de sa situation de « maîtresse entretenue de l'Amérique », comme le disent avec mépris les « indépendantistes », partisans d'une république indépendante. L'île tire en tout cas des bénéfices substantiels de cette « liaison », sans avoir à partager les charges et obligations d'un mariage. Et c'est pourquoi, jusqu'à nouvel ordre, elle préfère être une maîtresse privilégiée plutôt qu'une femme légitime. Elle n'aspire pas, évi-

Argenteuil 95
zone industrielle
10600 m2 d'entrepôts
1354 m2 de bureaux
divisibles
à louer



La zone industrielle d'Argenteuil est à 7 km de La Défense par la N. 192 à 10 km de la Porte Maillot (périphériques). Elle sera prochainement raccordée aux autoroutes A86, Versailles-Meaux et A15, Paris-Rouen. SNCF, Gare St-Lazare-Rouen par Marly et Grande Ceinture. Douanes : Gare d'Argenteuil. Port fluvial de Gennevilliers à 6 km.

Réalisation
British Land France S.A.

Pour tous renseignements et location :
Monsieur COPELAND
Weatheralls France S.A.
64, rue La Boétie 75008 Paris tél. 225.79.00

N. Sté :
Activité :
Adresse :
désire recevoir une documentation.

صندوق البريد

AMÉRIQUES

APRÈS LA GRACE ACCORDÉE A M. NIXON

Le conseiller de presse de la Maison-Blanche donne sa démission

De notre correspondant

Washington. — Un mois, presque jour pour jour, après la démission de Richard Nixon, le président Ford a voulu écrire l'épilogue, clore définitivement un chapitre pénible de l'histoire américaine, en accordant à son prédécesseur une « grâce complète, absolue et sans condition ».

Le dénouement du Watergate avait été accueilli avec soulagement. À en juger par les vives réactions des milieux politiques, cet épilogue, risqué au contraire de rouvrir des plaies à peine cicatrisées, a ressemblé presque à l'effacement du Watergate maribonde et en tout cas de compromettre la « lune de miel » inespérée entre le président et le Congrès.

réagira négativement devant un revirement aussi net et une décision aussi contraire aux principes de l'égalité devant la loi. Comment, en effet, accepter que l'ancien président soit gracié pour des crimes dont on ne connaît ni la nature ni l'ampleur, alors que des comparses, des « lampistes » comme Krogh, Kalbach, Colson et d'autres, restent actuellement en prison leur dette à la société ? Comment le procès de ses adjoints Erlichman, Halde- man et quatre autres inculpés pourrait-il s'ouvrir au début de septembre, alors que ces subordonnés exécutaient seulement les instructions de l'homme qui détenait les responsabilités suprêmes ? N'est-il pas choquant, enfin, que le nouveau président gracie l'homme auquel il doit sa

la santé de M. Richard Nixon, qui, selon plusieurs témoignages, serait dans un état dépressif grave.

Dans ce contexte, le président Ford décide de faire savoir à M. Nixon, dès jeudi, qu'il se propose de prendre une mesure de grâce, en vertu des pouvoirs que lui confère la Constitution. Certes, la Maison-Blanche a pris bien soin de préciser que la grâce présidentielle n'avait pas été négociée et qu'elle aurait été prise en tout état de cause, indépendamment des réactions de M. Nixon. Pourtant, de sa retraite de San Clemente, l'ancien président n'a pas perdu une minute pour faire ce que M. Buchen, conseiller personnel de M. Ford, a appelé « un acte de cointinence ».

L'ancien président Nixon s'en tire ainsi à bon compte. Sauvé d'une inculpation probable, à l'abri de poursuites pour des délits fédéraux, il pourrait théoriquement être poursuivi par les juridictions d'Etat et attaqué devant un tribunal civil. Il reste, cependant, également d'outreager à magistrat s'il refuse de témoigner ou de communiquer les documents de la Maison-Blanche requis par voie d'injonction judiciaire. Mais sur ce point, l'accord négocié entre la Maison-Blanche et l'ancien président est favorable à ce der-

nier Richard Nixon est reconnu comme ayant seul un droit de propriété sur ces documents, qui seront placés sous une surveillance conjointe avec la Maison-Blanche. Mais lui seul pourra autoriser l'accès à ces documents sur lesquels il réaffirme ses droits littéraires. Un point qui n'est pas secondaire s'il est vrai qu'une maison d'édition lui a déjà proposé 2 millions de dollars pour ses Mémoires. Richard Nixon s'engage à faire don de ces documents au gouvernement pour le 1^{er} septembre 1979, mais ceux-ci devront être détruits cinq ans plus tard ou, en cas de décès de l'ancien président, avant cette date.

Dans l'immédiat, M. Nixon doit recevoir une pension de 96 000 dollars (460 000 F), et son successeur a demandé au Congrès 249 000 dollars de crédit supplémentaire couvrant les frais de voyage, de communication, de bureau, et 100 000 dollars de « divers ». Comme le rappelle le New York Times, la République américaine a souvent maltraité ses anciens présidents, dont certains ont fini dans la gêne. Mais à un moment où le gouvernement ajourne les augmentations de salaires de ses fonctionnaires, victimes de l'inflation, une telle générosité envers un homme qui échappe de justesse à l'inculpation, paraît pour le moins insolite.

H. P.

Éviter un débat prolongé, source de division

Voici le texte du décret du président Ford gracie M. Nixon :

« M. Richard Nixon est devenu le trente-septième président des États-Unis le 20 janvier 1969, et il a été réélu en 1972 pour un second mandat par les électeurs de quarante-neuf États sur cinquante. Son mandat s'est poursuivi jusqu'à sa démission, le 9 août 1974.

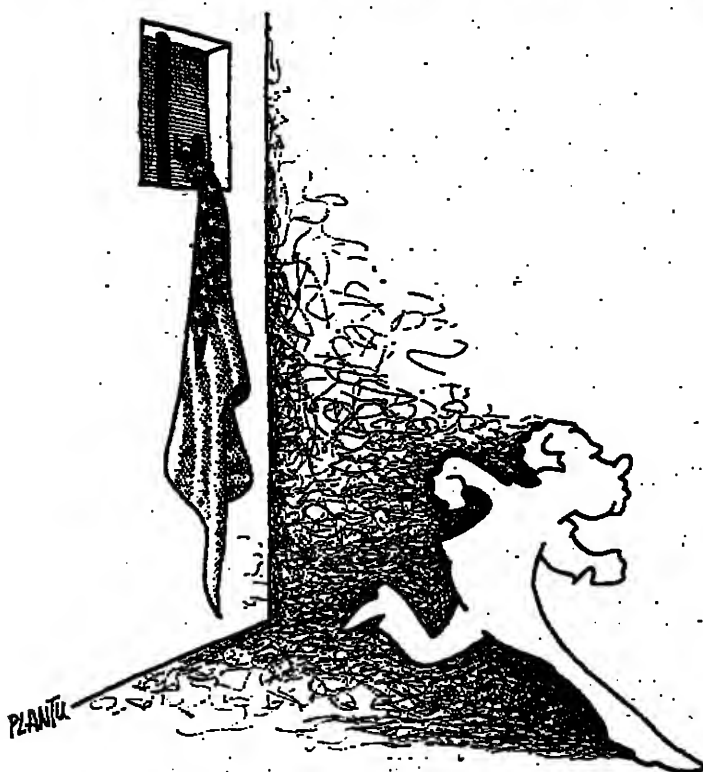
« À la suite de résolutions de la Chambre des représentants, sa commission judiciaire a mené une enquête qui a duré plus de huit mois sur la mise en accusation du président. Les débats et délibérations de la commission, qui ont reçu une vaste publicité nationale par la télévision, la radio et la presse écrite ont abouti à des votes défavorables à M. Richard Nixon et à l'adoption d'articles de mise en accusation.

« À la suite de certains actes ou omissions survenus avant sa démission de la fonction de président, M. Richard Nixon s'est trouvé passible d'une mise en accusation et d'un jugement pour délits commis contre les États-Unis. Les conclusions du grand jury désigné et la discrétion du procureur mandaté à cet effet ont décidé qu'il sera ou non poursuivi. Si il était traduit en justice, l'accusé aurait droit à un procès équitable par un jury impartial, comme cela est garanti à chacun par la Constitution.

« On estime que le procès de Richard Nixon, s'il était nécessaire, ne pourrait raisonnablement débiter avant un an ou davantage. Entre-temps, le calme retrouvé par cette nation au cours de ces dernières semaines aurait été irréparablement perdu par la perspective de traduire en justice un ancien président des États-Unis. Cette perspective causera un débat prolongé, source de division, sur l'opportunité d'exposer à une punition et à une dégradation encore plus grandes un homme qui a déjà subi la peine sans précédent de l'abandon de la fonction électorale la plus haute des États-Unis.

« En conséquence, moi, Gerald R. Ford, président des États-Unis, conformément au droit de grâces qui m'est conféré par l'article II, section 2 de la Constitution, accorde par ces présentes une grâce complète, absolue et sans condition à Richard Nixon pour tous les délits que ledit Richard Nixon a commis ou aurait pu commettre ou auxquels il aurait pris part durant la période du 20 janvier 1969 au 9 août 1974.

« En foi de quoi, j'ai signé ceci de ma main, ce huitième jour de septembre de l'an mil neuf cent soixante-quatorze de notre Seigneur et de l'indépendance des États-Unis d'Amérique le cent quatre-vingt-dix-neuvième. »



(Dessin de PLANTU.)

Au cours de sa première conférence de presse, le président Ford précisait qu'une mesure de grâce ne pourrait être considérée qu'ultérieurement, à la fin de l'investiture selon la procédure. À priori, il faut donc prévoir que le public — selon Gallup, 58 % d'Américains recommandent des poursuites contre M. Nixon —

PLUS DE 2 MILLIONS DE DOLLARS POUR LES MÉMOIRES

M. Richard Nixon a signé avec l'agent littéraire américain Irving Lazar un contrat pour la vente de ses Mémoires. La nouvelle, annoncée dans le dernier numéro du magazine « Time », a été confirmée le lundi 9 septembre par l'agent lui-même. M. Lazar, qui représente aux États-Unis des auteurs comme Vladimir Nabokov, Arthur Schlesinger Jr., Phyllis Cole, et Françoise Sagan, a précisé que la valeur du contrat dépasserait 2 millions de dollars (plus de 9,4 millions de francs).

fulgurante ascension politique ? Pourquoi ce revirement total ? Le président a dit dans sa déclaration que « beaucoup de décisions à prendre à la Maison-Blanche n'ont pas été prises en accord avec les questions hypothétiques auxquelles j'ai répondu librement dans le passé et peut-être trop rapidement ». Sûrement il n'y a pas de raison de douter de la sincérité de l'homme comptant à l'égard de « Richard Nixon et de ses proches bien-aimés qui ont assez souffert et continueront de souffrir qu'il se fasse », soucieux aussi de lui assurer un procès équitable, décidé à éviter à un ancien président d'être « excessivement pénalisé » en raison de son rang. La parole n'est peut-être pas perdue auprès de l'opinion publique sensible aux arguments d'un homme de bonne foi, fidèle à ses amis, qui, après avoir assisté à un office religieux et communautaire des obligations que lui impose sa conscience d'homme et « d'humble serviteur de Dieu », constamment interrogé, pour le guider dans sa décision prise non dans l'intérêt de son ami mais dans celui du peuple américain.

Mais le politicien a sans doute jugé préférable de déclencher aujourd'hui une tempête violente, mais de courte durée, plutôt que de laisser le climat s'envenimer lentement pendant les longs mois précédents les mesures de clémence qu'il avait en son for intérieur décidé depuis longtemps. Enfin, un des facteurs ayant déterminé le président Ford c'est

La déclaration de l'ex-président

Un fardeau que je porterai tous les jours

Voici le texte de la déclaration faite par l'ancien président Nixon après l'annonce de l'amnistie accordée par M. Gerald Ford.

« J'ai été informé que le président Ford m'a accordé une amnistie pleine et entière pour toutes les charges qui pourraient être portées contre moi pour des actes accomplis pendant que j'étais président des États-Unis. En acceptant ce pardon, j'espère que cet acte de clémence contribuera à soulager notre pays du fardeau du Watergate.

« Ici, en Californie, mon optique sur le Watergate est tout à fait différente de celle que j'avais lorsque j'étais au milieu de la mêlée, tandis que je subissais encore la charge quotidienne incessante de la présidence.

« En revoyant ce qui est encore dans mon esprit une masse complexe et confuse d'événements, de décisions, de pressions et de personnalités, je peux voir maintenant clairement une chose, à savoir que j'ai eu tort de ne pas

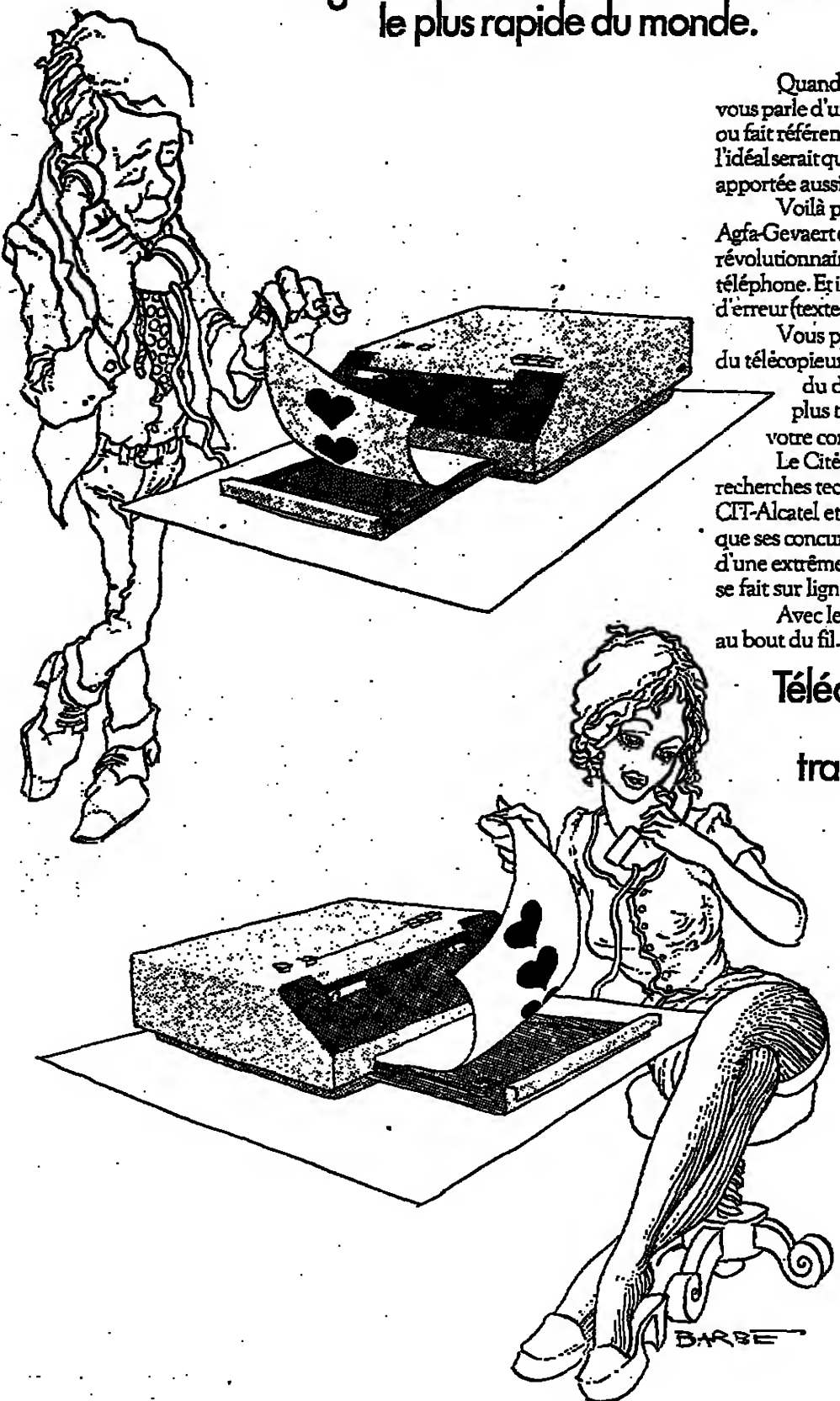
agir avec plus de décision et de diligence pour régler l'affaire du Watergate, surtout lorsqu'elle est parvenue au stade de la procédure judiciaire et lorsque ce qui était un scandale politique est devenu une tragédie nationale.

« Il n'y a pas de mois pour décrire la profondeur de mon regret et de mon chagrin devant l'impasse que mes fautes dans l'affaire du Watergate ont fait surgir à la nation et à la présidence, à une nation pour laquelle j'ai tant d'amour et une institution pour laquelle j'ai tant de respect.

« Je sais que nombreux sont ceux qui penseront sincèrement que mes motifs et mes actes dans l'affaire du Watergate étaient intentionnellement égoïstes et égoïstes. Je comprends maintenant comment mes propres fautes, mes propres erreurs de jugement ont contribué à cette conclusion.

« Je regrette la conclusion. Ce fardeau est le plus lourd de tous à supporter. Avoir choisi la mauvaise voie en m'efforçant de régler l'affaire du Watergate est un fardeau que je porterai tous les jours qui me restent à vivre. »

Agfa-Gevaert a trouvé le coursier le plus rapide du monde.



Quand, au téléphone, un correspondant vous parle d'un plan, vous décrit une maquette ou fait référence à un tableau de chiffres, l'idéal serait qu'une copie du document vous soit apportée aussitôt.

Voilà pourquoi CIT-Alcatel et Agfa-Gevaert ont créé le Citéfax 101, un appareil révolutionnaire qui transmet les copies par téléphone. Et il peut tout transmettre sans risque d'erreur (textes, graphiques, dessins, photos, etc.).

Vous placez votre document sur le tiroir du télécopieur. Vous composez le numéro du destinataire. C'est tout. 3 minutes plus tard, quel que soit l'éloignement, votre correspondant reçoit une copie.

Le Citéfax 101 bénéficie de toutes les recherches technologiques effectuées par CIT-Alcatel et Agfa-Gevaert. Il est plus rapide que ses concurrents agréés par les P et T, et d'une extrême fiabilité. Et son branchement se fait sur ligne téléphonique normale.

Avec le Citéfax 101, la copie est au bout du fil.

Télécopieur Citéfax 101.
Votre document transmis en 3 minutes.

Agfa-Gevaert. 1^{er} constructeur européen de copieurs.
Pour copie conforme

Si vous voulez en savoir plus sur le Citéfax 101 ou sur l'un des copieurs de la gamme Gevaert, téléphonez-nous au 967.81.44 ou écrivez à : Agfa-Gevaert DEE - 27, av. Napoléon Bonaparte - 92502 Rueil-Malmaison. Cela en vaut la peine.

Dorland & Gray

AMÉRIQUES

Chili

SELON UN PARLEMENTAIRE DE WASHINGTON

Les États-Unis auraient dépensé au moins 8 millions de dollars pour lutter contre le gouvernement Allende

De notre correspondant

Washington. — Entre 1970 et 1973, le gouvernement américain a autorisé la C.I.A. à employer de 3 à 11 millions de dollars (32 millions de francs), aux fins de renverser le gouvernement de Salvador Allende, assurent, dans leurs éditions du 8 septembre, le *New York Times* et le *Washington Post*. Selon les deux journaux, cette information avait été fournie en avril dernier par M. Colby, directeur de la C.I.A., à une sous-commission de la Chambre des représentants chargée de superviser les activités des services spéciaux américains.

Ce témoignage a été revu par le représentant démocrate, M. Harrington (Massachusetts), dans une lettre confidentielle adressée à M. Morgan, président de la commission des affaires étrangères de la Chambre, et dont le *New York Times* a pu se procurer une copie. Le journal de New York ainsi que le *Washington Post* précisent que M. Harrington avait été autorisé par le président de la sous-commission à révéler le témoignage de M. Colby, mais sans pouvoir prendre de notes. « Ma mémoire doit être considérée comme l'unique source de ce témoignage », écrit le représentant du Massachusetts.

Ce témoignage confirme, sur plusieurs points, la version de l'affaire, qui avait été donnée par M. Fernando Uribe, ancien ministre, conseiller à l'ambassade du Chili à Washington, du temps de M. Eduardo Frei, et ambassadeur à Pékin de l'Unité populaire, dans son ouvrage de *Libre noir de l'intervention américaine au Chili*.

Selon le *New York Times*, un certain nombre de hauts fonctionnaires ont confirmé les détails des activités de la C.I.A. au Chili telles que M. Harrington les a résumées. Du témoignage de M. Colby, datant du 22 avril, il ressort que les officiels du département d'Etat et de la Maison Blanche ont délibérément, et à plusieurs reprises, menti au Congrès et à l'opinion sur la nature et l'étendue de l'intervention du gouvernement américain dans les affaires intérieures du Chili.

La première action américaine contre Salvador Allende eut lieu en 1964, alors qu'il brigait la

présidence contre le démocrate-chrétien M. Eduardo Frei, qui avait la préférence du gouvernement de Washington : 3 millions de dollars de la C.I.A., distribués à des particuliers, des partis politiques et des journaux, appuyèrent les efforts du parti démocrate-chrétien. Selon M. Harrington, M. Colby a fait un témoignage précis et franc, mais a refusé d'identifier les contacts et les intermédiaires de la C.I.A. Le chef de la C.I.A. aurait souligné que toutes les opérations de cet organisme contre Allende avaient été approuvées par le Comité des quarante, organisme qui présidait alors M. Kissinger, et chargé de contrôler l'action des services spéciaux. Ainsi, en 1968, puis en 1970, ce Comité avait autorisé l'attribution de 500.000 dollars destinés aux éléments « en mesure de maintenir en activité les adversaires d'Allende », ou à des hommes de partis d'opposition.

M. Kissinger partisan d'une intervention active ?

Après l'élection de S. Allende en 1970, le Comité des quarante aurait également approuvé l'attribution d'une somme de 350.000 dollars en vue de couronner des membres du Congrès chiliens dans le cadre d'un projet compliqué visant à faire annuler les résultats du scrutin. Ce projet fut jugé irréalisable et abandonné. Toujours selon le témoignage de M. Colby tel que le rapporte M. Harrington, le Comité des quarante aurait affecté cinq millions de dollars à la C.I.A. afin d'aider à une politique du pire contre le régime d'unité populaire pendant la période 1971-1973. En 1973, 1.500.000 dollars supplémentaires furent employés à soutenir les adversaires d'Allende aux élections municipales, ainsi qu'un journal influent, mais non autrement identifié, hostile au gouvernement.

Enfin, en août 1973, au moment où le gouvernement Allende faisait face aux plus sévères difficultés, les « Quarante » autori-

serent l'allocation de 1 million de dollars, toujours aux fins de « déséquilibrer » le régime. M. Colby aurait précisé qu'une demande de 50.000 dollars supplémentaires pour aider la grève des camionneurs et des transporteurs publics avait été rejetée.

Après le coup d'Etat, le programme a été supprimé. Mais 34.000 dollars sur les crédits initialement prévus auraient encore été consacrés à l'achat d'une station de radio (pour 25.000 dollars) et au financement (pour 9.000 dollars) d'un voyage de porte-parole de la junte militaire dans les autres pays de l'Amérique latine.

Le *New York Times* fait état des commentaires de certains fonctionnaires spécialisés dans ces affaires, défendant tous l'action de la C.I.A. en rejetant les responsabilités sur le Comité des quarante. Selon l'un d'entre eux, des divergences de l'action de la C.I.A. en rejetant les responsabilités sur le Comité des quarante. Selon l'un d'entre eux, des divergences de l'action de la C.I.A. en rejetant les responsabilités sur le Comité des quarante.

Le journal de New York rappelle qu'en octobre dernier M. Colby, déposant devant une sous-commission des affaires étrangères de la Chambre, n'avait pas exclu que les manifestations contre le régime de S. Allende aient pu être soutenues par des filiales de compagnies américaines, au Brésil et dans d'autres pays sud-américains. Il rappelle également, pour la critique, l'attitude de plusieurs hauts fonctionnaires du département d'Etat qui, en avril dernier, avaient déclaré, sous serment, devant la sous-commission chargée d'enquêter sur les activités des sociétés multinationales, qu'ils avaient assuré que le gouvernement américain n'avait jamais exercé aucune pression ni n'était intervenu en aucune façon dans les affaires intérieures chiliennes. — H. P.

Mexique

LE BEAU-PÈRE DU PRÉSIDENT

ECHEVERRIA

A ÉTÉ LIBÉRÉ

PAR SES RAVISSEURS

(De notre correspondant.)

Mexico. — A vingt-quatre heures d'intervalle, les deux séquestrés les plus célèbres du Mexique ont été libérés. L'un, M. José Guadalupe Zuno, beau-père du président Luis Echeverría, l'a été à l'initiative de ses ravisseurs ; l'autre, le sénateur Rubén Figueroa, a été délivré par l'armée. M. Zuno, qui avait été enlevé le 28 août, a été remis en liberté dans la nuit du 7 au 8 septembre à Guadalajara par les Forces révolutionnaires armées du peuple (F.R.A.P.). M. Figueroa, qui avait été capturé le 30 mai par la Brigade paysanne du parti des pauvres, commandée par le guérillero Lucio Cabanas, a été délivré à l'issue d'un affrontement armé entre un détachement militaire et ses gardiens. M. Figueroa, candidat du parti révolutionnaire institutionnel (au pouvoir) au poste de gouverneur de l'Etat de Guerrero, était tombé entre les mains de la Brigade paysanne alors qu'il tentait d'avoir une entrevue avec M. Cabanas afin de trouver une solution politique à la guérilla.

Dans les deux cas, le gouvernement avait refusé de négocier, conformément au principe qu'il avait posé en octobre 1973, à l'occasion d'un double enlèvement à Guadalajara.

PROCHE-ORIENT

Le Caire et Damas poursuivent leurs efforts en vue du rapprochement jordano-palestinien

Israël et la Jordanie seraient tombés d'accord sur une formule de compromis pour un dégel partiel des forces israéliennes stationnées sur la rive occidentale du Jourdain, rapporte ce lundi 9 septembre le correspondant à Beyrouth du *Los Angeles Times*, qui cite une source diplomatique américaine.

Ce compromis, qui restituerait au roi Hussein le contrôle d'une partie de la Cisjordanie que l'armée israélienne évacuait, pourrait être rendu public au cours de la visite aux États-Unis de M. Itzhak Rabin, attendu mardi à Washington.

De notre correspondant

Beyrouth. — C'est vers le 18 septembre que doit se tenir au Caire la réunion tripartite Égypte - Syrie - O.L.P. qui sera consacrée en grande partie à l'assainissement des relations jordano-palestiniennes en vue de préparer la voie à une « réconciliation », ne serait-ce que tactique, entre le roi Hussein et l'O.L.P. Celle-ci, cependant, souhaiterait harmoniser ses positions avec celles de la Syrie avant de se rendre au Caire, où elle se propose de soulever le problème de sa représentativité, compte tenu du communiqué conjoint Sadat-Hussein de juillet dernier, qui ne reconnaît pas à l'organisation de M. Arafat le droit de représenter les Palestiniens établis dans le royaume hachémite.

Damas et Le Caire sont d'accord pour un rapprochement jordano-palestinien, qui serait essentiellement axé sur les thèmes qui seront défendus par toutes les délégations arabes à l'Assemblée générale des Nations unies. On sait qu'une proposition palestinienne demandant que le problème de la Palestine soit inscrit séparément à l'ordre du jour de la

prochaine Assemblée a été adoptée à l'unanimité par le conseil de la Ligue arabe. Dans cette perspective, souligne-t-on à Damas, les Palestiniens auraient intérêt à se présenter à New-York forts de la caution et de l'appui de tous les gouvernements arabes. Une réconciliation avec Hussein paraît prématurée, la neutralisation du roi serait d'autant plus profitable qu'elle unirait les rangs arabes aux Nations unies et favoriserait surtout le ralliement massif des pays africains et latino-américains à la cause palestinienne. On fait savoir à ce propos que si le conflit entre le roi Hussein et la résistance peut paraître difficilement surmontable, leur intérêt commun leur commande aujourd'hui d'opter pour une position tactique commune face aux manœuvres israéliennes destinées à les diviser pour liquider la résistance, sans pour autant restituer au roi de Jordanie plus qu'une zone restreinte en Cisjordanie.

Ménager le roi Hussein

Tel serait le point de vue de Damas et de la plupart des organisations palestiniennes. Reste à savoir si le roi Hussein accepterait éventuellement de se joindre à la réunion tripartite du Caire. Des démarches dans ce sens ont lieu actuellement. Elles visent à mettre sur pied une stratégie commune inter-arabes aux Nations unies sans que M. Arafat ait besoin pour cela d'échanger le baïer de paix avec le souverain hachémite. Pour l'instant, l'alle mandé de la résistance, avec à sa tête le Fath, essaie, autant que faire se peut, de ménager le roi de Jordanie. De nombreux tracts commémorant la guerre jordano-palestinienne de septembre 1970, et qui se trouvaient sous presse, n'ont pas été imprimés sur instruction de M. Arafat. De même, a-t-on ajourné à l'extrême l'édition d'un cahier de dessins d'Issam Chammout, l'un des plus grands peintres palestiniens, qui évoquent des scènes de massacres de Palestiniens en Jordanie.

EDOUARD SAAB.

Le général Sandeddine Chazli, ambassadeur d'Égypte en Grande-Bretagne et ancien chef d'état-major de l'armée égyptienne lors de la guerre d'octobre, est arrivé dimanche 8 septembre au Caire, venant de Londres. L'officier *Al-Ahram* écrit lundi que le diplomate égyptien a été rappelé en consultation à la suite de déclarations faites au cours d'une réunion d'étudiants à Londres. Le diplomate égyptien avait critiqué au cours de cette réunion la manière dont « la direction politique égyptienne » avait mené la guerre d'octobre et lui avait notamment reproché sa prudence exagérée qui, selon M. Chazli, avait permis la percée israélienne du « désert » à la rive occidentale du canal de Suez. — (A.F.P.)

AMNESTY INTERNATIONAL DEMANDE LA NOMINATION D'UN HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES DROITS DE L'HOMME

Copenhague (A.F.P.). — Le conseil d'Amnesty International a terminé les travaux de sa réunion annuelle dimanche 8 septembre à Askov, dans le Jutland, en adoptant plusieurs résolutions en faveur des détenus en République démocratique allemande et dans plusieurs pays asiatiques et pour abolir la peine de mort dans le monde. L'organisation réclame notamment une enquête au sujet du nombre croissant de citoyens de R.D.A. arrêtés ou condamnés à de lourdes peines de prison pour avoir essayé de quitter le pays ou avoir aidé d'autres personnes à le faire. Les cent cinquante délégués ont aussi décidé d'envoyer des télégrammes au président Park Chung Hee de Corée du Sud, au gouvernement uruguayen et au président Ferdinand Marcos des Philippines, pour réclamer la libération immédiate des prisonniers politiques. Ils expriment leur préoccupation au sujet des détentions politiques au Vietnam du Sud, invitent les parties à respecter les accords de Paris. Le prochain congrès annuel d'Amnesty International se tiendra en Suisse en septembre 1975. A Askov, le conseil n'a pas désigné le successeur de M. George S. May, président du mouvement depuis sa création en 1961, qui s'est retiré. Dans son rapport annuel, publié à l'occasion de la réunion de ce conseil au Danemark, Amnesty International réclame la nomination d'un haut commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme, nanti d'un pouvoir d'enquête.

A TRAVERS LE MONDE

Algérie

● M. GEORGES SEGUY, secrétaire général de la C.G.T., se rend ce lundi 9 septembre à Alger où il s'entretiendra avec des responsables du P.L.N. et de l'U.C.T.A. Sa visite précédera de quarante-huit heures celle de M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français. M. Seguy est ensuite attendu le 10 septembre à Conakry. Il y séjournera en même temps qu'un groupe de syndicalistes soviétiques. — (A.F.P., Reuter.)

Argentine

● LE RECTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE BUENOS-AIRES, M. Laguzzi, a été grièvement blessé le 7 septembre à son domicile par l'explosion d'une bombe qui a également atteint sa femme et tué son jeune fils, âgé de quatre mois. M. Laguzzi, qui appartient à la gauche péroniste, a vraisemblablement été victime d'un groupe d'extrême droite. Des attentats à la bombe et des incidents violents ont également eu lieu, durant le week-end, à Rosario, où trois jeunes personnes de gauche ont été tuées en manipulant des explosifs à La Plata, à Mar-del-Plata et à Santiago-del-Estero. — (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.)

Israël et Palestine

Le n° 5 (septembre) est paru ● L'Affaire Hawatmeh, par Paul Jacobs. ● La Prochaine Guerre - Editorial. Le Numéro : 250 F - 1 an : 300 F. S.P. 120-10, 75440 Paris Cedex 10.

Institut Européen de Secrétaires de direction

ENSEIGNEMENT PRIVÉ

26, rue Gimelli - 83100 TOULON

Option : secrétariat bilingue ou trilingue

Allemand - Anglais - Espagnol - Italien - Russe

DEUX ANNÉES D'ÉTUDES

Préparation au B.T.S.S.

Reception tous les jours.

Qu'est-ce que le MANAGEMENT ? *

L'entreprise Française a plus que jamais une tâche difficile. Elle doit faire face à ses nouvelles obligations, repenser ses structures, reconstruire ses prix de revient, créer ses systèmes d'information. Elle pourra difficilement réussir seule, cette mutation.

L'aide de Conseils en "Management" lui est encore plus nécessaire que dans le passé. Tous les problèmes que devra résoudre l'Entreprise enchevêtrée comme un labyrinthe.

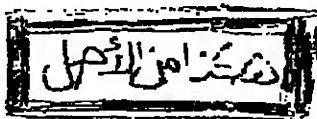
Sortez de ce labyrinthe en pensant "Management".

GEORGE S. MAY INTERNATIONAL

"MANAGEMENT CONSULTANTS" depuis 1925

En France : 50, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS 8^e
Tél. : 225.95.98 - Téléc. 65074
PARIS (FRANCE) - SAN FRANCISCO - MONTREAL - BRUXELLES
DUSSELDORF - LONDRES - MILAN - ROTTERDAM - METZ.

* MANAGEMENT : Science de la Technique de Direction et de Gestion des Entreprises. (Grand Larousse Encyclopédique)



OPÉRATION HESPÉRIDES



U & O PUBLICITÉ

UNIVAC SÉRIE 90

ENFIN LE DIALOGUE AVEC L'ORDINATEUR N'EST PLUS UN FRUIT DÉFENDU



efforts et maintes ruses, la pomme d'or fut cueillie. Le onzième de ses travaux était achevé, brisant ainsi le mythe du fruit inaccessible.

Le jardin des Hespérides.

Souvenez-vous. Les Hespérides, des nymphes qui habitaient un jardin merveilleux. Dans ce jardin, un arbre. Un pommier fabuleux, un pommier aux pommes d'or. Des pommes d'or, voilà bien des fruits rares, des fruits inaccessibles aussi. Car un dragon veillait. Un dragon à cent têtes qui sans relâche, protégeait ces trésors. Jamais personne ne put cueillir une pomme. L'arbre gardait son fruit.

Mais un jour, Hercule parut. Après maints

Univac IMS 90, quand les services de l'entreprise accèdent eux-mêmes à l'information.

Regardez autour de vous. Que voyez-vous dans l'entreprise? Un ordinateur lointain, souvent inaccessible. Un manque d'informations, des attentes, des saturations. Des montagnes de listings à dépouiller. Un informaticien débordé... Et pourtant, l'ordinateur est là, travaillant en fraction de seconde.

Alors aujourd'hui Univac décide de rendre l'information à ceux qui l'utilisent : les services de l'entreprise.

IMS 90 libère les utilisateurs et les informaticiens.

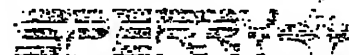
Aujourd'hui IMS 90 vous permet de dialoguer avec l'ordinateur; un ordinateur qui parle votre langage.

Aujourd'hui Univac et la Série 90 (modèles, 30, 60, 70) libèrent les informaticiens autrefois surchargés.

Aujourd'hui la Série 90 d'Univac rend enfin accessibles aux services de l'entreprise des fruits autrefois défendus.

SPERRY UNIVAC - 3, rue Bellini - LA DEFENSE - PUTEAUX (92806) - Tél. 772.20.27

BRUXELLES 1170/117, Chaussée de la Hulpe - Tél. 73.98.00



UNIVAC

QUAND L'INFORMATIQUE DEVIENT DIALOGUE

ASIE

LA CORÉE EN MAL DE RÉUNIFICATION

II. — La « porte ouverte »

Dans un premier article, notre envoyé spécial a décrit la zone de Pusan, seul point de contact entre les deux États coréens, et évoqué l'impasse dans laquelle se trouve le dialogue entre les deux régimes ennemis. Après la grande « percée » qu'avait permise le communiqué conjoint du 4 juillet 1972, les conversations ont été pratiquement suspendues au cours de l'été 1973.

Séoul. — Le régime du Sud a fait preuve d'un peu plus d'imagination avec sa politique étrangère dite de la « porte ouverte », annoncée par le président Park en juin 1973. La date de cette proclamation n'avait pas été choisie au hasard : depuis le printemps de la même année, la Corée du Nord avait établi des relations diplomatiques avec le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Suède, l'Argentine et d'autres États occidentaux ; elle avait été admise en mai à l'Organisation mondiale de la Santé, ce qui lui donne, un mois plus tard, un statut d'observateur au quartier général de l'ONU à New York.

La Corée du Sud n'était évidemment pas en mesure de proclamer l'équivalence de la « doctrine Hallstein », par laquelle l'Allemagne fédérale, il y a une dizaine d'années, s'engageait à rompre ses relations avec tout État qui reconnaissait son rival de l'Est. Le président Park annonça donc qu'il « ouvrirait sa porte à toutes les nations du monde » et par conséquent, implicitement, qu'il ne voyait pas d'objections à ce qu'un même État ait des relations égales avec les deux États rivaux. A Séoul toutefois, on assortit cette doctrine d'un vœu : que les pays de l'Est et du tiers-monde traditionnellement amis de la Corée du Nord ouvrent aussi leurs portes aux Coréens du Sud. Et c'est parce que les efforts déployés en ce sens sont restés infructueux jusqu'à présent que Séoul dissuade aujourd'hui ses « amis » occidentaux d'ouvrir des relations formelles avec le régime de Pyongyang.

La « Koryo » à l'O.N.U. ?

La France notamment se range à cette argumentation. Comme M. Jobert l'avait exposé le 20 juin 1973 à l'Assemblée nationale, le gouvernement français se demande « pourquoi on attend de nous ce qu'aucune puissance de l'Est ne fait, c'est-à-dire une reconnaissance diplomatique ». Autrement dit, Paris n'avait pas l'intention à l'époque — et rien n'indiquait encore que la position ait changé sur ce point — d'établir des relations officielles avec Pyongyang aussi longtemps que les pays communistes n'en faisaient pas autant avec Séoul.

Mais cette rigoureuse logique a une conséquence paradoxale car, en attendant une très hypothétique normalisation entre Séoul et le bloc soviétique, la France a des relations fortement déséquilibrées avec les deux États : alors que le Sud entretient une ambassade à Paris depuis 1948, le Nord n'en a eu droit, qu'à y établir une « représentation permanente du comité coréen pour le développement du commerce international (Pyongyang) », cette dernière parenthèse ayant pour but d'éviter dans le protocole officiel les tentatives jugées maladroites de « République démocratique populaire de Corée » le pendant de ladite représentation à Pyongyang est une antenne du GEFACOR, ou groupement économique France-Corée, tenue par le représentant d'une firme privée. Ces subtilités n'empêchent certes pas les relations commerciales de connaître un développement important — tant avec le Nord qu'avec le Sud — mais une normalisation s'imposera tout de même un jour, ne serait-ce que dans le vocabulaire.

Autre aspect de cette politique de la « porte ouverte » : non seulement la Corée du Sud ne s'oppose plus à la participation du régime du Nord aux activités des organisations internationales — il est de toute manière trop tard pour cela — mais encore elle précède ouvertement l'admission des deux États coréens à l'ONU « sous réserve que cela ne fasse pas obstacle à la réunification ». A la différence de ses collègues communistes de Berlin-Est, qui ont demandé pendant des années l'admission des deux Allemagnes à l'ONU, M. Kim Il Sung s'est opposé catégoriquement à cette suggestion, arguant non sans raison que l'admission officielle des deux États à l'Organisation inter-

De notre envoyé spécial
MICHEL TATU

nationale consacrerait la division du pays. Il propose pour sa part que les deux États constituent entre eux une confédération qui, sous le nom de Koryo (en souvenir du royaume unifié constitué à la fin du X^e siècle dans la péninsule) serait seule admise à l'ONU.

Une respectabilité nouvelle

On a beau s'abriter à Séoul derrière des précédents historiques que quelques peu spéculent (en arguant par exemple que la présence de l'Égypte et de la Syrie à l'ONU n'a pas empêché ces deux États de fusionner en 1958, ni leur représentation unique de se séparer à nouveau par la suite), on ne cache guère que cette politique implique un « ajournement apparent » de la réunification : la propagande du Nord n'a pas manqué d'exploiter cette faiblesse.

Le très mauvais accueil fait par le Nord à la politique de la « porte ouverte » ne s'explique cependant pas par cette seule raison. Sans doute, aucun pays de l'Est européen n'a-t-il manifesté jusqu'à présent l'intention d'établir des relations normales avec Séoul. Toutefois l'hostilité des pays communistes à l'égard de la Corée du Sud s'est visiblement atténuée avec le temps. Au moment où la division de l'Allemagne a été officiellement consacrée par les Nations unies, où les accords de Paris sur le Vietnam ont conféré une certaine légitimité au régime de Saigon, les pays de l'Est semblaient tout prêts à s'habituer à l'existence au sud de la Corée d'un régime anti-communiste certes, mais qui, malgré la rigidité de son système intérieur, n'est à l'évidence pas une menace pour son rival du Nord. M. Kim Il Sung lui-même n'a-t-il pas conféré à ce régime une respectabilité nouvelle en signant avec lui le communiqué du 4 juillet 1972 et en dialoguant très officiellement avec lui ?

Toujours est-il que si, par égard pour Pyongyang, il n'est pas question de relations diplomatiques, le boycottage de Séoul par les capitales communistes s'est quelque peu relâché. En août 1973, une équipe sud-coréenne a pris part à une compétition sportive à Moscou (ce qui a entraîné le retrait de l'équipe nord-coréenne) et des contacts entre responsables commerciaux de Moscou et de Séoul sont périodiquement signalés. Un professeur pyongyangais a pris part à Séoul au colloque international mentionné plus haut sur les problèmes de la réunification de la Corée.

Aussi bien, la politique sudiste de la « porte ouverte » représente un danger potentiel pour le Nord, et l'on peut se demander si sa proclamation n'a pas été un des motifs qui ont conduit Pyongyang à mettre en veilleuse le dialogue entre les deux Corées l'été dernier. Les alliés communistes, a-t-on pu penser dans la capitale nordiste, seront moins tentés de s'adresser à Séoul si la détente entre les deux États marque le pas.

A ce propos, les traits particuliers du régime nord-coréen apparaissent souvent comme un obstacle à la réunification mais, par d'autres côtés, ils lui ont ouvert aussi des chances nouvelles. Plus « dur » que celui de la moyenne des pays communistes, siège d'un culte effréné plus massif encore que celui du Vietnam du Nord où le marxisme « à l'occidentale » a tout de même laissé quelques traces, le régime nordiste n'a jamais pu se débarrasser d'une agressivité foncière vis-à-vis de son rival du Sud : s'il a renoncé, après l'aventure de 1950, à la conquête militaire ouverte, il ne conçoit la réunification qu'en termes de lutte révolutionnaire plus ou moins violente débouchant sur la victoire de son système au Sud.

Un dénominateur commun : le nationalisme

En même temps, la Corée du Nord est l'une des plus indépendantes des petites puissances communistes, avec la Roumanie et le Vietnam du Nord. Après s'être brouillée avec l'U.R.S.S., en s'appuyant sur la Chine, au début des

années 60 — ce qui lui valut, en 1962, un arrêt de l'aide militaire et économique soviétique, bien qu'un traité d'assistance ait été conclu avec Moscou un an plus tôt — elle a connu une période de froid avec la Chine en raison de son refus de s'aligner sur les positions extrêmes de Pékin pendant la révolution culturelle. Depuis lors, elle s'est arrêtée à une ligne moyenne — amitié formelle mais soucieuse d'éviter toute ingérence ou engagement compromettant — à l'égard de ses deux grands voisins communistes.

Aussi bien, à la différence de ce qui s'est passé en Allemagne avant et même après la normalisation entre Bonn et Berlin-Est, on ne s'avisait guère en Corée du Sud de traiter le régime rival de « marionnette de Moscou » ou de « Pékin ». Provenant essentiellement de l'incompatibilité de deux dictatures, la querelle actuelle est beaucoup plus une affaire de structure interne que de nationalisme, l'un et l'autre régime se réclamant de ce dernier avec une égale sincérité. Ce dénominateur commun a permis le rapprochement de 1972. Il devrait permettre de nouveaux progrès le jour où les dirigeants des deux États le voudront bien.

Ils devront en effet compter surtout sur eux-mêmes, car l'environnement international encourage essentiellement le maintien du statu quo. Parmi les quatre puissances qui, seules, ont un intérêt direct pour ce qui se passe dans la péninsule — U.R.S.S., Chine, Japon et États-Unis — chacune soutient en théorie l'un des deux régimes coréens, mais souhaite encore plus ardemment que son rival direct ne profite pas d'une modification du système actuel. Ainsi, les diplomates étrangers à Séoul considèrent que la Chine s'accommode assez bien de la présence de troupes américaines en Corée du Sud, et préfère en tout cas cette situation à la création d'un « vide » qui pourrait attirer l'expansionnisme japonais, voire soviétique. Ce n'est d'ailleurs pas sans motif que le compromis voté l'an dernier à l'Assemblée générale de l'ONU sur la Corée — liquidation de l'UNCURK, organisme chargé de la reconstruction de la Corée, mais maintien du commandement des Nations unies, donc des forces américaines — ait été possible au lendemain d'un voyage de M. Kissinger à Pékin.

En même temps, aucune de ces puissances ne souhaite voir la tension monter dans la péninsule, au risque de voir compromettre la détente Est-Ouest — sinon Nord-Sud — l'intervalle entre elle et les dernières années. Le paradoxe de cette détente, en Corée comme en Allemagne, est qu'elle vise la division de ce pays pour le plus grand bien des deux parties.

Un État unifié depuis douze siècles

Le problème devra pourtant être réglé un jour. Non seulement, en effet, le 38^e parallèle reste un des foyers de tension les plus explosifs du globe mais, aussi, le maintien indéfini d'une situation à ce point contraire à la nature et à la justice est inconcevable. A la différence de l'Allemagne, dont l'unité n'a pas duré cent ans, la Corée était déjà un État unifié il y a douze siècles : la dernière tentative de division qui lui ait été imposée, sous la domination mongole, remonte à plus de six cents ans. De quelque point de vue que l'on se place — historique, ethnique, culturel, économique — rien ne justifie le présent état de choses, sinon un concours de circonstances dont les Coréens ne sont en aucune façon responsables : c'est uniquement parce que Russes et Américains s'étaient mis d'accord en 1945 pour répartir chacun de leur côté la capitulation des troupes japonaises de Corée — les premiers au nord du 38^e parallèle, les seconds au sud — que les deux grandes puissances installèrent dans le pays, chacune établissant dans ce qui n'était qu'un État unifié, une zone d'occupation ou État « client ». En somme, on fit subir non pas au coupable mais à une victime de l'agression japonaise le sort qui, en Europe, fut réservé au principal responsable de la guerre. Un peu comme si la Pologne — ou la France se fussent trouvées divisées en 1945, et non pas l'Allemagne hitlérienne.

Comment ce que des millions d'Allemands considéraient encore comme une grave injustice ne serait-il pas jugé insupportable par les Coréens, ceux du Nord comme ceux du Sud ?

FIN

Pyongyang : une des premières puissances économiques de l'Asie

En vingt ans, la République populaire démocratique de Corée a connu un redressement économique peut-être sans précédent dans le tiers-monde socialiste. Pays fermé, à la structure rigide de type stalinien, mais riche en ressources naturelles, la Corée du Nord a bâti son développement

sur deux principes dont elle ne s'est jamais départie : l'indépendance et le nationalisme. Tant sur le plan diplomatique qu'économique, après deux décennies de repli sur soi et d'isolement, la R.P.D.C. émerge aujourd'hui comme l'une des nouvelles puissances de l'Asie.

A la fin de mars dernier, devant la 4^e assemblée du peuple, M. Kim Gyong Iyon, ministre des finances, a présenté pour l'année 1974 un budget en augmentation de 18 % sur celui de l'année précédente. Ce nouveau budget est estimé à 9,8 milliards de wons (soit 4,55 millions de dollars). En fait, les résultats de l'exercice 1973 (qui avaient permis de dégager un excédent de 200 millions de wons) ont encouragé le gouvernement à présenter cette année un budget très ambitieux. Tout en continuant d'accroître les investissements dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie lourde, afin d'augmenter la productivité, ainsi que dans le domaine de l'énergie — en édifant par exemple une importante centrale sur le fleuve Taedong — le gouvernement de la R.P.D.C. décidait d'abolir les impôts sur les revenus des particuliers et de diminuer de 30 % les prix des produits de consommation courante.

Ces mesures sont symptomatiques de la nouvelle orientation de la politique économique en R.P.D.C. : pour construire le pays, le gouvernement a axé ses efforts sur l'industrie lourde et les biens d'équipement, mais actuellement, un certain niveau ayant été atteint, on assiste au développement parallèle d'une industrie tournée vers l'amélioration des conditions de vie, la fabrication de produits de consommation et de biens d'utilisation courante pour les ménages. Deux phénomènes corroborent cette tendance nouvelle : les prévisions d'un taux d'expansion de 50 % pour l'industrie légère, principalement dans le domaine alimentaire et vestimentaire, et d'autre part les commandes à l'étranger d'usines tournées vers des productions de ce type : par exemple, l'achat au Japon d'une usine de 500 millions de yens destinée à la fabrication de serviettes en tissu. Si les biens de consommation produits demeurent encore limités et d'un coût relativement élevé, les observateurs occidentaux ou japonais qui se rendent en R.P.D.C. s'accroissent pour considérer qu'aujourd'hui le niveau de vie, bien qu'encore modeste selon les critères des pays développés, est supérieur à celui de bien des nations d'Asie.

Les récentes décisions en matière de finances publiques du gouvernement, émanant de la direction des statistiques, donnent tout lieu de penser que les objectifs du plan quinquennal en cours (1971-1976) sont en voie de réalisation. Selon les estimations officielles, ce plan devrait même s'achever avec un an d'avance. La production aura alors été multipliée par 2,2 par rapport à 1971. La production d'acier doit atteindre 4 millions de tonnes, et celle de charbon 53 millions de tonnes. En outre, la R.P.D.C. devrait produire 20 millions de tonnes de ciment et 5 millions de tonnes d'engrais. En ce qui concerne le riz, bien qu'en expansion, l'agriculture ne suffit pas aux besoins du pays et les importations de céréales sont importantes. La production devrait passer cette année, selon des estimations japonaises, de 6 050 000 tonnes à 7 millions. La mécanisation du replantage du riz sera étendue à l'ensemble des sols cultivés en 1975.

Une ouverture vers l'extérieur

Ces résultats étaient difficilement imaginables voici encore dix ans. Depuis 1953, le pays a dû se bâtir sur les ruines de la guerre. Il avait en outre à faire face à des conditions particulières : une population faible (quatre millions d'habitants) et une agriculture embryonnaire, car les terres cultivées se trouvent traditionnellement au sud.

Si, entre 1947 et 1970, le pays a connu, selon les chiffres officiels, un rythme de croissance de 19,3 % par an (avec une progression annuelle par capita de 17,3 % (1)). Il faut dire que pour que se réalisent les objectifs du 1^{er} plan de développement (1951-1956) prévu initialement pour sept ans, l'augmentation des dépenses militaires, l'une des principales raisons de ce retard tient à la stricte indépendance que la R.P.D.C. a maintenue au cours de cette période en matière de politique étrangère, notamment en ce qui concerne la confrontation sino-soviétique. Le prix de cette indépendance fut un ralentissement de l'aide accordée par les deux partenaires privilégiés de la R.P.D.C. La mécanisation et, par conséquent, l'achat de technologies avancées sont une condition nécessaire du développement de la R.P.D.C. Au cours

des décennies écoulées, le repli sur soi et l'isolement du pays l'avaient conduit à rechercher principalement sa technologie en U.R.S.S. Aujourd'hui, il semble que la Corée du Nord ait elle aussi besoin d'une technologie que ne peut lui fournir l'Union soviétique. Aussi, depuis 1970, les Coréens du Nord se sont-ils de plus en plus ouverts à l'extérieur (Japon et pays occidentaux) pour se procurer les équipements les plus modernes en matière d'électronique, de pétrochimie, etc. Actuellement, le Japon, bien qu'il n'ait pas de relations diplomatiques avec Pyongyang, est le premier partenaire commercial de la R.P.D.C. Le commerce entre les deux pays devrait atteindre plus de 200 millions de dollars en 1974 (les échanges ne dépassaient pas 50 millions, voici deux ans). Au cours des cinq premiers mois de l'année, les exportations japonaises ont déjà atteint 71 millions de dollars, soit 97 % de plus qu'au cours de la même période en 1973. Depuis octobre 1973, la Banque d'import-export japonaise peut accorder des crédits de paiement à la R.P.D.C.

La France bien placée

Parmi les pays européens non communistes qui commercent avec la Corée du Nord, la France est bien placée : au cours des six premiers mois de cette année, les exportations françaises ont déjà dépassé celles réalisées sur l'ensemble de l'année dernière et se chiffrent à 333 millions de francs. Pourtant, quelques industriels français regrettent d'être parfois moins avancés que certains concurrents qui bénéficient d'une légitime présence : ainsi des exportateurs de la

(1) Les estimations des économistes occidentaux sont généralement inférieures aux données officielles (variantes de 8 à 10 %). Ce décalage est dû aux critères de calcul différents employés, par les statisticiens de la R.P.D.C.

Suisse, par exemple, qui, à la fin de l'année dernière, ont établi des relations diplomatiques avec la R.P.D.C., ce qui n'est toujours pas le cas de la France. En matière de crédits, la Suisse vient d'accorder des avantages importants à la R.P.D.C. : en ce qui concerne la France, les autorisations de crédit sont accordées au « cas par cas », alors que toutes les facilités sont offertes au Sud.

Parallèlement à cette ouverture à l'ouest, la R.P.D.C. a multiplié, au cours des six derniers mois, les missions commerciales au Proche-Orient, en Afrique et dans le Sud-Est asiatique. Les Coréens du Nord entendent vendre dans le tiers-monde des machines-outils, des tracteurs et du matériel de construction : il est en effet essentiel pour la R.P.D.C. de développer ses exportations pour compenser ses achats importants de technologie à l'ouest, où elle vend principalement des métaux rares.

A plus ou moins court terme, une question peut en effet se poser à la R.P.D.C. : celle de ses paiements extérieurs. On ne dispose que de peu de chiffres sur l'endettement de la Corée du Nord à l'égard des banques occidentales : de sources japonaises, on estime que les banques nippones ont récemment accordé pour 450 à 500 millions de dollars de crédits à la R.P.D.C. Il semble actuellement difficile que la Corée du Nord puisse faire appel indéfiniment au marché international, qui va vers la saturation. On peut dès lors se demander si Pyongyang ne devra pas choisir l'un de ses partenaires traditionnels pour l'aider à rembourser sa dette extérieure. Dans le cas contraire, si la R.P.D.C. continue seule à faire face à ses engagements internationaux, elle aura assurément donné un grand exemple aux pays du tiers-monde.

PHILIPPE PONS.

CONTRE LE VOL
LE DI 50 D'ALARME 2000

Devant la dramatique progression des vols, ALARME 2000 a étudié et conçu un appareil permettant à tout particulier d'agir efficacement contre les cambrioleurs. Sa miniaturisation, un radar hyperfréquence, ALARME 2000 a pu concilier les critères nécessaires sans lesquels une protection est vaine, voire inutile :

— Surveillance volumétrique et non d'un point de passage ;

— Autonomie totale de fonctionnement (indépendant du secteur) ;

— Grand rayon d'action (rayonnetable de 2 à 25 m.) ;

— Non neutralisable ;

— Aucune installation ;

— Pas de déclenchements intempestifs.

PROTECTION DES APPARTEMENTS, BUREAUX
VILLAS ET RÉSIDENCES SECONDAIRES

Revoir pour tous renseignements complémentaires à
ALARME 2000, Dépt. 80, 8, rue Guélin, 75016 Paris.

Ne laissez pas détruire en quelques minutes
le confort de vie que vous avez créé.

CONTROL DATA

premier constructeur mondial de super-ordinateurs
forme, dans son institut parisien,

PROGRAMMEURS

en 4 mois 1/2

ANALYSTES
FONCTIONNELS

en 2 mois

TECHNICIENS
DE MAINTENANCE

en 6 mois 1/2

Pour conditions et dates d'interviews
Appelez dès maintenant M. MARIONNE
au 589.46.72 (en P.C.V. de province)
Vous pouvez aussi lui écrire ou venir lui.

CONTROL DATA INSTITUT PRIVE CONTRA
46, rue Albert 1^{er} 75013

Stages agréés par l'Etat. Lot n° 71575 du 16 ju

ASIE

Corée du Sud

Alors que les manifestations antijaponaises se poursuivent

SEOUL PRÉSENTE SES EXCUSES A TOKYO

L'ambassadeur de Corée du Sud à Tokyo, M. Kim Yong-Sun, a présenté officiellement, le samedi 7 septembre, les excuses de son gouvernement au ministre japonais des affaires étrangères, M. Toshio Kimura, pour l'attaque qui avait eu lieu la veille contre l'ambassade du Japon à Séoul. Des manifestants avaient pénétré dans celle-ci et déchiré le drapeau japonais, et ces incidents avaient provoqué une protestation officielle du gouvernement japonais (le Monde daté 8-9 septembre).

Dimanche soir, l'ambassadeur du Japon en Corée du Sud, qui avait été rappelé à Tokyo après les incidents de vendredi, a regagné son poste, porteur, croit-on, d'un message du premier ministre japonais, M. Tanaka, au président sud-coréen, M. Park Chung Hee. Lundi, de nouvelles manifestations antijaponaises ont eu lieu à Séoul, où dix mille manifestants ont tenté de marcher sur l'ambassade du Japon. La police leur a barré le chemin, mais M. Toshio Kimura a été brûlé en effigie par la foule.

De Washington, on apprend, d'autre part, que la commission des affaires étrangères du Sénat américain va s'efforcer d'obtenir une forte réduction de l'aide militaire des Etats-Unis à la Corée du Sud, en raison de la nature « de plus en plus répressive » du régime du président Park. La commission propose que l'aide soit ramenée d'un montant de 200 millions de dollars en dons (955 millions de francs) et 53 millions en crédits à 0,15 millions et 42,4 millions respectivement cette année, pour être supprimée complètement lors de l'exercice financier suivant.

Chine

Pékin croit à la réunification de l'Allemagne

Pékin (A.F.P., Reuters). — Le leader de l'opposition chrétienne-démocrate ouest-allemande, M. Helmut Kohl, a terminé le dimanche 8 septembre une visite de cinq jours à Pékin au cours de laquelle il a eu une série d'entretiens avec les dirigeants chinois et notamment avec le vice-premier ministre, M. Teng Hsiao-ping. Selon M. Kohl, les Chinois ne craignent plus sérieusement une attaque de l'O.R.S.S. contre leur pays mais manifestent en revanche de graves appréhensions pour l'Europe de l'Ouest, menacée à leur sens par le bloc soviétique. La détente, observent-ils, ne saurait se faire à sens unique et venir uniquement de l'Occident.

Toujours selon M. Kohl, les dirigeants chinois comptent sur M. Giscard d'Estaing pour donner une nouvelle impulsion à l'intégration européenne et estiment déjà encourageant qu'une attitude européenne cohérente se soit dégagée à propos de la crise de Chypre.

Indépendamment des indications données personnellement par M. Kohl, on apprend que le problème de la division de l'Allemagne a été évoqué entre le leader ouest-allemand et ses interlocuteurs chinois. Selon certaines sources, M. Teng Hsiao-ping se serait référé à la République fédérale comme à « la nation allemande ». Un autre responsable chinois aurait posé la question : « Si vous avez deux nations allemandes, à laquelle appartenez-vous, M. Kohl ? » M. Kohl a, en tout cas, déclaré que ses interlocuteurs soulignent la réunification de l'Allemagne et jugent que les circonstances seraient un jour favorables à la reconstruction d'un seul Etat allemand.

À Moscou, l'agence Tass réagit vivement aux propos prêtés aux interlocuteurs chinois de M. Kohl. « Ainsi donc, écrit son commentateur, M. Krasnov, la République démocratique allemande n'existe pas, tout au moins dans l'imagination de Pékin (...). Le premier ministre Chou En-lai déclarait n'avoir jamais entendu

parler de Kaliningrad et ne connaît que Koenigsberg (...). Les maîtres ne se bornent pas à encourager les dispositions revanchardes contre l'O.R.S.S. même. Depuis longtemps, ils déclarent sans se cacher qu'ils seraient heureux si quelqu'un mettrait en question toute la carte politique de l'Europe après la défaite du fascisme (...). »

La réaction de l'agence Tass paraît avoir été provoquée par une version des propos de M. Teng Hsiao-ping transmise par l'agence britannique Reuters, et selon laquelle le vice-premier ministre chinois, après avoir vivement dénoncé l'influence soviétique en R.D.A., aurait parlé de la R.F.A. comme de « l'unique nation allemande » (« the one german nation »).

Pakistan

L'ASSEMBLÉE DÉCIDE QUE LA SECTE DES AHMEDIS NE PEUT PLUS SE RÉCLAMER DE L'ISLAM

Islamabad (A.F.P., Reuters). — Les membres de la secte des Ahmedis (environ trois millions d'adeptes) qui, au cours d'émeutes, se sont heurtés, à plusieurs reprises cette année, à des musulmans orthodoxes, ont perdu le samedi 7 septembre, le statut légal de musulmans, « parce qu'ils ne reconnaissent pas Mahomet comme le dernier prophète de l'islam ». Cette décision a été prise par l'Assemblée nationale, qui a amendé les droits constitutionnels sur les minorités religieuses. Les membres de la secte des Ahmedis seront désormais considérés comme des non-musulmans, au même titre que les hindous, chrétiens, bouddhistes vivant au Pakistan.

Des mesures de sécurité très strictes ont été prises dans l'ensemble du pays à la suite de l'adoption de cet amendement constitutionnel.

Inde

LES ETATS-UNIS AURAIENT INTERROMPU LEURS LIVRAISONS D'URANIUM A NEW-DELHI

Mme Gandhi se rendra en U.R.S.S. vers la fin du mois d'octobre, indique The Economic Times. Le grand quotidien économique de Bombay écrit que le premier ministre indien aura des « conversations importantes » à Moscou dans le but notamment de resserrer la coopération économique entre les deux pays. Le ministre indien des affaires étrangères séjourne actuellement dans la capitale soviétique.

D'autre part, selon l'envoyé spécial du Guardian à Bombay, où sont situés les principaux centres de recherche atomique indiens, l'Inde aurait l'intention de procéder à de nouveaux essais nucléaires l'année prochaine. C'est le directeur de l'un de ces centres, M. Ramana, le quotidien britannique ajoute que la production d'un engin thermo-nucléaire ne soulèverait pas de problèmes insurmontables à l'Inde. Néanmoins, révèle le New York Times, les Etats-Unis ont interrompu leurs livraisons d'uranium à New-Delhi. C'est la première fois que Washington prend une telle mesure à l'égard d'un pays étranger.

Celle-ci fait suite à l'explosion nucléaire indienne en mai. Elle ne devrait cependant pas compromettre la poursuite du programme indien. Enfin, à New-Delhi, la Chambre haute, après la Chambre basse du Parlement, a adopté à une très large majorité un amendement constitutionnel conférant au très large majorité un amendement à l'Union indienne (le Monde du 5 septembre). Cependant, à Calcutta, le souverain du petit territoire himalayen a demandé au gouvernement indien d'ajourner cette décision « jusqu'à ce que toutes les conséquences de l'amendement constitutionnel aient été exposées au premier ministre indien ». Cette demande a d'ailleurs moins de chances d'être prise en considération que Mme Gandhi a refusé jusqu'à maintenant de recevoir le souverain. « J'ai demandé un rendez-vous immédiat pour exposer au premier ministre les vives appréhensions des habitants du Sikkim au sujet d'une décision qui ébranlerait notre statut de protectorat indien », a déclaré le souverain.

Vietnam

EXIGEANT « LE RENVERSEMENT IMMÉDIAT » DE M. THIEU HANOI POURRAIT S'ACCOMMODER D'UN PARTENAIRE MOINS JUSQU'AU-BOUSTISTE A SAIGON

Le Vietnam du Nord exige « le renversement immédiat » du gouvernement de Saïgon et son remplacement par un cabinet de droite, s'il le faut, mais résolu à appliquer les accords de Paris. Indique le correspondant de l'A.F.P. à Hanoi.

Tel est le sens que donnent beaucoup d'observateurs à l'éditorial paru dans le Nhan Dan du samedi 7 septembre et reproduit dimanche dans d'autres quotidiens. Le passage-clé de cet article souligne que la lutte en cours du Sud « est en train de donner naissance à un front très large contre les Américano-Thieu » pour le rétablissement des libertés démocratiques, le renversement de l'administration Nguyen Van Thieu et l'installation immédiate d'un gouvernement résolu à appliquer les accords de Paris et favorable au retour de la paix et à la réalisation de la concorde nationale.

Précédé, dans l'éditorial, d'un long bilan de l'action des forces armées de libération du Sud en août, ce passage semble annoncer un durcissement de la part de Hanoi et du G.R.P., qui dénoncent le refus persistant de Saïgon d'appliquer les accords de Paris, alors que l'un des « cailloux » fait à M. Kissinger par la R.D.V. pendant les négociations de Paris avait été, justement, de ne plus réclamer la destitution immédiate de « la clique Khieu-Thieu ».

Le gouvernement de Hanoi semble vouloir en revenir à la question des « préalables ». Intéressante dans cette optique est l'apparition relativement récente en R.D.V. de l'expression « américano-Thieu » qui se substitue à « américano-saïgonnais », ou à « fantoches saïgonnais », ou à « américano-fantoches », ou encore à « impérialistes américains et leurs palets », etc. Bref, pour Hanoi il n'y a qu'un « valet », qui s'appelle Nguyen Van Thieu et qui est l'homme à liquider pour qu'un éventuel compromis puisse être mis au point entre les socialistes et les communistes du Nord et du Sud, la troisième force du Sud et les droitistes.

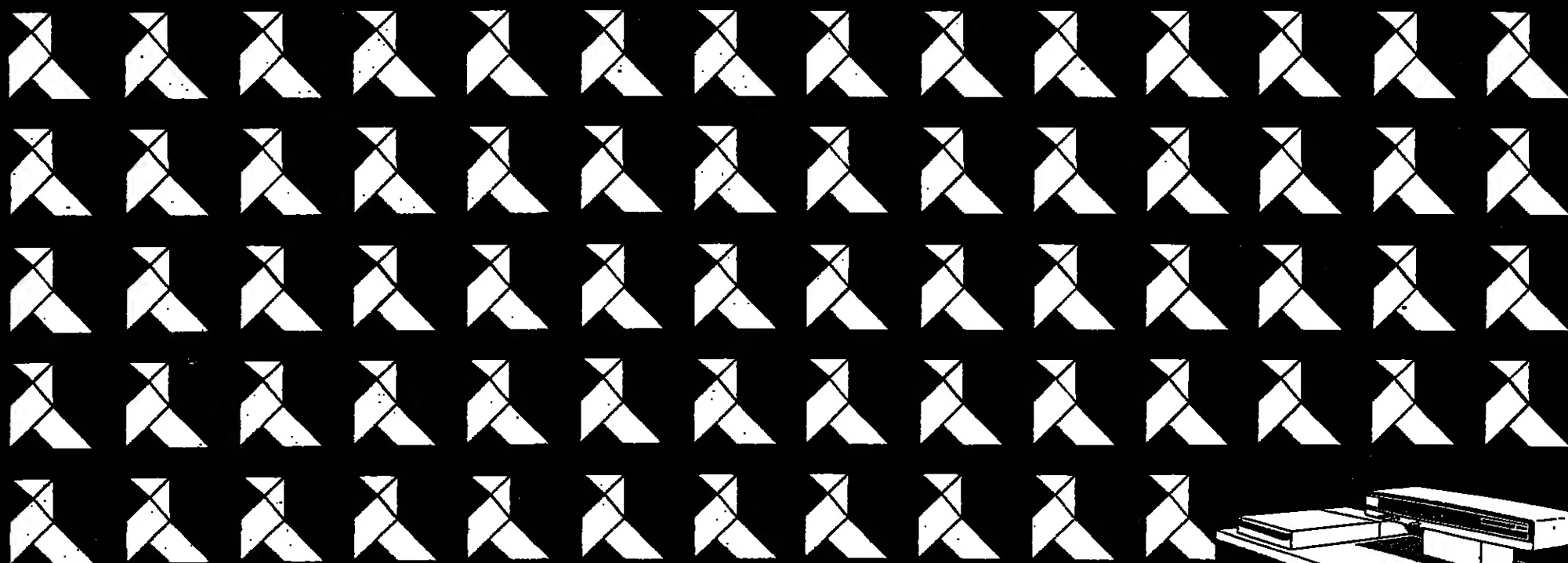
Ainsi, derrière les avertissements et le paravent de sévérité, le clin d'œil est lancé. Le Nord ne sera intraitable que sur deux sujets : le rétablissement de la paix et la réunification, aspirations légitimes, estime-t-on à Hanoi, que devrait d'autant plus aisément comprendre M. Ford, que, dans son discours du 1^{er} septembre, le premier ministre, M. Pham Van Dong, n'avait pas remercié de leur « aide fraternelle » l'Union soviétique, la Chine et les autres pays socialistes, mais, contrairement à l'habitude, « le peuple de l'U.R.S.S., le peuple de la Chine et les peuples des autres pays socialistes ». En liant cette déclaration à différents articles récents de la presse de Hanoi, l'idée s'impose que la R.D.V. demande à l'Amérique de lui trouver un partenaire moins jusqu'au-boutiste que le président Thieu, ajoute l'A.F.P.

Cette prise de position de Hanoi intervient alors que les élus américains ont décidé de réduire sensiblement l'aide à Saïgon et que les bouddhistes paraissent décidés à créer une force politique de réconciliation nationale — projet qui ne saurait déplaire au G.R.P. et au Nord. La radio officielle de Saïgon ne s'y est pas trompée, qui, dimanche, a pris à partie les personnalités engagées dans le mouvement, affirmant qu'« il est impossible » de se réconcilier avec les communistes.

C'est aussi le moment choisi par certains services de renseignements américains pour affirmer que la R.D.V. masse des appareils près du 17^e parallèle. On indique au Sud que l'aviation de M. Thieu aurait peut-être quelques difficultés à rivaliser avec les pilotes de Mig. Ces « informations » sont peut-être fondées ; elles peuvent aussi faire partie d'un plan destiné à faire pression sur ceux des milieux américains décidés à ne pas faire livrer en aussi grande quantité que prévue des armes de combat ultra-modernes à l'armée de M. Thieu. D'autre part, les sources militaires saïgonnaises font état de combats et d'importants mouvements de troupes dans le Centre-Vietnam, dans les régions de Da-Nang et de Hué.

conduite de nuit **nyctalux** pour mieux voir

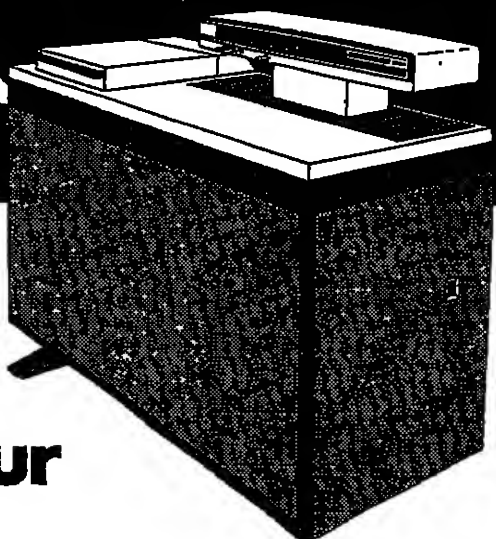
67 fois en une minute.



67 copies à la minute. Des copies en 42 formats différents. Des copies sur papier ordinaire. Pas de doute, cette année le progrès en photocopie vient de chez Smith-Corona Marchant. Ce progrès s'appelle le 6742. C'est bien sûr un progrès dans l'efficacité, c'est aussi un progrès dans la fiabilité. En effet sur le 6742 un mini-ordinateur interdit toute erreur de manipulation et contrôle la bonne marche des opérations.

Plus de mise « hors service » intempestive. Doté avant avec le 6742 d'un côté, et de l'autre sa gamme de photocopieurs électrostatiques Smith-Corona Marchant présente le meilleur dans chaque technique. Venez juger sur pièces au SICOB (Stand 4 E 4500 niveau IV). Smith-Corona Marchant 86, avenue de la République - 94700 Maisons Alfort.

Voici le 6742, le nouveau photocopieur Smith-Corona Marchant.



POLITIQUE

UN MILLION DE VISITEURS A LA COURNEUVE

C'est la foule qui fait la Fête de « l'Humanité »

La Fête de l'Humanité commence aux portes de Paris, avec le flot spasmodique des gens qui montent des sous-voies métropolitaines pour se canaliser en files, s'engouffrer dans les autobus et les autocars. Bourrés de parents avec leurs enfants, les « services spéciaux » jusqu'à la Courneuve, c'étaient les vieilles pelles rouillées pleines à ras bord de jeunes gens en bleu-jean. A l'arrivée, les réticules déversent sous les panneaux jaunes de signalisation une foule affaînée qui s'étale, se mêle, se fond à la foule déjà présente, vaste, mouvante comme une mer, un océan dans lequel il ne reste plus qu'à se glisser.

Cité internationale, Cité du livre, Cité commerciale, Palais de la moto, chapiteaux pour les spectateurs et les débats, stands des provinces et des arrondissements, artisanal, gadgets, manèges, lotteries, crêpes, merguez, cidre, Coca-Cola, beaufala, la Fête de l'Humanité a ses traditions : les slogans sur les pancartes. Les pancartes annoncent : « Ici on adhère, on discute. » On discute beaucoup dans les débats réglementés, sous les chapiteaux, et dans les rues. Des jeunes gens portent des autocollants « Je suis communiste, pourquoi pas vous ? » vous abordent pour parler du programme commun. Un orateur juché sur une caisse parle de la politique gouvernementale, des livancements, de l'inflation, stigmatise les sociétés multinationales, les informations frelatées des « médias », de l'O.R.T.F. et de Radio-Luxembourg, à deux pas de la grande scène ornée d'un gigantesque sigle R.T.T.

La Fête de l'Humanité n'est pas organisée par le parti pour les seuls adhérents. Elle ne cherche pas à tracer le schéma idéal d'une fête utopique pour le jour où tous les Français seront commu-

nistes. Elle existe, aujourd'hui, pour tout le monde, pour la masse hétérogène qui se presse chaque année, qu'il fasse chaud comme dimanche ou venté comme samedi. On ne peut pas nier le fantastique succès de la Fête, les visiteurs ne se comptent pas par milliers, mais par centaines de milliers : des étudiants politisés, des intellectuels consciencieux, mais aussi des « loulous » avec leurs casques de moto, des curieux en bande et en famille, des « freaks » venus pour Maxime Le Forestier et Léonard Cohen, installés pour le week-end avec leurs couvertures, leurs petits tambours, leurs tentes de camping, des couples grisonnants qui semblent sortis d'un film d'après 36, et qui, les yeux clos, dansent le tango le soir, au son d'un accordéon musette, dans une quinquette improvisée. Tous se croisent sans s'ignorer, les chapeaux longs et les coupes au rasoir, les jeans rapiécés et les costumes croisés, sans agressivité, unis par le seul fait de former une même foule. C'est la foule qui fait la Fête.

Place Maurice-Thorez

L'herbe de la place Maurice-Thorez — où est installée la grande scène — disparaît sous les tentes, les corps étendus, les patients, les attendants pendant des heures l'apparition des vedettes. Ils attendent sans bouger, se ramassant un peu au passage des égarés qui, vainement, cherchent à se centimètres carrés pour se poser. Ils attendent sans bouger, parce que s'ils bougent ils se trouvent relégués à la périphérie de la place. Et de là, on ne distingue rien, on n'entend que des bruits de phrases dispersées par le vent. Une voix avec un accent étranger, une chanson, « une Réflexion sur la clandestinité » : c'est Raimon le catalan. Une

silhouette, une voix, deux guitares : José Alfonso chante le Portugal sans jado, et le public claque des mains sur la déresse ardente de la mélodie, puis clame son enthousiasme fraternel pour Maxime (Le Forestier), qui chante et présente ses camarades. Le public écoute en silence la cantate de Théodorakis, hurle sa fureur pour Léonard Cohen. Mais les actions sont bruyantes, le vent fait tournoyer les sons. Le public applaudit surtout l'idée qu'il a de ses vedettes, de ses idoles. Le dimanche, le vent tombe, la voix de Lény Sauterou s'entend de loin. Ce sont les aides de plein air.

On parlait aussi de théâtres de rue. Mais où, mais quand, mais comment les rencontrer ? Et qu'on-ils pu faire dans la foule compacte ? Les enfants fatigués des tours de manège vont au cirque Bonjour, ou une douceur un peu nostalgique remplace le luxe, où Pierre Etaix et Annie Fratellini renouent avec la tradition poétique. Les parents fatigués d'attendre leurs enfants auprès des manèges, sont ravis du spectacle du Théâtre Gérard-Philippé et Saint-Denis, Chile Vencerá, de Juan Fondon. Un spectacle sobre, un exposé clair sur le Chât du général Pinochet. A travers l'histoire d'un militant pourchassé, arrêté, et qui résiste à la torture en égarant sa vie, en disant les poèmes de Pablo Neruda, Chile Vencerá donne les grandes lignes de la situation actuelle dans le domaine économique et politique : les divergences entre la gauche la soumission gouvernementale aux sociétés multinationales.

Les sociétés multinationales, il en a été également question au cours du débat qui dimanche matin réunissait Roland Leroy, Jack Raiter et des hommes de théâtre. C'était pour rappeler qu'on

ne devait pas séparer la politique culturelle de la politique générale. Roland Leroy a rappelé que le parti communiste ne voulait pas écarter ses responsabilités ni se substituer aux hommes de théâtre pour réaliser une action commune. « Il ne s'agit pas de défendre ou d'attaquer tel ou tel, a-t-il dit, mais de refuser l'arbitraire, de sauvegarder l'unité, malgré les manœuvres de division. »

Il aurait pu dire : construire l'unité. Ceux qui ont pris la parole ont démontré combien elle est fragile, malgré une communauté de vue théorique, tant les modes et les moyens de travail divergent. L'entrée dans les métiers de théâtre est trop anarchique pour que l'unité soit formée par les hommes de théâtre soit cohérent. Leurs intérêts se contrarient. Il y a les « nanas » et les « jeunes troupes », qui n'ont pas encore abattu leurs barrières de classe. Aux questions concrètes, sous-jacentes ou exprimées sur les récents changements de direction, et sur ceux à venir, répondent des professionnels de soi : « Je suis pessimiste, dit Jean-Pierre Dougnac. Quand on a perdu une bataille, il ne faut pas accuser l'ennemi de déloyauté. » Des mises en garde : Bernard Sobel fait remarquer qu'il faut se montrer assez fort pour ne pas se laisser manipuler, pour ne pas paraître incompétent, car, dit-il, « nous serons toujours reconnus comme salimbanques, mais notre discours aura perdu sa force, sa crédibilité. » Des déclarations d'intention : « un ensemble d'organisations syndicales appelle à une manifestation de la République à l'Opéra le 14 octobre, et le 19 à des actions locales, pour obtenir un dialogue avec le secrétaire à la culture et lui présenter des propositions. » un appel à tous, un appel passionné à l'unité. COLETTE GODARD.

Berlioz, Théodorakis, Francis Lemarque

(Suite de la première page.)

Comme si les compositeurs qui sortent aujourd'hui du Conservatoire ne voulaient plus s'adresser à la foule. Comme si la musique contemporaine n'avait pas sa place en ces lieux et dans ces circonstances. Les enfants pleurent, les avions passent, le vent s'engouffre sous la bache qui sert d'abri aux musiciens. On rêve d'un orchestre et de timbres qui se soient plus étrangers à cet environnement. « La sono ! On n'entend rien. » Beaucoup tendaient l'oreille et semblaient déçus au début du « Requiem » dont l'exécution réunissait cependant quatre cent

quarante musiciens contre six cents, en juillet, à Orange). D'autres s'étonnaient de voir haute : « Des instrumentistes en frac ! des choristes en robe longue ! » Mais le silence s'établit dès les premières notes du « Dies irae » énoncées « pianissimo » par l'orchestre des Concerts Colonne. L'orchestre Philharmonique de Budapest, le triple chœur (composé de chanteurs supérieurs, arméniens et hongrois). Car c'était bien une messe qu'avaient choisi de faire entendre à leurs lecteurs et à leurs sympathisants les responsables de l'organe du parti communiste français. Pis, une œuvre officielle, créée sous le

régne de Louis-Philippe à l'occasion des obsèques d'un colonisateur (le général Damrémont, tombé devant Constantine). Mais il fallait évidemment prêter à ce « Requiem » l'oreille la plus large et l'entendre comme un défi romantique au destin, un sursaut des forces vives au sein de la mort, un encouragement général : Berlioz ne quitte terre qu'à l'instant suprême, lorsque la prière du ténor monte, dans le « Sanctus », jusqu'au chœur pacifié des Séraphins. Mais l'on avait coupé ce passage, à la Fête de « l'Humanité ». La direction d'Andros Korodi paraissait peu charpentée après celle de Lorin Maazel à Orange. Mais son unité mélodique, sa rigueur rythmique convenait à une écoute panoramique.

Révolutionnaire, éthérée, inventeur de formes monumentales, champion d'un grand « art populaire », Berlioz préférait dignement au feu d'artifice final, le fait froid la veille et « le Chant général » (l'hommage de Mikhaïl Théodorakis à Pablo Neruda) n'avait pas connu un tel succès. Le compositeur grec y reste cependant fidèle à lui-même. Il n'imbe les voix solistes dans un halo de chœurs et solidifie l'ensemble par un support rythmique vigoureux (contre cette fois aux Percussions de Strasbourg). « Boris Popul », de Francis Lemarque, Georges Gaurio (« Evocation chantée de la vie de la capitale entre 1789 et 1944 »), procède d'une tentative intéressante : mettre l'histoire en chansons. Christiane Legrand revient au « Temps des cerises ». Francesca Solevelli dit « Adieu aux vieux », le « Chant général » de Théodorakis, le « Chant général » de Hugo, Juliette Gréco, toujours enroulée, chante les femmes de 14-18 et Récit-Barrière celles de 1930. Des vers de milrion sur des songlots d'accordéon. Mais du rythme. Et beaucoup de gentillesse. ANNE REY.

Les fantassins de la culture

Georges Marchais et Charles Tillon.

On peut même lire cette inscription véritablement sulfureuse sur l'un des stands : « Il est vrai que c'est celui de la revue Dialectiques — ». « Staline, Lénine... » Les Editions de Moscou en langue française donnent l'exemple, qui affichent un Dostoevsky, par Léonide Grossman. Mais si l'Archipel du Goulag était venu en masse, il s'en est tout de même peu vendu. D'ailleurs, ce public, mais circulaire. En prolongement des stands de livres, où se remarquent les pavil-

lons étrangers de Hongrie, Roumanie, Pologne, Corée, U.R.S.S. et la section enfantine fort achalandée, se tiennent sur le podium du théâtre ouvert, des débats où la politique reprend ses droits, relayée par la littérature et l'histoire : Naissance d'une majorité, Portugal, Chili, les Communistes, l'Art et la Littérature, la Résistance. On y entend prononcer avec beaucoup de défiance le nom du général de Gaulle, ce qui, mieux que toute autre référence, indique que nous sommes bien en compagnie communiste moderne 1974. PAUL MORELLE.

Être jeune et communiste

Elle, vingt-trois ans, un sourire un peu las et la mise débridée d'une jeune fille qui aurait voulu se vieillir. Lui, vingt-cinq ans, un visage maigre, des lunettes sobres, le cheveu déjà rare, l'allure d'un petit fonctionnaire bien sage, d'un clerc de notaire endimanché. L'une et l'autre — Angeliki et Théodoros — sont grecs et communistes, tous deux enfants révoltés de la Grèce des colonels, respectivement de ce qu'ils appellent « la longue nuit ». Sur la place Georges-Dimitrov, rendez-vous le plus international de cette fête internationale de l'Humanité, devant le stand de leur pays, pris, hasard de la répartition des sois, entre un stand restaurant cambodgien et le stand du parti communiste portugais. Angeliki et Théodoros ont raconté : comment on pouvait, adolescent encore, devenir communiste sous les colonels sans pourtant avoir connu la liberté d'avant la dictature. Comment, ensuite, on pouvait, à vingt ans à peine, s'engager à fond dans la lutte et mener une double vie d'étudiant et de résistant. Comment la jeune fille, identifiée et traquée pendant un an par la police politique, avait dû passer à la clandestinité et avait pu trouver accueil chez d'innombrables amis, malgré les risques.

Au mois de février 1974, la police déjouait l'impressionnisme clandestin du, avec d'autres, Angeliki et Théodoros travaillaient à la « libération de leur pays ». Arrêtés, transférés à Boyati, prison militaire de la banlieue d'Athènes, ils avaient vécu six mois l'abominable régime des prisons grecques. Survivre à six mois de tortures presque quotidiennes, physiques et morales, n'ayant à opposer au souci de leurs bourreaux — les briser par tous les moyens — que leur volonté de tenir par tous les moyens, jusqu'au 24 juillet dernier, date de leur libération. Angeliki et Théodoros ont raconté, samedi et dimanche, tout cela, ne cachant rien, pas même les détails de ce qu'on leur avait fait subir. Non par une sorte de vantardise morbide, mais simplement parce qu'ils étaient venus témoigner, dire ce que cela pouvait vous valoir, en 1974, « d'être jeune et communiste ».

Combien les auront écoutés, combien les auront entendus ? Dans cette immense foule, parmi ces centaines de milliers d'adolescents et de nouveaux majeurs qui, par la loi du nombre, ont fait de cette fête de l'Humanité 1974 un étonnant rassemblement de jeunes, il n'y avait pas que des Angeliki ou des Théodoros. Il n'y avait pas non plus uniquement des jeunes communistes. Même s'ils étaient des milliers, garçons et filles, à arborer sur leur poitrine le badge bleu désormais connu : « Je suis communiste, pourquoi pas vous ? », à porter le bonnet phrygien rouge et le foulard également rouge des « pionniers ». Ou des centaines — serveurs et vendeurs bénévoles — à proposer des nourriture, des boissons, des spiritueux dans la fumée des grills, dans l'odeur des brochures et des merguez, dans le brouhaha énorme d'une foule en marche.

Tout près de la place Georges-Dimitrov, avenue Pablo-Neruda, sous le chapiteau réservé au Mouvement de la jeunesse communiste de France (M.J.C.F.), son secrétaire général, M. Jean-Michel Catala, déclarait que, des soixante-dix mille adhérents actuels, le Mouvement espérait bien arriver à cent mille en juillet 1975. Ce lundi 9 septembre, l'Humanité indiquait que pendant la fête, la Jeunesse communiste avait recueilli onze mille cinq cents adhésions. Chiffre plausible. Chiffre également faible et énorme tout à la fois. Faible, au regard des efforts déployés sans cesse par les jeunes militants pour débattre et convaincre leurs interlocuteurs. Faible, en comparaison des possibilités révélées par la présence massive de jeunes à toutes les manifestations politiques, artistiques, à toutes les rencontres organisées au sein de la fête. Enorme, si l'on sait la réticence manifestée par les jeunes à officialiser leurs engagements personnels, à accepter, quel que soit le parti concerné, ce qui est souvent considéré comme un embrigadement. Le parti communiste recueille ainsi les fruits du travail acharné entrepris depuis plusieurs années — en direction de la jeunesse — au-delà de la grande fête. C'est un résultat à méditer. PIERRE GEORGES.

Une animation vidéo « à cœur ouvert »

Sous un chapiteau bien éclairé, bien aéré, le groupe Unité (Unité, Cinéma, Télévision) avait installé deux écrans qui séparaient un podium où s'installaient les invités participant à la discussion. Trois caméras électroniques capables de pivoter entièrement sur elles-mêmes étaient réparties au centre du chapiteau à trois points équidistants : elles balayaient l'espace et le public rassemblé tout autour en arc de cercle. A gauche, un éléphante — appareil capable d'envoyer à travers l'espace des images électroniques et de les projeter sur grand écran — transmettait immédiatement l'image recueillie, sur la scène ou dans la salle, des participants au débat. Six micros également répartis parmi le public assuraient la parfaite mobilité de la prise de son. Le montage, un vrai montage cinématographique, s'effectuait à partir de trois éléments : les commentaires des invités, les commentaires et critiques du public, simples gros plans de visages, en noir et blanc, sur l'écran de gauche ; toujours à gauche, au début, en cours ou à la fin du débat, des bandes vidéo d'ampoules, tournées préalablement et « injectées » dans l'éléphante au moment voulu : enfin, sur l'écran de

droite, des montages de diapositives commentées, en contrepoint de l'écran de gauche. Au plus vite de la discussion, le responsable du montage visuel coupait à l'occasion l'image de l'orateur au profit d'un plan de coupe, parfaitement synchronisé, sur tel visage saisi sur la scène ou parmi le public. Cette technique fit merveille à l'occasion de deux programmes particulièrement animés, l'un sur « le parti à cœur ouvert », l'autre sur les femmes. Cette possibilité de donner la parole à tous, en direct, sans manipulation, mais dans un climat d'étrange complicité entre tous les participants, en disait bien plus sur l'évolution actuelle du parti communiste français que des dizaines d'éditoriaux. Non seulement le parti « ouvrait son cœur » à tous, mais il semblait se révéler à lui-même. Selon les très classiques effets de feedback (choir en retour, la dialectique s'incarnait dans la parole visuelle, le cinéma, car il s'agit de cinéma, se découvrait une troisième dimension, agissait non plus seulement dans le temps, mais aussi dans l'espace. Chacun prenait ses risques. Le spectacle rejoignait la politique. LOUIS MARCORELLES.

LE CAS DES EDITIONS SOCIALES

Le livre est devenu un instrument du débat politique

La Cité du Livre est l'une des manifestations traditionnelles de la Fête de l'Humanité. Durant quarante-huit heures s'y déroule l'une des plus gigantesques foires aux livres dont on se souvienne. L'an dernier, le chiffre d'affaires de la Cité avait été d'un million de francs. Cette année, les responsables font état d'une hausse de plus d'un tiers. Quarante-vingt éditeurs, cent cinquante auteurs étaient venus éditeurs « bourgeois » aussi bien qu'éditeurs liés au parti communiste.

L'importance croissante prise par la Cité du Livre correspond au rôle, lui aussi grandissant, que le livre joue dans le débat politique. L'extraordinaire tirage qu'on connaît et le programme du P.C.F. et le programme commun illustrent ce phénomène. On a même pu craindre que les militants communistes ne deviennent des démarcheurs à domicile, puisque à peine en avaient-ils terminé avec les programmes, qu'ils se lançaient dans la vente du livre de M. Georges Marchais, le « Défi démocratique », déjà tiré à plus de mille exemplaires et traduit en dix langues. Il est déjà relayé par un nouvel ouvrage, intitulé la Politique du parti communiste français, qui regroupe des discours prononcés durant la campagne de

l'élection présidentielle par le secrétaire général du P.C.F.

Ces diffusions spectaculaires ne doivent cependant pas masquer l'effort en profondeur que les communistes font dans le domaine du livre. Leur principale maison d'édition, les Editions sociales, n'est plus l'officine chargée de la réalisation de brochures et de matériel de propagande qu'elle était à sa naissance, il y a un demi-siècle. Certes, elle avait déjà entrepris depuis des années de publier les grands théoriciens du marxisme. C'est ainsi que sortait à l'occasion de la Fête le premier tome du quatrième livre du Capital, les Théories sur la plus-value, qui — phénomène étonnant — s'est en quarante-huit heures vendu à plusieurs centaines d'exemplaires. C'est ainsi que la correspondance de Marx et d'Engels (en vingt tomes) est en cours de publication, ce qui a d'ailleurs valu aux Editions sociales les félicitations du comité central du P.C.F.

Pour cette édition systématique de l'œuvre de Marx et d'Engels, les Editions sociales bénéficient du travail de recherche effectué par les éditeurs et les instituteurs des pays socialistes. Pourtant elles s'efforcent de dépasser ce milieu intellectuel. L'évolution

politique du P.C.F., son ouverture, apparaissent clairement dans ce domaine. Une collection « ouverture » à d'ailleurs été lancée, qui « recueille » à présent les marxistes n'importe quelle hérétique. Elle vient de publier un inédit mondial important avec les Essais de Moscou du théoricien hongrois Georges Lukacs.

En outre, les Editions sociales n'hésitent pas à faire appel à des intellectuels n'appartenant pas au parti communiste pour réaliser par exemple leur Histoire littéraire de la France ou pour établir l'appareil critique de leur collection des « Classiques du peuple », dans laquelle elles proposent une interprétation marxiste des grands auteurs du dix-neuvième siècle. C'est là que se situe toute la nuance. Les Editions sociales ne sont plus une simple officine du P.C.F., même si elles sont dirigées par un membre du comité central, M. Lucien Sève. Elles ont, par leur développement, pris une autre dimension. Mais elles se réclament d'une idéologie : le marxisme, et, dans ce secteur, elles veulent offrir, tous les grands textes disponibles. Les interprétations pouvant être diverses, les Editions sociales restent néanmoins vigilantes quant à l'orien-

tation des commentaires. Il faut néanmoins considérer comme un changement important et un progrès le fait que, se voyant assaillir par des marxistes, les communistes français réagissent en rééditant des textes du théoricien italien adin, explicitement de « l'œuvre de Gramsci à ceux qui parlent de Gramsci ». Dans le même esprit, les Editions sociales cherchent à « colorer » au débat politique en multipliant les dossiers d'actualité. Elles suivent, dans ce domaine, une tendance générale de l'édition, qui aboutit à faire de plus en plus appel à des journalistes pour obtenir rapidement des textes sur un événement proche. Ce phénomène a d'ailleurs d'autres origines et, en particulier, la nécessité économique devant laquelle se trouvent les éditeurs de publier beaucoup de titres. C'est ainsi que les collaborateurs de l'Humanité se trouvent très sollicités. Michel Cordoue et Jean Le Lagarde viennent, par exemple, de sortir un ouvrage sur la campagne présidentielle initiale 49 %, naissance d'une majorité, Louis Blancart va publier un ouvrage sur les femmes et la politique. THIERRY FIESTER.

صلى الله عليه وسلم

A LA COURNEUVE

M. Marchais : les déclarations de M. Charbonnel méritent réflexion

A l'occasion d'un débat dimanche 8 septembre dans le cadre de la fête de l'Union, M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a indiqué qu'il ne croyait pas à des élections législatives dans un proche avenir. A son avis, le risque d'un succès de la gauche est trop important pour que M. Giscard d'Estaing prenne une telle décision.

Évoquant ensuite les déclarations de M. Charbonnel (le Monde du 5 septembre, qui souhaite fédérer les « gaullistes de progrès » et se rapprocher de la gauche, M. Marchais a déclaré : « Ces propos sont intéressants et méritent réflexion pour nous et nos alliés. Je note qu'entre le premier et le deuxième tour de l'élection présidentielle, l'appel de la gauche et en particulier du parti communiste, environ cent mille électeurs gaullistes ont appuyé le candidat commun. Il existe un certain courant chez les gaullistes pour s'opposer à la politique de Giscard d'Estaing, notamment sur les questions de politique internationale. Il y a pour nous des perspectives réjouissantes. »

Après avoir expliqué que tous ceux qui acceptent les grands objectifs de la gauche ont leur place dans l'alliance, M. Marchais a ajouté que l'arrivée de nouveaux alliés « ne doit pas, bien sûr, limiter la portée du programme commun, sinon nous nous priverions des moyens économiques nécessaires à la réalisation d'une grande politique de justice et de progrès social ». Le secrétaire général a ensuite réitéré vigoureusement l'idée que la gauche pourrait être « l'achève » par le président de la République.

« Il y a eu deux mesures con-

M. FAJON : union du peuple de France

Au cours du meeting central de la fête, M. Fajon, directeur de l'Humanité, membre du secrétariat du P.C.F., a de son côté déclaré que la politique de M. Giscard d'Estaing « vise à concentrer plus encore le capital, à accentuer l'exploitation des travailleurs, à réduire la consommation populaire et à ruiner les entreprises indépendantes de la ville et de la campagne ».

Après avoir aussi stigmatisé « le renforcement du caractère autoritaire du pouvoir », il a estimé que « le seul moyen de sortir la France de la crise » était de mettre en œuvre « les grandes réformes économiques, politiques et sociales définies par le programme commun ».

« L'union du peuple de France est le levier nécessaire pour promouvoir le changement », a encore dit M. Fajon, qui a conclu en affirmant que « tous les Français et toutes les Françaises ont leur place dans la grande coalition qui assurera le triomphe de la démocratie ».

DANS UNE INTERVIEW AU « MONDE »

« Nous ne souhaitons pas la formation d'une quatrième composante de la gauche », déclare M. Robert Fabre

Dans une récente interview (« le Monde » du 5 septembre), M. Jean Charbonnel, ministre du Développement Industriel et Scientifique dans les deux premiers gouvernements Messmer (1972-1974), avait lancé un appel au rassemblement des « gaullistes de progrès ». Le ministre de Brive expliquait en outre que ce regroupement pourrait ensuite s'ouvrir aux personnalités et organisations du centre gauche pour constituer la quatrième composante de la gauche, voire aux radicaux de gauche, pour élargir la troisième famille de l'union de la gauche.

M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, répond à M. Charbonnel.

— A quelles conditions, selon vous, les membres de ces divers courants peuvent-ils alors rejoindre la gauche de manière moins éphémère que par une prise de position à l'occasion d'un scrutin ?

— Tandis que les fidèles d'un centre gauche opposé à la droite classique, et certains gaullistes cherchent leur voie, l'union de la gauche existe, plus forte et plus cohérente que jamais, et elle comprend — faut-il le rappeler ? — les trois formations signataires du programme commun qui sont le parti communiste français, le parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche.

— Avec le score de 49,3 % obtenu sur le nom de François Mitterrand, chacun sait que l'union de la gauche peut prétendre accéder aux responsabilités de l'Etat et qu'elle doit s'y préparer surtout si, comme beaucoup d'indices le laissent à penser, l'équipe actuelle est incapable de maîtriser la crise économique et financière.

— Certes, le programme commun de gouvernement, établi en 1972, devra être adapté aux circonstances nouvelles. Il reste cependant une base de travail sérieuse à partir de laquelle l'enrichissement et l'adaptation sont nécessaires. Nos formations s'y sont déjà employées.

— La condition d'une adhésion sincère à la gauche reste donc, à nos yeux, l'acceptation des responsabilités gouvernementales sur un programme commun, avec nos partenaires socialistes et communistes.

— M. Charbonnel ne semble mettre en cause ni les profondes transformations de structures que nous proposons ni la stratégie de la gauche concernant la participation du P.C.F. Tous ceux qui adhèrent à ces principes peuvent entrer dans l'union de la gauche, en adhérant à l'une de ses formations.

— Pensez-vous vraiment que le Mouvement des radicaux de gauche constitue une base de travail pour tous ceux qui à présent veulent faire surgir un centre gauche ?

— Le Mouvement des radicaux de gauche existe, de façon autonome, avec sa doctrine, sa per-

La fête de la fédération du P. S. des Côtes-du-Nord

M. Mitterrand : quand il y a de graves inégalités sociales l'inflation s'accroît toujours

De notre correspondant

Saint-Brieuc. — « Gueuloch Ar Vreizh Gend'Ar Socialisted » (changement la vie avec les socialistes). Sous le ciel gris et bas, la rose socialiste s'est mise aux couleurs « Gueuloch Ar Vreizh » (bleu et rouge) du drapeau breton. A la fête socialiste, que la fédération des Côtes-du-Nord (1) du parti socialiste organisait dimanche 8 septembre, ils sont venus plusieurs milliers, pas loin d'une dizaine de mille, prendre l'assaut du petit terrain des sports à l'entrée de Lannion. Trompant leur impatience parmi les stands de jeux et de boissons, ils ont applaudi les chanteurs et bardes bretons, ils attendaient l'invité principal : M. François Mitterrand.

Culturel, il a ajouté : « Soyez vous-mêmes, mais n'oubliez jamais qu'en retrouvant votre culture, notre démarche doit vous mener vers l'impératif de votre Bretagne et du socialisme représenté en symbole de ce que nous voulons créer et qui s'appelle une civilisation. »

(1) Au second tour de l'élection présidentielle, le mois de mai, M. François Mitterrand avait recueilli dans les Côtes-du-Nord 133 455 voix sur 305 544 suffrages exprimés.

L'U.D.R. DE CORREZE APPROUVE M. CHARBONNEL

Avant de quitter Brive pour assister à Paris à la réunion des secrétaires fédéraux de l'U.D.R., M. Raoul Fievet, secrétaire fédéral de l'U.D.R. de la Corrèze, a remis à la presse le communiqué suivant : « Le président de l'U.D.R. de la Corrèze, le secrétaire fédéral de l'U.D.R. et les secrétaires des circonscriptions de Tulle et Ussel ont pris connaissance avec intérêt des déclarations faites par M. Jean Charbonnel, ministre de Brive, ancien secrétaire général adjoint de l'U.D.R. Les propositions de M. Jean Charbonnel concernant notamment l'urgence d'une réunion des assises du mouvement et la nécessité de l'organisation en son sein de larges débats sur les orientations politiques du gaullisme dans les années à venir rencontrent leur totale approbation. Ils souhaitent que l'appel lancé par le maire de Brive trouve, tant auprès des cadres et des militants de l'U.D.R. qu'auprès de tous les gaullistes, l'écho le plus favorable. Ils se réjouissent de M. Jean Charbonnel l'expression de leur confiance et de leur fidèle attachement. »

En dépit de cette prise de position, M. Fievet n'a pas pris la parole à la réunion des secrétaires fédéraux qui s'est tenue dimanche à Paris.

Si vous ne vous sentez pas vraiment en sécurité, dans votre voiture, c'est que vous n'êtes pas vraiment en sécurité.



Vous avez quelques 10^e de seconde pour rétrograder. C'est court. Et si votre levier de vitesse est mal placé, que se passe-t-il ? La sécurité ce n'est pas seulement une question de freinage, de tenue de route ou de carrosserie indéformable. Il y a d'autres éléments moins évidents qui jouent un rôle essentiel : le maniement des commandes, la climatisation, le confort des sièges, la visibilité... bref, tout un ensemble de détails dont l'importance n'apparaît pas immédiatement.

Voilà pourquoi Mercedes-Benz organise du 9 au 21 Septembre une Exposition Sécurité-Vérité.

Vous pourrez assister à des séquences filmées, tester vous-même chaque organe vital d'une voiture, examiner le modèle expérimental E.S.F. 24 présenté pour la première fois en public. Vous découvrirez ainsi tous les problèmes de la sécurité automobile à travers les recherches

effectuées par Mercedes depuis trente ans. Mais ce n'est pas tout. L'idéal, c'est de juger par soi-même. Si vous le désirez, vous pourrez à la fin de la visite, essayer un des modèles de la gamme Mercedes. Vous verrez, quand on en sait plus sur la sécurité, on est plus en sécurité.



Un tirage au sort désignera le futur propriétaire de cette Mercedes.

Notre hôte, lors de votre visite, vous remettra un bon de participation. En effet, dans le cadre de notre Exposition Sécurité-Vérité, un tirage au sort désignera, parmi les visiteurs, celui qui se verra offrir une Mercedes 230-4.

Ce bon de participation peut également vous faire gagner des semaines ou des week-ends au volant d'un des modèles de la gamme Mercedes.

Exposition Sécurité-Vérité Mercedes-Benz

du 9 au 21 septembre - de 9 h à 20 h - 48 Av. de la Grande Armée - Paris 17^e
Tél. : 380.34.40 - Métro Argentine.

Sous le patronage du Touring Club de France, et avec la participation d'Europe 1

— Nous admettons fort bien que tous ceux qui veulent rejoindre la gauche ne puissent adhérer d'emblée à notre formation.

— Ils ont créé des clubs de pensée, dirigé des instances nationales ; ils ont pris des positions différentes des nôtres, nous ont, à une certaine époque, combattus. Même s'ils acceptent volontiers, comme nous sommes prêts à le faire, d'oublier certains affrontements, ils doivent respecter leurs propres amitiés, et ne peuvent facilement déserter ou quitter les organismes dont ils sont responsables.

— Ainsi sommes-nous ouverts à tous contacts en vue de coordonner des efforts qui traitent vers un but commun. Les modalités et la forme sont secondaires. Ce qui importe à nos yeux, c'est l'accord sur l'essentiel, c'est-à-dire notre conception de l'avenir de la France. Autour des notions de responsabilité (responsabilité du militant, du citoyen, responsabilité dans l'entreprise) et de solidarité (entre les générations, entre les régions, entre les nations d'Europe, entre les peuples du tiers monde), nous voulons rassembler une doctrine qui peut recevoir l'adhésion de tous ceux qui se situent dans les perspectives de la gauche.

— C'est pourquoi nous ne souhaitons pas la formation d'une quatrième composante des forces de gauche, qui serait un affaiblissement plutôt qu'un apport positif. Nous souhaitons — et nous espérons — le renforcement de la troisième composante, constitué aujourd'hui par les radicaux de gauche, et demain, autour de leur solide noyau, de la masse des Français qui souhaitent de profondes réformes pour l'avènement d'une société plus juste, mais sans qu'il soit porté atteinte aux libertés essentielles.

Propos recueillis par THIERRY PFISTER.

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE

Attestation diplôme exigé
Annuaire limite d'âge
Demandez le nouveau guide gratuit numéro 65
Ecole Préparatoire d'Administration
Ecole privée fondée en 1873
soumise au contrôle pédagogique de l'Etat
4, rue des Petits-Champs
75008 PARIS - CORDON 62

POLITIQUE

Favorablement accueilli par les secrétaires fédéraux du mouvement

M. Chirac invite l'U.D.R. à demeurer la majorité de la majorité

C'est à coups d'opérations de charme que M. Jacques Chirac a décidé de restaurer son autorité sur l'U.D.R. Après y avoir réussi auprès de la plupart des parlementaires au cours d'une rencontre sans protocole à Vélizy-Villacoublay, au mois de juin, le premier ministre a remporté un succès encore plus franc devant les secrétaires fédéraux du mouvement gaulliste, réunis à Paris dimanche 8 septembre. Il lui reste encore à séduire les cadres de l'U.D.R. qui seront réunis en comités centraux les 5 et 6 octobre, et enfin les députés des milieux au cours du conseil national, en décembre. S'il remporte devant ces diverses instances un égal succès, la tenue d'assises nationales n'aura plus de graves inconvénients et la contestation n'y sera plus menaçante. Mieux, même, elles fourniront au premier ministre une éclatante revanche sur les assises de Nantes de novembre 1973 en le consacrant comme le leader incontesté de l'U.D.R. et comme l'unique successeur de Georges Pompidou, considéré lui-même, selon la mythologie officielle, comme l'héritier du général de Gaulle.

Cette opération de promotion de M. Jacques Chirac, menée comme une charge de cavalerie, a aussi pour effet d'éliminer toute concurrence, de neutraliser toute critique, d'écarter toute contestation, en les rejetant dans les camps de la dissidence ou de l'opposition. Accusés par avance d'être des facteurs de division, de déunion, de dislocation, les auteurs de telles tentatives sont désignés à la vindicte des gaullistes « gouvernants », qui se proclament ainsi seuls fidèles puisqu'ils respectent la fameuse notion de rassemblement. Simple avertissement ou condamnation formelle, ce rappel s'adresse aussi bien aux « barons », aux caciques, aux compagnons historiques — qui d'ailleurs demeurent étrangement silencieux — qu'aux plus proches, comme M. Jean Chabannon, présent un rapprochement avec la gauche.

Devant les secrétaires des fédérations, M. Jacques Chirac, avec une fougue, une résolution et une conviction qui ont troublé les rares hésitants,

Le premier ministre : le gaullisme, ce n'est pas un homme, encore moins un clan

M. Chirac, devant les secrétaires fédéraux de l'U.D.R., a notamment déclaré :

« Le gaullisme, ce n'est pas un homme, encore moins un clan, ni une philosophie de l'émiettement ou de la grange. Le gaullisme, c'est un comportement, un refus de la facilité et de la démagogie. C'est l'affirmation de la dignité de l'homme et de la nation. C'est une philosophie de l'action et de l'effort. »

En avril dernier, nous avons fait une erreur tactique majeure. Face à une dynamique unitaire, la gauche, nous n'avons pas su exalter les vertus de cohésion et de sécurité propres à toute majorité sous la V^e République. À ce handicap s'est ajoutée l'erreur tactique de la gauche, nous n'avons pas su exalter les vertus de cohésion et de sécurité propres à toute majorité sous la V^e République. À ce handicap s'est ajoutée l'erreur tactique de la gauche, nous n'avons pas su exalter les vertus de cohésion et de sécurité propres à toute majorité sous la V^e République.

s'est proclamé le garant du respect des principes gaullistes et a assuré que M. Giscard d'Estaing, dans son comportement politique, les avait observés jusqu'à présent scrupuleusement. Le premier ministre s'est même engagé à donner sa démission s'il advenait que la politique du chef de l'État les violait un jour. Mais il a, selon son expression, mis quiconque au défi de prouver que M. Giscard d'Estaing se soit écarté des principes du gaullisme. M. Chirac n'a pas eu d'avantage de mal à convaincre son auditoire du bien-fondé de son option en faveur de la candidature de M. Giscard d'Estaing, en mai dernier, puisque la gauche avait choisi « le terrain de la dynamique unitaire et de la sécurité ». M. Chirac a enfin voulu donner aux députés confiance dans l'avenir politique de l'U.D.R., en assurant qu'il y aurait une investiture unique de la majorité présidentielle par circonscription aux prochaines élections législatives. C'est-à-dire en 1978, ou au plus tôt « dans deux ans ». Il a laissé entendre également qu'il serait encore premier ministre dans trois ans ou que, pour le moins, un membre de l'U.D.R. occuperait alors encore l'Hôtel Matignon.

La fidélité au gaullisme et l'adhésion à la majorité ont aussi été exaltées par M. Alexandre Sanguinetti, dont personne — à la différence de la dernière réunion du bureau exécutif — n'a critiqué la gestion au même allégrement. La majorité nouvelle, l'a beaucoup appuyé — c'était le moindre des remerciements — lui-même a été publiquement décerné par le premier ministre.

Les responsables des fédérations U.D.R. sont donc en définitive fort satisfaits que le premier ministre soit des leurs et qu'il sache leur parler le langage qu'ils attendaient. Parti de pouvoir, de naissance et de vocation, l'U.D.R. et ses cadres n'arrivent pas, dans leur grande majorité, à se concevoir hors de lui. En conséquence, les décisions qui ont été étudiées et prises dimanche, qu'il s'agisse de décisions de recettes tactiques, ont toutes pour objectif de faire en sorte que l'U.D.R. demeure la majorité de la majorité et qu'à défaut de se renforcer elle évite au moins de s'affaiblir.

ANDRÉ PASSERON.

M. Sanguinetti : l'U.D.R. pilier de la majorité présidentielle

M. Sanguinetti, secrétaire général de l'U.D.R., a ouvert les travaux en disant : « Notre groupe parlementaire, quelles que soient les tendances qui le parcourent — et il est normal qu'il y ait des tendances au sein d'un groupe de cent quatre-vingt-sept membres — a voté à l'unanimité le soutien au gouvernement. Il a ensuite, toujours à l'unanimité, voté les textes qui ont été présentés à l'Assemblée. Cela pose, je ne l'ignore pas, des problèmes à notre mouvement. Je n'ai eu, à ce moment-là, qu'un souci : l'unité de l'U.D.R. Depuis son origine, le mouvement gaulliste a connu bien des drames. Si malgré tout, il s'est maintenu et s'il a conservé sa force, il l'a toujours dû à son unité. Si j'avais écouté ceux qui me demandaient des condamnations et des exclusions, il n'y aurait plus d'U.D.R. aujourd'hui. »

Après avoir rappelé que le dernier bureau exécutif avait déclaré que l'U.D.R. appartenait à la majorité présidentielle, M. Alexandre Sanguinetti a fait observer : « Il n'est pas question, par cette attitude, de venir qu'on se colle de nos principes. Nous devons reprendre l'offensive. Le gaullisme est en train de devenir, dans le monde, une attitude, un comportement. En Grèce, par exemple, la volonté d'affirmer l'indépendance nationale procède d'une démarche gaulliste. Nous ne serons pas un mouvement rétrograde. Nous ne nous repèterons pas sur nos souvenirs. Nous continuerons l'œuvre gigantesque commencée voilà seize ans. »

Un programme d'action
Les secrétaires ont adopté une motion de confiance à M. Sanguinetti. Pour conclure, M. Sanguinetti a déclaré : « Dans la majorité présiden-

tielle nous devons être actifs, loyaux, efficaces, imaginatifs et en être le pilier. » net et approuvé le programme d'action qui leur avait été soumis. Celui-ci prévoit notamment que tous les départements, les comités fédéraux de l'U.D.R. se réuniront pour entendre un message du secrétaire général et pour étudier le pré-rapport de la commission de réflexion sur l'organisation de l'U.D.R. Le 23 septembre, tous les adhérents de l'U.D.R. sont invités à se réunir en assemblées générales de circonscription pour répondre à quatre questions : quelle image de marque pour l'U.D.R. ? quelles méthodes d'animation ? quel système économique pour la France ? et quel engagement politique ? Les réponses, adressées au secrétaire général pour le 15 novembre, seront communiquées au conseil national, qui se réunira sous réserve de l'accord du comité central — le 15 décembre.

Un livre blanc sur la jeunesse sera préparé. Enfin, du 12 octobre au 15 décembre, M. Sanguinetti présidera dix-sept journées régionales qui se termineront par des réunions publiques.

DANS LES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

M. Chaban-Delmas : que l'U.D.R. demeure majeure vis-à-vis du pouvoir

M. Jacques Chaban-Delmas, prenant la parole le 8 septembre à la « fête de l'U.D.R. » à Saint-Pierre-d'Irube, près de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), a déclaré : « Il s'agit pour nous tous de maintenir pour la France les orientations fondamentales qui ont permis de redresser la situation du pays et d'améliorer les

conditions de vie des Français. Ces orientations fondamentales sont plus que jamais d'actualité. Elles sont une nécessité impérieuse. »

Pour M. Chaban-Delmas, le champ d'action de l'U.D.R. se trouve au sein de la majorité. « Mais, a-t-il dit, cela ne signifie pas que l'U.D.R. soit comme un « suzerain ». Cela ne doit pas conduire à confondre l'U.D.R. avec quelque forme que ce soit du conservatisme, fait-il libéral. »

Il faut qu'elle se réforme, qu'elle fasse des propositions nouvelles, qu'elle demeure majeure vis-à-vis du pouvoir. Ses assises nationales doivent avoir lieu le plus rapidement possible. »

Après avoir cité les noms de MM. Michel Jobert et Joseph Fontanet, l'ancien premier ministre a ajouté : « Il faut constituer une force nouvelle qui jetera les passerelles nécessaires pour que la division de la France en deux ne soit pas irréductible. »

Enfin, M. Chaban-Delmas a conclu en réaffirmant son soutien au gouvernement en ces termes : « Nous allons aborder une période qui sera de plus en plus difficile. Comment ne pas souhaiter, la réussite du gouvernement ? Mais j'observe, je veille, et je voterai à ce que les orientations fondamentales du gaullisme soient maintenues. »

M. Olivier Stirn, secrétaire d'État aux départements et territoires d'outre-mer, actuellement en visite officielle aux Antilles, est arrivé samedi après-midi 7 septembre en Guadeloupe où il a examiné avec les élus et les représentants des professions intéressées les problèmes posés par la culture de la banane et la production sucrière, qui s'annonce déficitaire. Les planteurs de canne ont formulé plusieurs demandes, notamment le financement d'un plan d'irrigation et des prêts à long terme pour l'équipement mécanique des plantations. M. Stirn a promis de transmettre ces demandes au ministre de l'Agriculture, M. Jacques Chaban-Delmas, et de lui faire part de la situation de la Guadeloupe.

M. Barrot donne sa démission de son poste d'adjoint au maire d'Yssingaux

M. Jacques Barrot, secrétaire d'État au Logement, secrétaire général du Centre Démocratie et Progrès, a donné samedi 7 septembre sa démission de ses fonctions d'adjoint au maire d'Yssingaux. M. Barrot explique, dans une déclaration qu'il a prise cette décision « pour bien montrer qu'il était étranger à l'engagement politique qu'a cru devoir prendre le personnel M. Guillaumont, maire d'Yssingaux, à l'occasion des élections sénatoriales ». M. Barrot a précisé qu'il demeurait membre du conseil municipal. L'engagement politique qu'a pris M. Guillaumont, et dont M. Barrot déclare ne pas avoir été informé, est de participer à la

consultation du 22 septembre prochain comme remplaçant éventuel de M. René Chazotte, ancien député socialiste de ce département. M. Chazotte avait été battu aux élections législatives de mars 1973 par M. Jean-Claude Simon, député U.D.R. indépendant. M. Jacques Barrot était également député de la Haute-Loire avant son entrée au gouvernement, en juin 1974. Le conseil municipal d'Yssingaux est composé d'un élu de gauche, M. Barrot, et de deux élus de droite, M. Guillaumont et M. Guillaumont, et dont M. Barrot déclare ne pas avoir été informé, est de participer à la

LE PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE DÉNONÇE L'ATTENTISME DE LA GAUCHE

Les dirigeants du parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste), créé à la veille de l'élection présidentielle et par les militants du groupe Front rouge, sont revenus vendredi 6 septembre, au cours d'une conférence de presse, sur les incidents qui se sont produits au Larzac lors de la venue de M. François Mitterrand à la manifestation du 10 août en faveur des agriculteurs menacés par les projets d'extension du camp militaire. Selon les responsables du P.C.R. (M.-L.), les démonstrations d'hostilité envers le premier secrétaire du P.S. étaient « spontanées » et ont été « le fait de plusieurs milliers de personnes » et non de leurs seuls militants.

En ce qui concerne la situation politique générale, le P.C.R. (M.-L.) estime que le président de la République a copié le programme commun, a obtenu de ce fait une série d'arguments électoraux à ses rivaux. Les maotistes

en concluent qu'il n'existe plus de projet politique crédible à droite et à gauche et que cette situation incite à la gauche des perspectives aux révolutionnaires. « Les travailleurs, estimant-ils, refuseront de faire confiance à l'union de la gauche. Ils refuseront son attentisme et sa modération comme ils refuseront ceux qui, à la tête des syndicats, dénaturent leurs véritables revendications. »

La Fédération nationale des élus socialistes et républicains annonce qu'elle tiendra son conseil national les 30 novembre et 1^{er} décembre à l'hôtel de ville de Cachan (Val-de-Marne), en présence de M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S. Elle précise qu'elle réunira son conseil national le dimanche 29 septembre, au palais National, à Nantes (Loire-Atlantique).

LES ÉLECTIONS CANTONALES

AUDE, canton de Sigean (1^{er} tour).
Inscr. 8.571 ; vot. 4.937 ; suffr. expr. 4.802.

M. Robert Ferran (P.S.), 2.576 voix ; M. Jacques Mourral (P.C.), 1.522 ; M. René Naudy (R.I.), 785 ; M. Francis Berge (Autre occitane), 118. Il y a ballottage.

Il s'agit de remplacer M. Francis Vals, ancien député, maire socialiste de Narbonne, décédé.
M. Vals avait été réélu au second tour de l'élection du 15 mars 1974 avec 2.576 voix contre 1.338 à M. Georges Bergeron (U.D.R.). Il y avait eu 4.284 suffrages exprimés pour 7.816 inscrits.

Après le tour, M. Vals avait obtenu 2.211 voix contre 1.149 à M. Jacques Mourral (P.C.) et 1.276 à M. Georges Bergeron (U.D.R.). Il y avait eu 4.822 suffrages exprimés pour 4.876 votants et 7.817 inscrits.

SEINE-MARITIME, cinquième canton de Rouen (1^{er} tour).

Inscr. 31.297 ; vot. 10.124 ; suffr. expr. 10.014.

M. Jean Allard (Centre démocratique), 3.787 voix ; M. Jean-Marie Panier (P.S.), 2.758 ; Mme Alice Gatoire (U.D.R.), 1.068 ; M. Victor Blot (P.C.), 2.993. Il y a ballottage.

Il s'agit de remplacer M. François Salomon, membre du bureau fédéral du centre démocratique, décédé.
En septembre 1973, au premier tour, sur 31.214 inscrits, 12.493 votants et 11.822 suffrages exprimés, M. Salomon avait obtenu 4.775 voix contre 2.487 à M. Chauveron (P.C.), 2.348 à M. Madeline (U.D.R.) et 2.232 à M. Panier (P.S.).

M. Salomon avait été élu au second tour avec 5.595 voix contre 4.839 à M. Chauveron, sur 31.214 inscrits, 12.254 votants et 12.844 suffrages exprimés.

SEINE-MARITIME, canton de Pavilly (1^{er} tour).

Inscr. 13.317 ; vot. 8.400 ; suffr. expr. 8.183.

M. Marcel Elguier (rad. soc.), 3.215 voix ; M. Bernard Guesdon (div. ms), maire de Pavilly, 2.406 ; M. Claude Mazzurco (P.C.), 1.180 ; M. Fernand Besson (P.S.), 888 ; M. Serge Comont (div. g.), 296 ; M. Jacques Maury (sans étiqu.), 117. Il y a ballottage.

Il s'agit de remplacer M. André Marie, président du conseil général et vice-président du parti radical-socialiste, décédé.
En septembre 1973, sur 12.635 inscrits, 7.417 votants et 7.183 suffrages exprimés, André Marie avait été élu au premier tour, obtenant 4.188 voix contre 2.110 à M. Gout (P.C.), 1.362 à M. Thomas (P.C.), 463 à M. Gomont (div. g.) et 460 à M. Laguerre (sans étiqu.).

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

ETBENS (Isère).

Inscr. 2.280 ; vot. 1.065 ; suffr. expr. 1.044.

Liste apolitique d'intérêt commun (M. Louis Sarte, 676 voix ; Ferdinand Ambrosino, 649 Marc Baletto, 642 ; Jean Fiat, 644).

ELUS.
Liste apolitique d'intérêt communal (M. Marcel Bouvier, 387 voix ; Jean Alphonse, 352 ; Gérard Berthaud, 353 ; Raymond Jean Roy, 353).

Il s'agit de compléter le conseil municipal, quatre sièges ont été élus et un élu à pourvoir à la suite du décès de trois conseillers et de la démission, pour raisons de santé, du maire de la ville, M. Charles Fios. La liste d'union démocratique, composée de deux communistes et deux socialistes, avait le soutien de l'union de la gauche.

Avec l'appui des quatre nouveaux élus, dont deux membres de leur parti, les neuf conseillers socialistes (643) en place peuvent espérer l'élection au poste de maire de l'un d'eux, probablement M. Martin retraité de l'enseignement et adjoint au maire.

SAOGE (Alpes-Maritimes).
Inscr. 405 ; vot. 276 ; suffr. expr. 254.

M. Auguste Brunel, 253 voix ; Pierre Osméa, 245 ; Denis Nigloire, 247. ELUS.

Les trois élus font partie de la liste de M. Louis Girard (sans étiqu.), maire de Saorge dans le canton de Breil. Ils étaient les seuls candidats en lice.

SEBAGO-MOC
MEN OR WOMEN
présente à la
SEMAINE DU CUIR 74
Pavillon TANNER COUNCIL
Bureau 6

THE AMERICAN CLASSIC



La moccasin de classe d'aujourd'hui. Le complément indispensable d'une élégance jeune. Du cuir acajou de qualité à la semelle d'un seul tenant, les chaussures SEBAGO sont conçues pour durer. Cousez main par des artisans.

Sebago Classics available in New York at McDuffee's; Philadelphia, Strawbridge & Clothier; Baltimore, Hess Shoes; Denver, Forman Shoe; Pittsburgh, Kamp's; Columbus, Evans & Schwartz; Birmingham, Michigan, Sherman Shoes; San Francisco, Village Bootery; Wilmington, Del. Stern's and other fine stores.

MAN
PARIS - Manfield
39, boulevard des Capucines
37-39, boulevard Saint-Michel
(Champs-Élysées)

WOMEN
Jean Darnel
52, rue de Passy
Distributeur France :
J.-C. BAJOU
2, place Wilson - TOULOUSE

les coupés Renault: 4 modèles 1975

déjà chez votre concessionnaire venez les essayer ou écrivez à :



RENAULT INFORMATION
B.P. 142
92109 BOULOGNE-BILLANCOURT

سكنا من الامل

ÉDUCATION

Le congrès de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public

M. Lagarde succède à M. Armand à la tête d'une organisation en perte de vitesse

Saint-Malo. — Le 35^e congrès de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (F.P.E.E.P.) a eu lieu les 8 et 9 septembre, à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), en présence d'environ trois cents délégués. Il a marqué un tournant puisque le président de la Fédération, M. Pierre Armand, a quitté ses fonctions, conformément aux statuts, après six années de présidence. On parlera désormais de la « Fédération Lagarde ». (1). Le nouveau président ayant été élu dimanche 8 septembre par les membres du comité fédéral par 34 voix contre 20 à M. Claude Dufloux.

Ce congrès charnière a surtout traduit le malaise qui règne actuellement au sein de la Fédération. Les dissensions internes — que masquait auparavant la personnalisation du « pouvoir » concentré par l'ancien président — se sont exprimées au grand jour, en séance publique, comme dans les discussions de couloir donnant à ce congrès une allure souvent déconçue et peu propice à une réflexion de fond sur la situation actuelle de l'enseignement. La nouvelle équipe aura sans doute fort à faire pour redonner à la

fédération plus de cohérence et de crédibilité. D'autant plus qu'à la « base » le militantisme des parents d'élèves semble fléchir en raison de l'échec relatif de la « participation » dans les établissements scolaires.

Le ministre de l'éducation, M. René Haby, qui s'est adressé samedi 7 septembre aux congressistes (« Le Monde » des 8 et 9 septembre), n'a pas été à cet égard particulièrement rassurant. S'il a indiqué, en effet, qu'il lui paraissait « normal et

nécessaire de donner à toutes les associations de parents les moyens de s'adresser à toutes les familles », il a déclaré, en revanche, que les chefs d'établissement « devaient s'adresser à l'ensemble des parents » pour organiser notamment des réunions et l'élection de leurs représentants dans les organes consultatifs. Cette conception de la « démocratie directe » pose la question du rôle et du poids des organisations de parents d'élèves dans le monde de l'école. « Il faut que nous soyons vigilants », a en tout cas déclaré M. Armand à la séance de clôture du congrès.

De notre envoyé spécial

Le premier sujet d'inquiétude pour la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public est la baisse de ses effectifs et de l'influence qu'elle exerce dans les différents ordres d'enseignement. En effet, si la F.P.E.E.P. s'enrichit chaque année, de plusieurs dizaines d'associations

nouvelles, les effectifs dans les collèges du premier cycle de l'enseignement secondaire, elle accuse ces dernières années une diminution importante de ses adhérents. Les dirigeants de la Fédération déclarent encore au congrès de 1973 qu'ils représentaient 650 000 familles. Or l'organe de la Fédération, le « Voix des parents », qui reçoit chaque adhérent, ne tire qu'à 450 000 exemplaires.

Invitées par le secrétariat d'Etat aux universités

LES ORGANISATIONS D'ETUDIANTS VONT REFLECHIR A UNE REFORME DU SYSTEME D'AIDE

Les Journées d'études sur le système d'aide aux étudiants, organisées par le secrétariat d'Etat aux universités, devaient commencer le 9 septembre, à Paris, en présence de M. Raymond-François Le Bris, directeur de cabinet de M. Jean-Pierre Solmon. Le secrétaire d'Etat aux universités participera à la fin des travaux, le mercredi 11 septembre.

Ces Journées, qui rassembleront des représentants d'organisations étudiantes (1) et quelques membres de l'administration ont pour objet d'associer les étudiants à la réforme du système d'aide. Depuis plus de cinq ans — c'est, en effet, au printemps de 1968 qu'une commission « vie de l'étudiant » avait été créée par M. Edgar Faure, alors ministre de l'éducation nationale — les organisations étudiantes n'avaient jamais été appelées à participer collectivement à une réflexion sur ce thème.

Le système actuel comporte des aides directes et indirectes. La première est accordée sous la forme de bourses et de prêts. La seconde consiste essentiellement en subventions aux œuvres universitaires qui gèrent, en particulier, les résidences et les restaurants universitaires, construits et mis à leur disposition par l'Etat.

(1) Association corporative des étudiants en sciences (A.C.E.S.), Alliance des mouvements réformistes universitaires (A.M.R.U.), Association nationale des étudiants en médecine de France (A.N.E.M.F.), Association nationale des étudiants en pharmacie de France (A.N.E.P.F.), Comité de liaison étudiant pour la rénovation universitaire (C.O.L.E.R.U.), Fédération nationale des associations d'étudiants en grandes écoles (F.N.A.G.E.), Fédération nationale des étudiants de France (F.N.E.F.), Mouvement d'action et de recherche critique (M.A.R.C.), Union nationale des étudiants en droit, en sciences économiques et en sciences politiques, les deux U.N.E.P., Union nationale inter-universitaire (U.N.I.), Fédération des résidences universitaires de France (F.R.U.F.), Mutuelle nationale des étudiants de France (M.N.E.F.), Union des sociétés mutualistes régionales. Participent aussi aux travaux la majorité des membres étudiants du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche et du conseil d'administration du Centre national des œuvres universitaires et scolaires.

D'autre part, la Fédération a enregistré aux élections des conseils d'administration des lycées et collèges, pour l'année 1973-1974, une légère baisse : 36,8 % des voix contre 37,1 % l'année précédente. Sa grande rivale, la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques, qui préside M. Jean Cornet, a, en revanche, progressé (61 % contre 60,5 % en 1972-1973). Mais que la Fédération Armand ait engagé depuis plusieurs années la bataille au sein des écoles primaires, sans y faire de progrès décisifs, c'est au contraire la Fédération Cornet qui affirme de plus en plus nettement sa suprématie dans l'enseignement secondaire, où son implantation est pourtant plus récente.

Des satellites

Bien des explications peuvent être fournies à cette perte d'influence. Celle de M. Armand est que la concurrence est « déloyale », qu'en particulier la Fédération Cornet bénéficie, dans l'enseignement primaire au moins, du soutien actif des enseignants eux-mêmes, et du puissant Syndicat national des instituteurs. Le président sortant de la F.P.E.E.P. a demandé à nouveau, adressant au ministre de l'éducation, « qu'un terme soit mis au système de la carte forcé, que les parents puissent choisir librement l'association à laquelle ils veulent adhérer ».

Mais d'autres dirigeants de la Fédération n'hésitent pas à avancer des hypothèses différentes. En particulier, disent-ils, « l'image de marque » de la F.P.E.E.P. est celle d'un mouvement organisé « pour », regroupant essentiellement ses adhérents parmi les milieux « bourgeois ». La Fédération, selon eux, n'a pas su s'adapter suffisamment à l'évolution de l'enseignement secondaire, qui s'est largement ouvert aux enfants des classes plus modestes. Certains — mais ils sont une petite minorité — estiment en outre que la Fédération Armand n'a pas su, ou voulu, se démarquer nettement du pouvoir politique, apparaissant alors comme un organisme officieux du ministère de l'éducation.

Au cours des séances publiques du congrès, les critiques n'ont jamais été portées sur ce terrain. Mais elles en ont pas été moins vives au point que le rapport d'activité de l'équipe sortante n'a été approuvé que par 66 % des mandataires (27 % contre et 7 % d'abstentions) contre 85 % des voix au congrès précédent. Deux reproches ont été principalement faits aux dirigeants de la Fédération. D'une part, d'avoir

espéré prolonger, par le biais d'une modification des statuts, le mandat du président Armand, qui n'était plus rééligible. Le congrès a finalement repoussé cette modification, désapprouvant ainsi son président. D'autre part, d'avoir créé une série d'organismes « satellites » de services, rentables financièrement — assurances scolaires, voyages à l'étranger, presse de la Fédération, sans que la F.P.E.E.P. n'en possède statutairement le contrôle. Ainsi, l'Organisation des vacances scolaires à l'étranger (O.V.S.E.), est présidée par M. Armand ; le Bureau de liaison et d'information des parents d'élèves (B.I.P.E.), qui édite la « Voix des parents », est présidé par M. Thomassin, trésorier (démisionnaire) de la Fédération ; la Confédération socio-éducative pour la jeunesse (C.O.S.E.J.), qui rassemble ces différents « satellites », est présidée par M. Armand.

Des tensions très vives se sont manifestées à ce sujet au sein de la F.P.E.E.P., dont la trésorerie accuse, elle, un déficit d'environ 270 000 F. Elles ont abouti à une harmonisation des statuts de ces divers organismes pour que la Fédération en possède le contrôle, par ses représentants aux assemblées générales et aux conseils d'administration. Mais la question a véritablement empoisonné, tout au long de la dernière année scolaire, les relations intérieures de la Fédération. Ce qui n'était pas sans rappeler les circonstances dans lesquelles, six ans plus tôt, avait pris fin le mandat de l'ancien président, M. Léotard.

Une fédération de grands-parents ?

L'unanimité des parents Armand n'est en fait qu'une apparence, même si tous sont « attachés » à l'unité de leur Fédération. En réalité, plusieurs courants s'y manifestent, comme il est normal dans une organisation se réclamant de l'indépendance et du pluralisme. Sans doute, les tendances, ces courants sont néanmoins très perceptibles.

Il y a, d'une part, le courant « modéré » de la Fédération, assez largement majoritaire, bien représenté par le président sortant et par son successeur, le docteur Antoine Lagarde. Celui-ci refuse néanmoins l'étiquette de « conservateur » pour la F.P.E.E.P., estimant au contraire que ses positions sur les divers problèmes éducatifs vont dans le sens du progrès et tiennent compte, en particulier, de l'intérêt des enfants comme du contexte socio-politique dans lequel évolue le monde de l'enseignement. Ce courant se démarque nettement d'une tendance plus réactionnaire, regroupant les partisans d'une éducation « traditionnelle » et « dans l'ordre ». Mais la principale opposition au courant modéré s'exprime notamment par la voix de M. Claude Dufloux, président de l'Union régionale de Paris, adversaire de M. Lagarde pour l'élection à la

présidence de la Fédération. M. Dufloux estime en particulier que celle-ci doit s'ouvrir plus largement, rechercher davantage le dialogue avec les autres organisations de parents — notamment avec sa principale rivale, au risque de provoquer le départ des plus conservateurs, mais au bénéfice d'une plus grande clarté des options de la F.P.E.E.P., qui favoriserait à ses yeux un regain d'influence. Pour les militants qui se reconnaissent dans ce courant, il faut que la F.P.E.E.P. « ne soit plus une fédération de grands-parents d'élèves ».

A leur gauche, quelques délégués représentent des parents d'élèves qui ont choisi la Fédération Armand non pour ses positions et son mode d'action modérés, mais parce qu'ils repugnent à rejoindre les rangs de la Fédération Cornet, surtout là où celle-ci est dominée par des militants communistes. Ceux-là reprochent à la F.P.E.E.P. de masquer en permanence ses choix politiques par une indépendance alibi. Dans un « manifeste » distribué au cours du congrès, ils réclament une action plus efficace et plus « mobilisatrice » pour les parents, « une plus grande indépendance à l'égard des pouvoirs publics », une vie réellement démocratique à l'intérieur de la Fédération, et vont jusqu'à prôner « la reconnaissance organique des tendances » en son sein.

La majorité à dix-huit ans

Quoi qu'il en soit, de ces divergences un certain nombre de lignes de forces caractérisent les options de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public. Elles ont notamment été définies dans une charte (« Le Monde » du 30 septembre 1972), puis précisées par les travaux de groupes spécialisés. Elles peuvent être résumées ainsi :

● L'ENFANT D'ABORD : c'est la formation et l'épanouissement de l'enfant au sein de l'école qui est la préoccupation principale des militants parents d'élèves. Ainsi, une attention toute particulière est accordée aux questions touchant la santé et l'équilibre des enfants, l'aménagement des rythmes scolaires, l'industrialisation de l'éducation artistique et sportive, une meilleure orientation, la réduction des effectifs de groupes spécialisés, les réductions.

● PRIMAUTÉ DE LA FAMILLE et participation : les parents étant les premiers responsables de l'éducation des enfants, la F.P.E.E.P. souhaite qu'ils « ne démissionnent pas » de cette tâche et se reconstruisent sur les enseignements. Elle préconise au contraire un dialogue plus serré avec ces derniers, notamment au sein des organes de participation. La Fédération demande que celle-ci soit étendue aux écoles primaires, par l'institution de réunions de classe et de conseils d'école.

● REDUCTION DE L'INEGALITE DES COLÈGES : attachée à l'école publique, la F.P.E.E.P.

estime que celle-ci doit davantage remédier aux handicaps sociaux et culturels qui diminuent les chances des élèves, et qu'il faut tout d'abord parvenir à une véritable gratuité des études. Elle s'est prononcée pour la création de groupes de niveaux dans le second degré, destinés aussi bien à favoriser une pédagogie de soutien pour les élèves en difficulté qu'à permettre aux meilleurs de progresser plus vite.

ORAINTE DE LA POLITISATION

favorable à une ouverture de l'école à son adaptation à l'évolution du monde moderne, les parents Armand condamnent et redoutent une politisation des élèves à l'intérieur des établissements scolaires. Ce sonnet, très vif chez les militants d'associations comme chez beaucoup de dirigeants nationaux, est aujourd'hui renforcé par l'accession des jeunes à la majorité civile et électorale à dix-huit ans.

Ces grandes options continueront de guider l'action de la nouvelle équipe dirigeante de la Fédération. Mais il ne faut pas de doute que cette action sera marquée, non par le gauchissement qu'auraient souhaité les opposants à la direction sortante, mais du moins par un changement de style.

M. Antoine Lagarde, qui s'est présenté entouré d'une équipe homogène, souhaite en effet que la F.P.E.E.P. soit moins personnalisée que dans un passé encore tout récent.

Représentant la continuité de la Fédération, M. Lagarde devra compter sur une opposition qui s'est manifestée, pour la première fois, avec une certaine force et qui réclame en particulier des positions claires, tant sur les problèmes éducatifs que sur leur environnement socio-politique. Si l'on en croit le nouveau président, la « Fédération Lagarde » pourrait être plus critique à l'égard des pouvoirs publics que la « Fédération Armand ».

YVES AGNES.

(1) Né le 1^{er} octobre 1925 à La Rochelle, M. Antoine Lagarde est docteur en médecine, ancien externe des hôpitaux de Paris et administrateur du centre hospitalier du Havre depuis 1960. Il exerce sa profession comme médecin généraliste dans un cabinet de groupe. Père de cinq enfants après de douze à vingt ans, il est président de l'Union régionale de l'Académie de Rouen de la F.P.E.E.P. et membre du conseil d'administration depuis 1973.

RADIO-TÉLÉVISION

LA RÉFORME DE L'O.R.T.F.

La réduction des crédits à la production entraîne des licenciements dans le secteur privé

L'ensemble des syndicats C.G.T. des personnels de l'O.R.T.F., statutaires et hors-statut (soit sept organisations), donneront le mercredi 11 courant la réduction des crédits affectés à la production télévisée qui frappe les maisons privées. C'est ainsi que la direction de la société Paris-Télévision envisage de licencier cent quarante salariés (techniciens, employés, cadres, ouvriers agents de maîtrise) du centre de Billancourt. Les membres du comité d'entreprise ont été informés de ce licenciement collectif. Ces cent quarante personnes menacées travaillent exclusivement depuis onze ans, pour la production de l'émission diffusée par l'Office. Compte tenu de cette spécificité, la Fédération du spectacle C.G.T. demande que ce personnel obtienne la garantie de l'emploi dans le cadre des activités de production de l'Office, d'autant plus qu'il représente la main-d'œuvre hautement qualifiée.

Une entrevue a été demandée au ministre du travail et au P.-D.G. de l'O.R.T.F.

Le syndicat des journalistes Force ouvrière réaffirme dans un communiqué publié par son bureau national « la nécessité impérieuse d'un statut de presse et d'un conseil national de l'information ». Face au phénomène de la concentration et aux difficultés économiques auxquelles la presse est confrontée, la Force ouvrière déclare que « seul un véritable statut des entreprises de presse assurant la séparation du pouvoir financier et de l'information permettrait d'éviter des opérations qui se multiplient depuis plusieurs années ».

PRESSE

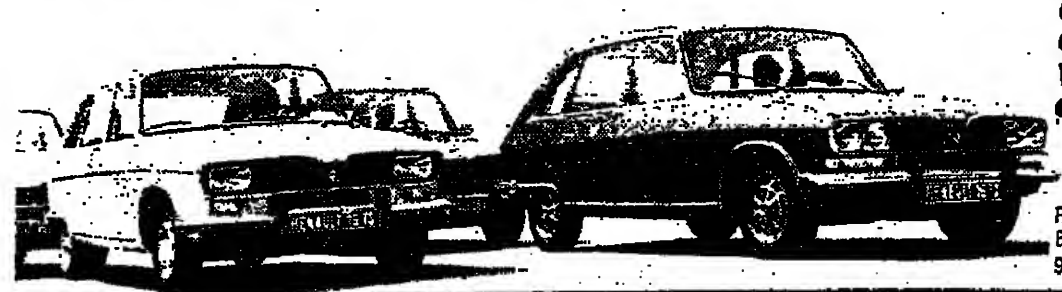
Renault 5:3 modèles 1975



déjà chez votre concessionnaire venez les essayer ou écrivez à :

RENAULT INFORMATIONS
B.P. 142
92109 BOULOGNE-BILLANCOURT

Renault 16:4 modèles 1975



déjà chez votre concessionnaire venez les essayer ou écrivez à :

RENAULT INFORMATIONS
B.P. 142
92109 BOULOGNE-BILLANCOURT

ÉDUCATION

A L'ASSEMBLÉE DES RECTEURS DES UNIVERSITÉS EUROPÉENNES

Le débat sur l'ouverture aux pays de l'Est s'est terminé par la victoire du courant plus conservateur

Bologne. — L'assemblée générale de la conférence permanente des recteurs des universités européennes, réunie à Bologne du 2 au 7 septembre, s'est achevée par l'élection à la présidence de D. Ludwig Reiser, ancien vice-président, recteur honoraire de l'université de Tübingen (Allemagne fédérale), par 133 voix contre 42 à M. François Luchaire, président de l'université de Pa-

De notre envoyé spécial

ris-I (1). Ce dernier a été ensuite élu vice-président. La conférence, cette fois-ci, avait une signification politique, puisque les deux candidats se distinguaient par des conceptions différentes quant à la façon d'opérer l'ouverture de la conférence aux

universités de l'Europe de l'Est. Si tout le monde était d'accord sur le principe de cette ouverture, M. Luchaire proposait d'aller beaucoup plus loin dans ce sens que M. Reiser. C'est donc, avec la victoire de ce dernier, un courant plus conservateur, surtout représenté parmi les pays anglo-saxons, qui l'a nettement emporté.

Certains absents tiennent beaucoup de place. L'assemblée générale de la conférence des recteurs, qui tous les cinq ans étudie les grands problèmes qui se posent aux universités européennes, aura cette année été profondément marquée par un débat diplomatique à propos de chaises vides : celles qui pourraient occuper les représentants des pays de l'Est. Créée dans les années 50 par les responsables d'universités de l'Europe de l'Ouest, la conférence se serait sans doute aisément dissoute d'un tel débat. Son caractère délibératif occidental convenait visiblement à la plupart de ses membres, et la participation de quelques universités polonaises ou bulgares suffisait à satisfaire sa bonne conscience sur le chapitre de l'ouverture. Mais elle a été brutalement contrainte de se poser le problème, conformément à la recommandation des ministres de l'éducation, réunis à Bucarest par l'UNESCO en décembre 1973, de « développer la coopération entre les universités d'Europe ». Il ne faisait aucun doute que pour

l'UNESCO il s'agissait bien de toute l'Europe. Pour la conférence des recteurs, le coup était rude. Se draper dans sa dignité et ne pas tenir compte de la recommandation de l'UNESCO, c'était courir le risque de voir une autre organisation universitaire — où les pays de l'Est seraient fortement représentés — venir la concurrence. Une telle attitude n'était guère soutenable. Il fallait donc prendre les devants et s'engager dans l'ouverture.

Repartir de zéro

Mais il est plusieurs façons de pratiquer l'ouverture. Pour la plupart des universités anglaises et allemandes, c'est simple : il suffit de modifier légèrement les statuts de la conférence, en gommant ce qui, dans la formulation, peut gêner les pays de l'Est, pour permettre à ces derniers d'y entrer. Mais ceux-ci ne l'entendaient pas de cette oreille. Comme l'a écrit, sans détour, M. Zygmund Rybicki, recteur de l'université de Varsovie, les pays socialistes n'ont pas à « rallier » une organisation créée en dehors d'eux, pendant la guerre froide, et encore marquée, selon eux, par l'idéologie de cette époque. « Nous sommes l'Europe autant que vous, a-t-il déclaré en substance. Si vous voulez que nous coopérons, repartons de zéro et faisons quelque chose ensemble, qui se situera délibérément dans la ligne nouvelle de la coexistence pacifique. »

Que les résistances de nombreux universités à s'engager dans cette voie soient dues à un sentiment anticommuniste toujours vivace, pas de doute. C'est bien ainsi, du moins, que le ressentiment les représentants des pays de l'Est qui avaient l'impression que la plupart des recteurs occi-

dentaient prénaient la coopération, mais de loin, et à condition d'en garder le contrôle.

Toutefois ces derniers donnaient de leurs hésitations une autre interprétation : ils craignaient de voir la conférence perdre son indépendance pour devenir une organisation de type paragonnemental. « En fait, entendait-on dire, les pays socialistes n'ont pas à la conférence les vrais responsables des universités, mais des administrateurs représentant des gouvernements. C'est l'esprit de la conférence qui sera changé. On va en faire une sorte de nouvelle UNESCO. »

Un réflexe de défense

Cette réaction traduisait un sentiment bien ancré parmi la plupart des responsables d'universités anglo-saxonnes : la nécessité de défendre l'autonomie traditionnelle des universités face à l'Etat et à l'administration. Réunissant uniquement des universitaires responsables d'établissements, la conférence est une sorte de « club » international de personnes ayant de leur mission une conception identique. Comme dans tous les groupements de ce genre, la crainte des « membres fondateurs » de voir leur organisation se transformer en une organisation officielle, perdant son caractère original ne pouvait engendrer un réflexe de défense.

Ce réflexe a joué à l'encontre de la candidature de M. Luchaire, dont les thèses ont paru dangereusement proches de celles des pays de l'Est. Face à la candidature de M. Reiser, le président français a, en effet, soutenu l'argumentation suivante : la conférence doit être représentative de toute l'Europe et pas seulement des pays occidentaux.

Pour cela, il faut engager un dialogue réel, en tenant compte de la situation de chaque pays et sans vouloir à tout prix imposer un modèle. Or un tel dialogue ne peut être mené par un universitaire de l'Allemagne fédérale, cette désignation devant à coup sûr se heurter à l'hostilité de l'Allemagne de l'Est.

Pour M. Luchaire, qui présida la comité de soutien à M. François Luchaire lors des élections présidentielles, il n'est pas douteux qu'il faille appliquer à l'échelle internationale la théorie qui est celle du candidat unique de la gauche, à savoir que la meilleure façon d'induire les communistes à évoluer est de coopérer avec eux. Les Français insistent, d'autre part, sur le désir des universitaires des pays de l'Est de lier des contacts avec leurs homologues occidentaux et sur la nécessité de trouver les moyens leur permettant d'y parvenir.

Apparemment, cette façon de voir n'a pas convaincu. Il est vrai que bon nombre de délégués ne se sont guère passionnés pour ces subtilités diplomatiques et ont voté pour l'homme qu'ils connaissent le mieux et dont l'âge soixante-dix ans — et la respectabilité académique étaient garants d'une gestion sans aventure. « C'est une question de génération, nous disait un recteur italien. Les jeunes voteront pour Luchaire, les plus âgés pour Reiser. » A en croire les résultats, la moyenne d'âge des délégués était assez élevée.

FREDERIC GAUSSEN.

(1) Cette conférence regroupe les responsables des universités d'une trentaine de pays. Selon les pays, ils ont le titre de recteur (Allemagne, Italie), président (France) ou vice-chancelier (Grande-Bretagne).

Libres opinions

PLAIDOYER POUR UNE EUROPE DE L'ÉDUCATION

Par JEAN-CLAUDE MASCLÉ (*)

LORS de leur première rencontre, le 16 novembre 1971, les ministres de l'éducation de la Communauté européenne — qui ne comptait alors que six membres — avaient pris trois résolutions : créer à Florence un institut universitaire européen, accélérer la reconnaissance mutuelle des diplômes, étudier la possibilité d'instituer un centre européen de développement de l'éducation, conformément à une proposition française.

La deuxième session du conseil des ministres de l'éducation de la Communauté eut lieu en juin 1974 à Luxembourg avec les mêmes questions à l'ordre du jour. Mais aucune des décisions n'a encore débouché sur la moindre réalisation. Les choses pourraient bien encore retourner à l'oubli. Il ne faut pas qu'il en soit ainsi. La coopération éducative dans le cadre européen doit prendre le départ et être bientôt dotée des organes qui garantiront son développement. Il le faut pour trois raisons.

En premier lieu, la formation acquise dans les universités et les écoles doit tenir compte des données économiques, juridiques, sociales, humaines, de la construction de l'Europe si elle veut préparer ceux qui la recevront à assumer pleinement leur rôle.

En second lieu, l'ouverture européenne peut constituer un levier puissant pour faire évoluer l'école et l'université. Celles-ci ont à faire face à des besoins nouveaux d'éducation ; elles sont entrées dans une période d'expérimentation ininterrompue. L'échange des expériences et la contagion de l'exemple peuvent être des facteurs d'évolution décisifs.

La troisième raison tient à ce qu'une politique active et résolue de coopération en matière d'éducation est seule susceptible de préparer en profondeur une évolution des esprits qui conditionne en dernier ressort la réussite des efforts européens.

Quels moyens mettre en œuvre ?

Nous nous acheminons vers l'ouverture, à la rentrée 1978, à Florence, d'un institut de troisième cycle, l'institut universitaire européen. Il pourra recevoir quatre cents étudiants et consacrer son activité à la recherche dans les domaines suivants : sciences humaines, sciences économiques, juridiques, sociales et politiques, histoire et civilisations. Cette création pourra se révéler très utile si les recherches poursuivies sont orientées vers les questions essentielles : que soulève l'intégration et vers les questions de civilisation. Mais elle ne permettra pas de résoudre le problème global de la coopération éducative, qui suppose la mobilisation de toutes les universités et établissements d'enseignement d'Europe. Il faut définir un ensemble de solutions visant à libérer les échanges d'enseignements et d'étudiants, et les échanges de connaissances, et à mettre en place des organes communs susceptibles de développer une politique d'incitation.

Des travaux ont été entrepris par la Commission européenne pour aboutir à la reconnaissance mutuelle des diplômes. Ils tendent non pas à la reconnaissance académique des qualifications mais à un résultat très pratique : permettre aux titulaires de diplômes d'exercer leur profession dans tout pays membre de la Communauté. Ces décisions tardent. Mais, lorsqu'elles auront été arrêtées par le Conseil de la Communauté, elles devront encore être complétées par des mesures d'équivalence proprement dites permettant à l'étudiant en cours d'étude de passer une année ou un semestre dans une université d'un pays européen autre que le sien. Or la détermination de ces équivalences passe par l'étude minutieuse des programmes, des horaires, des méthodes pédagogiques, de telle manière que, lorsqu'elles aboutissent, elles sont déjà dépassées par les réformes.

Il faut oser de penser avec des balances de tolérance des différences imperceptibles. Il n'est nul besoin d'une équivalence absolue des formations. Chaque université ou établissement d'enseignement doit avoir compétence pour admettre ou ne pas admettre un étudiant étranger au vu de son dossier et, le cas échéant, après contact avec l'université d'origine de cet étudiant.

Pourquoi ne pas instituer dans chaque université ou académie un « ombudsman » des études, comme l'a suggéré M. Janna, ancien ministre belge de l'éducation, dans un rapport remis à la Commission européenne ? Cet « ombudsman », de nationalité étrangère, aurait à statuer sur les admissions des non-nationaux. Ou encore, si cette solution paraît préférable, pourquoi ne pas créer dans chaque université un poste spécial chargé de représenter les intérêts des étudiants de son pays dans le pays d'accueil. Les demandes allant croissant à tous les niveaux d'étude, ce délégué serait rapidement à la tête d'un véritable service technique opérant selon la jurisprudence des précédents. Ainsi seraient assurément mieux réglés les problèmes d'admission et d'accueil que soulèvent les échanges d'étudiants et qui doivent être résolus de manière satisfaisante pour que ceux-ci soient profitables aussi bien aux intéressés qu'aux universités.

Les échanges d'étudiants étant alors dotés de l'organe technique qui leur fait défaut actuellement, il serait possible de promouvoir au niveau européen une relative coordination. Celle-ci pourrait être assurée par des comités d'experts, composés d'universitaires, constitués par discipline, chargés de suivre l'évolution des diplômes et les réformes dans leur domaine et de formuler à l'usage des universités les recommandations nécessaires.

Ces échanges pourraient être en particulier développés dans le cadre d'accords passés directement entre deux ou plusieurs universités de pays différents, ces accords pouvant aller jusqu'à l'établissement de formations plurinationales. L'autonomie dont disposent les universités leur permet de passer de tels accords.

C'est aussi par accords entre les universités que, dans des secteurs d'intérêt commun, pourraient être créés des consortiums pour l'utilisation d'appareillage coûteux ou la mise au point de services de documentation automatisés.

Pour favoriser la coopération industrielle, on a créé à Bruxelles un bureau des mariages pour les entreprises. Pourquoi ne pas créer un bureau des mariages pour les universités ?

Celui-ci pourrait être le premier instrument d'une politique d'incitation aux échanges, en attendant que soit institué un office commun universitaire ou un centre européen de développement de l'éducation doté de moyens plus étendus et plus perfectionnés.

Préparer les fondements spirituels de l'intégration européenne — sans lesquels celle-ci restera un corps sans âme — n'est-ce pas une tâche exaltante pour les responsables nationaux de l'éducation ? En même temps que l'occasion de donner une réponse appropriée à certains au moins des problèmes de l'enseignement.

* Assistant à l'université de Paris-I, directeur de la revue « Les Nouvelles Universitaires ».

NOTRE Télex
A VOTRE DISPOSITION
POUR VOS COMMUNICATIONS
Vous nous téléphonez vos messages. Nous les transmettons. Vos correspondants nous les reçoivent. C'est simple. C'est sûr. C'est rapide. C'est économique. C'est efficace. C'est notre service télex. 24 heures sur 24. 7 jours sur 7. 15, rue HECTOR MALOT, 75012 PARIS. Agence à Lille et 30 correspondants.

ECOLE de DIRECTION d'ENTREPRISES
établissement privé
Jeunes Gens, Jeunes Filles
• Marketing Informatique et Gestion
• Comptable, commerciale ou hôtelière
• Collaboratrices de direction
DIPLOMES D'ETAT
Documentation gratuite
M. BERNARD CORNILLON
reçoit personnellement sur rendez-vous dans les nouveaux locaux uniquement :
130, rue de Clichy - 75001 Paris - 232-27-27 - Proximité du périphérique

FAX
ENSEIGNEMENT PRIVE SUPERIEUR
6 rue d'Amsterdam 874-95-58
84 rue de lazzari 874-56-60
B.T.S.
(informatique - gestion - secrétariat)
Admission : bacheliers, bacheliers ou niveau après examen du Livret scolaire 2 années d'études - Régime étudiant.
BAC. H
(informatique)
Admission : classes de seconde (élèves de 3^e, BEPC - CAP).
Classes de première (élèves de seconde).
Formations Professionnelles
Programmeur d'exploitation • Préparation aux carrières du secrétariat • pupitre • comptabilité • mécanographie • opératrice.

E.P.P.R.E.P.
ÉCOLE DE PUBLICITE, PRESSE ET RELATIONS PUBLIQUES
ÉTABLISSEMENT PRIVE d'Enseignement Supérieur Technique
• Statut étudiant • Deux années d'études
• Cours par demi-journée • Rentrée 14 octobre 1974
• Étudiants voulant acquérir une formation professionnelle
• Bacheliers et élèves du niveau des classes terminales
• Carrières : Publicité, Tourisme, Commerce, Relations Publiques
• Diplômes d'Etat : BTS Publicité (pas de math) BTS Tourisme (pas de math) BTS Distribution Commerce.
M. rue de la GRANGE-BATELIERE - 75008 PARIS
Tél. 70.61.60 Métro : Hôpital-Drouot
Réception du lundi au vendredi

Concours d'Entrée à l'I.S.T.E.C.
L'INSTITUT SUPERIEUR PRIVE DES SCIENCES, TECHNIQUES ET ÉCONOMIE COMMERCIALES
Forme sous l'égide de la Fédération des Directeurs Commerciaux de France, des INGENIEURS en MARKETING et des Cadres des fonctions commerciales.
Un concours d'entrée ouvert aux étudiants ayant terminé leurs études secondaires est fixé au :
VENDREDI 20 SEPTEMBRE 1974
Documentation-Inscription :
I.S.T.E.C., 17-19, rue des Jeûneurs, 75002 PARIS — Tél. : 231-42-77.

L'INSTITUT DE GESTION DE RENNES
organisé le 15 au 20 septembre 1974
un Colloque Franco-Québécois
SUR LES STRATEGIES DES INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT DE GESTION DANS LEURS RELATIONS AVEC LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (P.M.E.)
L'objectif du colloque est de permettre à des représentants du monde des petites et moyennes entreprises et du monde de l'enseignement, de confronter leurs points de vue sur les principaux aspects de l'activité d'une institution d'enseignement de gestion :
— Formation des étudiants ;
— Recherche continue ;
— Recherche ;
— Constatation ;
— Problèmes de communications avec l'environnement socio-économique.
Cette confrontation permettra de définir les lignes de force d'une stratégie de coopération entre ces deux partenaires qui s'ignorent encore trop souvent.
Pour tous renseignements concernant le programme de l'organisation, s'adresser à :
L'Institut de Gestion de Rennes
9, rue Jean-Jacot, 35002 RENNES CEDEX
Tél. (02) 35-24-57

JEUNES DIPLOMÉS
qui désire valoriser vos connaissances dans l'une des carrières offertes par l'informatique appliquée à la gestion
I.N.I.G.
Établissement privé d'enseignement supérieur créé par l'I.C.G.
vous prépare aux postes d'ANALYSTES de SYSTÈMES de GESTION (analystes-concepteurs, chefs de projets), offerts chaque année à ses étudiants par une cinquantaine d'entreprises.
Ses cycles, d'une durée d'UN AN (dont stage rémunéré de 3 mois) sont organisés par :
I.N.I.G. - PARIS, 63, avenue de Villiers, 75017 PARIS - Tél. : 267-36-14
I.N.I.G. - EST, 12, rue de Mainville, 54120 NANCY-ST-MAX - Tél. : 28-31-74
I.N.I.G. - SUD-OUEST, 7, av. d'Arès, 33000 BORDEAUX - Tél. : 32-24-10

ISTH
INSTITUT PRIVE DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
TAUX DE REUSSITE CONFIRMES DEPUIS 20 ANS
• Concours d'entrée :
HEC-ESSEC
EAP SUP. de CO
Prépa et Province
• Examinés d'entrée :
à SCIENCES PO
AP et 2^e Année
• DEUG 1^{re} et 2^e Année
DROIT ET SCIENCES ÉCONOMIQUES
ANNEE UNIVERSITAIRE 1974-75
Documentation et inscriptions : ISTH 6, avenue Léon Heuzey, PARIS 10^e
Métro : Mairie de la Chapelle, 128.62.09 - 224.10.72

صلى الله عليه وسلم

**aux galeries lafayette,
jusqu'à**

15%

**d'escompte sur tous
les articles***

achetés avant le 3 octobre

Nous vous remboursons:

4 % si vos achats atteignent 350 F (ex.: total de vos achats 360 F - 345,60 F)
6 % si vos achats atteignent 650 F (ex.: total de vos achats 660 F - 620,40 F)
8 % si vos achats atteignent 1000 F (ex.: total de vos achats 1050 F - 966 F)
12 % si vos achats atteignent 1500 F (ex.: total de vos achats 1550 F - 1364 F)
15 % si vos achats atteignent 2500 F (ex.: total de vos achats 2600 F - 2210 F)

Gardez vos tickets de caisse du 7 septembre au 2 octobre; l'escompte vous sera remboursé jusqu'au 19 octobre (à l'exception des 3, 4, 5 octobre).

En plus, nous nous associons à l'opération Frein sur les prix: 5 % d'escompte supplémentaire sur tous les articles Rentrée des classes.

*Sauf ceux marqués d'un point rouge.



galeries lafayette

HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE EPINE

FORMATION CONTINUE DES CADRES ET DIRIGEANTS

L'ISSEC 1974-1975

- des programmes nombreux et complets
- un rythme équilibré des cours, tant pour l'individu que pour l'entreprise

L'INSTITUT supérieur des sciences économiques et commerciales a été créé voici six ans par l'ISSEC. Etroitement associé à cette grande école de gestion, l'ISSEC propose des programmes de perfectionnement organisés par modules — ou « crédits » — de quatre mois. Quatre crédits, qui totalisent

près de cinq cents heures de travail sur deux années, et la rédaction d'un mémoire conduisent à un diplôme de spécialité du niveau de celui d'une grande école de gestion dans la discipline considérée. Ces programmes sont suivis par des dirigeants, des cadres et des ingénieurs d'en-

treprises de toutes dimensions et de tous secteurs : ils étaient un millier cette année. Précisons que si les statistiques indiquent que 70 % des auditeurs ont des diplômes d'enseignement supérieur, les enseignements sont conçus pour être suivis également par ceux

qui ont acquis leur savoir par la pratique. Les participants décident de leur plan de perfectionnement. Ils ne sont pas tenus de s'inscrire à la totalité du programme « long » (deux ans). Les cours, généralement donnés par journaux complètes, se déroulent dans les locaux modernes de l'ISSEC à Paris et à Cergy.

Le choix d'un Institut de perfectionnement

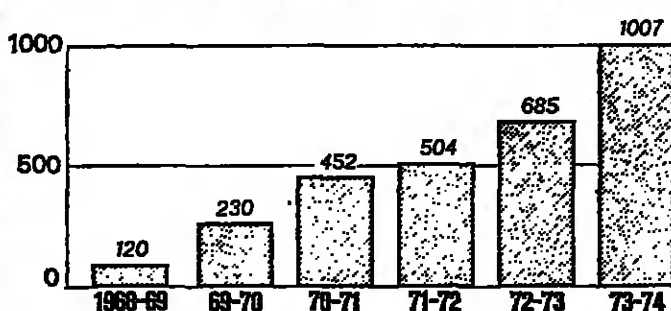
EN matière de formation permanente, les stages et séminaires se sont multipliés ces dernières années. Les défilants et brochures qui affluent sur les bureaux des cadres et responsables de formation posent un problème difficile à résoudre : comment faire un choix dans cette avalanche de propositions ?... Évaluer la qualité de programmes de formation est complexe. Il faut tenir compte de ce qu'en attendent les participants (initiation, perfectionnement, reconversion...), de la durée des programmes, de la pratique systématique ou non d'une orientation pédagogique (et d'une évaluation *a posteriori*), de la comparaison entre ce qui est promis et ce qui est effectivement réalisé, de la qualité des enseignants et animateurs, etc.

Compte tenu de cette complexité, nombre de responsables s'accrochent à considérer comme un critère important de satisfaction deux données facilement pondérables :

- 1) « Le taux de répétition » (soit

(1) Compte non tenu des interventions intra-entreprises.

EVOLUTION DES INSCRIPTIONS A L'ISSEC



Session d'automne 1974 :

Le centre d'orientation est ouvert

Si vous êtes intéressés par les enseignements de l'ISSEC, il faut, pour vous inscrire, remplir un dossier de candidature et rencontrer un animateur du centre d'orientation de l'Institut.

Ce centre siège en permanence et il est à votre disposition pour vous recevoir et vous conseiller dans le choix d'un programme de perfectionnement. La session d'automne se déroulera du 15 octobre 1974 au 28 février 1975.

Pour une information plus complète

M.

Adresse personnelle :

Tél. :

SOCIÉTÉ :

Adresse de la société :

Tél. :

FONCTION :

Désirerait recevoir la brochure de documentation sur l'ISSEC ☐

Désirerait rencontrer un animateur du Centre d'orientation ☐

ISSEC 24, rue Hamelin, 75116 - PARIS

Téléphone : 727-80-20 — Métro : Boissière ou Léon
Téléc : 63943 F
ou : B.P. 105 - 95001 CERGY — Téléphone : 030-40-57

Les diplômes de spécialité ISSEC

LES diplômes ISSEC sont des diplômes de perfectionnement supérieur dans une discipline donnée de la gestion des entreprises appelées « option » (voir tableau ci-contre). Les demandes d'accession aux différents diplômes sont réservées aux sessionnaires de l'ISSEC ayant subi avec succès au minimum quatre crédits de perfectionnement, et ce dans un délai maximum de trois ans. Toute demande d'accession à un diplôme est accompagnée d'un projet de mémoire détaillé. Lorsque ce plan a été approuvé, un professeur de la fonction ISSEC est chargé de suivre, en qualité de conseiller, les travaux de recherche du candidat. Le mémoire est soumis devant un jury souverain dans un délai de six mois minimum et de douze mois maximum après acceptation du sujet.

L'ISSEC partenaire du GERME (1)

CRÉÉ il y a deux ans sous la présidence de M. Chevalier, président-directeur général de la Société française des Pétroles S.F.P., le groupe d'enseignement et de recherche pour le management européen (GERME) a un double but :

— Il entend, d'une part, en coordonnant des programmes jusqu'ici distincts, faciliter et simplifier l'information des responsables de formation et des cadres en matière de perfectionnement.

— Il entend, d'autre part, et surtout, accroître les échanges et la recherche pédagogique entre les établissements fondateurs :

• Le C.R.C. (Centre de recherches et d'études des chefs d'entreprise) ;

• Le C.N.O.F. (qui comprend deux divisions : l'Association française de management et le Centre d'enseignement du management) ;

• L'E.C.E. (École du chef d'entreprise) ;

• Et enfin l'ISSEC.

Cette initiative permet un enrichissement mutuel des corps professoraux par de nombreux échanges d'expériences. Elle facilite une collaboration de plus en plus étroite entre les institutions d'enseignement qui, depuis plus de vingt-cinq ans, se consacrent à la formation continue.

(1) Voir *Le Monde* du 5 sept. 1974.

GERME, 18, rue du Plateau, 75004, Paris ; téléphone : 857-31-09.

Des programmes qui sont suivis sans absence prolongée hors de l'entreprise

LES crédits de perfectionnement ISSEC ont pour but d'offrir à des cadres d'entreprises un perfectionnement dans un certain nombre de techniques de gestion, à raison de neuf journées complètes réparties sur quatre mois, au rythme d'une séance tous les quinze jours.

Ces crédits de perfectionnement sont articulés sur trois axes principaux de la gestion des entreprises correspondant à trois « options » : chaque unité d'enseignement ou « crédit » constitue une entité, tant sur le plan pédagogique qu'au niveau du déroulement dans le temps.

Chaque crédit de perfectionnement est une unité de soixante-douze heures de cours, exposés-

discussions, conférences, travaux dirigés et séances de discussion de cas avec une équipe de professeurs praticiens d'entreprises et animateurs.

L'enseignement porte sur un sujet précis de la gestion et les techniques afférentes : chaque crédit constitue une entité pédagogique placée sous la direction d'un responsable de crédit qui assure la coordination et le suivi du perfectionnement.

Des groupes de travail sont constitués au sein de chaque crédit (de cinq à huit sessionnaires). Ils doivent se réunir pour préparer les discussions de cas, les exercices, effectuer en commun des travaux de recherche suivis.

OPTIONS	CRÉDIT (4 mois)	CRÉDIT (4 mois)	CRÉDIT (4 mois)	CRÉDIT (4 mois)
A. — DIRECTION et MANAGEMENT.	Jeu de gestion	Méthodes et Techniques de la Direction	Politique générale	Direction et Stratégie Jeu de simulation
B. — SCIENCES HUMAINES.	Expression orale	Pratique de l'entretien et de la relation de face à face	Conduite de réunion	Le travail de groupe
a) Communication et information.	Les aspects humains de l'organisation	Contrôle des objectifs et management des hommes	Changement et Développement des ressources humaines	Creativité et innovation
b) Hommes et organisation.				
C. — FONCTION PERSONNEL.	Les techniques de la Fonction Personnel	Place des relations industrielles dans la Fonction Personnel	Structures et Communications dans l'entreprise	Définition des politiques dans la Fonction Personnel
D. — FONCTION FORMATION.	Les nouvelles méthodes pédagogiques	La pratique des nouvelles méthodes pédagogiques	Le management de la formation	psychologie de la formation permanente
E. — MARKETING.	Marketing fondamental	Deux crédits au choix, dans les crédits suivants : A) Etudes et recherches en Marketing B) Techniques de l'exportation C) Marketing des produits industriels D) Direction des ventes E) Publicité F) Politique de distribution G) Système Informatique et Marketing H) Les méthodes de prévision commerciale I) Statistiques appliquées au Marketing J) Créativité et Innovation		Politique et direction du marketing
F. — GESTION COMPTABLE et CONTRÔLE DE GESTION.	Comptabilité générale de gestion	Comptabilité analytique de gestion	Comptabilité approfondie	Contrôle de gestion
G. — GESTION FINANCIÈRE.	Gestion et Politique financière	Crédit et institutions financières	Bourse et Évaluation des Sociétés	AU CHOIX : A. — Les décisions financières de l'entreprise B. — Les finances internationales
H. — INFORMATIQUE.	Éléments de base d'informatique	Système d'informatique dans l'entreprise		AU CHOIX : — E.G. Système Informatique et Marketing ou les crédits des options I, J et S : Hommes et organisation
I. — MATHÉMATIQUES de GESTION.	Basics et méthodes Mathématiques au service de l'entreprise		AU CHOIX : — EH : Les méthodes de prévision commerciale — EI : Statistiques appliquées au marketing ou les crédits des options H et J	
J. — GESTION de la PRODUCTION.	Stratégie de production	Conception d'un système de production	Contrôle d'un système de production	a) Les systèmes d'informatique en gestion de production b) Ordinateurs et Modèles en gestion de production
K. — DROIT de la GESTION.	Droit général des affaires	Droit des sociétés et des organisations	Droit du travail et de la Sécurité sociale	Droit fiscal des affaires
L. — ÉCONOMIE.	Macro-économie et structures industrielles			
M. — AFFAIRES INTERNATIONALES.	Problèmes humains dans les affaires internationales	Les relations monétaires internationales		AU CHOIX : — EB : Techniques de l'Exportation — G4 B1 : Les finances internationales — L1 : Macro-économie

مركز الاموال

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

LA T.V.A. ET LES PROJETS DE RÉFORME FISCALE

Alléger le taux pour expérimenter l'impôt négatif

L'aménagement de la fiscalité française demeure à l'ordre du jour. Dans une semaine, M. Fournade rendra public le projet de loi qui sera soumis au Parlement pour équilibrer le budget de 1975. Dans les mois qui suivront, il mettra au point la réforme des impôts français qu'il a annoncée pour le président de la République, dans sa dernière allocution télévisée, afin d'instaurer « plus de justice » dans la fiscalité de notre pays.

Pour cela, il faut d'abord, à considérer que la T.V.A.

française est trop lourde et injuste. L'occasion est propice pour tenter de l'alléger. Et puisque l'idée d'amortir une formule d'impôt négatif est dans l'air depuis deux ans, pourquoi ne pas chercher, du même coup, à l'expérimenter ? Ce serait la meilleure façon de vérifier si les inconvénients pratiques qu'avancent ses adversaires sont aussi grands qu'ils le prétendent, au point même d'annuler les vertus d'équité dont se réclament ses partisans.

QUE les impôts français sur la consommation soient excessifs, tous les partis politiques le répètent d'année en année. Lors de la campagne présidentielle, M. Valéry Giscard d'Estaing en convenait presque aussi fermement que M. Mitterrand. Les statistiques internationales le montrent d'ailleurs de façon incontestable (le Monde du 6 août), ces impôts dépassent chez nous 35 % du total des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations de sécurité sociale) contre 28 % seulement en Allemagne, 27 % au Royaume-Uni et en Suisse, 25 % aux Pays-Bas, 17 % aux États-Unis.

Proportionnelles aux dépenses, les taxes sur la consommation sont en effet inévitables ; elles frappent en effet plus lourdement les ménages à ressources faibles, qui dépensent proportionnellement tout ce qu'ils gagnent, que les ménages à ressources élevées, qui n'utilisent pour leur consommation qu'une partie de leur revenu, le reste allant à l'épargne. Des calculs récents ont confirmé les données officielles antérieures (1) montrant que la T.V.A. peut représenter une part du revenu des particuliers deux fois plus élevée pour les petites gens que pour les milieux aisés.

Les propositions d'allègement de la T.V.A. affluent donc périodiquement. Elles prennent habituellement la forme d'une exonération de taxe sur tel ou tel produit ; le bœuf, par exemple, fait l'objet d'une suspension de T.V.A. à l'automne 1972, par décision gouvernementale, afin, avait-on dit à l'époque, de « tenir » les prix. Les trois partis du programme commun avaient simpli-

fié l'idée dans leur proposition de loi de décembre 1972, suggérant, à l'article 20 de ce texte, que la T.V.A. soit ramenée au taux nul pour le pain, le lait et les livres, au plus du tiers (coût : 4 milliards par an). M. Mitterrand avait promis parallèlement ce printemps, dans son programme présidentiel, la détaxation du lait, des produits composés à base de céréales, du chocolat, des filets de poisson et du porc (coût : 5 milliards par an).

L'inconvénient de ces formules, sur le plan de l'équité, est qu'elles réduisent la taxe due par des citoyens qui ont partiellement les moyens de la supporter, alors qu'elles n'allègent que fort peu la taxe payée par les ménages à faibles ressources. (Voir l'article de Maurice Baslé.)

Il vaudrait donc mieux tenter autre chose pour réduire davantage la T.V.A. au profit des Français les moins fortunés. Est-ce possible ? Oui, si l'on admet une formule de restitution fiscale d'autant plus forte que le revenu du citoyen est plus bas. Cette méthode pourrait constituer une expérimentation — la première en France — de l'impôt négatif sur le revenu, déjà essayée aux États-Unis et étudiée par plusieurs pays d'Europe.

D'une pierre deux coups

Prévoir pour ses vertus d'équité, l'impôt négatif a fait l'objet de nombreuses critiques portant sur ses modalités d'application. Il donnerait lieu, a-t-on dit, à de nombreuses fraudes, ou bien nécessiterait un contrôle insupportable pour réduire à néant la simplification administrative qui en est attendue. Nous avons déjà eu l'occasion de montrer (le Monde du 30 juillet) qu'une bonne partie des griefs adressés à cette formule ne concernent que des détails de son application, et que l'importance des critiques avancées dépendait, en fait, de l'ampleur de cet impôt. Surtout, il apparaît que la seule façon de quitter les querelles philosophiques sur l'impôt négatif pour revenir à la réalité fiscale consiste à tenter une expérience permettant de tester les avantages et les difficultés de l'opération.

Précédemment, la restitution de T.V.A. qui pourrait être tentée en France pour réduire le poids excessif de cet impôt permettrait de procéder à une telle expérimentation en courant peu de risques. On peut, en effet, songer à réduire le produit de la T.V.A. d'un dixième, par exemple, pour rapprocher l'effet de cet impôt de ce qu'il est à l'étranger. Cela reviendrait donc à rembourser aux Français 11,5 milliards de francs d'impôts (sur les 234 milliards prélevés par l'État cette année). Si cette somme était redistribuée à l'échelle nationale, elle reviendrait à 38 % de revenus qui ne paient pas d'im-

L'exonération des produits de première nécessité ne servirait guère l'équité

Les nombreuses propositions actuelles de réforme de la T.V.A. s'attachent toutes à modifier les effets sociaux de cet impôt : aucune critique n'est adressée à l'inflation généralisée à l'investissement, quel qu'il soit, qui est pourtant son principal effet économique. Les réformes suggérées tendent à rétablir une certaine équité de l'imposition, ou au moins à diminuer l'injustice de cette taxe à grand rendement, qui frappe principalement la consommation des ménages et les dépenses d'achat de logement (il y aurait pourtant beaucoup à dire aussi sur les dépenses des collectivités locales). Or il est possible de mettre en évidence la portée limitée de telles propositions.

PAR principe, l'instrument fiscal qu'est la T.V.A. peut difficilement être autre qu'avéugle. Un taux unique de taxation (au lieu de quatre taux actuels) aurait même l'avantage d'une plus grande simplicité ; les mesures destinées à compenser son effet régressif n'en apparaîtraient alors que plus nécessaires, à commencer par la réduction de la part de cet impôt dans l'ensemble des recettes fiscales.

On peut avoir une idée claire de l'effet social de la T.V.A., actuellement, en partant des derniers chiffres officiels fournis à ce sujet (et qui concernent l'année 1969). A ce moment, le taux d'imposition de la consommation d'un ménage était de 12,5 % pour un revenu déclaré de 12 500 F et de 12,5 %, à peine plus, pour un revenu de 72 500 F ; ce taux atteignait 12,5 % pour les cadres supérieurs et 12 % pour les ouvriers non qualifiés.

Un taux d'imposition inversement proportionnel au revenu

L'écart est étonnamment faible étant donné la multiplicité des taux de T.V.A. Cela vient de l'annulation des conséquences des taux minorés ou majorés par des effets contraires ; par exemple, le niveau élevé des dépenses exonérées des loyers, des communications ou du téléphone dans les ménages aux revenus importants ; ou, à l'inverse, les dépenses parfois importantes d'automobiles (soumises au taux majoré) dans les ménages à petit budget. La répartition inégale que font de leur revenu les ménages, entre la consommation et l'épargne, aboutit à des conséquences bien plus étonnantes encore. Toujours en 1969, la T.V.A. représentait 12,5 % du revenu d'un ménage dont le revenu moyen déclaré était de 12 500 F (consommant pratiquement tout ce qu'il gagnait) et 6,2 % seulement en moyenne pour les ménages dont le revenu déclaré était de 72 500 F. Même répartis selon les catégories sociales, les ménages à faibles revenus paient 11,7 % du revenu pour un cadre supérieur, mais 11,7 % pour un ouvrier non qualifié. A revenu égal, de grosses différences existent entre les non-salariés et les salariés : 8,1 % en moyenne pour les professions libérales, industrielles, les gros commerçants et les artisans ; 11,7 % en moyenne pour les ménages dont le chef était ouvrier non qualifié.

L'inégalité était moins forte à situations familiales différentes. Le ménage d'âge élevé supportait un taux de T.V.A. faible : 8,7 % du revenu pour une personne seule de plus de soixante-cinq ans, contre 11 % pour une personne seule moins âgée. En revanche, une famille d'un enfant supportait un fardeau égal à 11 % de son revenu moyen ; s'il y avait plus de deux enfants, le taux n'était plus que de 10,5 %. Un ménage, cumulant un âge faible et une petite taille (un couple jeune sans enfant, par exemple), était nettement plus imposé : 12 % ; sa consommation relative de produits moins taxés (alimentaires notamment) était en effet moins forte que lorsque la taille de la famille et l'âge des enfants s'accroissent.

Les résultats étonnants de la simulation

Le résultat de cette simulation est étonnant : le taux d'imposition d'un ménage de faible revenu (12 500 F en 1969) baisse seulement de 1 point : il passe à 11,5 %. Pour les ménages à revenu moyen (40 000 F), il s'augmente que de 0,8 point et passe à 9 %. Pour les ménages dont le revenu moyen est égal à 72 500 F, l'augmentation est plus sensible : + 2,1 points ; mais le fardeau final reste faible : 8,3 %.

L'écart entre les catégories extrêmes est donc réduit de moitié, mais il reste très notable : 3,2 %. Cette politique fiscale est loin d'aboutir à une réduction totale de l'injustice décriée. Pour faire mieux, il faudrait réduire la part des recettes fiscales procurées par la T.V.A. Une réduction de 30 %, par exemple, réduirait de 1 point supplémentaire l'écart des fardeaux entre catégories extrêmes. Mais cette solution supposerait, bien entendu, l'accroissement des autres recettes fiscales existantes (impôt sur le revenu, par exemple) ou la création de nouveaux impôts (impôt sur le capital, par exemple). Le recours à des impôts choisis comme plus progressifs accroît d'ailleurs du même coup le redressement des fardeaux globaux de l'impôt.

Les calculs montrent que l'application des taux fictifs ci-dessus n'a finalement pas plus d'effet que n'en aurait la création d'un taux unique de T.V.A. accompagnée d'une réduction de 40 % des rentrées de cet impôt (compensée par des majorations fiscales ailleurs). Elle a encore les mêmes conséquences qu'un taux unique appliqué à une assiette plus réduite.

Notons enfin que la politique actuelle de taxation accrue des produits dits « de luxe » renforce les acheteurs aux disponibilités faibles vers les produits de consommation courante, car elle renforce l'obstacle à l'achat. Peut-on considérer normal d'exonérer d'impôt les produits de première nécessité, la consommation de contribuables qui peuvent payer parce qu'il existe une fraction de la population qui ne le peut pas ?

La différenciation des taux crée finalement autant d'injustices qu'elle en supprime. C'est donc probablement dans une autre voie que devraient s'orienter les efforts visant à instaurer davantage d'équité fiscale.

MAURICE BASLÉ

Chargé de cours à la faculté de sciences économiques de Rennes.

BULLETIN

La fuite en avant

L'ACTUALISATION des prix agricoles européens, qui sera débattue les 17 et 18 septembre prochains par les ministres des Neuf, répond-elle aux questions posées par la crise agricole qui a mis en ébranlement les campagnes depuis le début de l'été ? Rien n'est moins sûr.

La dégradation du pouvoir d'achat des cultivateurs est estimée à 15 % en moyenne cette année. Une cause essentielle : la hausse du coût des moyens de production, engrais, matériel, main-d'œuvre. En bref, l'inflation. Cette maladie — importée — en occurrence — échappe à la thérapeutique des gouvernements, qui répètent à la traîne en réduisant les recettes fiscales et notamment en supprimant la T.V.A. sur les produits industriels nécessaires à l'agriculture (PINEA).

Reste donc la fuite en avant : l'augmentation des prix européens. L'accord des Neuf est loin d'être unanime quant à l'opportunité et à l'ampleur d'une telle mesure. Mais l'habitude communautaire en la matière est le compromis. Vraisemblablement, les ministres « couperont la poire » entre 4 et 6 %.

« Augmentation insuffisante », dit-on dès à présent dans les milieux professionnels. Insuffisante parce que le redressement de quelques points des prix de marché arrivés en fin de campagne, trop tard pour rétablir à son niveau de 1973 le pouvoir d'achat des agriculteurs.

Adopter d'autres solutions ? Les subventions sont contraires à la réglementation communautaire, et de toute façon la lutte contre l'inflation a sonné l'heure des budgets d'austérité. Cependant, de ces deux bulletins, le dernier paraît le plus facile à franchir. En effet, l'augmentation des prix agricoles européens aura deux conséquences : le relèvement des prélèvements communautaires, c'est-à-dire la renchérissement des produits agricoles importés dans la C.E.E. ; la hausse des prix alimentaires de détail, qui suit inévitablement le relèvement des prix à la production.

En clair, pour lutter contre une inflation par les cotés, on grignote leur revenu, la pression des agriculteurs conduit à reporter sur d'autres secteurs de l'économie, et notamment sur le consommateur, de nouvelles hausses de prix. Aussi, personne n'a lieu d'être satisfait des prochaines augmentations des prix européens.

LES PAYS INDUSTRIALISÉS SERONT AMENÉS À ÉTENDRE LES CULTURES SUCRIÈRES

Un nouveau climat vient de s'allumer sur le front des matières premières, où le calme — pétrole mis à part — semblait pourtant être revenu après la fièvre du début de l'année : les prix du sucre sur les marchés libres mondiaux flambent brutalement, battant tous leurs records et triplant depuis novembre 1973. Les journaux anglais font des prévisions pour le printemps de la même année et les ménages français dévalent les rayons des commerces après une mise en garde des producteurs de betteraves, véritable appel au stockage. Dans les milieux officiels, on a beau jeu de relever et de stigmatiser la caractère conjoncturel et quelque peu artificiel de cet accès de fièvre, qui se produit à la veille des négociations

sur les prix agricoles à Bruxelles. Certes, notre pays ne risque pas de manquer de sucre dont il est gros exportateur — bien qu'un niveau de la C.E.E. l'équilibre risque d'être difficilement assuré — mais à l'échelle mondiale, tous les experts font état d'un retournement durable de la situation. La consommation augmente rapidement, surtout dans les pays en voie de développement, et dépasse désormais la production, qui devient de plus en plus coûteuse du fait d'une mécanisation croissante. Paradoxalement, c'est de la part des pays industrialisés qu'on attend l'extension des cultures qui doit combler le déficit prévisible, et non des pays sous-développés, de plus en plus acheteurs sur le marché mondial à des prix en hausse continue.

JUSQU'À ces dernières années, l'on estimait que le marché du sucre serait toujours excédentaire. La production augmentait plus vite que la consommation, les stocks étaient abondants, et mis à part une courte période en 1968-1969, où une pénurie temporaire fit flamber les cours, les prix se maintenaient à un niveau si bas que, périodiquement, des conférences mondiales devaient fixer des quotas restrictifs pour éviter un avilissement plus accentué. De nombreux accords bilatéraux furent signés pour instaurer des garanties d'écoulement et des prix préférentiels entre la France et les Antilles, entre la Grande-Bretagne et le Commonwealth, entre les États-Unis et leurs clients, notamment ceux de l'Amérique centrale. Il s'agissait, avant tout, de protéger les ressources des pays en voie de développement, traditionnellement producteurs de canne à sucre, et de freiner les appétits des betteraviers mieux équipés sur le plan industriel. Ce fut l'objet de la grande querelle qui, à l'été 1973, opposa la Commission de la C.E.E. aux planteurs français, vigouren-

sement soutenus par M. Chirac, et qui entraînaient bien maintes et maintes augmentations de leurs exportations.

Un retournement durable

L'on vivait donc sur ces idées reçues, fondées, il est vrai, sur une longue et douloureuse expérience, sans prendre véritablement conscience qu'un retournement durable était en train de s'opérer. L'excédent habituel, commencé à s'atténuer à partir de 1968 pour faire place à l'équilibre en 1970 et déboucher sur un léger déficit en 1974 : un million de tonnes sur 61 millions de tonnes. Parallèlement, les stocks mondiaux tombaient de 20 millions de tonnes à 15 millions de tonnes actuellement, leur pourcentage par rapport à la consommation revenant de 30 % à 19 %, soit la cote d'alerte, et les prix sur les marchés libres augmentaient progressivement pour aboutir à la flambée de 1974. Quel phénomène a donc bouleversé tous les

calculs et rendu caducs tous les dispositifs destinés à lutter contre la surproduction ?

Tout d'abord, l'accroissement plus rapide que prévu de la consommation (près de 4 % par an), qui a été davantage le fait des pays en voie de développement que celui des pays industrialisés, déjà bien pourvus.

Ensuite, le ralentissement du rythme de progression de la production, qui a même tendance à plafonner, ou même à diminuer dans certains pays à vocation sucrière traditionnelle, tels que les Antilles britanniques, ou même Cuba. Certes, le bas niveau des prix des années précédentes ne les a pas incités à développer une culture peu rémunératrice et pleine d'aléas, mais on y relève une désaffection croissante de la main-d'œuvre locale à l'égard de la culture de la canne, travail pénible et par trop saisonnier, de même qu'un effort des gouvernements pour diversifier les productions agricoles.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 21.)

FAITS ET TENDANCES

LE PRÊT DE LA BUNDESBANK A LA BANQUE D'ITALIE
CONTIENT EN GERME UNE CONSIDÉRABLE
RÉÉVALUATION DES STOCKS D'OR OFFICIELS

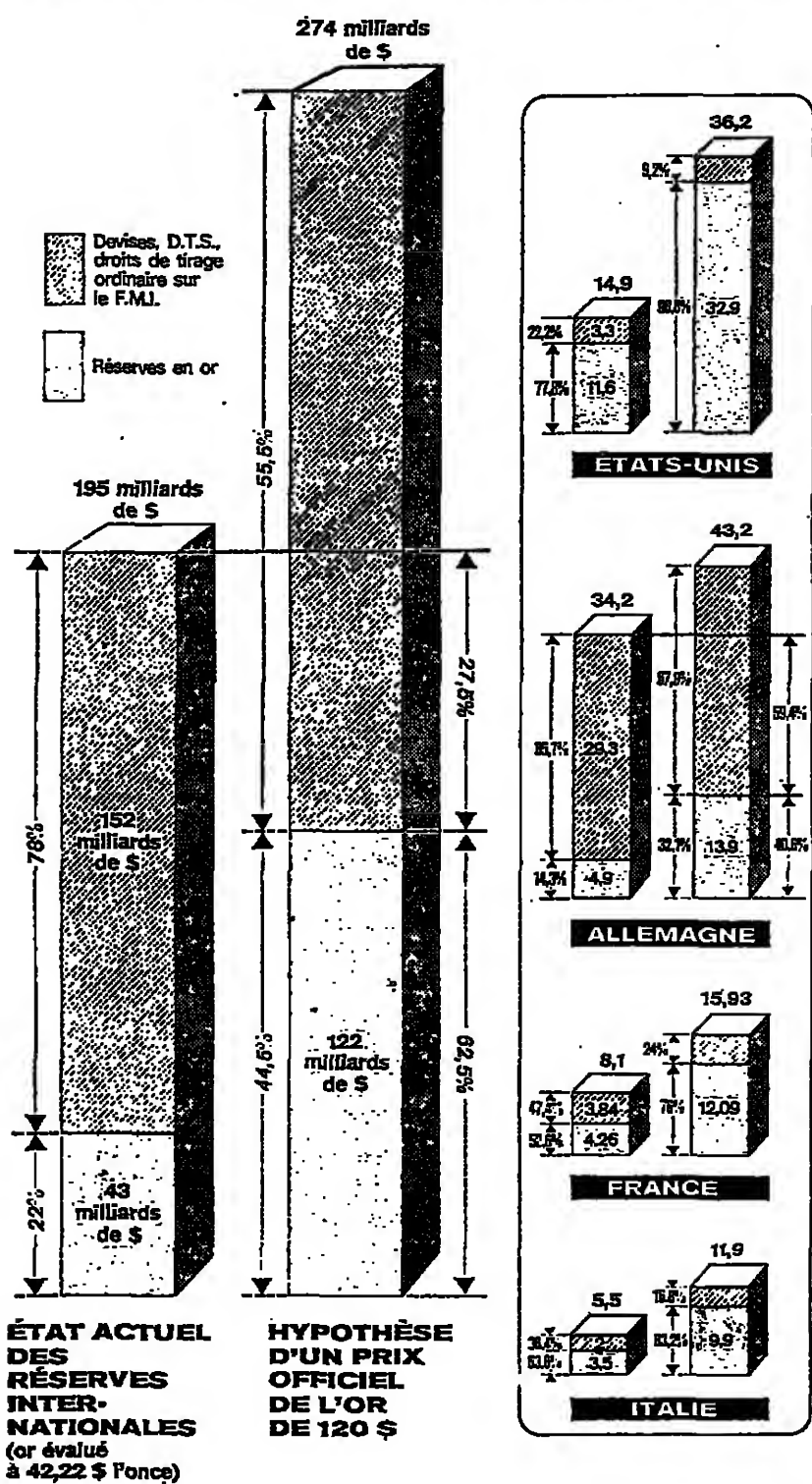
POUR garantir le prêt qu'elle a reçu de la Bundesbank, la Banque d'Italie a donné pour gage le cinquième environ de ses réserves d'or, qui ont été, pour l'occasion, évaluées sur la base d'un prix de 120 dollars l'once au lieu de 44,22 dollars, prix totalement artificiel qui continue pourtant à servir de référence pour l'évaluation officielle des stocks métalliques. Selon les statistiques du Fonds monétaire international, le total des réserves mondiales de change s'élevait (à la date du 31 mai dernier) à 185 milliards de dollars, dont 43 milliards en or, soit 23 %. Dans l'hypothèse où les stocks métalliques seraient réévalués sur la base du prix retenu à Bellagio par M.M. Helmut Schmidt et Mariano Rumor, leur valeur passerait de 43 à 122 milliards de dollars.

Cette opération aurait également pour résultat d'accroître très sensiblement la proportion de l'or dans le total des réserves. De combien ? Il est impossible de répondre à cette question car l'un des avantages d'une réévaluation des réserves métalliques serait ou devrait être de permettre le remboursement d'une partie au moins des balances-dollars, dont le montant a crû d'une façon vertigineuse depuis 1970. A titre indica-

tif, nous supposons, dans le graphique ci-dessous que la totalité de la plus-value dont bénéficieraient les banques centrales sur leur stock métallique aurait pour contrepartie la suppression d'un montant équivalent de dollars et autres moyens de paiement. Dans ce cas, le total des réserves, toutes choses étant égales par ailleurs (est-il besoin de dire que, dans la réalité, les choses ne resteraient pas ce qu'elles sont), ne changerait pas. Le stock métallique évalué désormais à 122 milliards de dollars représenterait non plus 22 % mais 62,5 % des 185 milliards de réserve globale.

Au cas très improbable où la réévaluation du prix officiel de l'or ne serait accompagnée d'aucune opération d'assainissement, le total des réserves serait porté à 274 milliards et la part de l'or dans ce chiffre serait de 44,5 %.

Remarquons que pour les pays possédant une proportion relativement importante de leurs réserves de change en or, le triplement du prix officiel du métal précéderait pour effet de porter le seul montant de leurs avoirs en or au-dessus du chiffre de leurs réserves totales actuelles. Cette conséquence apparaît clairement dans le graphique ci-dessous pour la France, l'Italie et les Etats-Unis.



DEUX ÉCONOMIES QUI NE SE PORTENT PAS TROP MAL

Nous avons analysé, dans « le Monde de l'économie » du 3 septembre, la situation et les perspectives économiques dans quatre pays industriels : l'Allemagne fédérale, les États-Unis et l'Italie. Dans ce numéro sont présentées les lignes de force (ou de faiblesse) de la conjoncture en Belgique et en Suisse.

SUISSE : les entreprises demeurent compétitives

De notre correspondant

Les signes d'apaisement observés sur le marché intérieur ont permis aux autorités d'assouplir quelque peu les mesures de politique conjoncturelle et monétaire prises en 1973. Ainsi les interdictions de construire ont-elles été récemment levées dans certains cas. A la suite d'un début de normalisation sur le marché suisse des capitaux, les restrictions frappant les exportations de capitaux ont de leur côté été partiellement suspendues.

Si jusqu'ici les autorités helvétiques ont relativement réussi à contrôler l'évolution de la conjoncture, elles ne dissimulent pas une certaine inquiétude quant à la manière de la maîtriser à l'avenir. En 1973, l'indice des prix à la consommation avait atteint en Suisse le chiffre record de 11,9 %.

La fin de juillet dernier, il avait été ramené à 9,8 % pour les douze mois écoulés. « Nous pourrions nous déclarer tout à fait satisfaits », affirmait récemment M. Ernst Brugger, président de la Confédération, si la hausse du coût de la vie ne dépassait pas 10 % en 1974.

Mais si dans l'immédiat la Suisse ne s'en tire pas trop mal, en sera-t-elle toujours ainsi ? Dans un rapport sur « les perspectives d'évolution de l'économie suisse », préparé à la demande du gouvernement de Berne, le professeur François Krieschaurek, de l'université de Saint-Gall, arrive à la conclusion que « la croissance économique de la Suisse sera marquée au cours des prochaines années par un très net ralentissement, moins imputable au réajustement de la demande qu'à celui de l'offre ».

JEAN-CLAUDE BUHREK

BELGIQUE : poursuite de l'expansion
mais explosion des prix

De notre correspondant

Bruxelles. — Les responsables de l'économie belge ne sont presque les premiers étonnés : les sismes prévisions formulées au début de l'année sur le ralentissement de la conjoncture ne se sont pas vérifiées. Au contraire, au cours du premier semestre de 1974 une expansion insouhaitée de l'activité économique a été enregistrée et la plupart des experts estiment que cette évolution va se poursuivre jusqu'à la fin de l'année. Ainsi, pour 1974, la croissance de la production industrielle devrait atteindre 15 %, avec des « pointes » de l'ordre de 25 % dans la chimie et la métallurgie.

La situation du commerce extérieur

Ne pas perdre de terrain par rapport à l'Allemagne

Ces signes relativement encourageants ne doivent pas toutefois faire oublier l'explosion des prix qui a aussi frappé la Belgique. Alors que celle-ci semblait pouvoir rester dans le peloton des pays dont l'inflation ne dépasserait pas 10 % par an, elle est maintenant dans le groupe des pays dont la hausse des prix dépasserait 15 %. Si, en juin dernier, en effet, on estimait que le taux d'inflation avoisinerait 14 % en 1974, les experts tablent maintenant sur une augmentation des prix de 17 %. Les responsables belges regardent avec inquiétude vers l'Allemagne et les Pays-Bas, avec lesquels la Belgique effectue une parité importante de son commerce extérieur et qui sont pratiquement les seuls à avoir pu maintenir leur inflation dans des limites raisonnables.

En octobre, le gouvernement devrait rencontrer tous les « partenaires sociaux » pour faire le point avec eux sur le résultat du plan anti-inflation adopté en juin dernier. Ce plan qui est axé essentiellement sur la restriction du crédit — ce qui a mis un nombre important d'entreprises en difficulté — et sur la régression de l'activité dans le secteur de la construction, n'a pas donné des résultats probants. Le gouvernement va mettre en œuvre un ensemble de mesures plus sévères avec pour objectif

numéro un de ne pas perdre de terrain par rapport à l'Allemagne fédérale. Une telle politique obligera, estiment certains experts, à ramener à 0 % le taux de croissance du stock monétaire (qui était encore de 8,49 % en avril 1974 par rapport à avril 1973) et impliquerait, en conséquence, un ralentissement de la hausse des salaires et une augmentation du chômage. Or cette augmentation du chômage est une des préoccupations principales des responsables belges en cette rentrée de 1974. Ce chômage touche principalement certaines régions, pour la plupart situées en Wallonie, et deux catégories sociales : les jeunes et les femmes. Le pourcentage des moins de vingt-cinq ans dans le nombre total de chômeurs atteignait près de 80 % en juin 1974. Il n'était que de 15 % en juin 1972.

Pour sauvegarder l'emploi et lutter contre la diminution du pouvoir d'achat, les organisations syndicales semblent disposées à « organiser » une rentrée difficile. Le parti socialiste étant dans l'opposition, le syndicat socialiste aura ainsi les coudes plus franches pour faire aboutir ces revendications. La partie se joue dans un climat d'incertitude politique chronique, dû à l'impossibilité de régler les querelles linguistiques.

JOSÉ FRALON.

Puissant groupe
industrielACHÈTE COMPTANT
IMMEUBLES DE RAPPORTlocations commerciales
et bourgeoises

BUDGET : 10.000.000 F

JOHN ARTHUR &
TIFFEN

174, boulevard Haussmann, Paris-8

DIPLOMES DE LANGUES
à usage professionnel

Tous ceux qui ont étudié une langue (anglais, allemand, italien, espagnol, grec, etc.) ont le droit de compléter leur qualification par une formation linguistique à usage professionnel sanctionnée par un de ces diplômes :

— Diplôme des Langues de Commerce International, compléments indispensables à toute formation pour accéder aux nombreux emplois bilatéraux du monde des affaires ;

— Brevet de Technicien Supérieur Traducteur commercial attestant une formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétation ;

— Diplôme de l'Université de Cambridge (anglais) : carrières de l'information, tourisme, hôtellerie, etc.

Ces examens, qui peuvent se préparer dans le cadre de la formation professionnelle continue, ont lieu chaque année dans toute la France.

Ingénieurs, cadres, directeurs commerciaux, étudiants, secrétaires, représentants, techniciens, enseignants, sauront tirer profit de cette opportunité pour améliorer leurs compétences.

Documentation gratuite n° 1.359, sur ces diplômes, leur préparation et les débouchés offerts sur demande à : Langues et Affaires (enseignement privé à distance), 35, rue Collange, 92303 Paris-Levallois, tél. 278-81-88.

une suggestion
pour vos repas d'affaires

le restaurant club

QBC

Un parfait équilibre obtenu par l'alliance d'une ambiance raffinée, celle d'un club confortable, et de la valeur gastronomique d'une très bonne table.

Au cœur du quartier Opéra, le Q B G est le rendez-vous de ceux qui cherchent à faire partager une certaine notion de confort et de qualité.

• le restaurant, le bar,
• salons pour réunions, cocktails ou banquets.

Monsieur GOUJAT, le Directeur, vous reçoit et vous conseille.

Le Q B G 3, rue Taibout-Paris 9^e - Tél. : TAI.82.78

Institut d'Administration
des Entreprises

Université Paris-I, Panthéon-Sorbonne

FORMATION PERMANENTE

déductible de la base de 1 %

- ☐ Principaux éléments du Marketing : Tous les mercredis (14-19 h), du 2 octobre au 18 décembre.
- ☐ Le droit social dans l'entreprise : Tous les jeudis (14-18 h), du 3 octobre au 31 octobre.
- ☐ Introduction à la comptabilité de gestion : Tous les mardis (14-18 h), du 8 octobre au 12 novembre.
- ☐ Gestion financière prévisionnelle et contrôlée : Tous les lundis (14-18 h), du 28 octobre au 16 décembre.

L'I.A.E. a réalisé des programmes de formation « sur mesure » pour des groupes de salariés d'entreprises appartenant aux branches les plus diverses : pétrole, bâtiment, banque, industries mécaniques, etc.

Les collaborateurs de l'I.A.E. sont à votre disposition pour vous rendre visite et mettre au point des programmes efficaces, tenant compte des particularités de l'activité de votre entreprise et qui apporteront aux stagiaires le maximum de satisfaction.

Nom :

Adresse :

désire recevoir la documentation complète :

I.A.E., 143, avenue de Versailles, 75016 PARIS

Téléphone : 520-93-02 et 647-71-78

سكنيا من الاموال

LIVRES

LES NOTES DE LECTURE

d'Alfred Sauvy

Jacques Berreby

LE PÉTROLE
DANS LA STRATÉGIE MONDIALE

Ce résultat de quinze années de réflexions sur le sujet d'un auteur qui a déjà écrit deux ouvrages sur l'Orient pétrolier présente divers enseignements : sur un sujet aussi sensible, aux prospections aussi délicates, celui qui cherche, sans se donner les réponses d'avance, et qui par conséquent oscille parfois assez aisément à se contredire, résultat d'autant moins évitable, ici, que l'ordre des matières est loin de répondre à la pleine logique. C'est ainsi que nous voyons, dès le départ, contester fortement la carte nucléaire, vue plus loin avec beaucoup plus d'indulgence. Mieux encore, les suggestions d'une énergie chère s'inscrivent, en d'autres endroits, en même temps qu'une dénonciation d'accès de la fiscalité. Sur ce dernier point, du reste, Berreby partage les illusions si répandues, oubliant qu'il s'agit non de taxes mais de redevances, souvent insuffisantes pour compenser l'usure des routes. Un billet de chemin de fer ou un timbre-poste ne sont pas des taxes.

Quoi qu'il en soit, ce parcours est de lecture agréable et instructive, agrémenté de bonnes mises au point, notamment sur les difficultés de l'Arctique et de l'Alaska, la limitation de la mer du Nord, etc.

Les parents pauvres, notamment la France, reviennent souvent dans le champ et suggèrent une réflexion amère, mais non désabusée, sur la problématique politique d'énergie européenne et sur les risques, bien apparents, d'une politique atlantique.

★ Editions Castellan, Paris 1974, 212 p., 32 F.

Boris Maldant et Maxime Haubert

CROISSANCE ET CONJONCTION
DANS L'OUEST AFRICAIN

Avec la collaboration d'Yves Breton

Importante (disons même imposante, dans le meilleur sens du mot) publication de l'I.E.D.E.S. et de l'Association Développement et Progrès, tous deux fondés par le regretté Henri Laugier, publication réalisée avec le concours du C.N.R.S. C'est le fruit de dix années d'efforts et d'une expérience bien plus longue encore de Maldant. L'étude couvre les quatorze pays d'Afrique tropicale francophone, Guinée comprise, soit les anciennes A.O.F. et A.E.F. Jusqu'en 1967, il n'y avait guère de données pouvant faire figure de comptabilité, en dehors du commerce extérieur. Mission accomplie aujourd'hui.

Dès l'introduction Maldant, qui a une si large expérience en la matière, nous montre que, contrairement à tant de modèles américains, trop généraux, la production agricole par kilomètre carré a augmenté plus vite que la densité, ce qui rend l'accroissement de la population économiquement favorable, même sur le terrain de la loi ricardienne des rendements décroissants.

La première partie porte sur les méthodes de calcul

et les résultats des agrégats, et ce jusqu'en 1966. Nous y trouvons non seulement la terminologie usuelle, la distinction classique entre le territorial et le national, etc., mais des vues avancées sur des façons de subdiviser et de pondérer les données concernant le capital et le travail et de toucher, par là, le toujours mystérieux progrès technique.

La deuxième partie propose des modèles économétriques, propres à l'économie ouest-africaine, qui permettent de mettre en évidence diverses relations entre facteurs et qui sont mal discernables à simple lecture. Un chapitre intéressant est, en particulier, consacré aux facteurs agissant sur les exportations de divers produits : palmistes, coprah, etc.

Ce travail est d'une qualité suffisamment bonne pour supporter deux critiques, ou plutôt deux regrets : l'utilisation de sigles, et même de termes techniques, sans leur explication risque de rebuter les non-spécialistes et de retarder ainsi une diffusion, pourtant combien utile. D'autre part, les statistiques démographiques sont absentes (bata) excepté, omission qui surprend de la part d'hommes aussi avertis en cette matière.

Une mise à jour pour les dernières années est impatiemment attendue.

★ Presses universitaires de France, Paris 1972, 44 F.

Ehrhard Eppler

PEU DE TEMPS
POUR LE TIERS-MONDE

Le ministre de la coopération économique en R.F.A., qui a démissionné en juillet devant le refus de son gouvernement d'accorder aux pays pauvres l'aide nécessaire, nous présente le grand drame, devenu classique, avec une intensité et une émotion particulières. Après une description générale, spécialement appuyée sur le Bangladesh et le Bengale indien, il s'indigne de trouver une Europe réligée. Cette décadence proclamée du développement dans les discours internationaux, il l'appelle la décadence de la violence.

Deux mérites essentiels, parmi d'autres : repoussant le « facilitisme » des missionnaires de la coopération, il proclame clairement la primauté du niveau de vie économique et culturel, si présents dans les faits et rejetés au second plan, parce que trop onéreux. Et précisément, s'appuyant aussi bien sur Nyerere et sur L. Illich que sur sa propre expérience, il fait avec le poids de l'éducation telle qu'elle a été naïvement conçue, au temps de la scolarisation pure, but en soi.

Sur la partie économique, des calculs clairs et saisissants sur les rapports entre l'emploi et le capital soulignent l'erreur d'avoir voulu, lui aussi, copier les méthodes occidentales. Sur les matières premières, cependant, nous retrouvons les anathèmes et simplismes usuels, l'ouvrage ayant été écrit (en allemand) avant la grande hausse de l'année 1973.

Parvenu à ce point, nous pourrions nous juger bien nourris, pourvus, mais ce petit ouvrage nous

donne encore des vues pénétrantes sur les travailleurs étrangers, qui nous enrichissent, sur les conditions politiques de l'aide extérieure, la nécessité de peupler et de fertiliser les campagnes, l'abîme entre les conseils des scientifiques et les réalisations politiques, enfin — couronnement — sur les relations entre le pouvoir et l'opinion et sur le rôle de l'information.

Ne nous étonnons pas de voir conclure : « Le tiers-monde n'a pas beaucoup de temps à sa disposition, mais nous n'avons pas beaucoup de temps pour le tiers-monde. »

★ Dunod-Gembloux, 1973, 168 p., 15 F.

Marie Lavigne

LE COMECON

Le programme du COMECON et l'intégration socialiste

Excellente présentation du Comité d'entraide économique des pays socialistes (CAEM), en sigle français, COMECON en sigle anglais, dont il a été dit, un peu légèrement, qu'il était la Communauté européenne ce que le pacte de Varsovie est à l'OTAN.

Créé en 1949, donc antérieur à la CEEA, groupant aujourd'hui neuf pays, dont la Mongolie (le deuxième pays socialiste dans l'histoire) et Cuba, mais non l'Albanie ni la Yougoslavie, cet organisme rassemble 10 % de la population mondiale, sans satisfaire encore — et de loin — les vœux de Lénine sur la fusion des nations. Les rapports internationaux ne facilitent pas, en effet, la planification. Les liens commerciaux entre ces Neuf n'ont pas empêché d'ailleurs la Pologne, la Roumanie et la Hongrie d'adhérer au GATT, et n'ont, du reste, que bien peu de rapports avec un marché commun.

Aucune supranationalité, nous précise bien le maître de conférences de Paris-XII. En langage onusien, il serait plutôt question de consensus.

Devons-nous nous donner de voir que la grande difficulté est la formation des prix ? En dépit de toutes les théories de la valeur, il a fallu, faute de base, s'en remettre aux prix mondiaux « épurés ».

Nous retrouvons, avec un nouveau visage, de nouvelles connaissances : bilatéralisme ou multilatéralisme, la Banque internationale d'investissements, du côté monétaire, la primauté du plus fort (le rouble transférable), le puzzle redoutable de la coordination de plans, etc., et même des relations qui pourraient, avec un peu de complaisance, évoquer les multinationales (Agromach, Intransmach, les Haldex). L'intégration n'est, en tout cas, pas en vue, même dans quinze ou vingt ans.

Dans ce remarquable exposé, qui comble une lacune sérieuse, il n'est pas question de migrations internationales entre pays socialistes, bien que le sujet ait été débattu par le CAEM, et que des travailleurs algériens soient appelés en R.D.A. De tels mouvements ne sont pas conformes aux vues soviétiques, ce qui renforce encore le cadre national.

★ Editions Oujda, Paris, 1973, 380 p., 40 F.

Georges Tapinos

L'ECONOMIE
DES MIGRATIONS
INTERNATIONALES

C'est une lacune considérable que comble, en large partie, le jeune agrégé de l'université de Tours, qui avait déjà attiré l'attention par une remarquable réédition de J.-B. Say, le mal aimé.

Démographes et économistes, nous est-il signalé dès le début, s'entendent, en quelque sorte, pour se cantonner dans leur domaine pur, laissant désert le champ où s'entrechoient économie et population. Les auteurs cités en tête sont surtout anglo-saxons, notamment le sobre et robuste Brinley Thomas, le bizarre Hutchinson et, accidentellement, Morgenstern ; mais la liste s'allonge en cours de route. Du reste, est-il observé, la carence ne s'arrête pas là, nous manquons — mais oui — d'une véritable théorie du marché du travail.

L'analyse coût-avantages des migrations, tentée ici, est sans doute la première en langue française, mais se borne malheureusement à une énumération des postes, sans essai de chiffrage, au moins pour des cas particuliers. La liste, elle-même, gagnerait à mentionner les phénomènes de sélection, qu'il s'agisse de l'écrémage des compétences ou de la sélection physique naturelle de toute émigration, complétée d'ailleurs souvent par une visite médicale. En revanche, la mise au début du pays d'émigration du coût de l'élevage — peut se discuter si ces hommes formés ne fournissent à leur pays qu'un apport marginal très faible.

Une analyse R.C.B., nous est-il rappelé, a été tentée en France en 1969. La question commence à peine, assurément.

Parmi les autres vues, également riches et réfléchies, citons les développements sur les discriminations, condamnées aujourd'hui par tous les aréopages internationaux, sur les relations entre immigration et croissance (le modèle Harrod-Domar n'est pas convaincant ici, car trop général, sur l'action anti-inflationniste de l'immigration, cette vue va loin et pourrait aller plus loin encore), enfin sur la domination et le conflit aigu entre Otto Bauer et Rosa Luxemburg, qui ne fâche plus personne, et pourtant...

Formulons toutefois une réserve, inspirée par la grande tenue de l'ouvrage : Tapinos s'attache, avec soin, selon la méthode éprouvée de l'école économique française, à analyser moins le sujet que les auteurs et modèles le concernant. Sa déjà grande expérience personnelle lui permettrait d'aller bien plus loin, ce que nous espérons, dans un temps proche. Des vues prospectives, en particulier sur les différences de pressions sociales de part et d'autre d'une frontière et sur les migrations clandestines qui peuvent en résulter, ne sont qu'un des champs qui se proposent au jeune économiste démographe, dont beaucoup est attendu.

Bibliographie.
★ Fondation nationale des sciences politiques, Armand Colin, Paris 1974, 288 p., 65 F.

SERIE 60:

la puissance informatique à l'écoute de l'entreprise.

La Série 60, par son architecture, ouvre une nouvelle voie dans le dialogue utilisateurs/ordinateur.

Par le dialogue, la puissance informatique est à l'écoute permanente des événements de l'entreprise : c'est l'informatique transactionnelle.

La Série 60, une nouvelle étape en informatique, avec :

- les Décos, moyens simples d'évolution vers cette Série,
- GCOS, le système d'exploitation déjà utilisé par les plus exigeants de nos clients.

La Série 60 permet la meilleure adaptation des moyens informatiques à toutes les tailles et tous les types d'entreprises, avec une gamme homogène de 10 ordinateurs répartis en 4 niveaux :
• 61/58 - 61/60 - 62/40 - 62/60 - 64/20 - 64/40 - 66/20 - 66/40 - 66/60 - 66/80.

La Série 60, une contribution européenne majeure à une informatique mondiale.



Honeywell Bull

Votre partenaire en Informatique.

سلسلة الامل



MARKETING ET GESTION INDUSTRIELLE

120.000 F

Vallée du Rhône — Une société française de biens d'équipement mécaniques et électroniques en expansion de 25 % par an, filiale d'un groupe de premier plan, recherche un Directeur de Division. Faisant partie du Comité de Direction, il lui sera confiée une double mission. D'une part, il définira et réalisera les objectifs et programmes nécessaires aux activités diversifiées de sa division (C.A. 22 millions de francs, 300 personnes) dans le cadre du plan de développement de la société. D'autre part, il animera la fonction commerciale sur le plan des ventes et du marketing et sera responsable de la qualité des produits et services et de leur adaptation aux marchés. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 35 ans minimum. Diplômé d'une grande école (ECP, MINES, HEC, IEG...), son expérience industrielle lui aura permis de maîtriser tous les aspects de la gestion, soit dans une entreprise de moyenne importance, soit dans un département diversifié d'une grande société. La rémunération annuelle de départ pourra atteindre 120.000 F, et sera liée à l'expérience du candidat retenu. Une bonne connaissance de l'anglais serait appréciée. Toute information complémentaire sera donnée au cours d'un entretien strictement confidentiel avec notre consultant chargé de cette recherche. Ecrire à Lyon. Réf. A/3274M

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

90.000 F

Un important groupe de mécanique recherche pour une de ses divisions, leader dans sa branche sur le plan européen, un responsable du département Recherche et Développement. Sous l'autorité de la Direction Générale, et en liaison avec les services techniques et commerciaux, il aura pour mission de trouver de nouveaux produits, de rechercher pour les produits existants de nouvelles applications, d'agir dans une perspective internationale, en ne tenant pas compte seulement du marché français. Il sera chargé de diriger, d'animer, et de contrôler les travaux de son département groupant une quinzaine de collaborateurs, et possédant un atelier pour la réalisation et l'essai des nouveaux produits. Ce poste peut convenir à un ingénieur (Centrale, A.M.) ayant l'expérience du bureau d'études mécaniques, et des fabrications de moyenne série. La connaissance d'une langue étrangère, anglais ou allemand, est impérative. La rémunération envisagée, de l'ordre de 90.000 francs, sera fonction de l'expérience et du niveau de compétence du candidat retenu. Le lieu de travail est situé dans la région Est, à proximité immédiate d'une ville universitaire. Ecrire à Paris. Réf. B/5433M

DIRECTEUR DES VENTES

90.000 F

Mobilier contemporain — Une société française parmi les leaders dans la fabrication, l'importation et la distribution de meubles contemporains de haut standing, recherche un responsable pour son réseau revendeurs. Placé sous l'autorité du Directeur Général, il aura pour mission de dynamiser, de consolider et de développer le réseau de revendeurs existant, et ceci, par une action personnelle sur le terrain dans un premier temps. Ensuite, il aura à structurer et à diriger une équipe commerciale. Responsable d'un objectif et d'un budget, il participera directement à la définition et au suivi de la politique commerciale sous tous ses aspects. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30 ans au moins, de formation commerciale supérieure de préférence et ayant des qualités de négociateur. Il aura acquis au moins 5 années d'expérience de la vente aux revendeurs (vente et gestion commerciale) si possible dans les biens d'équipement de la maison. Ce poste est à pourvoir à Paris mais implique de fréquents déplacements. La rémunération annuelle de départ, qui sera de l'ordre de 90.000 F plus frais, dépendra des qualités et de l'expérience du candidat. Ecrire à Paris. Réf. A/2110M

CHEF DU PERSONNEL

85.000 F

Paris — Une société française de moyenne importance (400 personnes), leader national dans son secteur d'activité (fabrication et distribution de produits de haut standing), recherche un Chef du Personnel. Dépendant du Directeur Général, il prendra en charge l'ensemble de la fonction personnel : administration, recrutement, formation, gestion des carrières, politique salariale, relations avec les partenaires sociaux... La structuration de la fonction et la mise en place de politiques dans les différents domaines sera un aspect important de sa mission. Ce poste intéresse un candidat âgé de 33 ans au moins, de formation supérieure de préférence, ayant une expérience complète de la fonction et de bonnes connaissances en législation du travail. La rémunération annuelle de départ, liée à l'expérience acquise sera de l'ordre de 85.000 F. Ecrire à Paris. Réf. A/2111M

INGÉNIEUR MAINTENANCE ET MÉCANISATION

70.000 F

La Société RIFA, filiale du Groupe suédois ERICSSON, spécialisée dans la fabrication de condensateurs, crée un poste de Responsable de la Maintenance et de la Mécanisation pour son Usine très automatisée de Boulogne-sur-Mer. Rendant compte au Directeur de l'Usine, et après une période de formation sur place et en Suède, il aura pour mission de mettre en place, diriger et exécuter un programme d'amélioration de machines et devra à terme concevoir et créer de nouvelles. Il se verra en outre confier la responsabilité de la maintenance générale dans l'usine, machines et bâtiments. Pour faire face à ses fonctions, il s'appuiera sur le service mécanique et maintenance (une vingtaine de personnes, mais en rapide expansion) dont il prendra la direction. Ce poste convient à un candidat âgé au minimum de 27 ans, diplômé d'une école d'ingénieur (AM, ICAM, ECAM ou équivalent) ayant acquis une première expérience dans la conception, la réalisation, la mise au point des machines et leur maintenance. Des connaissances en électronique constituent un atout supplémentaire. La pratique de l'anglais est nécessaire. Le candidat devra avoir le sens de l'organisation et du commandement. La rémunération annuelle de départ de l'ordre de 60 à 75.000 F sera fonction du niveau de compétence acquis. L'expansion de la Société et son appartenance à un Groupe important garantissent à un candidat de valeur d'intéressantes perspectives de carrière. Ecrire à Croix. Réf. A/4168M

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

60.000 F

Caisse d'Épargne et de Prévoyance — Une caisse de la région Nord qui, grâce à son dynamisme, connaît un taux d'expansion spectaculaire, et qui est déjà l'une des premières de France, recherche un Contrôleur de Gestion. Sous l'autorité immédiate du Directeur Général, et avec une large autonomie, il aura à améliorer les outils de gestion en mettant en place une comptabilité analytique et budgétaire opérationnelle. Il réalisera les tableaux de bord, définira les ratios et synthétisera les informations en provenance des succursales (une trentaine), afin de préparer, conseiller ou prendre les décisions en découlant. Il disposera de l'outil informatique et de l'appui d'un service qu'il aura à créer. Ce poste convient à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur : HEC, ESSEC, EDHEC, ESC, Sciences Eco, DECS ou équivalent, pouvant justifier d'une première expérience, même courte, du contrôle de gestion et si possible de la mise en place d'une comptabilité analytique. La rémunération annuelle de départ de l'ordre de 60.000 F sera fonction des compétences acquises. Le potentiel et les qualités humaines du candidat que nous recherchons devraient lui permettre d'ici quelques années de faire partie de l'équipe de Direction. Ecrire à Croix. Réf. A/4170M

ANIMATEUR-ANIMATRICE DE FORMATION

33.000 F

Caisse d'Épargne et de Prévoyance — Cette même caisse (voir réf. A/4170) recherche également un Animateur de Formation. Attaché à la Direction Générale, il interviendra au niveau de l'environnement humain interne et externe de l'entreprise, afin de faciliter et d'harmoniser son évolution. A l'intérieur, il aura à développer les ressources humaines du personnel (120 personnes environ) en concevant et en organisant des actions de formation et d'information et en couvrant dans tous les domaines mettant en jeu les relations humaines. A l'extérieur, il assurera en partie le rayonnement et les relations publiques de l'entreprise en prenant contact avec les collectivités locales et les établissements d'enseignement, en animant des réunions d'information, en concevant des opérations en harmonie avec la Direction Commerciale, etc. Ce poste parce qu'il est entièrement à créer, bénéficiera de la plus large autonomie, mais exige une certaine disponibilité. Nous recherchons un jeune diplômé — homme ou femme — de l'enseignement supérieur en sciences humaines pouvant justifier d'une expérience même courte, de la formation et des relations humaines. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 30.000 F. Les responsabilités vers lesquelles cette fonction peut déboucher et les conditions dans lesquelles elle est à assumer, lui confèrent un attrait supplémentaire. Ecrire à Croix. Réf. A/4171M

Adresser C.V. détaillé en rapportant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A/, aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour les réf. B/, les réponses seront transmises à notre client sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre "Service du Contrôle" indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. : 727 35-79

9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. : (78) 52-90-63 — 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Frankfurt - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

DIRECTEUR DES APPROVISIONNEMENTS

160.000 F

Une très importante société (chiffre d'affaires 1 milliard de francs) du secteur électrique recherche, pour Paris, un Directeur des Approvisionnements. Rattaché à la Direction Générale, il sera chargé de définir une politique des approvisionnements et d'élaborer des méthodes de gestion adaptées à de très importantes perspectives d'évolution. Responsable du service des achats et de l'analyse des besoins de la production, il coordonnera l'application des méthodes définies afin d'optimiser la gestion des stocks des différentes unités de production en fonction des programmes. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation technique supérieure, ayant de solides connaissances économiques et possédant une expérience confirmée d'une Direction des Approvisionnements. La pratique de la langue anglaise est souhaitable. La rémunération annuelle de départ, liée au niveau des responsabilités, sera de l'ordre de 160.000 francs. Toute information complémentaire sera donnée au cours d'un entretien confidentiel avec notre consultant chargé de la recherche. Ecrire à Paris. Réf. A/2032BM

CONSULTANT INFORMATICIEN

90.000 F

PA CONSEILLER DE DIRECTION SA fait partie d'un groupe multinational de Consultants de Direction intervenant dans tous les domaines de la gestion des entreprises. Pour étoffer notre département « Systèmes automatisés de gestion », nous recherchons pour Paris un consultant qui travaillera au sein d'une équipe pluridisciplinaire. Intervenant au niveau de la Direction Générale des sociétés clientes, il devra concevoir et contrôler la mise en place de systèmes automatisés de gestion. Il sera amené à effectuer des diagnostics et des études d'opportunité informatique, à élaborer des plans informatiques. Le poste conviendrait à un homme âgé d'au moins 28 ans, diplômé d'une grande école ou de niveau équivalent, et ayant déjà travaillé depuis quelques années au sein d'une entreprise ou d'une société de conseil. Il devra posséder une bonne connaissance de la langue anglaise ; une expérience du télétravail et des télécommunications sera appréciée. Il lui sera offerte une formation continue et une rémunération de départ fonction du niveau d'expérience acquis. Ecrire à Paris. Réf. A/1062SM

DIRECTEUR TECHNIQUE

90.000 F

Traitements thermiques — Filiale d'un important groupe industriel français, une société spécialisée dans le traitement thermique des métaux et alliages, dont le siège est à Paris, recherche son Directeur Technique. Rendant compte au Directeur Général dont il sera le bras droit, il aura à assurer la bonne marche de l'outil technique au sein des différents ensembles industriels mis à la disposition de la clientèle et à être le garant de la qualité des services offerts. Il sera l'investigateur des plans prospectifs à la fois techniques et commerciaux, afin de développer et diversifier les activités de la société. Il sera enfin responsable de la mise en place et du contrôle des programmes d'investissement. Ce poste exige un haut degré de crédibilité professionnelle et un sens développé de la diplomatie et des contacts humains. Il ne peut donc convenir qu'à un cadre supérieur de formation scientifique, ayant déjà exercé des responsabilités techniques à un haut niveau et comportant une ouverture commerciale (produits et clientèle) au sein d'une société industrielle possédant une unité intégrée de traitement thermique. La connaissance de l'anglais est souhaitable. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 90.000 francs. Ecrire à Paris. Réf. A/2107M

CHEF COMPTABLE ET FISCAL

80.000 F

Un très important groupe français constitué d'une dizaine de filiales spécialisées par ligne de produits et réputé par la qualité des services offerts dans le domaine des installations industrielles recherche un Chef Comptable et Fiscal pour son siège, situé en région parisienne. En étroite collaboration avec la Direction Générale, ce cadre sera responsable, avec son équipe, de la comptabilité générale et analytique et de la consolidation des comptes d'exploitation des filiales. Il contrôlera tous les problèmes fiscaux du groupe et la présentation des bilans fiscaux. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat d'au moins 30 ans et de formation comptable supérieure. Il devra justifier d'une expérience comptable et fiscale certaine, acquise, de préférence, au sein d'une entreprise de traitement public. Une bonne connaissance du traitement sur ordinateur serait souhaitable. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 80.000 francs, sera fonction de l'âge et du niveau d'expérience acquis. Ecrire à Paris. Réf. A/2049BM

EQUIPEMENTS ET TRAVAUX NEUFS

Oise

Une importante société française (3.000 personnes, 7 usines), fabricant des matériaux pour le bâtiment, cherche à étoffer les services de sa Direction du Développement. Elle offre deux postes au service des travaux neufs.

Ingénieur Projet

80.000 F +

Placé sous l'autorité du responsable du service, cet ingénieur aura pour mission d'étudier la création de nouvelles unités de production selon les plans d'investissements de la Direction Générale. Il devra élaborer les différents projets avec une large part de responsabilité dans le choix des outils de production. Chargé de toute la partie technique, il devra chiffrer les investissements, étudier l'implantation avec le responsable du génie civil, établir le planning, consulter les entreprises et rédiger les commandes. Une fois le projet lancé, il suivra le chantier sous l'angle des délais et des coûts. Le poste convient à un ingénieur Grandes Ecoles, 30 ans minimum, ayant acquis une première expérience soit dans l'engineering, soit dans les biens d'équipements lourds. La connaissance de l'allemand serait appréciée. Le salaire annuel de départ, de l'ordre de 80.000 francs, sera fonction des compétences. Ecrire à Paris. Réf. A/2121M

Chef Bureau d'Études

70.000 F

Placé sous la même autorité que le premier, ce deuxième poste concerne un service de six personnes qu'il s'agira de structurer. L'essentiel du travail porte sur les études de création ou d'amélioration de machines (machines-transfert ou chaînes complètes). Le titulaire aura à prendre des contacts avec les usines pour diagnostiquer les besoins, à présenter et à chiffrer des avant-projets, à réaliser les prototypes et à diffuser son matériel. Le poste convient à un ingénieur de formation AM, ICAM..., 28 ans minimum, ayant acquis une première expérience industrielle dans l'étude et le développement de produits techniques nouveaux. Le salaire annuel de départ sera de l'ordre de 70.000 francs. Ecrire à Paris. Réf. A/2122M

COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

75.000 F +

Un groupe français en pleine expansion (chiffre d'affaires 250 millions de francs), spécialisé dans la fabrication et la commercialisation de biens d'équipement recherche pour son siège situé dans la proche banlieue Sud-Ouest de Paris, le responsable de la Comptabilité Générale du groupe. Relevant du Directeur Comptable, il aura pendant une première période d'intégration à l'assister dans le cadre de missions destinées à parfaire la centralisation de la comptabilité générale du groupe et à instaurer progressivement un système de contrôle interne auprès des filiales étrangères. Il devra ensuite prendre en charge l'ensemble du service de Comptabilité Générale du groupe (France et étranger) et diriger, animer et contrôler toutes les opérations : bilans, fiscalité, contrôle interne et procédures. En fonction des résultats obtenus, le poste pourra être élargi à moyen terme vers d'autres fonctions. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre comptable confirmé, âgé d'au moins 30 ans, ayant le niveau DECS et possédant une solide expérience de la comptabilité générale et du contrôle interne acquise au sein d'une société industrielle possédant des filiales à l'étranger. Le candidat retenu sera un homme actif, apte à prendre des initiatives et susceptible de promouvoir de nouvelles procédures et de les mettre en application. La pratique de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle de départ ne sera pas inférieure à 75.000 francs et devra progresser pour un candidat de valeur en fonction même de la nature évolutive du poste. Ecrire à Paris. Réf. A/2086BM

RESPONSABLE D'ÉTUDES DE MARCHÉ

60.000 F

Rhône-Alpes — Une importante société faisant partie d'un puissant groupe français et diffusant des produits industriels de grande consommation, recherche pour structurer son service marketing, un responsable d'études de marché. Sous l'autorité du responsable marketing et en liaison avec des chefs de produits, il aura la responsabilité des études de marché, qualitatives et quantitatives, ainsi que la réalisation de tests de toute nature. Il contrôlera par ailleurs l'exploitation des statistiques commerciales. Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'école supérieure de commerce ou équivalent, âgé d'au moins 30 ans, ayant une expérience d'environ deux ans dans un poste similaire dans une entreprise de grande consommation (alimentaire, etc.). Langue anglaise appréciée. La rémunération annuelle de l'ordre de 60.000 francs, sera liée à l'expérience acquise. Intéressantes perspectives d'avenir à moyen terme. Ecrire à Lyon. Réf. A/3263BM

مركز الأمل

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	19,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)		
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

emploi internationaux

emploi internationaux

emploi internationaux

ÉTABLISSEMENT PUBLIC A CARACTÈRE COMMERCIAL

Travaillant un chiffre d'affaires
de 80 milliards de F CFA (1,2 milliard de FF)

recherche

POUR DAKAR (SÉNÉGAL)

UN AUDITEUR INTERNE

- Définition d'un cadre comptable aux dans le sens d'une déconcentration au niveau des unités régionales.
- Mise en place et suivi de procédures de contrôle interne.
- Direction d'une équipe chargée de redresser les comptes des trois derniers exercices.

Le Candidat retenu aura plus de
30 ans et devra :

- être disponible dès le 1er novembre 1974,
- posséder une formation comptable supérieure (école commerciale + D.E.C.S. + expérience de cabinet),
- avoir une expérience confirmée dans un poste similaire.

Transmettre C.V. détaillé et prétentions à :
GRADIA RECRUTEMENT,
27, quai Anatole-France,
75007 PARIS,
qui transmettra.

COTE D'IVOIRE IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSERVES ALIMENTAIRES

recherche la

DIRECTEUR TECHNIQUE DE SA FERBLANTERIE

Pour accroître la capacité annuelle de
l'unité de production de 20 % pendant plu-
sieurs années.

MISSIONS PRINCIPALES

- diriger une équipe de 30 mécaniciens et ouvriers ivoiriens. Assurer leur perfectionnement technique.
- approvisionner l'unité en matières premières et en pièces de rechange en assurant les normes de qualité et de rendement définies par le Directeur Général.

VOUS DEVEZ AVOIR

- une formation d'ingénieur ;
- une expérience analogue de plusieurs années, et posséder un matériel KRUPP.

REMUNERATION ELEVÉE.

Contrat expatrié.

Adr. lettre de candid., avec
C.V., photo et prétentions,
référer : 12120,
26, r. de Mogador, Paris-9^e.



SODETEG - INTERNATIONALE

recherche
pour son bureau de MADRID

un INGÉNIEUR confirmé

Formation Grande Ecole ou équivalent
35 ans minimum

Cet ingénieur sera responsable des services techniques : il dirigera les études de projets et suivra les ingénieurs chargés d'affaires tout en participant lui-même à certaines affaires.

Ce poste nécessite :
- une expérience confirmée de l'engineering,
- une très bonne connaissance de la planification,
- une parfaite connaissance de la langue espagnole.

L'affectation à MADRID

est prévue pour une longue durée

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à n° 67144,
CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, 9^e.

Importante société filiale d'un groupe international
spécialisé dans les subéstituts pour l'industrie
et produits d'entretien pour le bâtiment
créée en ALGERIE le premier poste d'

ATTACHÉ COMMERCIAL

dans le cadre de son ambitieuse et rapide expansion
en Afrique

BUT : Développement et recherche des marchés
spécifiques de ses produits au Maroc, en
Algérie, en Tunisie.

Lieu de résidence : ALGER

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou
Universitaire, âgé de trente ans au moins, connaissant
l'anglais et l'espagnol, le candidat devra
accepter de vivre à l'étranger, être très motivé et
apte à prendre des initiatives.

Il dépendra du directeur Exportation.

Un stage de 3 mois sera assuré au siège.

Contrat ouvrant des perspectives ultérieures à
l'intérieur du groupe européen.

Avantages sociaux garantis.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions sous
n° 68417 à CONTEXTE Publ., 20, av. de l'Opéra,
75001 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CANADA

INGENIEURS

Une société canadienne spécialisée dans le domaine de l'alumi-
nium, vous offre l'opportunité d'œuvrer dans un de ces postes.

INGENIEURS EN MECANIQUE

Relevant de l'ingénieur en chef, l'un est responsable de toutes les
activités de génie mécanique reliées au design et à l'aménagement
de l'équipement de production.

Relevant de l'ingénieur de l'usine, l'autre est responsable de
l'entretien concernant la machinerie lourde et les ateliers d'usi-
nage.

INGENIEUR METALLURGISTE

Relevant du Surintendant de la fonderie, il est responsable de la
supervision du contrôle de la qualité et de l'inspection du service
du coulage.

Les candidats intéressés ont une bonne connaissance de l'anglais
et possèdent quelques années d'expérience dans l'industrie lourde
(minimum de 5 ans pour tous).

Le traitement initial sera en proportion des qualifications du
candidat et sera accompagné d'une gamme d'avantages sociaux.

Veillez adresser votre demande en toute confiance par courrier
aérien à: André Briand.

P. S. ROSS & ASSOCIES

CONSEILLERS EN ADMINISTRATION

SUITE 835, 1, PLACE VILLE MARIE,
MONTREAL, QUE. CANADA H3B 2A3

DOLLFUS-MIEG & Cie

Groupe Textile Français

recherche

pour ses Filiales commerciales

1) en RFA

2) en AUTRICHE

un Adjoint

au Directeur

Il sera chargé en priorité de développer les
ventes et d'assurer la gestion générale sur
tous les plans.

Ce poste conviendrait à un

Diplômé

d'Etudes Supérieures

bilingue Français-Allemand

possédant un esprit Marketing et une expé-
rience de plusieurs années lui permettant de
faire face aux exigences du marché Allemand
ou Autrichien.

Les postes sont situés à MAYENCE et à
VIENNE.

Les dossiers de candidatures
seront traités confidentiellement par
DEVELOPPEMENT

DEVELOPPEMENT
membre de FANCER Service M. 892
10 rue de la Paix, 75002 Paris

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL EUROPÉEN

recherche pour

L'Allemagne DIRECTEUR DE SOCIÉTÉ

âgé de 35 ans au moins, il devra commercialement
en Allemagne une gamme d'appareils français
fabriqués en France.

Il aura la responsabilité du développement de la
Société :

- Animation du réseau commercial, com-
posé d'une dizaine de centres régionaux ;
- Contrôle des marchés ;
- Organisation administrative et comptable
de la Société ;
- Rendement des services techniques et
d'après-vente.

Sa formation supérieure, son expérience, sa bonne
connaissance de l'Allemagne tant géographique
qu'humaine, son ouverture d'esprit aux problèmes
techniques doivent lui permettre de mettre en
œuvre, dans le cadre d'une délégation très large,
sa politique de prix, de promotion, de distribution,
de livraison et de stock.

Les candidatures manuscrites précisant obligatoirement
prétentions sont à adresser, avec photo
récente, à n° 8448, COFAP, 40, rue de Chabrol,
75010 PARIS, qui transmettra.

Discretion absolue assurée aux candidats qui
peuvent préciser leurs données auxquelles
le C.V. ne doit pas être transmis.

POUR OPERATIONS DE FORMATION EN ALGERIE

recherches

CHEF DE PROJET

- experts-comptables ;
- cadres financiers et bancaires (8 à 10 ans d'ex-
périence professionnelle) ;
- cadres de sociétés d'assurance (8 à 10 ans
d'expérience professionnelle).

RESPONSABLES DE SECTION

- diplômés école de gestion (3 ans d'expérience
professionnelle) ;
- D.E.C.S. (3 ans d'expérience professionnelle) ;
- comptables mécanographes (3 ans d'expérience
professionnelle).

Envoyer curriculum vitae détaillé et photo à :
CAISSE CENTRALE
DE COOPERATION ECONOMIQUE
Direction du Développement
233, boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS.

SOCIÉTÉ CARRIER

Tour Franklin - 92081 PARIS-
La Défense - Cédex 11.

recherche

INGÉNIEUR

pour direction chantier U.R.S.S. 3/4 ans

- Il organisera l'installation d'un atelier de
peinture cabines de camion ;
- Il sera responsable de l'avancement et de
l'exécution des travaux ;
- Convient à l'homme de chantier, ingénieur
autodidacte.
- Anglois ou allemand apprécié.

Envoyer C.V. et prêt. au Service du Personnel.

I.T.E. recherche pour

ABIDJAN et DAKAR

AGENTS TECHNIQUES

ELECTRONICIENS

pour assurer la maintenance de

matériels de transmission de

données (technique digitale) :

Modes, écrans de visualisation

programmables, etc.

Adresser C.V. et prêt. à :

COMPAGNIE INTERNATIONALE

SERVICES

TELECOMMUNICATIONS

40, rue P.-V. Courcier,

92000 LEVALLOIS-PERRET.

Professeurs de français pour le

Nord de l'Espagne. Ecrire avec

C.V. et photo à Académia Idiomas

Madrid, Alameda, 11, 28014

PARIS. Tél. 226-2448.

7, VALLADOLID.

Important bureau d'études

social Paris rach. par

sa filiale en Afrique. Adres-

ser C.V. et photo à :

JEUNE INGÉNIEUR

OU

TECHNICIEN

CONFIRME

ayant une expérience effective

en construction de

Ponts Métalliques

Ce poste implique les avan-

tages de l'expatriation. Adresse

de préférence à un chéquier

et photo à Académia Idiomas

Madrid, Alameda, 11, 28014

PARIS. Tél. 226-2448.

PUBLIPRESS, 31, boul. Bonne-

Nouvelle, 75002-Paris, Cedex-02.

Moyenne entreprise dirigeante

dans sa branche cherche pour

son service EXPORTATION

un AGENT COMMERCIAL

dynamiq. exp. vente part.

couramment angl. et allem. pour

prospection à l'étranger.

Envoyer C.V. et photo

à SIEP, n° 245, 2, r. Chateaub.

PARIS 8^e - Tél. 226-2448.

INGÉNIEUR SYSTEME

PARF. CONNAISS. DU CIRC

pour mise en place réseaux de

transmission en Afrique. C.V. à

COPI, 17, rue de Châteaub.

PARIS 8^e - Tél. 226-2448.

3, F. 25 ans min., diplôme,

culture, permis cond., pr. parler

français et tenir compagnie à 2

lives f. 18 ans, pour un an

min. à Porto-Fino, Gènes, Escal.

condit. Faire voyag. par lettre

avec photos et références à

M. PUDEL GENES.

CASILLA POSTALE 1724.

Nous prions in-

timement nos annen-

ceurs d'avoir l'oblige-

ance de répondre

à toutes les lettres

qu'ils reçoivent et

de restituer aux

intéressés les docu-

ments qui leur ont

été confiés.

emploi féminins

MOTOBÉCANE

recherche

LA SECRÉTAIRE DU DIRECTEUR

de sa FILIALE à MILAN

Préférence sera donnée à une personne de langue
maternelle italienne, ayant une parfaite connais-
sance du français et de l'anglais.

Prendre contact avec M. MOUCETOURIS, 845-27-04,
porte 294.

systems consultant EUROPE

A systems consultant is required to work in the European organization of a world
leader in the recorded music industry. The organization is British owned, but the
European office is in West Germany, whence financial, systems and computing
services are provided to fourteen operating companies in Continental Europe and
Scandinavia.

THE JOB :

Reporting to the European Systems Manager the consultant will be responsible for
advising the operating and computing managements of the various companies with
regard to the development, implementation and operation of computer based
business and data processing systems. Considerable, short duration, travel is
required, mainly to major European cities.

THE PERSON :

The consultant needs to be a good « all rounder » and particularly experienced in
the development of commercial data processing systems. He should have both a
sound technical background and a mature appreciation of computing within the
whole context of company objectives. Probably he will be a university graduate or
equivalent, and is unlikely to be less than 30 years old. Experience in finance or
accountancy would be an advantage, as would familiarity with IBM and Honeywell
equipment and software. He must speak English fluently and preferably should
have at least a working knowledge of French, German or Italian.

Applications in English and giving brief details of career, education and salary
should be sent to the following address as soon as possible :
B. DODD — EMI Europa GmbH — 5 Köln 41 — Maarweg 130 — West Germany.

dumez

recherche
pour Chantier au NIGERIA

SECRETAIRE HOTESSE

chargée accueil personnel
expatrié
Anglais nécessaire

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé +
photo, Service des Relations Humaines, 325/345,
Avenue Georges Clemenceau - 92000 NANTERRE.
NE PAS TELEPHONER.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IMPORTANTES ENTREPRISES DE TRANSFORMATION DES MATIÈRES PLASTIQUES (REGION AIN-JURA, SUR AXE LYON-GENÈVE)

recrute

SON CHEF DE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE ET FISCALE

- CE CADRE de 35 ans min. sera titulaire du DECRI, et aura le niveau du certificat supérieur juridique et fiscal (formation complémentaire en Droit souhaitable).
- IL SERA UN TECHNICIEN PRATICIEN, avec 2 ou 3 années d'expérience, soit dans un cabinet de révision structure, soit dans une entreprise industrielle et commerciale.
- IL devra faire preuve d'une FORTE COMPÉTENCE ET D'UN GOUT PRONONCÉ EN MATIÈRE DE FISCALITÉ, et posséder de très bonnes connaissances en gestion financière.
- Dirigeant une équipe de 15 personnes, responsable devant le Directeur Financier, il sera un homme de rigueur, d'organisation et de forte personnalité, apte à soutenir des contacts nombreux à des niveaux élevés, sans interférer qu'extérieurement.
- ACTIVITÉ exercée dans une entreprise en innovation et expansion soutenue, à structures décentralisées avec large délégation de responsabilité, pratiquant gestion prévisionnelle et D.P.O. service informatique intégré.
- L'EMPLOI sera mis à disposition du candidat retenu.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 1.097.

Centre de Psychologie et d'Efficacité
17, rue des écoles - Paris 17

LABORATOIRE FRANÇAIS

recherche un

Responsable

du secteur

Production Pharmacie

et s'adresse à :

DIPLOMÉ de l'INSTITUT de PHARMACIE INDUSTRIELLE

ou d'une

ECOLE SUPÉRIEURE de CHIMIE

ayant une bonne expérience de la fabrication et des problèmes de gestion de la Production.

Directement rattaché au Directeur de l'Usine il disposera d'une équipe de 70 personnes et d'un parc de machines de fabrication et de conditionnement et travaillera en liaison avec les autres services, en particulier le Contrôle et le Développement.

Résidence ANGERS.

Possibilité de logement.

Les dossiers de candidatures seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

membre de l'ANERP

service M. 696 10 rue de la Paix, 75002 Paris

ecocoop

recherche pour son service

APPROVISIONNEMENT NON ALIMENTAIRE

UN CHARGÉ D'ÉTUDES

Prévisions gestion de stocks en relation avec l'informatique.

Aptitude à l'équipe.

Sens de l'organisation.

Formation souhaitée : sciences Eco. ISUP ou équivalent.

Liberté obligations militaires.

Poste à pourvoir à proximité d'ANGERS.

Adresser C.V. et prétentions à S.G.C.C. S.P. N° 11 - 90110 MORSEUIL

IMPORTANTES USINES (600 personnes) VAL DE LOIRE

recherche

CHEF DU SERVICE CONTRÔLE

28 ans minimum, Ingénieur ECP ou équivalent ayant au moins 2 ans d'expérience du Contrôle en Métallurgie. Anglais souhaité.

Rémunération départ prévue : 54.000 F

Écrire Service R

JUSTET

JEUNES INGÉNIEURS

Vous recherchez des responsabilités dans une importante entreprise d'Équipement - T.P. Filiale d'un groupe de tout premier plan, notre activité s'exerce dans des régions où vous serez pleinement impliqués.

Vous serez orientés et formés au sein de nos sections : COMMERCIAL, ÉTUDES, MÉTHODES, TRAVAUX. Notre expansion permet un développement de carrière rapide.

Envoyer candidature à PLEIN EMPLOI 48, rue de la République 69002 LYON (qui tr. 4711 L1521)

Nous sommes une société multinationale de constructions de matériels de T.P. NOUS RECHERCHONS POUR NOS USINES DU SUD DE LA FRANCE :

ingénieurs équipements et implantations

Ils seront chargés d'étudier de nouvelles installations et d'améliorer celles déjà existantes dans les domaines suivants (électricité mécanique, Génie Civil, tuyauterie).

Ils auront une complète responsabilité depuis l'élaboration jusqu'à l'installation. En collaboration avec les dessinateurs, ils devront établir et tenir à jour les plans d'implantation :

PROFIL :

- Formation ENI ou équivalent.
- Bonnes connaissances électro-mécanique.
- 5 ans d'expérience travaux neufs ou entretien (de préférence métallurgie/mécanique).

agents d'étude du travail

Ces personnes seront chargées d'étudier les postes de travail, de calculer les réductions de coûts, ainsi que les charges machines et capacité d'évaluer les charges en personnel et de chiffrer des gammes suivant plans.

PROFIL :

- Technicien supérieur diplômé A.E.T.
- 3 à 5 ans d'expérience en bureau d'études.
- Une spécialisation en mécano-soudure serait appréciée.

Les candidats devront justifier d'une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Envoyer C.V. et prétentions à No 68408 CONTESSÉ PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

NOUS SOMMES LA FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL DES FABRICANTS DE GRANDE SÉRIE RELEVANT DE L'ÉLECTRO-MÉCANIQUE ET NOUS SOMMES LES PREMIERS EN FRANCE DANS NOTRE SPÉCIALITÉ.

NOUS RECHERCHONS DANS LE CADRE DU DÉVELOPPEMENT DE NOS USINES

2 JEUNES INGÉNIEURS - AM

OU DE FORMATION SIMILAIRE.

Si vous êtes ambitieux et si vous avez le goût de la technique ainsi que des qualités de « réalisateur », ces situations vous intéressent.

Une formation vous sera assurée au sein de notre entreprise et vous aurez, ensuite, la possibilité d'accéder à des responsabilités importantes dans les secteurs suivants : fabrication, méthodes ou études machines.

Lieu de travail : Reims ou Lyon.

Env. C.V. détaillé (sous référence 1077 M) à : ÉLÉA REIMS, 25, rue du Commandant Bené-Mouchotte, 75014 PARIS. Discretions assurées.

FILIALE FRANÇAISE D'UNE ENTREPRISE INTERNATIONALE DE VENTE PAR CORRESPONDANCE, SPÉCIALISÉE DANS LES PRODUITS D'ÉQUIPEMENT DU PÔLE RECHERCHE UN RESPONSABLE

ÉTUDES ET ANALYSES COMMERCIALES

Mission : Optimiser en permanence le plan Marketing.

Activité :

- Analyser en détail les résultats des actions commerciales ;
- Élaborer et réviser les plans commerciaux ;
- En relation avec le Contrôle de Gestion suivre et prévoir la Rentabilité des opérations ;
- En relation avec l'informatique réaliser des études et analyses statistiques ;

PROFIL :

- Formation supérieure : 28 ans minimum ;
- Goût de la statistique et des maths appliquées ;
- Connaissance de la langue anglaise indispensable

Lieu d'activité : Rouen.

Envoyer C.V., photo et prétentions à : FINERHUT - MEQ. 55, rue de l'Amiral-Cécille, 78100 NOUEN.

Nous sommes une société multinationale de constructions de matériels de T.P. NOUS RECHERCHONS POUR NOS USINES DU SUD DE LA FRANCE :

Cadre comptable

Pour comptabilité industrielle.

Il est souhaitable que les candidats à ce poste possèdent de bonnes connaissances des procédures américaines.

Chef service comptable

Ce poste nécessite une expérience préalable dans une société industrielle américaine.

Le candidat devra posséder un diplôme d'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESCP) complété par une formation DEC.

Les candidats à ces postes devront justifier d'une formation permettant d'accéder à des postes supérieurs au sein de notre section financière.

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Envoyer C.V. et prétentions à No 68408 CONTESSÉ PUBLICITE, 20, Avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

LEADER EUROPÉEN forte expansion

recrute pour son usine de la

SARTHE

RESPONSABLE DES MÉTHODES USINAGE

(Jeune, ARTS ET MÉTIERS ou équivalent)

Il portera :

- l'évolution technique de l'unité ;
- la tenue des objectifs de productivité ;
- le pilotage d'une équipe de techniciens.

Expérience de l'usinage moyennes et grandes séries serait appréciée.

RESPONSABLE RECHERCHE MOULAGE ISOLANTS

(Ingénieur chimiste débutant)

Il devra assurer :

- l'élaboration des programmes de recherche-développement ;
- l'introduction de nouveaux matériaux ;
- l'assistance technique au Bureau d'Études et à l'atelier.

Adresser C.V., photo et prétentions au Service du Personnel Rue Robert-Burmont - 72400 LA FERTÉ-BERNARD.

SOURIAU

Henkel

INSPECTEUR DES VENTES PRODUITS INDUSTRIELS RHONE-ALPES

Filiat d'un Groupe Chimique multinationale nous vous proposons cette activité dans notre département commercialisant des produits pour le TRAITEMENT DE SURFACES.

VOTRE CLIENTÈLE

Les industriels de la mécanique et de la métallurgie pour leurs activités de nettoyage et dégraissage de surfaces métalliques.

VOTRE ACTIVITÉ

- Assurer la gestion et le développement des ventes de votre région
- Animer une équipe de délégués techniques-commerciaux et leur apporter une assistance technique en clientèle.

Vous avez une formation d'ingénieur (École de chimie, INSA...) et une expérience de la vente ou d'encadrement d'une force de vente, écrivez-nous sous réf. M 788 à HENKEL FRANCE DRH BP 119 - 52220 EAGENEX

Société de Fabrication de biens d'équipement destinés à l'industrie.

C.A. 50 millions, en développement rapide tant en France qu'à l'étranger.

recherche

pour son Usine située en Pays de Loire

DIRECTEUR

Ayant expérience et références dans :

- gestion par objectifs et décentralisation des responsabilités ;
- organisation des Services Méthodes (MTM) et Contrôle Qualité (statistiques) ;
- contrôle de production ;
- fabrications de série (problèmes d'usages courants et de chaînes d'assemblage).

Adresser C.V. manuscrit en prédisant salaire actuel, à n° 8633 Publications Études, 112 bd Voltaire, 75011 Paris, qui transmettra.

BORDEAUX.

Grande Entreprise de Constructions Mécatroniques et Tous Corps d'Etat.

ingénieurs d'affaires

- étude et conception des structures (béton ou acier) • chiffrage des projets et négociations commerciales • organisation et contrôle des chantiers • gestion administrative et financière des marchés.

Formation supérieure (T.P., A.M., CHEC) avec expérience chantiers BE et vocation généraliste. Poste d'avant pour candidat d'envergure.

Pour inf. compl. écrire s/réf. 8109 D

ORES 54 bis, rue d'Alsace 31000 Toulouse

CANONNE MECA VIGOR S.A.

Département Vétérinaire

recherche pour sa filiale à Orléans : Laboratoire MÉRÉ

UN PHARMACIEN

auquel nous demandons :

- diriger et assurer les fabrications ;
- programmer les achats ;
- créer un laboratoire de contrôle ;
- assurer la mise au point galénique des nouveaux produits.

Adresser C.V. à CANONNE MECA-VIGOR S.A. Dépt. Vétérinaire - 88, rue de la Folle-Méhouart, 75011 PARIS.

مكتبة الامم

La ligne - La ligne T.C.

DEMANDES D'EMPLOI	6,00	8,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT.	13,00	14,91
Offres d'Emploi "Place de l'Europe" (2 col.)	27,00	31,52
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,66

ANNONCES CLASSEES

La ligne - La ligne T.C.

IMMOBILIER	21,00	24,51
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	60,00	70,05
PROPOSITIONS COMMERC.	21,00	24,51
CAPITAUX		
OCCASIONS		

emplois régionaux

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
recherche pour BOURGES
2 COLLABORATEURS QUALIF.
Situation d'avenir pour éléments
souhaitant évoluer à terme
vers la position de Chef de
groupe ou d'administrateur.
Ecr. n° 7.079, « Le Monde », Pub.
à r. des Italiens, 75007 Paris-9.

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION
ORLÉANS
recherche
CHEF
COMPTABLE
Ecr. n° 7.079, « Le Monde », Pub.
à r. des Italiens, 75007 Paris-9.

CENTRE HOSPITALIER DE LAQUINNE (33000)
recherche
— Médecins-dentistes
— Psychologues
— Orthodontistes
— Kinésithérapeutes
— Ergothérapeutes
— Assistants sociaux
pour ouverture nouveaux services.
S'adresser à la direction,
bureau du personnel.

ASSISTANCE DE DIRECT.
MULTILINGUE
Ecr. n° 7.079, « Le Monde », Pub.
à r. des Italiens, 75007 Paris-9.

STENOGRAPHE TRILINGUE
Ecr. n° 7.079, « Le Monde », Pub.
à r. des Italiens, 75007 Paris-9.

TRADUCTRICE ANGLAIS-ESPAGNOL-ITALIEN
langue maternelle italienne
essais gratuits.
Ecr. n° 7.079, « Le Monde », Pub.
à r. des Italiens, 75007 Paris-9.

TELEXISTE RECEPT.
not. aut. et autre langues scilicet.
SUD MARKETING
n° 11.543, 21, rue Bonaparte,
75006 PARIS-6.

INGÉNIEUR DES
TRAFIC
(E.S.M.E. A.M. ou équivalent)
pour poste à TOULON, 96 pers.
le matin 1. SODIP, 10, rue des
Quatre-Fils, Paris (9).

vous souhaitez :

- ASSISTER LES DIRECTEURS GÉNÉRAUX des plus grandes sociétés dans la gestion de leurs ressources humaines et de leur organisation
- Disposer d'une REMUNERATION ELEVÉE et bénéficier d'une ASSOCIATION AU CAPITAL
- Participer à la DIRECTION D'UNE ENTREPRISE NOUVELLE et en forte croissance

Toutes les candidatures seront traitées de façon strictement confidentielle.
Adressez C.V., lettre manuscrite et photo à N° 68045 — CONTEXTE PUBLICITE, 20, Avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET DE CONSEIL EN INFORMATIQUE
Partageant entre tous ses collaborateurs les profits de sa gestion recherche
QUINZE NOUVEAUX COLLABORATEURS

INGÉNIEURS DU UNIVERSITAIRES
DEBUTANTS
ANALYSTES-PROGRAMMEURS
DEBUTANTS ou 1 à 2 ANS EXPERIENCE

Pour s'intégrer à nos équipes travaillant sur des applications de techniques avancées.

- Les postes à pourvoir impliquent des contacts très fréquents avec les clients.
- Les seuls premiers salaires sont consacrés à la formation aux méthodes de la société.
- Des déplacements en province sont à prévoir.
- Les perspectives de carrière sont très ouvertes.

Envoyez lettre de candidature avec Curriculum Vitae manuscrite et photo à : INFORMATIQUE ET ENTREPRISE S.A., 6, rue Alfred-Dreyfus - 75008 PARIS.

DE L'ALANDE
Groupe Pharmaceutique
Cosmétique et Chimique
275 M.F. de C.A.
Recherche pour sa filiale
d'ELECTRONIQUE MEDICALE

CADRE
TECHNICO
COMMERCIAL

ayant formation électronique
connaissances commerciales
qualités de présentation
contact, diplomatie
ouverture aux problèmes médicaux
et biologiques
pour vendre les produits existants
prospection la clientèle médicale
recherche besoins nouveaux

Adressez candidatures et C.V.
Directeur Général DE L'ALANDE S.A.
32, Rue Henri Regnault, 92402 COURBEVOIE

ETABLISSEMENTS DERVAUX
recherche
pour départ, matériel et lignes
de transport et de distribution
d'électricité. — Pour les Ser-
vices Exportations.

AGENT
TECHNICO-COMMERCIAL
pour études et réalisations de
devis, suivi des commandes,
contacts avec clientèle. Très
bonne connaissance de l'Angl.
BASE PARIS. Liaison av. ser-
vices. Peu de déplacements à
l'étranger. Ecrire avec ré-
sumé, compl. à M. Duvillier,
71, rue Monceau, PARIS (8).

D.D.E. Seine-Saint-Denis, rech.
INGÉNIEUR E.T.P.
sur études et travaux d'assainis-
sment. Tél. 875-64-00. Subdivision n° 3.
pour rendez-vous.

GROUPEMENT
D'ENTREPRISE
POUR LE TRAITEMENT
DE L'INFORMATION
à Versailles-Hallatze (40)
recherche

INGÉNIEURS
INFORMATIQUES
de médian débutant
niveau min. MAITRISE
(MIAG) diplômés O.N.

Adr. C.V. détaillée et présentations
au S.I.T., S.P. 15,
4004 CREIL.

Rech. Homme ayant formation
ASSISTANT SOCIAL
ou **Conseiller d'Orientat.**
ou **Psychologue**

pr. prospection marché du tra-
vail, employeurs, établissements,
en vue du placement d'ad-
missibles. Travail à mi-
temps dans le cadre d'un hô-
pital de jour.

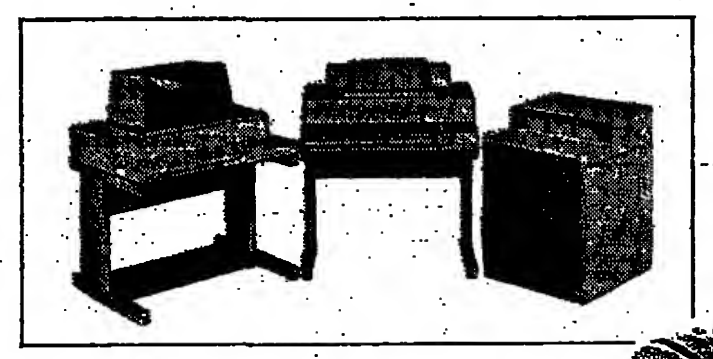
Ecr. av. C.V. ASS. CEM. Serv.
P.C., 29, r. Grenée, 75007 Paris.
Cresson-Labre Entreprises
Entreprise générale d'assemblées
industrielles, 5, rue de Monnes-
sur, Paris (7), recherche :

RELANCEUR
QUALIFIE, sédentaire, chargé
du suivi des commandes et de
la relation des fournisseurs. Ex-
périence plusieurs années
dans la fonction nécessaire.
Connaissance de l'anglais sou-
haitée. Ecrire avec C.V. sous
réf. 2.346 GAUTRON Publicité,
29, r. Rodier, 75009 Paris, 4. tr.

Pour MALAKOFF

AGENTS TECHNICIENS
ELECTRONIQUES
pour travail de rédaction notice
avec desales et schémas.
Tél. pour rendez-vous 735-96-50.

Nous avons pris tous les risques pour que votre job n'en comporte aucun.



La raison de notre expansion : service et recherche appliqués à l'évolution des besoins de notre clientèle.

Pour S.M.O., Société de Moyens d'Organisation, tout commence par l'étude approfondie des problèmes réels de l'entreprise.

Alors que les entreprises sont confrontées à des problèmes de gestion de plus en plus complexes, rendant la prise de décision plus difficile et plus risquée, S.M.O. explore constamment de nouveaux créneaux pour apporter à chaque entreprise une solution sur mesure à ses problèmes de gestion.

Du nouveau chez S.M.O., l'Ordinateur de bureau SMO 400. Nos structures sont prêtes à vous accueillir.

Pour répondre aux besoins du marché des moyens d'organisation, nous lançons un nouveau système réunissant les connaissances les plus récentes en matière de technologie des ordinateurs. Il apporte une solution aux problèmes modernes dans les domaines de la saisie des données, du traitement direct et de la télé-transmission d'informations.

Nous cherchons des hommes pour lancer avec nous l'ordinateur de bureau le mieux adapté aux entreprises françaises.



CHEF DU SERVICE SOFTWARE 78.000 F/an minimum.

- Responsable des équipes d'analystes et de programmeurs chargés de la réalisation du software pour toutes les ventes d'ordinateurs de bureau.
- Responsable des devis, des budgets et des coûts.
- Responsable de l'exploitation des centres de calculs.
- Responsable de la mise au point de standards à développer.
- Responsable des relations fonctionnelles avec les Ingénieurs Commerciaux.
- Connaissance de l'Allemand nécessaire. • Forte expérience indispensable.

CHEF DES VENTES PARIS 75.000 F/an minimum.

- Responsable de l'équipe d'Ingénieurs Commerciaux chargés de vendre le produit sur la Région Parisienne.
- Forte expérience de ce type de vente nécessaire.

FORMATEUR 52.000 F/an minimum.

- Sera intégré dans une équipe chargée de la formation et du perfectionnement des Attachés et Ingénieurs Commerciaux des départements "Facturiers Electroniques" et "Ordinateurs de Bureau".
- Expérience de la vente de ces produits nécessaire. • Bonne pratique de la comptabilité générale.
- Bonne connaissance des bases technologiques en informatique.
- Goût et aptitudes pour enseigner et animer des groupes.

PROMOTEUR DES VENTES 58.000 F/an minimum.

- Assiste le Directeur des départements "Facturiers" et "Ordinateurs de Bureau" dans les actions de marketing et de stimulation de la force de vente. • Recherche et diffuse toutes applications intéressantes concernant le matériel vendu ou à vendre. • Analyse les résultats d'activité de la force de vente.
- Expérience de la vente de ce type de produit nécessaire. • Goût pour l'analyse et la synthèse. Qualités d'animation.

INGENIEURS COMMERCIAUX PARIS ET MARSEILLE

- Chargés de la vente de l'Ordinateur de bureau en ce qui concerne le hardware.
- Intervenants directs de la clientèle auprès de qui ils représentent notre société.
- Sens de la négociation à haut niveau et rôle de conseil.
- Connaissances en comptabilité et en informatique de gestion indispensables.
- Statut V.R.P. commissions importantes.

ANALYSTES 48.000 F/an PARIS

- En liaison fonctionnelle avec les Ingénieurs Commerciaux, Responsables des chantiers de software (cabinet des charges, devis, délai).
- Chargés, à partir de la description d'un problème d'analyser les chaînes d'un système informatique, de déterminer les ordigrammes, réunir les éléments des dossiers, de collaborer à leur réalisation et même de traiter la programmation en supervisant les programmeurs.
- Formation assurée.

PROGRAMMEURS 40.000 F/an PARIS

- Spécialistes possédant une formation théorique portant sur un ou plusieurs langages symboliques, chargés de la mise au point de programmes simples ou complexes résultant d'une analyse, et selon leur degré de connaissances pouvant même participer à la création ou à la modification de systèmes en consultant les utilisateurs.
- Connaissances en informatique de gestion. Langage Assembleur.
- Formation complémentaire assurée.

vos dossier de candidature est à adresser à M. Joutannet, 16me de l'Evangile, 75018 Paris.

Nous sélectionnons, nous conseillons, nous installons, nous entretenons, nous prévoyons. Vous faites le reste.

offres d'emploi

IMPORTANT SOCIETE
recherche
pour BOULOGNE BILLANCOURT (92)

INGENIEURS
CONFIRMES

accès possible à responsabilité élevée après
preuve capacité. Anglais exigé.

DESSINATEURS
CONFIRMES
PE - E1 - E2 - P1 - P2

spécialisés dans les travaux NA-
VALS et gros équipements méca-
niques spéciaux sur plateformes
marines.

Avantages divers

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions
sous Réf N° 9160 à Publipress
31, Bd Bonne Nouvelle - 75002 Paris -

IMPORTANT GROUPE
PRIVÉ D'ASSURANCES
proposé à un
INSPECTEUR-VIE G.B.
3^e ou 4^e ECHELON

la responsabilité :
— d'un bureau de Paris
— et d'une délégation régionale.

Nous demandons :
Expérience concrète et probante de la
distribution par agents généraux et
courtage parisien.

Nous garantissons :
Rémunération équivalente à celle dont
vous disposez actuellement + intéres-
sement si vous réalisez les objectifs
fixés.

Adresser lettre et C.V. détaillé à ZENITH
PUBLICITE, sous n° 426 - 36, avenue Hoche,
75008 PARIS, qui transmettra.

Manufacturers Hanover Banque Nordique

recherche un jeune

CADRE
D'EXPLOITATION

pour seconder le Sous-Directeur
chargé des relations avec les
Sociétés Scandinaves.

Quatre à cinq ans de pratique ban-
caire et une bonne maîtrise de
l'anglais des affaires sont néces-
saires pour réussir dans ce poste.

Adresser lettre de candidature à
Direction du Personnel
20 rue de la Ville l'Evêque Paris (8^e)

IMPORTANT GROUPE
ÉLECTROMÉCANIQUE

recherche pour ACTIVITE
ENGINEERING MÉTALLURGIQUE

INGÉNIEURS de PROJETS
et de CONTRATS

— Formation Grandes Ecoles
— Expérience de plusieurs années d'engineering
électrique en affaires d'ensembles.

Envoyer C.V. N° 31085 CONFESSE PUBLICITE,
20, avenue de l'Opéra, Paris 1^{er}, qui transmettra.

Dans le cadre du développement de la
DIVISION TRANSFORMATION DES PLASTIQUES

Le Groupe Nobel Bozel

recherche

CONTROLEUR DE GESTION

Rapportant au Directeur administratif et financier, le titulaire sera appelé
à prendre progressivement en charge l'ensemble de la fonction : organisa-
tion, procédures, contrôle budgétaire, planification, investissements.
Ce poste s'adresse à des candidats possédant une expérience professionnelle
de plusieurs années acquise de préférence au sein de sociétés performantes,
à des postes d'audit interne ou d'assistant de contrôleur de gestion.
Référence 141 A

JEUNE CADRE EXPORT

Chargé de la promotion des produits en Europe, il devra notamment déve-
lopper et animer les réseaux de distribution.
Cette fonction exige un tempérament de vendeur, une grande mobilité et
la maîtrise parfaite de l'allemand : une première expérience serait particu-
lièrement appréciée. Référence 148 A

Les deux postes sont basés à PARIS LA DEFENSE.
Des perspectives de carrière sont largement ouvertes au sein du Groupe
pour des candidats de valeur.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo récente et
rémunération envisagée, en rappelant la référence du poste
choisi, à NOBEL BOZEL, Département Encadrement, Tour
Roussel-Nobel, Cedex 5, 92080 PARIS LA DEFENSE.

offres d'emploi

UNILEVER souhaite engager :

DEUX INGENIEURS MECANICIENS débutants
(PRODUCTION) (ECP - Mines - A.M. - IDN - ESME...)

A) A Asnières (proche banlieue N.O. Paris) - Astra-Calvé.
Dans le Département de conditionnements d'huiles alimentaires, il exercera des responsabilités
opérationnelles en production.

B) A Beauvais - Sté d'Emballages et de conditionnement.
Après 2 - 3 ans passés dans le Sud de l'Allemagne, dans le cadre d'une formation internationale,
il sera plus particulièrement chargé de l'organisation de la production.

DEUX INGENIEURS COMMERCIAUX
Sté d'Emballages et de conditionnement.
(Ingénieurs chimistes ou physico-chimistes - ou équivalent).

Dépendants du Directeur Commercial à PARIS, ils auront la responsabilité de commercialiser
en France des emballages et des matériels de conditionnement (études de clientèle, négociations,
conseils techniques, ventes...).

C) L'un des candidats peut être un débutant motivé par une activité commerciale.
D) L'autre doit avoir 3 - 4 ans d'expérience technico-commerciale.

Après une période de formation de 6 mois pour le candidat expérimenté, et de 2 - 3 ans pour
le débutant, prévue dans la société du Groupe en Allemagne du Sud, les postes nécessiteront
des déplacements fréquents en France.
Une bonne pratique de l'anglais, et si possible de l'allemand, est très souhaitable.

Ecrire avec C.V. et prétentions en précisant le poste A, B, C ou D à :
Département Central du Personnel (réf. XV/74)
8, Av. Delcassé 75384 Paris Cedex 08.

Dans le cadre du développement rapide
de notre division PRODUITS ELECTRO-
NIQUES, nous recherchons un

ingénieur
technico-commercial

Il sera responsable du développement
des ventes de PRODUITS COUCHES
EPAISSES destinés à la fabrication de
microcircuits ELECTRONIQUES.

Membre d'une petite équipe de vente
européenne, il interviendra en FRANCE
et en BELGIQUE pour promouvoir de
nouveaux marchés et assurer une assis-
tance technique auprès de la Clientèle
existante.

Il contribuera à l'élaboration de la poli-
tique commerciale du Groupe par le
suivi du marché.

Ce poste conviendrait à un candidat :
— de 30 ans minimum
— diplômé d'une école de Physique ou de
Chimie
— ayant des connaissances en électronique
— pratique de l'ANGLAIS écrit et parlé
indispensable.

Une expérience de 5 ans environ dans
l'industrie des semi-conducteurs, des mi-
crocircuits hybrides en couches fines ou
des composants électroniques serait
souhaitable.

FORMATION en Grande Bretagne et
aux Etats-Unis.
EVOLUTION possible.
Voiture de Société.
Les déplacements seront fréquents.
Lieu de résidence : Région Parisienne.

Ecrire avec C.V. en précisant rémuné-
ration actuelle sous référence M 127 à
Dépt du Personnel
Du Port de Nemours
(FRANCE) S.A.
9, rue de Vienne
75008 PARIS

sigma services

MECANOGRAPEUR - ASSISTANCE TECHNIQUE
GARDIENNAJE
ET ENTRETIEN D'USINES ET BUREAUX

recrute

LE CHEF DE SON DEPARTEMENT

COMMERCIAL

Adresser C.V. et prétentions à
SIGMA SERVICES, 2 r. Saint-Louis, 77000 MELUN

offres d'emploi

La croissance de notre groupe en France
nous fait un devoir d'informer le public,
concerné chaque jour davantage par nos
multiples activités ; pour assumer cette
responsabilité, nous avons besoin sur
PARIS d'un

chef relations
publiques

• 28 ans minimum
• formation journalistique et première ex-
périence R.P. très appréciées
• allemand parlé et lu.

Relevant de la Direction générale et en
collaboration avec l'agence R.P., son rôle
sera de concevoir, appliquer, coordonner
et contrôler actions de communication
externe et interne, en harmonie avec
objectifs des 9 divisions opérationnelles :

Chimie minérale Polyuréthanes
Chimie organique Médicaments colorants
Caoutchouc Fibres textiles
Plastiques Pharmacie
et Peintures Phytopharmacie

Si vous souhaitez révéler vos qualités
d'organisation, d'imagination et de
relations humaines, en agissant dans le
cadre d'une politique internationale,

Ecrivez-nous 1 avec C.V. détaillé, photo
et prétentions

**Bayer aujourd'hui,
le savoir de demain.**

BAYER
Bayer Chimie
S.E. 91
47, rue du Général Leclerc,
92130 - Les Moutonneaux.

Nous recherchons

INGÉNIEUR COMMERCIAL

— Ingen. électronicien - mini 3 ans expér. tech.
ou commerciale, préf. Baccalauréat Informatique.
— Dynamique, ambitieux, responsable, cour. anglais.
Pour vente produits de haute technicité (périphé-
riques aux constructeurs, d'ordinateurs et systèmes).
Nous sommes une Société U.S. bien implantée en
Europe, avec un support industriel local.
Adresser curriculum vitae, photo et prétentions, à

AMPEX

leader mondial de l'enregistrement magnétique,
21, rue du Dôme - 92109 BOULOGNE

offres d'emploi

CHAINE HOTELIERE
EN DEVELOPPEMENT
recherche UN

chef de projets

• Formation supérieure Gestion ou
Droit.
• Age minimum 25 ans.

Capable de prendre en charge le
développement et l'implantation de la
chaîne dans des secteurs géographiques
déterminés.

Une aptitude aux contacts et à la
négociation avec les municipalités et
les organismes autorisés, est indis-
pensable, ainsi qu'une expérience
de deux ans minimum dans le montage
d'opérations foncières et immobilières
concernées (type sociétés d'équipement
ou d'aménagement).

Les candidats doivent avoir du bon sens et
le goût des réalisations concrètes.

Si vous souhaitez vous intégrer dans une
équipe jeune et dynamique en travaillant
dans un secteur neuf, écrivez en envoyant
C.V., photo, références et prétentions à :

CAPIC sous référence 74/082
18, RUE VOLNEY - 75002 PARIS

Centre Technique Industriel
de la Construction Métallique
ORGANISME PROFESSIONNEL
émittant des ensembles d'entreprises industrielles
(38 personnes - budget : 18 millions de prestations)
recherche :

CHEF DU SERVICE
ADMINISTRATIF

étroitement associé
à la marche générale de notre Organisation

En plus des tâches habituelles,
— de gestion du personnel,
— de comptabilité,
— de tenue des services généraux,
ce poste comporte l'indépendance, en tant que COLLA-
BORATEUR DIRECT du responsable de ce centre,
d'être associé à la vie de cet organisme profes-
sionnel important et à tous les problèmes de la
profession, ainsi qu'à toutes les solutions et
initiatives proposées pour le développement de
cette branche.

Adresser lettre man. avec C.V. sous numéro 63.062,
à : rue André Coubert, PARIS-15^e

cabinet
leconte membre de l'ANCERP

Important fabricant allemand de machines pour
le bureau, de l'homme et de la classe intermé-
diaire, cherche pour son organisation de vente
en France, avec 300000 F de Paris, et le plus
possible un...

DIRECTEUR ADMINISTRATION ET FINANCES

Ce poste requiert :

- une bonne expérience de la finance, de la comptabilité et de l'administration,
- la capacité de mener des hommes et de les motiver,
- un talent d'organisation et de planification très développés,
- une bonne connaissance de la langue allemande, tant parlée qu'écrite.

La rémunération est en fonction de l'importance de
ce poste et de bonnes possibilités de promotion
sont offertes.

Adresser-nous votre curriculum vitae si
possible détaillé, et indiquez vos références.
Nous vous garantissons une discrétion absolue.
Si vous êtes intéressés, envoyez votre dossier de
candidature sous référence 566.387 à
REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e,
qui transmettra.

COLAS

N°1 de l'INDUSTRIE ROUTIERE
recherche pour son
Organisation Métropolitaine et
ses Filiales à l'étranger des

CADRES
administratifs

1^{er} DEBUTANTS : HEC, ESSEC, SUP
de CO, SC, ECO ou équivalent,
2^e CONFIRMES : justifiant d'une expé-
rience de dix ans de préférence
dans les travaux publics ou le
bâtiment.

Après période de formation, les candidats
retenus se verront confier la responsabilité
d'une équipe administrative.

d'intéressantes possibilités de carrière
leur seront offertes au sein d'un des
premiers Groupes Français de T.P.

Adresser C.V. + photo à :
S.R.G. - Département du Personnel
39, rue de Colisée - 75008 PARIS

DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE
recherche pour
PARIS et GRENOBLE

ingénieurs commerciaux

ayant une très bonne connaissance des marchés OEM et Industriels.

Ce poste exige :

- une formation scientifique ou technique (Ingénieur en électronique et/ou informatique) ;
- une réelle expérience technique dans l'étude ou la réalisation de projets d'informatique industrielle ;
- une capacité certaine de travailler d'une manière autonome tout en faisant preuve d'un esprit d'équipe ;
- une bonne pratique de l'anglais parlé et écrit.

Nous vous proposons :

- un travail enrichissant dans une Société dynamique leader mondial de la mini-informatique ;
- des responsabilités réelles dans un climat de dialogue et d'efficacité ;
- un recyclage technique et humain permanent ;
- une formation de 2 mois aux U.S.A.

Adresser votre C.V. détaillé avec photo sous référence TGM2 au
Responsable du Personnel.

DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE
Centre Site - Clichy L. 225
94533 RUNGIS Tél. : 687-23-33

digital

DEMANDES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	6,00	6,89
REPRESENTAT. : Demandes	27,00	31,52
Offres	13,00	14,91
Offres d'Emploi "Plaques Encadrées" (2 col.)	27,00	31,52
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

ANNONCES CLASSEES

IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.E.
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.	60,00	70,05
CAPITAUX	21,00	24,51
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

MAISON DE CAFE
FIRME INTERNATIONALE
PRODUITS ALIMENTAIRES

propose un poste de :

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Rattaché directement au Président Directeur Général, il sera responsable de l'organisation et du bon fonctionnement des services de : comptabilité, trésorerie, contrôle budgétaire et informatique.

Il travaillera en liaison fonctionnelle avec les diverses Directions de la Société et avec la Direction européenne.

Une réussite complète suppose :

- une formation supérieure - (de préférence) 3 à 5 années d'expérience acquises si possible dans une société de grande consommation, dans un poste similaire avec pratique de la gestion budgétaire, utilisation de l'outil informatique et habitude de la supervision d'un encadrement et d'un effectif important.
- une préparation solide et méthodique.
- une assez bonne connaissance de la langue anglaise.

Adresser curriculum vitae détaillé à :
B.P. No 8 - 92380 VILLENEUVE LA GARENNE
Réponse rapide et discrétion assurées.

LE GROUPE **SOCIÉTÉ** RECHERCHE

Ingénieurs confirmés

RAF. 42.20
ayant 3 à 5 ans d'expérience, ils se verront confier des responsabilités importantes dans la conduite de projets dans les domaines suivants :

- gestion de production ;
- gestion administrative et comptable.

Ingénieur Commercial

RAF. 42.21
ayant déjà une expérience de la vente de services.

Jeunes Ingénieurs

RAF. 42.22
spécialistes en informatique, qui seront de futurs chefs de projet après avoir participé à plusieurs réalisations mettant en œuvre des techniques telles que :

- télé-informatique ;
- bases communes de données ;
- temps réel.

Analystes Programmeurs

RAF. 42.23
minimum un an d'expérience ou formation IUT, AFPA. Nous apprécierons particulièrement les candidats pratiquant le PL/I, le GAF II ou ayant une bonne connaissance des matériels C.I.L. MTR 15, IBM Systems 7.

Envoyer C.V. et présentations en mentionnant la référence du poste à : M. J. ANTO

CAP SOGETI

43 bis, rue des Entrepreneurs, 75015 PARIS.

Johns - Manville
De France S.A.

recherche pour son siège
RUEIL MALMAISON

2 project engineers

Chargés au sein de l'équipe d'engineering de la Division Internationale de : l'évaluation, l'étude, la construction et la mise en route des Unités de Production Européennes du Groupe, sous le contrôle du Project Manager.

Ces postes conviendront à des Ingénieurs ayant une formation A.M., H.E.I. ou équivalent, et quelques années d'expérience, en poste similaire ou bien en entretien travaux neufs. Connaissance de l'anglais nécessaire, perfectionnement possible. Déplacements fréquents prévus. Formation complémentaire et éventuellement stage aux U.S.A. prévus en fonction des travaux ultérieurs.

Ecrire avec CV détaillé et prétentions au service 1101 M

plein emploi Membre de l'ANCERP 10 rue du mal puits 21
Structures d'entreprises et carrières

INGÉNIEUR AYANT EXPÉRIENCE TRAVAUX NEUFS

est recherché par
SOCIÉTÉ PÉTROCHIMIQUE

Ecrire avec curriculum vitae, n° 82.543,
CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

CISI

COMPAGNIE INTERNATIONALE
DE SERVICES EN INFORMATIQUE

Analyste programmeur

pour programmation en langage machine sur mini-ordinateur.
Expérience du calculateur T 2000 appréciée.
La fonction implique éventuellement des travaux de maintenance et un horaire de travail par roulement. (Réf. PEC.A)

Technicien électronicien confirmé

Expérimenté dans le domaine numérique, il réalisera des liaisons entre ordinateurs et périphériques spécialisés. Il sera chargé de l'interprétation des dossiers d'études, de la conception technologique et de la réalisation.
Une formation complémentaire est assurée pour les autres aspects de la fonction. (Réf. PEC.13)

Chef de bureau

Etude de formation supérieure (Grandes Ecoles, DEA d'informatique). Il aura une solide expérience personnelle de chef de projet concepteur. Le poste nécessite du goût pour l'organisation et le développement d'une méthodologie de la conception, de l'analyse et de la réalisation. (Réf. FAR.B)

Chefs de projet

Maîtrise d'informatique ou équivalent.
Une grande expérience en application de gestion et la sensibilité des relations humaines sont indispensables. (Réf. FAR.G)

Ingénieurs grandes écoles (ou 3^e cycle en analyse numérique)

pour renforcer une équipe d'ingénieurs travaillant en banlieue Sud-Est.
Une expérience professionnelle de 1 à 3 ans en calcul scientifique, analyse numérique et programmation serait appréciée. (Réf. LIM.1)

Spécialiste en calcul de mécanique des fluides

De formation théorique (niveau doctoral d'état en mécanique mécanique des fluides et analyse numérique, il aura une expérience pratique de la mise au point de modèles et de leur programmation. Le poste est à pourvoir en banlieue Sud-Est. (Réf. LIM.2)

Ingénieur en informatique appliquée

au sein d'une équipe chargée de calcul scientifique et technique, il aura la responsabilité de logiciels de base.
Sa formation : licence de mathématique et maîtrise d'informatique. (Réf. AST.21)

Analyste programmeur

de niveau DEUG mathématique, IUT informatique ou équivalent. C'est un débutant en programmation scientifique. (Réf. AST.29)

Envoyer votre curriculum vitae détaillé et prétentions en précisant la référence du poste désiré à : CISI - Service du Personnel - B.P. 2 - 91190 GIF-SUR-YVETTE

La Brouperment Industriel
des Armements Terrestres
Etablissement de RUEIL-MALMAISON

1) INGÉNIEUR débutant GRANDES ÉCOLES

Chargé plus particulièrement des problèmes de simulation et d'ergonomie.

Le poste demande de bonnes connaissances théoriques en automatique, ainsi que de bonnes notions en informatique.

Le candidat devra posséder des facultés d'adaptation à des problèmes très variés, ainsi que le goût du travail sur calculateur analogique et numérique.

2) INGÉNIEUR débutant GRANDES ÉCOLES

Plus particulièrement chargé des études électromécaniques destinées au montage d'armements sur hélicoptères ou sur véhicules.

Le candidat sera chargé, dans ce cadre, de l'animation d'une équipe de techniciens et ses fonctions l'amèneront à se déplacer occasionnellement pour de courtes durées.

Adresser C.V. et présent. au Département du Personnel, ATELIER DE CONSTRUCTION DE FUSILS, 18 rue Gaillet, 92140 RUEIL-MALMAISON.



I.C.I. FRANCE

PROPOSÉ aux jeunes ambitieux de participer à son développement constant, en s'intégrant à son équipe comme :

COORDINATEUR de L'ADMINISTRATION des VENTES

RESPONSABLE auprès du Directeur du Groupe FIBRES de :

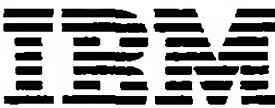
- Statistiques ;
- Traitement des commandes ;
- Prévisions et contrôle budgétaire ;
- Fais et rapports périodiques ;
- Crédit clients ;
- Études diverses.

Formation universitaire économique, ou école commerciale.

Expérience de la gestion commerciale.

Pratique de l'anglais indispensable.

Envoyez C.V., lettre manuscrite, photo et présent. Service du Personnel, I.C.I. FRANCE, 5, avenue Béaumont, 92140 CLAMART, se réf. M.S.



La Division Ordinateurs
d'IBM France propose
exceptionnellement à Paris
quelques postes d'

ingénieurs technico- commerciaux centres ordinateurs

Ces postes concernent des Ingénieurs Scientifiques désireux d'avoir une expérience opérationnelle du fonctionnement d'ordinateurs Systèmes Complexes, assortie de l'étude et de la connaissance approfondie des logiciels de base. L'activité comporte en particulier l'étude et le lancement de projets.

Sens du Management, aptitudes à la négociation sont nécessaires au même titre que les compétences techniques.

Fonctions évolutives - Formation complémentaire assurée - Les candidats devront être déchargés des obligations militaires et âgés au minimum de 24 ans - Postes à pourvoir jusqu'en Janvier 75.

Ecrire à J.Bohl 2 rue Marengo Paris 17^{et}
Sous référence DO-01

telesystemes

Division des Systèmes de Téléinformatique

recherche
- dans le cadre de ses activités de conception et de réalisation de réseaux d'ordinateurs, de concentrateurs, de frontaux et de systèmes de transmissions de données ;
- pour le développement de projets de haut niveau technique :

CHEFS DE PROJETS

(référence 1.215)
Ingénieurs Grande Ecole ou équivalent

- Ayant :
- 5 ans d'expérience au moins ;
 - une expérience pratique des logiciels de télécommunications sur mini-ordinateurs ;
 - une connaissance des équipements de transmissions ;
 - expérience en commutation de paquets ;
 - une bonne maîtrise de méthodologie de développement de logiciels ;
 - facilité de contacts.

INGÉNIEURS- INFORMATIENS

(référence 1.216)
de formation supérieure

- Ayant :
- 4 ans d'expérience dans les domaines cités ou en temps réel ;
 - une bonne pratique de l'analyse et la programmation sur mini-ordinateur ;
 - un goût du travail en équipe.

PROGRAMMEURS

(référence 1.217)

- Ayant :
- 3 ans d'expérience au moins de programmation sur mini-ordinateurs.

Adr. currie. vitae avec photo et prétentions à :
Département Conseil en Recrutement,
128, rue de Rennes - 75006 PARIS.
Réponse et discrétion assurées.

POLYREY

recherche

Jeune CADRE CHARGÉ D'ÉTUDES

(minimum 28 ans)

Ce collaborateur de niveau grande école commerciale ou équivalent prendra en tant qu'adjoint du Service la responsabilité des études et recherches commerciales.

L'activité de ce poste comporte des analyses d'enquêtes sur le terrain et une vérification des conclusions par des contacts éventuellement divers et nombreux (internes ou externes : clients, concurrents, etc.).

Une expérience de 2 à 3 ans d'études de marchés dans les produits industriels est nécessaire, ainsi qu'une habitude des enquêtes en milieu industriel.

Lieu de travail : VELIZY
(Bureaux du groupe ALBERT REY -
PAFETIERES DE FRANCE)

Adresser lettre manuscrite avec C.V. à n° 61.885.

cabinet leconte 4, rue André Combet, PARIS-16^e
membre de l'ANCERP

Importante Société d'informatique,
LA DEFENSE (S.E.R.), utilise
trois ordinateurs I.B.M. 370/155 et
188-OS-MTV (télé-processing),
recherche pour développer de nouvelles
applications

chefs de projet

analystes

CONFIRMES

ingénieurs. système

EXPERIMENTES

OS - 370 et si possible IMS.

programmeurs

EXPERIMENTES

Assembleurs 360-370 et PL1 de préférence.

Les rémunérations peuvent être élevées.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo

au Service 5448 M

plein emploi 118 rue Réaumur Paris 2

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PARIS-8^e

recherche

COLLABORATEURS

pour postes CADRES à pourvoir rapidement.
25 ans min. Diplôme Études Supérieures.
Expérience bancaire ou financière extérieures.
Sens de l'administratif et du commercial.
Dynamisme, aptitude au commandement.
Postes devant évoluer.

3 x 8 - 12^e mois - Primes diverses.

Participation - Restaurant d'entreprise.
Envoyer C.V. manuscrite et prétentions à :
No 3.380 AXIAL Publ., 21, Pg St-Honoré, (8^e), q. tr.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

MAZDA

lampes et appareils d'éclairage
recherche pour RÉGION PARISIENNE

INGÉNIEURS et AGENTS TECHNICO-COMMERCIAUX (BTS - DUT en électricité)

LEUR MISSION : prospection, négociation et suivi des affaires auprès des ingénieurs conseils, administrations, collectivités locales et entreprises.

LEUR PROFIL : 25 ans minimum ; goût des relations commerciales à tous les niveaux et volonté d'aboutir. Quelques années d'expérience Bâtiment et VED appréciées.

Env. C.V. man. et photo Service Personnel, 29, rue de Labonne, 75008 PARIS.

Société Multinationale Filiale important groupe américain recherche pour Siège à PARIS

CHEF du PERSONNEL

- Il participera à l'élaboration et à l'ajustement de la politique humaine de l'entreprise.

- Se verra confier :
• La responsabilité de l'administration et de la gestion du Personnel
• La coordination avec l'Unité de Production
• Les relations avec les représentants du Personnel.

Ce poste intéressera un cadre expérimenté, de formation supérieure, maîtrisant bien les différents aspects de la fonction et possédant une excellente connaissance de la législation du travail.

Rémunération de l'ordre de 70.000F annuels. Nous vous remercions d'écarter avec C.V. détaillé, sous référence 502 à :

13 bis, rue Henri Monnier
75009 - PARIS

IMPORTANT GROUPE DE COMPAGNIES D'ASSURANCES

recherche

INSPECTEURS COMPTABLES ET ADMINISTRATIFS

FORMATION : Comptable supérieure niveau D.E.C.S., ayant expérience d'au moins 5 années en comptabilité générale de grande entreprise. Connaissances assurances très appréciées.

FONCTION : - Vérifications comptables auprès des Agences et Succursales du Siège en province ; - Evolution possible vers l'assistance au Contrôle de Gestion.

EXIGENCES DU POSTE : Déplacements constants dans toute la France métropolitaine.

REMUNERATION : Selon expérience et capacité + frais de déplacement + indemnité journalière.

Envoyer curriculum vitae détaillé au no 7.377, PUBLIFOP PARIS (20), qui transmettra.

DIRECTEUR TECHNIQUE

Dépendant du Directeur général, il aura la responsabilité de coordonner les activités et les développements techniques de la société sur le marché national en liaison avec les autres sociétés du Groupe en Europe.

Le candidat retenu (25 ans minimum) aura une formation Grandes Ecoles, une expérience acquise dans l'industrie Chimique et une bonne pratique de l'anglais.

INGENIEUR FABRICATION

Outre les problèmes techniques et d'organisation de la production, il aura les responsabilités humaines de l'encadrement et de la gestion.

Chimiste diplômé de l'Enseignement Supérieur, le candidat retenu aura 2-3 ans d'expérience acquise dans une unité de fabrication de produits chimiques.

Env. avec C.V. et références, en précisant le poste, sous réf. 34213 à Haves Contact 156 Bd Haussmann 75008 Paris, qui transmettra.

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE recherche

pour ses activités spatiales

CHEF DE PROJETS

- Formation INGENIEUR GRANDE ÉCOLE
- Expérience technique industrielle et gestion.
- Pratique courante de l'anglais nécessaire.

Lieu de travail : BASTIA (CORSE) ou ST-ETIENNE.

Adr. cur. vit. et photo, no 67478, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

ARCT

Premier constructeur mondial
dans sa branche recherche

ingénieur technico commercial

Cet ingénieur, après une période de formation, se verra confier les problèmes posés par la clientèle, par une famille de matériels. Il définira les machines ou les modifications correspondant aux besoins du client en liaison avec le département des études. Il possèdera le client pour les problèmes d'exploitation du matériel et pourra éventuellement réaliser la mise en route des installations. Il jouera également un rôle d'assistance auprès des vendeurs. Il suivra l'évolution du marché et du matériel concurrent et il participera activement à la définition des nouvelles orientations techniques et commerciales. Ce poste implique de nombreux déplacements à l'étranger et nécessite la pratique courante de l'Anglais. Les qualités d'affirmation du candidat dans le cadre de ce poste pourront lui permettre, après plusieurs années, d'évoluer vers d'autres fonctions dans l'entreprise.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo à Direction du Personnel, ARCT rue Corvier - 42300 Roubaix.

Vous êtes un JEUNE INGENIEUR, vous avez une bonne formation en ELECTRO-MECANIQUE et en ELECTRONIQUE, vous commencez votre carrière et vous êtes ambitieux.

UNE SOCIÉTÉ FABRIQUANT DES APPAREILS DE RADIO ET D'AUDIO FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL

vous propose le poste

Ingénieur des méthodes

Une formation vous est assurée au sein de l'entreprise et sous forme de stages. Vous travaillerez dans une équipe jeune et dynamique, en étroite collaboration avec le Directeur Technique et, rapidement, vous aurez la possibilité d'acquies à des responsabilités étendues dans une unité de production de 550 personnes, en pleine expansion.

Lieu de travail : banlieue Nord de Paris.
Les Ingénieurs intéressés adresseront leur candidature (se réf. 1.975 M) à Hélène REPERCHER, 24, rue Commandant-René-Monchère, 75014 - PARIS. Discretion assurée.

service informatique

de l'un des premiers groupes d'Assurances
équipés d'un important matériel IBM travaillant en multi-programmation.

Localisation : PARIS.
mandat :
UN JEUNE ANALYSTE-CONCEPTEUR

Ingénieur INSA ou Master d'Informatique débutant ou 1^{er} expérience.

Missions : - représentation Analyste-Concepteur : mise en place et révision des applications informatiques. Envoyer C.V. + photo + recommandation sous référence M 415, à

PROSSEL
CORREX EN RESSOURCES HUMAINES
23, rue de Valenciennes - 75004 Paris

LEGRAND

PREMIER CONSTRUCTEUR EUROPEEN
D'APPAREILLAGE ELECTRIQUE
D'INSTALLATIONS

RENFORCE SON EQUIPE COMMERCIALE
ET OFFRE POSTES EVOLUTIFS ET A
RESPONSABILITES A :

JEUNES DIPLOMÉS

E.S.C., formations universitaires, L.U.T., etc... Disponibles pour fréquents déplacements et ayant goût pour l'action et la négociation. Seront d'abord affectés sur le terrain à des fonctions de promotion des ventes auprès des prescripteurs, distributeurs, installateurs d'un secteur géographique.

LE GROUPE LEGRAND ASSURE UNE FORMATION PERMANENTE A SES CADRES, POSTES A POURVOIR A PARIS, LILLE, LYON, etc.

LA SÉLECTION AURA LIEU A PARIS, LE 23 SEPTEMBRE.

Adresser C.V. et présentations sous référence 121.242, 30, rue de Mogador, PARIS-8^e.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL recherche pour usine région FONTAINEBLEAU

INGENIEUR ANALYSTE (G.E. ou ENSI)

ayant 1 ou 2 ans d'expérience et, de préférence, la connaissance du BOMP et du Télétraitement. Il sera chargé de tous les problèmes d'informatique de gestion de la Division, en liaison avec les services du siège.

Ce poste est à pourvoir d'urgence.

Adr. C.V., rémunéré, actuelle et photo à M. 68.621, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE en très forte expansion employant 5.000 personnes recherche

pour l'un de ses GRANDES UNITES de production
située dans le NORD de la FRANCE

JEUNE INGENIEUR ETUDES - TRAVAUX NEUFS

- Il participera à la CONSTRUCTION des INSTALLATIONS NOUVELLES de productions chimiques (Général, chaudières, charpente, électricité, régulation).
- Il pourra être appelé à faire des séj. de quelques mois à l'étranger. Il doit donc parler anglais.
Il est DIPLOME d'une Ecole Nationale des ARTS ET METIERS ou d'une grande école équivalente. Il a une première expérience, type engineering.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. dét., photo et recommandation sous référence 666, à Christian Dauphine, 41, av. Friedland, Paris-8^e, q. 1.

NOUS SOMMES UN GROUPE INDUSTRIEL DE TAILLE MONDIALE. L'équipe software de notre division informatique (Paris) entretient et développe le logiciel de nos deux 370-145. Pour compléter celle-ci, nous cherchons

un jeune ingénieur

pour lui confier l'étude de périphériques évolués : terminaux programmables, lecteur optique, saisie on et off-line et de leur interface, avec notre système OS-MVT.

Ce poste convient à un ingénieur ayant acquis une expérience, même courte, de la mise en œuvre de "minis" programmables, de préférence chez un constructeur. De plus, une bonne maîtrise de l'anglais est un atout. Les ingénieurs intéressés adressent leur candidature (se réf. 2726 M) à J. THILY, "Carrières de l'Informatique".

ALEXANDRE TIC S.A.
10, rue Royale-75008 PARIS
membre de l'ANCIERP

ICL FRANCE

UN DES PLUS IMPORTANTS GROUPE
CHIMIQUES MONDIAUX
recherche

COMPTABLE I

POUR GESTION DE PORTFOLIO
D'EFFETS DE COMMERCE

NOUS DEMANDONS :
- Un(e) candidat(e) possédant un C.A.P. d'agent-comptable ou un C.A.P. bancaire ;
- Une expérience professionnelle de quelques années, de préférence dans le secteur bancaire.

NOUS PROPOSONS :
• Possibilité de promotion ;
• 13^e mois, prime de vacances ;
• Différents avantages sociaux, restaur. d'entrep., etc.

Env. lettre manuscrite, photo, C.V. et présent. à ICL FRANCE, Service du personnel, 2, avenue Rémusat, 92140 CLAMART.

Société d'Études haut niveau scientifique et technique recherche

INGENIEURS GRANDES ECOLES ou équivalent

Cinq années d'expérience minimum dans les domaines :

• Du traitement statistique des informations.
• De simulations numériques.
• D'analyse, de conception et de développement de systèmes complexes (radar, sonar, Télécom.).

Env. avec curriculum vitae sous le numéro 67.617, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, PARIS-1^{er}, qui tr.

Société française (1.200 personnes)
Siège à Paris et usines en Province
recherche

CHEF DE SERVICE ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Rattaché au Directeur Administratif, le titulaire de ce poste, ayant sous son autorité un Agent des Méthodes Administratives, est responsable :
- de l'amélioration de la productivité de l'ensemble des services administratifs du Siège et des usines ;
- de l'élaboration, de la mise en place et de la mise à jour des procédures administratives ;
- de la qualité et de l'harmonisation des circuits d'information ;
- d'études concernant le développement de la Société avec la collaboration éventuelle de conseils extérieurs.

Lieu de travail PARIS. 2 à 3 déplacements de courts durées par mois en province ou dans les filiales européennes de la Société.

POSSIBILITE D'ACCESSION A UN POSTE DE DIRECTEUR SOUS UN DELAI DE DEUX ANS

Le candidat retenu sera diplômé d'études supérieures et aura de très bonnes connaissances en informatique. Il aura occupé un poste de responsabilité dans le service organisation d'une société ou dans un cabinet d'organisation.

Notre Société a un développement continu, régulier et important (chiffre d'affaires en hausse 12 % l'an en moyenne constante).
Ecrire avec C.V. et photo à n° 63080, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

BAGNEUX F 100 000

Une importante société Américaine qui supervise à l'échelon européen des travaux dans le domaine de l'électronique, recherche pour son Siège Social en France, un :

SENIOR ACCOUNTANT

Les missions :
• Il est responsable de la réalisation des comptes annuels de la Société et des États financiers ;
• Il supervise toutes les opérations de comptabilité générale, les déclarations fiscales et la paie ;

Il doit :
• avoir une solide formation comptable D.E.C.S. ou équivalent ;
• maîtriser l'anglais ;

• avoir acquis 3 à 5 ans d'expérience dans un poste à responsabilité au sein de sociétés Américaines ou Européennes.

Il est offert une rémunération de l'ordre de F 100 000 selon expérience et capacité.

Les personnes intéressées doivent envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo et recommandation sous référence M.C.E. 23-145 M, à :

C & L Associates
Management Consultants
42, rue La Boétie - Boîte Postale 45108
75006 - Paris Cedex 06

SOCIÉTÉ FRANÇAISE - expansion : 34 % par an.
Siège PARIS proche banlieue NORD - 25 succursales - recherche son

DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ

Interlocuteur efficace de la Direction Générale, il adaptera les procédures comptables au développement de la Société et au contrôle budgétaire (en liaison avec l'Informatique). Il participera à la gestion par des analyses permettant une prise de décision. Il animera un effectif de 50 personnes dont 30 au Siège.

La réussite dans ce poste nécessite une solide expérience comptable, des qualités marquées d'organisateur et d'animateur, le sens de la gestion, un potentiel permettant d'être un des moteurs du développement de la Société.

Env. sous référence SZ 108 CM 4, rue Massart - 75014 PARIS
DISCRETION ABSOLUE

etap

diversification pétrole

Vous avez :
• une formation commerciale supérieure,
• éventuellement, une première expérience dans la distribution des produits de grande consommation.
Vous souhaitez à la fois être à l'origine d'une activité commerciale nouvelle, et en tirer la réalisation sur le terrain.

Une Société Française 65000 points de vente au France dans un développement nouveau à "la diversification" a prévu son réseau de stations-service, et recherche :

JEUNE CADRE

qui, dans un premier temps, prendra en charge, en liaison avec les responsables régionaux, le démarrage et l'entretien de nouvelles techniques (distribution des permis, moyens nouveaux, contrôle de l'équipe de promoteurs de vente...).

Env. C.V., photo et présentations sous référence 27.122 M, à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertisers

recherche pour son Département recrutement

UN PSYCHOSOCIOLOGUE

- ayant plusieurs années d'expérience en entreprise (et) cabinet conseil ;
- intéressé également à des activités de formation continue.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présent. à SWEET'S, R.P. 269, 75424 Paris Cedex 06, et réf. 12457.

مكتبة الامم

	La ligne	La ligne T.R.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)		
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,88

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.R.
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

CITICORP

FIRST NATIONAL CITY CORPORATION
recherche

pour faire face à l'expansion de ses activités européennes

analyste de crédit

Basé à Paris mais couvrant plusieurs pays européens, le poste à pourvoir implique :

- une expérience confirmée (3 ans) ;
- une formation supérieure ;
- la maîtrise de la langue anglaise ;
- de préférence des connaissances juridiques et fiscales.

Adresser lettre + C.V. à :
CITIBAIL 104, av. Charles de Gaulle, NEUILLY.

RESPONSABLE DE MARCHÉ (MATIÈRES PLASTIQUES)

VOUS ÊTES :

- ingénieur de formation ;
- expérimenté dans le domaine des matières plastiques ;
- familiarisé avec l'étude des marchés en secteur industriel ;
- un homme de contact, tenace, accrocheur, désireux de faire ses preuves en assumant de larges délégations et ne craignant pas le jugement par les résultats.

NOUS SOUMETTES :

- un groupe chimique d'audience internationale en fort développement.

NOUS VOUS OFFRONS :

- UN POSTE DE RESPONSABLE DE MARCHÉ D'ADJUVANTS POUR MATIÈRES PLASTIQUES basé dans la banlieue OUEST de PARIS.

Nous répondrons rapidement à votre candidature (curriculum vitae et photo) adressée à n° 88.035, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

PHILIPS
DIVISION ORDINATEURS
recherche

INGÉNIEURS D'AFFAIRES
Référence : 491

Seront chargés de la commercialisation des ordinateurs de la série P 1000 et UNIDATA 720.

Ces postes, à pourvoir à Paris, s'adressent à des **INGÉNIEURS COMMERCIAUX** ou **TECHNICIENS COMMERCIAUX** possédant de 2 à 5 ans d'expérience de commercialisation de matériels informatiques.

INGÉNIEURS COMMERCIAUX
Référence : 492

Seront chargés de la commercialisation des multi-claviers X 1150.

Ces postes, à pourvoir à Paris, s'adressent à des candidats ayant une bonne connaissance des problèmes de SAISIE DE DONNÉES.

Env. C.V. détaillé et photo en précisant la réf. à **PHILIPS Data Systems - Direction du Personnel**, 8, square Max-Hymann, 75014 PARIS CEDEX 15.

MATRA
La Direction Contrôle Général recherche

pour son département informatique

JEUNE INGENIEUR

pour collaborer à la mise en place d'un système de gestion de production. Pour ce poste, il conviendrait d'avoir une expérience acquise en production et si possible en informatique.

Référence A.

INGENIEUR ANALYSTE

pour participer à la conception et à la réalisation d'un système de gestion administrative. Pour être plus rapidement opérationnel au niveau des responsabilités proposées quelques années d'expérience seraient très appréciées.

Référence B.

pour son département organisation

JEUNE INGENIEUR

en relation étroite avec les utilisateurs et les services informatiques, il participe avec le groupe organisation à l'étude et la mise en place de solutions nouvelles concernant l'organisation et la gestion des différents services de la Société.

La fonction peut déboucher ultérieurement sur des fonctions en informatique ou en gestion.

Une formation complémentaire en administration d'entreprise (I.A.E. - Dauphine) ou une expérience de quelques années du fonctionnement d'une entreprise serait appréciée.

Référence C.

Adresser lettre manuscrite CV et prétentions à
MATRA Direction des Affaires Sociales BP n° 1 - 78140 VILLIZY

TOTAL
Compagnie Française des Pétroles
recherche pour son SERVICE INFORMATIQUE

Jeune CADRE

- Ecole d'ingénieur ou équivalent ;
- Formation complémentaire en finance ou économie appréciée ;
- Au moins 2 ans d'expérience dans un centre informatique.

Aura à s'intégrer ou selon d'une équipe, et prendra progressivement la responsabilité de projets en informatique de gestion.

Anglais souhaités.

Adresser C.V. manuscrite, détaillée avec photo, sous référence 7401, Département Gestion du Personnel, B.P. 5, rue Michel-Ange, 75761 Paris Cedex 16.

ESGIM
constructeur

(GROUPE EMPAIN - SCHNEIDER)

spécialisé dans la PROMOTION IMMOBILIERE recherche un

JURISTE
spécialisé dans le Droit et la Fiscalité Immobilière

Son expérience de 3 à 5 ans dans ces deux domaines devra le préparer au rôle de Conseiller auprès des Responsables de programmes qui aient vite pour lui être confié.

Les dossiers de candidatures seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
membre de l'ANCERP
service M. 891 - 10 rue de la Paix, 75002 Paris.

AVERY s.a.
organisation internationale de systèmes d'étiquetage

cherche pour son réseau de vente PARIS

DÉLÉGUÉ COMMERCIAL

Jeune, dynamique, expérimenté

Ayant pratiqué des contacts haut niveau avec industrie et adapté à travail intense.

Niveau études secondaires

Position cadre

Fixe élevé + commissions

Nombreux avantages.

Écrire avec photo et C.V. sous n° 97002 B

BLEU PUBLICITÉ 17, rue Labat - 54000 VINCENNES, G.T.

SOCIÉTÉ DE PRESSE
Leader dans son secteur pratiquant la D.F.O.

recherche

UN CONTROLEUR DE GESTION

Responsable devant le Directeur Général de :

- l'organisation et du fonctionnement de la comptabilité, du contrôle budgétaire, de l'administration du personnel et des services généraux ;
- tous les aspects fiscaux et juridiques de l'activité de l'entreprise, aidé par des conseillers extérieurs ;
- la trésorerie de l'entreprise (prévision et gestion à court terme, incidence financière des décisions de politique des produits).

Ce poste conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur qui, après 3 ans dans un cabinet d'audit, aurait exercé des fonctions comparables dans une entreprise pendant 2 ans au moins.

La rémunération sera de l'ordre de 100.000 F et fonction des compétences du candidat.

ADRESSER DOSSIER DE CANDIDATURE à :
Mme JEANOT,
141, av. Marguerite-Renaudin - 92140 CLAMART, qui transmettra.

Nous sommes une société multinationale spécialisée dans le négoce de produits agricoles. Nous connaissons une expansion continue qui impose l'adaptation rapide de nos effectifs. Nous tenons à ce que cette mutation s'opère dans le maintien pour tous d'une ambiance agréable.

SEREZ-VOUS NOTRE

directeur du personnel

chargé de coordonner les actions de :

- recrutement, formation, développement, information, rémunération, relations sociales.

C'est possible si vous avez une expérience de la fonction, le goût des relations humaines, le besoin de vous engager au sein d'une équipe dynamique, le sens du conseil en position fonctionnelle.

Vous vous installerez dans nos locaux de Paris, mais votre action concernera aussi nos filiales de province.

Envoyez votre CV avec indication de la rémunération souhaitée au Service 5458 M

plein emploi 118 rue d'Alsace 2

Votre candidature sera traitée avec une totale discrétion.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE D'IMPORTANCE NATIONALE

recherche pour faire face au développement de ses activités et à la décentralisation régionale de ses unités

CADRE PERSONNEL

le poste est créé à la

DIRECTION DU PERSONNEL DU SIÈGE (PARIS)

Avec l'équipe actuellement en place, il lui sera confié la responsabilité de

RECRUTEMENTS (TECHNICIENS ET CADRES)

Il participera à des actions d'INFORMATION ET D'ANIMATION

Cette expérience des hommes et de l'entreprise doit lui permettre d'évaluer vers des missions de gestion de carrières ou de formation.

L'HOMME que nous attendons est un jeune SUP. DE CO. PSYCHO. ou équivalent pouvant aller des capacités d'action et de contact à une haute rigueur de jugement.

Adresser cur. vitae et photo sous réf. n° 7732 à **ORGANISATION ET PUBLICITÉ** 2, rue Marengo, 75001 Paris, qui transmettra.

COMPTABILITÉ ANALYTIQUE

INDUSTRIE ALIMENTAIRE PARIS LA DEFENSE F 55.000 +

La filiale Française d'un très important groupe alimentaire MULTI-NATIONAL recherche pour assister le Directeur Financier

1 CHEF DE COMPTABILITÉ ANALYTIQUE

Le candidat idéal aura au moins 4 ans d'expérience du contrôle des coûts et des inventaires dans une société de préférence anglo-saxonne. La rémunération pourra dépasser le niveau prévu pour un candidat très qualifié.

La pratique de l'anglais sera un avantage.

L'importance du groupe, le renforcement de son implantation européenne couvrant de très intéressantes perspectives de développement de carrière.

Votre lettre de candidature devra être adressée à Monsieur Soyat, 4, rue de Téhéran, Paris (8^e), sous référence P. 81.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS
recherche

DIRECTEUR D'USINE

ayant une réelle expérience des problèmes de Production et de Gestion, et surtout de Direction des Hommes, pour réussir, dans le cadre d'une large délégation de pouvoirs, le développement de l'usine principale.

Rémunération importante.

Ecrire en indiquant prétentions à Service Y

JUSTET
Psychologie appliquée
18, rue de la Paix, Paris 1^{er}

ÉTABLISSEMENT FINANCIER DE PREMIER ORDRE
RECHERCHE pour sa Direction Banque

LE DIRECTEUR

Age min. 35 a., 5 ann. expér., Anglais confirmé. Le poste s'adresse à un candidat ayant une pratique des ordres de marché monnaie, et des montages de crédit.

Adresser C.V. détaillé et lettre manuscrite, au n° 1078, « Le Monde » Publ., 5, r. des Italiens - 75007 Paris-6^e.

SOCIÉTÉ METALLURGIQUE EN EXPANSION RAPIDE
recrute

DIRECTEUR DES ETUDES ET RECHERCHES
INGENIEUR GRANDE ÉCOLE

connaissant bien la dimension.

Solides connaissances, ELECTROMECANIKES

- Bonne expérience bureau d'études.
- Connaissances de l'anglais appréciées.
- Perspectives d'avenir pour candidat de valeur.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à No 65785 CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

CONTROL DATA
France

UNE ACTIVITÉ FORMATRICE ET UNE CARRIÈRE RAPIDE DANS UNE SOCIÉTÉ NOUVELLE

Jeune diplômée, vous êtes attirée par le plaisir de choisir au sein d'un Groupe jeune et dynamique, vous renforcez vos équipes d'

ingénieurs commerciaux

Après une période de formation personnalisée, vous aurez à développer dans les secteurs qui vous seront confiés la vente de nos produits pour ordinateurs.

Vous aurez :

- un diplôme de type Sciences Économiques ou Sciences Humaines, S.E.C.
- le sens de la négociation au plus haut niveau.
- Une première expérience informatique serait souhaitée mais non exigée.

Entrée au téléphone à P. Valéry - CONTROL DATA - 195 rue de Berry 75002 Paris - Tél. 345.80.35 poste 2248.

Société d'électromécanique multinationale

crée 3 nouveaux postes :

UN INGENIEUR DE RECHERCHES APPLIQUEES
responsable de recherches dans projet de base électromécanique. (Réf. 234)

UN INGENIEUR D'ESSAIS
responsable d'essais de plates-formes en électromécanique. (Réf. 235)

UN INGENIEUR DE METHODES D'INDUSTRIALISATION
responsable d'études d'automatisation. (Réf. 236)

pour lesquels elle sollicite les candidatures d'ingénieurs débutants, bilingues de préférence, possédant une formation de base Grande École et une spécialisation dans le domaine de l'électrotechnique électromécanique ou dans celui de la mécanique, M.O., automatisation.

Ad. lettre manuscrite CV, photo en indiquant la Référence de l'emploi postulé à A.S. CARME EMPLOIS ET ENTREPRISES, 18, rue Volney 75002 PARIS

ingénieur grande école

Une importante société de pétrole recherche pour sa Direction du Raffinage, un jeune **INGENIEUR GRANDE ÉCOLE**.

Il participera à l'élaboration des programmes menés de production des différents raffineries et au suivi de leur réalisation.

Ce poste d'études au Siège peut déboucher sur un poste de production en raffinerie.

Le candidat que nous recherchons a de bonnes connaissances en programmation linéaire et est éventuellement de l'EN S.P.A., Section Raffinage.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 27.118/M, à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, rue d'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

GENERAL ELECTRIC
recherche

ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER

Pour diriger la comptabilité clients, facturation, crédit, recouvrements.

- Formation E.C.O., B.E.C. ou équivalent ;
- 4 années d'expérience minimum ;
- Anglais obligatoire.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à **GENERAL ELECTRIC**, Service du Personnel, 42, avenue Montaigne, 75008 PARIS.

offres d'emploi

NCR
FRANCE

recherche
POUR SES AGENCES DE

PARIS
LILLE
STRASBOURG
NANCY

INGÉNIEURS
COMMERCIAUX

EXPERIMENTES POUR LA DIFFUSION DE SES
SYSTEMES ELECTRONIQUES DE GESTION
N.C.E. 298 et N.C.B. 399.

Adresser curriculum vitae avec photo (retournée) à
Monsieur P. LEMASSON,
NCR FRANCE

DIVISION COMMERCE ET INDUSTRIE
191, rue Vaugrand,
75015 PARIS.

**attaché
commercial**

Banque Privée recherche pour Agence de
Paris 18^e Arrt.

ATTACHE COMMERCIAL

Le candidat, vendeur confirmé, devra avoir une
expérience bancaire acquise au contact d'une
clientèle de petites entreprises et de particuliers.
Nous recherchons une solide formation bancaire,
un B.P. de Banque serait apprécié.

Un candidat de valeur pourrait évoluer vers
une responsabilité de Secours d'Agences.

Ecrire avec C.V. et photo et références sou-
mises sous pli AC/M.A. I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, rue d'Aureville - 75010 PARIS

GROUPE DE SOCIÉTÉS

Siège Social Paris (8^e)
crée un poste de

DIRECTEUR TECHNIQUE

et recherche pour le pourvoir un jeune ingénieur
de grande école, de tout premier plan, possédant
une solide expérience tant du bureau d'études que
de la réalisation.

**ET AYANT RÉALISÉ
DES INSTALLATIONS
INDUSTRIELLES.**

Des connaissances précises en chaudronnerie et
mécanique générale seraient appréciées.

Ce poste conviendrait bien à une personnalité
aimant l'initiative et l'action.

Les premières responsabilités seront :

- la construction d'une usine en région pari-
sienne ;
- l'amélioration de lignes de production dans un
atelier existant ;
- le lancement des activités de chaudronnerie et
montage d'une filiale ;
- l'étude technique d'entreprises dont l'acqui-
sition est envisagée.

Envoyer photo et curriculum vitae manuscrit à
M. FROST, 2, rue de Berli, PARIS (8^e)
Discrétion totale garantie.

LE CARBONE-LORRAINE

recherche pour
Service ordinateur LÉVALLOIS

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

GESTION

CONFIRMÉ

NIVEAU MATH. SUP.

ayant connaissance pratique PLI-GAP
COBOL souhaité

Devra être capable d'assurer :

- Le découpage organique des applications ;
- La réalisation des dossiers d'analyse ;
- La programmation et la mise en place de
l'exploitation sur 370/125 - D.O.S.

PERSPECTIVES D'AVENIR

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à :
DIRECTION DU PERSONNEL
45, rue des Acacias, PARIS (17^e)

EUROMARCHÉ

recherche

2 CHEFS COMPTABLES

pour la région parisienne

1 CHEF COMPTABLE

pour région Ouest

- Age minimum 25 ans ;
- autorité technique ;
- sens de l'organisation du travail ;
- sens de l'initiative et des responsabilités sont
les qualités requises pour diriger un service
de comptabilité générale et matières utilisant
les ressources de l'informatique.

Les candidats devront s'intégrer à une équipe de
direction jeune dans un groupe en pleine
expansion.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à :
Monsieur Cestey
EUROVENTE, 180, route Nationale 7
91200 Athis-Mons

offres d'emploi

**BATIMENT
FONCTION COMMERCIALE**

Les responsabilités d'ingénieur que vous
avez assumées jusqu'à présent vous ont
montré l'intérêt de diriger toutes les éta-
pes d'une négociation commerciale : pros-
pection, avant-projets, estimation, soumis-
sion de prix.

Notre Société, de dimension nationale,
développe son activité de 15 % par an.
Nous sommes prêts à confier cette mission
primordiale à des hommes de valeur pour
des affaires traitées C.O. et T.C.E. dans les
domaines : logement social, ouvrages fon-
ctionnels et industriels.

Les postes sont à pourvoir à PARIS et
Marseille.

Pour un premier contact, adresser C.V.
manuscrit et photo au réf. 7313 à :
ORGANISATION et PUBLICITE,
2, rue Marengo, 75001 Paris, qui transmet.

PHILIPS

recherche POUR CENTRE
DE PERFECTIONNEMENT TECHNIQUE

**PROFESSEURS
ÉLECTRONIQUES**

Maîtrisant parfaitement techniques
TRANSISTORS et TV COULEURS

Pour formation :
**TECHNICIENS MARQUE
et RESEAU REVENDEURS**

Domicile Paris ; déplacements province fréquents.

Adresser C.V., présent et photo à SERVICE S.A.,
Départ. du Personnel, 249, rue de Crimée, Paris-19^e.

LA RADIOTECHNIQUE

recherche pour
SURESNES

JEUNES COLLABORATEURS

titulaires du

D.U.T. de GESTION

option

FINANCES - COMPTABILITÉ

pour formation et emploi en

COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

Ecrire au Chef du Personnel
LA RADIOTECHNIQUE
B.P. 10 - 92150 SURESNES.

HOMME ou FEMME

Vous êtes dynamique, avec le goût
de l'effort, du bon sens, organisé,
le sens des responsabilités.

Nous vous proposons de mettre en place et de
diriger un service de location portant sur
1.500 appartements en stations de montagne et
balnéaires.

POSTE A PARIS

Ecrire avec curriculum vitae, photo et prétentions
à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann,
75008 PARIS, sous référence 34.180.

DELATRE-LEVIVIER

16, bd Maieherbes, 75008 PARIS
recherche

COMPTABLE 2^e ÉCHELON

- expérience comptabilité générale ;
- bonnes connaissances plan, comptable pour
tenir comptabilité complète très petites
exploitations ;
- poste stable.

Ecrire avec C.V. et prétentions au service du
personnel.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE

recherche pour son SIÈGE SOCIAL (Paris-8^e)

DES JURISTES

Les candidats retenus seront au moins
licenciés en Droit et justifieront de 5 à 7 ans de
pratique dans l'immobilier.

Adresser C.V. et prêt. n° 67.092, COTTESSÉ Publ.
20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

offres d'emploi

Compagnie des Vernis VALENTINE
Leader dans la branche Peintures
recherche

**ADJOINT-DIRECTION
COMMERCIALE**

Le candidat retenu devra :

- Avoir une formation E.S.C. ou E.S.S.E.C. ou de
niveau équivalent ;
- Avoir une expérience professionnelle de 3 ans
dans un service commercial ou dans la vente ;
- Aimer les contacts avec clients.

Il sera capable de :

- Secourir le Directeur Commercial du départe-
ment, travailler dans ses tâches de gestion et
de stimulation du réseau de vente ;
- Assurer la marche du service pendant les dépla-
cements de son chef ;
- Visiter un certain nombre de clients importants.

Envoyer C.V. et photo à VALENTINE,
185, av. des Grésillons - 92231 GENNEVILLIERS.

ORGANISME PROFESSIONNEL NATIONAL
QUARTIER ÉTOILE, recrute

**COLLABORATEURS
JURISTES**

- Niveau doctoral en Droit ou équivalence, avec
connaissances et expériences des questions de
relations de travail et de législation sociale.
Mais l'un des postes peut convenir à un jeune
diplômé débutant.
- La fonction consiste à étudier (avec les par-
tenaires de la profession et les organismes
publics), des dossiers sociaux, à participer à la
mise en place de l'information, à suivre des
réunions, etc.

Adresser C.V. détaillé à M. GENEVAZ,
11, square Jamin - 75016 PARIS.

JEUNES INGÉNIEURS

débuts ou 1^{er} an d'expérience de formation
mécanique S.N.C.M. ou orientation finale géo-
chimie appréciée.

Pour devenir ingénieur d'affaire.

Formation assurée par équipes existantes.

INGÉNIEURS

3-5 ans expérience dans industrie mécanique ou
chimique, spécialisés dans les domaines de : chau-
dronnerie, tuyauterie, machines tournantes
pour poste ingénieur d'affaire.

Étude et réalisation de complexes industriels.
Pour ces postes, lieu de travail : PARIS avec
voyages à l'étranger.

Envoyer C.V. et prétentions à n° 68.177 Contesse
Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}.

**Pour accélérer la vente de ses nouveaux
SYSTEMES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS**

C. G. C. T.

recherche

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Expérimentés dans la vente de biens industriels
(ou, mieux, du Téléphone). Ils pourront rapide-
ment obtenir une rémunération importante
(en partie liée aux résultats).

Postes à :

PARIS, LYON, STRASBOURG, LILLE

Ecrire avec curriculum vitae + prétentions, au
Service du Personnel - 23, rue de la Redoute,
92250 PONTENAY-AUX-ROSES. Discrétion assurée.

MUTUELLE DES ARCHITECTES FRANÇAIS

Assurance Professionnelle des Architectes
9, rue Hamelin, 75783 Paris Cedex 18.

Recrute pour diriger son Service Statistique :

STATISTICIEN ÉCONOMISTE

Expérience informatique indispensable.

Adresser C.V. manuscrit daté + photo + présent,
M. CLERET - M.A.P. - 9, r. Hamelin, Paris (18^e).

Société de Distribution de Livres
recrute

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR G.A.P.

(COBOL souhaité)

UN PROGRAMMEUR COBOL

(COBOL souhaité)

pour application Batch et T.P. (370/125)

Formation interne assurée

Envoyer C.V. et prétentions à O.P.F. (N° 1.588),
3, rue de Sèze, Paris (9^e), qui transmettra.

offres d'emploi

IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE FRANÇAIS
de classe internationale
recherche pour

Filière fabrication et distribution
de produits à usages industriels

CADRE COMMERCIAL

Département BIOCIDES - ANTISLIMES

Ce collaborateur, animateur d'un réseau d'agents
et d'une équipe de techniciens assurant les ventes
et les contrôles, sera responsable de la vente, de
la promotion et du « service » (étude et suivi de
l'utilisation de nos produits dans les usines indus-
rielles).

FRANCE ET ÉTRANGER

Anglais indispensable

Formation de base théorique

et/ou expérience (technique) commerciale :

AGRI, PAPETERIE, MICROBIOLOGIE

(30 ans minimum)

Adresser lettre manuscrite avec C.V. n° 67.466,
4, rue André Couvet, PARIS-8^e

cabinet
leconte

membre de l'ANCFP

Organisme Financier
quartier ÉTOILE, recherche

**spécialiste
financement
entreprises**

pour diagnostic d'entreprise, étude
et mise en place de financement à
moyen et long terme (crédit, crédit-bail).
• Homme 30 ans minimum,
• Connaissances secteur bâtiment et
financement à court terme très
appréciées.

Envoyez lettre manuscrite avec C.V. et
prétentions au service 5464

plein emploi 118 rue Réaumur Paris 2

Un très important groupe industriel français
ayant activités diversifiées au plan
international

offre larges perspectives de carrière à

JEUNE HEC + MBA

attiré par les problèmes financiers. Un début
d'expérience en ce domaine serait apprécié.
Sa formation sera assurée à Paris par quel-
ques années de tâches variées et de missions
dans un cadre d'administration centrale et
de secrétariat général. Il pourra alors acce-
der à des postes opérationnels de responsa-
bilité dans un établissement du groupe.
Il s'agit d'une

situation avenir pouvant valoriser une formation
brillante et permettre une carrière ascendante
au sein d'une puissante firme.

Outre l'anglais, seconde langue souhaitée.

Ecrire sous réf. MW 165 AM,
4, rue Massenet, 75016 PARIS.

DISCRETION ABSOLUE.

BANQUE D'AFFAIRES

Quartier Champs Élysées

recherche pour son service

ETUDES FINANCIÈRES

analyste financier

Jeune Diplômé Grande Ecole
dégagé des O.M.

• spécialisation financière ou comptable souhaitée

• pratique courante de l'Anglais indispensable.

La poste implique des contacts fréquents avec
les sociétés.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo
et prétentions, sous réf. 34215

à Havas Contact

156 bd Haussmann 75008 Paris.

MONT-PARNASSE

Société de LEASING

pour service Analyses Financières

CHARGÉS D'ÉTUDES

— Analyses des demandes de crédit-bail ;

— Relations avec la clientèle et les agences de
proximité ;

— Participation au comité des risques.

Formation supérieure avec 3 années minimum
d'expérience.

Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 14.735
P.A. SVP, 37, rue du Général-Foy, Paris-8^e, q. 2.

IMPORTANT BUREAU

DE CONSEILS D'ENTREPRISES

(JURIDIQUE ET FISCAL)

NEUILLY-SABLONS

recherche

UN RESPONSABLE ADMINISTRATIF

ATTACHÉ À LA DIRECTION

De formation Grande Ecole de Gestion

Expérience indispensable

Libre rapidement

Il sera chargé :

- de la comptabilité et de l'organisation ;
- des services administratifs.

Ecrire avec photo à :

FRANCIS LEFEBVRE

3, villa Emile-Bergerat - 92231 NEUILLY

مكتبة الامم المتحدة

La ligne La ligne T.C.		
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)		
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

ANNONCES CLASSEES

La ligne La ligne T.C.		
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

demandes d'emploi demandes d'emploi

TRÈS MOTIVÉ
COMMERCE INTERN.

— VOUS APPREZ UNE BONNE EXPERIENCE :
• 2 a. U.S.A. + Canada ;
• contrôle de gestion + planif. Société ;
• marketing = 140 millions/an.

— VOUS N'ADREZ PAS LES « INTELLECTUELS » :
Moi non plus. Pour connaître les réelles, j'ai financé mes études en faisant 36 métiers.

— MAIS VOUS NE DÉDAIGNER PAS UNE FORM. SUP. :
J'ai 30 ans, anglais courant + espagnol.

DESIRES VENTES/MARK./NEGOC. INTERN. DYNAMIQUE ET SOLIDE.

Ecrire n° 1078, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9°).

Secr. dir. bil. anal. comm. all. (191), libre suite. Dpt. accept. 12 h. 15 h. 18 h. 20 h. 22 h. 24 h. 26 h. 28 h. 30 h. 32 h. 34 h. 36 h. 38 h. 40 h. 42 h. 44 h. 46 h. 48 h. 50 h. 52 h. 54 h. 56 h. 58 h. 60 h. 62 h. 64 h. 66 h. 68 h. 70 h. 72 h. 74 h. 76 h. 78 h. 80 h. 82 h. 84 h. 86 h. 88 h. 90 h. 92 h. 94 h. 96 h. 98 h. 100 h. 102 h. 104 h. 106 h. 108 h. 110 h. 112 h. 114 h. 116 h. 118 h. 120 h. 122 h. 124 h. 126 h. 128 h. 130 h. 132 h. 134 h. 136 h. 138 h. 140 h. 142 h. 144 h. 146 h. 148 h. 150 h. 152 h. 154 h. 156 h. 158 h. 160 h. 162 h. 164 h. 166 h. 168 h. 170 h. 172 h. 174 h. 176 h. 178 h. 180 h. 182 h. 184 h. 186 h. 188 h. 190 h. 192 h. 194 h. 196 h. 198 h. 200 h. 202 h. 204 h. 206 h. 208 h. 210 h. 212 h. 214 h. 216 h. 218 h. 220 h. 222 h. 224 h. 226 h. 228 h. 230 h. 232 h. 234 h. 236 h. 238 h. 240 h. 242 h. 244 h. 246 h. 248 h. 250 h. 252 h. 254 h. 256 h. 258 h. 260 h. 262 h. 264 h. 266 h. 268 h. 270 h. 272 h. 274 h. 276 h. 278 h. 280 h. 282 h. 284 h. 286 h. 288 h. 290 h. 292 h. 294 h. 296 h. 298 h. 300 h. 302 h. 304 h. 306 h. 308 h. 310 h. 312 h. 314 h. 316 h. 318 h. 320 h. 322 h. 324 h. 326 h. 328 h. 330 h. 332 h. 334 h. 336 h. 338 h. 340 h. 342 h. 344 h. 346 h. 348 h. 350 h. 352 h. 354 h. 356 h. 358 h. 360 h. 362 h. 364 h. 366 h. 368 h. 370 h. 372 h. 374 h. 376 h. 378 h. 380 h. 382 h. 384 h. 386 h. 388 h. 390 h. 392 h. 394 h. 396 h. 398 h. 400 h. 402 h. 404 h. 406 h. 408 h. 410 h. 412 h. 414 h. 416 h. 418 h. 420 h. 422 h. 424 h. 426 h. 428 h. 430 h. 432 h. 434 h. 436 h. 438 h. 440 h. 442 h. 444 h. 446 h. 448 h. 450 h. 452 h. 454 h. 456 h. 458 h. 460 h. 462 h. 464 h. 466 h. 468 h. 470 h. 472 h. 474 h. 476 h. 478 h. 480 h. 482 h. 484 h. 486 h. 488 h. 490 h. 492 h. 494 h. 496 h. 498 h. 500 h. 502 h. 504 h. 506 h. 508 h. 510 h. 512 h. 514 h. 516 h. 518 h. 520 h. 522 h. 524 h. 526 h. 528 h. 530 h. 532 h. 534 h. 536 h. 538 h. 540 h. 542 h. 544 h. 546 h. 548 h. 550 h. 552 h. 554 h. 556 h. 558 h. 560 h. 562 h. 564 h. 566 h. 568 h. 570 h. 572 h. 574 h. 576 h. 578 h. 580 h. 582 h. 584 h. 586 h. 588 h. 590 h. 592 h. 594 h. 596 h. 598 h. 600 h. 602 h. 604 h. 606 h. 608 h. 610 h. 612 h. 614 h. 616 h. 618 h. 620 h. 622 h. 624 h. 626 h. 628 h. 630 h. 632 h. 634 h. 636 h. 638 h. 640 h. 642 h. 644 h. 646 h. 648 h. 650 h. 652 h. 654 h. 656 h. 658 h. 660 h. 662 h. 664 h. 666 h. 668 h. 670 h. 672 h. 674 h. 676 h. 678 h. 680 h. 682 h. 684 h. 686 h. 688 h. 690 h. 692 h. 694 h. 696 h. 698 h. 700 h. 702 h. 704 h. 706 h. 708 h. 710 h. 712 h. 714 h. 716 h. 718 h. 720 h. 722 h. 724 h. 726 h. 728 h. 730 h. 732 h. 734 h. 736 h. 738 h. 740 h. 742 h. 744 h. 746 h. 748 h. 750 h. 752 h. 754 h. 756 h. 758 h. 760 h. 762 h. 764 h. 766 h. 768 h. 770 h. 772 h. 774 h. 776 h. 778 h. 780 h. 782 h. 784 h. 786 h. 788 h. 790 h. 792 h. 794 h. 796 h. 798 h. 800 h. 802 h. 804 h. 806 h. 808 h. 810 h. 812 h. 814 h. 816 h. 818 h. 820 h. 822 h. 824 h. 826 h. 828 h. 830 h. 832 h. 834 h. 836 h. 838 h. 840 h. 842 h. 844 h. 846 h. 848 h. 850 h. 852 h. 854 h. 856 h. 858 h. 860 h. 862 h. 864 h. 866 h. 868 h. 870 h. 872 h. 874 h. 876 h. 878 h. 880 h. 882 h. 884 h. 886 h. 888 h. 890 h. 892 h. 894 h. 896 h. 898 h. 900 h. 902 h. 904 h. 906 h. 908 h. 910 h. 912 h. 914 h. 916 h. 918 h. 920 h. 922 h. 924 h. 926 h. 928 h. 930 h. 932 h. 934 h. 936 h. 938 h. 940 h. 942 h. 944 h. 946 h. 948 h. 950 h. 952 h. 954 h. 956 h. 958 h. 960 h. 962 h. 964 h. 966 h. 968 h. 970 h. 972 h. 974 h. 976 h. 978 h. 980 h. 982 h. 984 h. 986 h. 988 h. 990 h. 992 h. 994 h. 996 h. 998 h. 1000 h. 1002 h. 1004 h. 1006 h. 1008 h. 1010 h. 1012 h. 1014 h. 1016 h. 1018 h. 1020 h. 1022 h. 1024 h. 1026 h. 1028 h. 1030 h. 1032 h. 1034 h. 1036 h. 1038 h. 1040 h. 1042 h. 1044 h. 1046 h. 1048 h. 1050 h. 1052 h. 1054 h. 1056 h. 1058 h. 1060 h. 1062 h. 1064 h. 1066 h. 1068 h. 1070 h. 1072 h. 1074 h. 1076 h. 1078 h. 1080 h. 1082 h. 1084 h. 1086 h. 1088 h. 1090 h. 1092 h. 1094 h. 1096 h. 1098 h. 1100 h. 1102 h. 1104 h. 1106 h. 1108 h. 1110 h. 1112 h. 1114 h. 1116 h. 1118 h. 1120 h. 1122 h. 1124 h. 1126 h. 1128 h. 1130 h. 1132 h. 1134 h. 1136 h. 1138 h. 1140 h. 1142 h. 1144 h. 1146 h. 1148 h. 1150 h. 1152 h. 1154 h. 1156 h. 1158 h. 1160 h. 1162 h. 1164 h. 1166 h. 1168 h. 1170 h. 1172 h. 1174 h. 1176 h. 1178 h. 1180 h. 1182 h. 1184 h. 1186 h. 1188 h. 1190 h. 1192 h. 1194 h. 1196 h. 1198 h. 1200 h. 1202 h. 1204 h. 1206 h. 1208 h. 1210 h. 1212 h. 1214 h. 1216 h. 1218 h. 1220 h. 1222 h. 1224 h. 1226 h. 1228 h. 1230 h. 1232 h. 1234 h. 1236 h. 1238 h. 1240 h. 1242 h. 1244 h. 1246 h. 1248 h. 1250 h. 1252 h. 1254 h. 1256 h. 1258 h. 1260 h. 1262 h. 1264 h. 1266 h. 1268 h. 1270 h. 1272 h. 1274 h. 1276 h. 1278 h. 1280 h. 1282 h. 1284 h. 1286 h. 1288 h. 1290 h. 1292 h. 1294 h. 1296 h. 1298 h. 1300 h. 1302 h. 1304 h. 1306 h. 1308 h. 1310 h. 1312 h. 1314 h. 1316 h. 1318 h. 1320 h. 1322 h. 1324 h. 1326 h. 1328 h. 1330 h. 1332 h. 1334 h. 1336 h. 1338 h. 1340 h. 1342 h. 1344 h. 1346 h. 1348 h. 1350 h. 1352 h. 1354 h. 1356 h. 1358 h. 1360 h. 1362 h. 1364 h. 1366 h. 1368 h. 1370 h. 1372 h. 1374 h. 1376 h. 1378 h. 1380 h. 1382 h. 1384 h. 1386 h. 1388 h. 1390 h. 1392 h. 1394 h. 1396 h. 1398 h. 1400 h. 1402 h. 1404 h. 1406 h. 1408 h. 1410 h. 1412 h. 1414 h. 1416 h. 1418 h. 1420 h. 1422 h. 1424 h. 1426 h. 1428 h. 1430 h. 1432 h. 1434 h. 1436 h. 1438 h. 1440 h. 1442 h. 1444 h. 1446 h. 1448 h. 1450 h. 1452 h. 1454 h. 1456 h. 1458 h. 1460 h. 1462 h. 1464 h. 1466 h. 1468 h. 1470 h. 1472 h. 1474 h. 1476 h. 1478 h. 1480 h. 1482 h. 1484 h. 1486 h. 1488 h. 1490 h. 1492 h. 1494 h. 1496 h. 1498 h. 1500 h. 1502 h. 1504 h. 1506 h. 1508 h. 1510 h. 1512 h. 1514 h. 1516 h. 1518 h. 1520 h. 1522 h. 1524 h. 1526 h. 1528 h. 1530 h. 1532 h. 1534 h. 1536 h. 1538 h. 1540 h. 1542 h. 1544 h. 1546 h. 1548 h. 1550 h. 1552 h. 1554 h. 1556 h. 1558 h. 1560 h. 1562 h. 1564 h. 1566 h. 1568 h. 1570 h. 1572 h. 1574 h. 1576 h. 1578 h. 1580 h. 1582 h. 1584 h. 1586 h. 1588 h. 1590 h. 1592 h. 1594 h. 1596 h. 1598 h. 1600 h. 1602 h. 1604 h. 1606 h. 1608 h. 1610 h. 1612 h. 1614 h. 1616 h. 1618 h. 1620 h. 1622 h. 1624 h. 1626 h. 1628 h. 1630 h. 1632 h. 1634 h. 1636 h. 1638 h. 1640 h. 1642 h. 1644 h. 1646 h. 1648 h. 1650 h. 1652 h. 1654 h. 1656 h. 1658 h. 1660 h. 1662 h. 1664 h. 1666 h. 1668 h. 1670 h. 1672 h. 1674 h. 1676 h. 1678 h. 1680 h. 1682 h. 1684 h. 1686 h. 1688 h. 1690 h. 1692 h. 1694 h. 1696 h. 1698 h. 1700 h. 1702 h. 1704 h. 1706 h. 1708 h. 1710 h. 1712 h. 1714 h. 1716 h. 1718 h. 1720 h. 1722 h. 1724 h. 1726 h. 1728 h. 1730 h. 1732 h. 1734 h. 1736 h. 1738 h. 1740 h. 1742 h. 1744 h. 1746 h. 1748 h. 1750 h. 1752 h. 1754 h. 1756 h. 1758 h. 1760 h. 1762 h. 1764 h. 1766 h. 1768 h. 1770 h. 1772 h. 1774 h. 1776 h. 1778 h. 1780 h. 1782 h. 1784 h. 1786 h. 1788 h. 1790 h. 1792 h. 1794 h. 1796 h. 1798 h. 1800 h. 1802 h. 1804 h. 1806 h. 1808 h. 1810 h. 1812 h. 1814 h. 1816 h. 1818 h. 1820 h. 1822 h. 1824 h. 1826 h. 1828 h. 1830 h. 1832 h. 1834 h. 1836 h. 1838 h. 1840 h. 1842 h. 1844 h. 1846 h. 1848 h. 1850 h. 1852 h. 1854 h. 1856 h. 1858 h. 1860 h. 1862 h. 1864 h. 1866 h. 1868 h. 1870 h. 1872 h. 1874 h. 1876 h. 1878 h. 1880 h. 1882 h. 1884 h. 1886 h. 1888 h. 1890 h. 1892 h. 1894 h. 1896 h. 1898 h. 1900 h. 1902 h. 1904 h. 1906 h. 1908 h. 1910 h. 1912 h. 1914 h. 1916 h. 1918 h. 1920 h. 1922 h. 1924 h. 1926 h. 1928 h. 1930 h. 1932 h. 1934 h. 1936 h. 1938 h. 1940 h. 1942 h. 1944 h. 1946 h. 1948 h. 1950 h. 1952 h. 1954 h. 1956 h. 1958 h. 1960 h. 1962 h. 1964 h. 1966 h. 1968 h. 1970 h. 1972 h. 1974 h. 1976 h. 1978 h. 1980 h. 1982 h. 1984 h. 1986 h. 1988 h. 1990 h. 1992 h. 1994 h. 1996 h. 1998 h. 2000 h. 2002 h. 2004 h. 2006 h. 2008 h. 2010 h. 2012 h. 2014 h. 2016 h. 2018 h. 2020 h. 2022 h. 2024 h. 2026 h. 2028 h. 2030 h. 2032 h. 2034 h. 2036 h. 2038 h. 2040 h. 2042 h. 2044 h. 2046 h. 2048 h. 2050 h. 2052 h. 2054 h. 2056 h. 2058 h. 2060 h. 2062 h. 2064 h. 2066 h. 2068 h. 2070 h. 2072 h. 2074 h. 2076 h. 2078 h. 2080 h. 2082 h. 2084 h. 2086 h. 2088 h. 2090 h. 2092 h. 2094 h. 2096 h. 2098 h. 2100 h. 2102 h. 2104 h. 2106 h. 2108 h. 2110 h. 2112 h. 2114 h. 2116 h. 2118 h. 2120 h. 2122 h. 2124 h. 2126 h. 2128 h. 2130 h. 2132 h. 2134 h. 2136 h. 2138 h. 2140 h. 2142 h. 2144 h. 2146 h. 2148 h. 2150 h. 2152 h. 2154 h. 2156 h. 2158 h. 2160 h. 2162 h. 2164 h. 2166 h. 2168 h. 2170 h. 2172 h. 2174 h. 2176 h. 2178 h. 2180 h. 2182 h. 2184 h. 2186 h. 2188 h. 2190 h. 2192 h. 2194 h. 2196 h. 2198 h. 2200 h. 2202 h. 2204 h. 2206 h. 2208 h. 2210 h. 2212 h. 2214 h. 2216 h. 2218 h. 2220 h. 2222 h. 2224 h. 2226 h. 2228 h. 2230 h. 2232 h. 2234 h. 2236 h. 2238 h. 2240 h. 2242 h. 2244 h. 2246 h. 2248 h. 2250 h. 2252 h. 2254 h. 2256 h. 2258 h. 2260 h. 2262 h. 2264 h. 2266 h. 2268 h. 2270 h. 2272 h. 2274 h. 2276 h. 2278 h. 2280 h. 2282 h. 2284 h. 2286 h. 2288 h. 2290 h. 2292 h. 2294 h. 2296 h. 2298 h. 2300 h. 2302 h. 2304 h. 2306 h. 2308 h. 2310 h. 2312 h. 2314 h. 2316 h. 2318 h. 2320 h. 2322 h. 2324 h. 2326 h. 2328 h. 2330 h. 2332 h. 2334 h. 2336 h. 2338 h. 2340 h. 2342 h. 2344 h. 2346 h. 2348 h. 2350 h. 2352 h. 2354 h. 2356 h. 2358 h. 2360 h. 2362 h. 2364 h. 2366 h. 2368 h. 2370 h. 2372 h. 2374 h. 2376 h. 2378 h. 2380 h. 2382 h. 2384 h. 2386 h. 2388 h. 2390 h. 2392 h. 2394 h. 2396 h. 2398 h. 2400 h. 2402 h. 2404 h. 2406 h. 2408 h. 2410 h. 2412 h. 2414 h. 2416 h. 2418 h. 2420 h. 2422 h. 2424 h. 2426 h. 2428 h. 2430 h. 2432 h. 2434 h. 2436 h. 2438 h. 2440 h. 2442 h. 2444 h. 2446 h. 2448 h. 2450 h. 2452 h. 2454 h. 2456 h. 2458 h. 2460 h. 2462 h. 2464 h. 2466 h. 2468 h. 2470 h. 2472 h. 2474 h. 2476 h. 2478 h. 2480 h. 2482 h. 2484 h. 2486 h. 2488 h. 2490 h. 2492 h. 2494 h. 2496 h. 2498 h. 2500 h. 2502 h. 2504 h. 2506 h. 2508 h. 2510 h. 2512 h. 2514 h. 2516 h. 2518 h. 2520 h. 2522 h. 2524 h. 2526 h. 2528 h. 2530 h. 2532 h. 2534 h. 2536 h. 2538 h. 2540 h. 2542 h. 2544 h. 2546 h. 2548 h. 2550 h. 2552 h. 2554 h. 2556 h. 2558 h. 2560 h. 2562 h. 2564 h. 2566 h. 2568 h. 2570 h. 2572 h. 2574 h. 2576 h. 2578 h. 2580 h. 2582 h. 2584 h. 2586 h. 2588 h. 2590 h. 2592 h. 2594 h. 2596 h. 2598 h. 2600 h. 2602 h. 2604 h. 2606 h. 2608 h. 2610 h. 2612 h. 2614 h. 2616 h. 2618 h. 2620 h. 2622 h. 2624 h. 2626 h. 2628 h. 2630 h. 2632 h. 2634 h. 2636 h. 2638 h. 2640 h. 2642 h. 2644 h. 2646 h. 2648 h. 2650 h. 2652 h. 2654 h. 2656 h. 2658 h. 2660 h. 2662 h. 2664 h. 2666 h. 2668 h. 2670 h. 2672 h. 2674 h. 2676 h. 2678 h. 2680 h. 2682 h. 2684 h. 2686 h. 2688 h. 2690 h. 2692 h. 2694 h. 2696 h. 2698 h. 2700 h. 2702 h. 2704 h. 2706 h. 2708 h. 2710 h. 2712 h. 2714 h. 2716 h. 2718 h. 2720 h. 2722 h. 2724 h. 2726 h. 2728 h. 2730 h. 2732 h. 2734 h. 2736 h. 2738 h. 2740 h. 2742 h. 2744 h. 2746 h. 2748 h. 2750 h. 2752 h. 2754 h. 2756 h. 2758 h. 2760 h. 2762 h. 2764 h. 2766 h. 2768 h. 2770 h. 2772 h. 2774 h. 2776 h. 2778 h. 2780 h. 2782 h. 2784 h. 2786 h. 2788 h. 2790 h. 2792 h. 2794 h. 2796 h. 2798 h. 2800 h. 2802 h. 2804 h. 2806 h. 2808 h. 2810 h. 2812 h. 2814 h. 2816 h. 2818 h. 2820 h. 2822 h. 2824 h. 2826 h. 2828 h. 2830 h. 2832 h. 2834 h. 2836 h. 2838 h. 2840 h. 2842 h. 2844 h. 2846 h. 2848 h. 2850 h. 2852 h. 2854 h. 2856 h. 2858 h. 2860 h. 2862 h. 2864 h. 2866 h. 2868 h. 2870 h. 2872 h. 2874 h. 2876 h. 2878 h. 2880 h. 2882 h. 2884 h. 2886 h. 2888 h. 2890 h. 2892 h. 2894 h. 2896 h. 2898 h. 2900 h. 2902 h. 2904 h. 2906 h. 2908 h. 2910 h. 2912 h. 2914 h. 2916 h. 2918 h. 2920 h. 2922 h. 2924 h. 2926 h. 2928 h. 2930 h. 2932 h. 2934 h. 2936 h. 2938 h. 2940 h. 2942 h. 2944 h. 2946 h. 2948 h. 2950 h. 2952 h. 2954 h. 2956 h. 2958 h. 2960 h. 2962 h. 2964 h. 2966 h. 2968 h. 2970 h. 2972 h. 2974 h. 2976 h. 2978 h. 2980 h. 2982 h. 2984 h. 2986 h. 2988 h. 2990 h. 2992 h. 2994 h. 2996 h. 2998 h. 3000 h. 3002 h. 3004 h. 3006 h. 3008 h. 3010 h. 3012 h. 3014 h. 3016 h. 3018 h. 3020 h. 3022 h. 3024 h. 3026 h. 3028 h. 3030 h. 3032 h. 3034 h. 3036 h. 3038 h. 3040 h. 3042 h. 3044 h. 3046 h. 3048 h. 3050 h. 3052 h. 3054 h. 3056 h. 3058 h. 3060 h. 3062 h. 3064 h. 3066 h. 3068 h. 3070 h. 3072 h. 3074 h. 3076 h. 3078 h. 3080 h. 3082 h. 3084 h. 3086 h. 3088 h. 3090 h. 3092 h. 3094 h. 3096 h. 3098 h. 3100 h. 3102 h. 3104 h. 3106 h. 3108 h. 3110 h. 3112 h. 3114 h. 3116 h. 3118 h. 3120 h. 3122 h. 3124 h. 3126 h. 3128 h. 3130 h. 3132 h. 3134 h. 3136 h. 3138 h. 3140 h. 3142 h. 3144 h. 3146 h. 3148 h. 3150 h. 3152 h. 3154 h. 3156 h. 3158 h. 3160 h. 3162 h. 3164 h. 3166 h. 3168 h. 3170 h. 3172 h. 3174 h. 3176 h. 3178 h. 3180 h. 3182 h. 3184 h. 3186 h. 3188 h. 3190 h. 3192 h. 3194 h. 3196 h. 3198 h. 3200 h. 3202 h. 3204 h. 3206 h. 3208 h. 3210 h. 3212 h. 3214 h. 3216 h. 3218 h. 3220 h. 3222 h. 3224 h. 3226 h. 3228 h. 3230 h. 3232 h. 3234 h. 3236 h. 3238 h. 3240 h. 3242 h. 3244 h. 3246 h. 3248 h. 3250 h. 3252 h. 3254 h. 3256 h. 3258 h. 3260 h. 3262 h. 3264 h. 3266 h. 3268 h. 3270 h. 3272 h. 3274 h. 3276 h. 3278 h. 3280 h. 3282 h. 3284 h. 3286 h. 3288 h. 3290 h. 3292 h. 3294 h. 3296 h. 3298 h. 3300 h. 3302 h. 3304 h. 3306 h. 3308 h. 3310 h. 3312 h. 3314 h. 3316 h. 3318 h. 3320 h. 3322 h. 3324 h. 3326 h. 3328 h. 3330 h. 3332 h. 3334 h. 3336 h. 3338 h. 3340 h. 3342 h. 3344 h. 3346 h. 3348 h. 3350 h. 3352 h. 3354 h. 3356 h. 3358 h. 3360 h. 3362 h. 3364 h. 3366 h. 3368 h. 3370 h. 3372 h. 3374 h. 3376 h. 3378 h. 3380 h. 3382 h. 3384 h. 3386 h. 3388 h. 3390 h. 3392 h. 3394 h. 3396 h. 3398 h. 3400 h. 3402 h. 3404 h. 3406 h. 3408 h. 3410 h. 3412 h. 3414 h

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

La manifestation « antinucléaire » de Pierrelatte

LES MYSTÈRES DE L'ATOME

Cinq cents personnes environ ont manifesté à Pierrelatte (Drôme) le dimanche 8 septembre, à l'appel du Comité d'action écologique pour la sauvegarde de la Provence et de la plaine du Rhône, pour protester contre la construction de l'usine EURODIF d'enrichissement de l'uranium (« le Monde » du 30 août).

Dans la matinée, une centaine d'associations, réunies dans la salle des fêtes de cette localité, avaient adopté un texte demandant « l'arrêt immédiat de la construction de toute installation nucléaire industrielle ».

Que représente l'usine EURODIF pour les militants écologistes ? C'est une usine d'enrichissement de l'uranium, qui traite 15 000 tonnes d'uranium naturel et produit 2 000 tonnes d'uranium enrichi pour fournir le combustible aux centrales nucléaires. Accepter EURODIF, c'est accepter les deux cents tonnes de déchets nucléaires prévues en France. La mère de tous les vices, en quelque sorte...

Drapsaux et chants occitans, réminiscence du Larzac, avec la « foga » - Gardarum - Pierrelatte 1 -, le défilé et les débats ont perdu en efficacité ce qu'ils ont gagné en couleur et en animation.

Malgré une certaine confusion des esprits, la partie s'est jouée, pour finir, entre les partisans d'une suspension immédiate des chantiers nucléaires, c'est-à-dire jusqu'à ce que prouve ait été fournie de l'innocuité de l'atome, et les tenants d'un délai de dix ans. Ces derniers ne l'ont emporté que d'une voix en faisant valoir que leur solution était la plus « mobilisatrice ».

Comme le constatait avec quelque amertume un organisateur, il n'est pas aisé de parler

le même langage à des révoltés, à des scientifiques et à des écologistes. Le risque est permanent de tomber dans un certain simplisme pour décrire les conséquences de la mise en route de l'usine EURODIF et des centrales nucléaires en général. « Température du Rhône à 30 degrés (actuellement 18-20 degrés), brouillards, gelées, grêle, risque de développement de virus tropicaux, disparition des derniers poissons, empoisonnement des terres cultivables, remise en cause du droit à la santé, accroissement du taux des cancers, leucémies, malformations, etc. »

Les groupes antinucléaires ne se sont cependant pas limités au folklore. Dans les discussions en assemblée générale et dans les allocutions qui ont clos la manifestation, quelques bonnes idées ont fait l'unanimité. Un orateur, notamment, a proposé de rechercher et d'acquiescer en justice tous les vices des articles autorisant la construction de centrales nucléaires. Il s'agirait de transposer dans le domaine de l'atome une technique qui a fait ses preuves contre les mines de la Côte d'Azur et de la Bretagne.

Les écologistes ont décidé à Pierrelatte de contraindre les autorités et les techniciens à un débat public sur les dangers des centrales nucléaires. Une mesure qui n'avait pas son nom a empêché la diffusion télévisée du film de Claude Otzenberger Les atomes nous veulent-ils du bien ? (le Monde daté 9-8 septembre). Cet entretien donnera l'occasion aux militants de se rendre en délégation aux sièges régionaux de l'O.R.T.F. afin qu'il soit vraiment débattu de leurs craintes concernant la chaleur dégagée par les installations nucléaires, l'augmentation de la radio-activité ambiant, le stockage des déchets et les risques d'accidents.

ALAIN FAUJAS.

PÊCHE

Après la conférence sur le droit de la mer

M. Joseph Martray demande que la France revise son « attitude hostile » à la zone des 200 milles

Devant les membres du comité économique et social de la région Bretagne, réunis depuis le 9 septembre, à Rennes, M. Joseph Martray, vice-président de cette assemblée, doit présenter le rapport qu'il a rédigé après la troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer, à Caracas (20 juin-30 août).

Après avoir critiqué la composition de la délégation française — qui, contrairement à celles d'autres pays, comptait seulement des fonctionnaires et pas de professionnels de la pêche et de l'océanologie, par exemple — M. Martray souhaite que la France revise la position qu'elle a défendue notamment sur la zone des 200 milles.

Dans cette zone, dont la création a été défendue vivement par des pays comme le Pérou et le Chili, et dont des grandes puissances telles que l'U.R.S.S. et les États-Unis semblent avoir accepté l'idée, les pays riverains exerceraient très largement leur souveraineté, notamment pour la recherche scientifique ou les activités économiques.

« En prenant à Caracas, une attitude hostile à l'égard de la zone économique exclusive de 200 milles, la France s'est mise dans une position difficile pour négocier directement avec les États d'Afrique au large desquels opèrent les thoniers bretons, États qui ne transigeront jamais sur le principe de cette zone », écrit M. Martray.

Il serait souhaitable, selon lui, que Paris se déclare d'accord sur le principe de « zone économique exclusive » et propose, par exemple, à ses huit partenaires de la C.E.E. de créer une sorte de « mer patrimoniale européenne ».

En outre, une série d'initiatives devraient être prises sur le plan breton. M. Martray demande :

— Que les parlementaires des départements bretons proposent à la rentrée, l'ouverture d'un débat sur la mer — en dehors des débats budgétaires — à l'Assemblée nationale et au Sénat.

— Que soit organisé un colloque fin 1974 à Lorient entre les responsables de problèmes de la mer à Bruxelles, les élus et professionnels bretons.

— Que le Centre océanologique de Bretagne à Brest soit doté des moyens de fonctionnement qui lui permettraient d'utiliser à plein ses équipements et ses possibilités, au niveau communautaire, mais aussi mondial.

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE — METRO DE MARSEILLE FOURNITURE ET MONTAGE D'ÉCAILLERS MÉCANIQUES

La Société du Métro de Marseille, agissant pour le compte de la Ville de Marseille, lance un appel d'offres restreint, dans le cadre de la communauté économique européenne, concernant la fourniture, le montage et l'entretien de 46 (quarante-six) écaillers mécaniques destinés à équiper les 12 stations de la 1^{re} ligne « La Rose - Castellane » du Métro de Marseille.

Ces écaillers mécaniques ont des dénivelés unitaires variant de 3,50 m à 19 m, et une dénivellation cumulée de 350 m environ. Ils sont de 3 types :

- 1) Type compact, avec machinerie intégrée pour dénivellation inférieure à 7 m (nombre : 23) ;
- 2) Type lourd, avec machinerie extérieure pour dénivellation comprise entre 7 m et 15 m (nombre : 15) ;
- 3) Type lourd grande dénivellation : avec machinerie extérieure pour dénivellation jusqu'à 19 m (nombre : 8) ;

Ces appareils doivent avoir une durée de vie au moins égale à 20 (vingt) ans, ils sont appelés à fonctionner dans un service public sans interruption 24 heures sur 24 dans une atmosphère marine (25 appareils débouchent directement à l'air libre).

Le marché à intervenir inclura un contrat d'entretien de 18 ans, renouvelable, avec des conditions très strictes de disponibilité et de remise en service assorties de pénalités et l'obligation de fournir les pièces de rechange pendant toute la durée de vie de l'appareil.

Les concurrents auront la faculté de limiter leurs offres aux deux premiers types ci-dessus totalisant 46 unités, qui constituent un ensemble indissociable.

Les dossiers de candidature devront être parvenus avant le 30 septembre, à 12 heures, à la Société du Métro de Marseille, 122, rue du Commandant-Rolland, 13008 MARSEILLE, tél. 77-45-92.

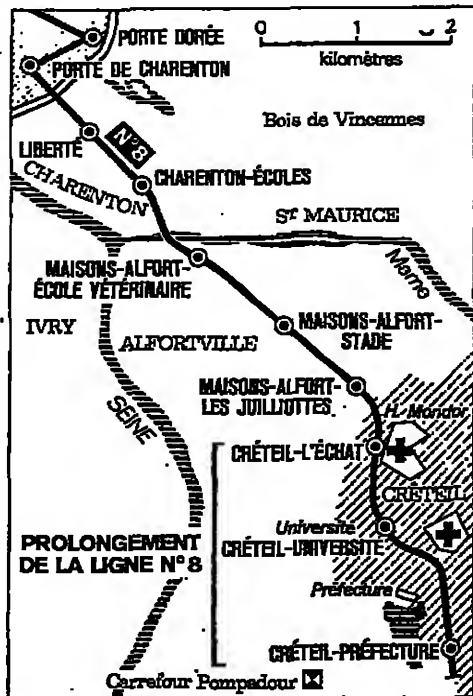
Les candidats retenus seront avisés directement et pourront retirer le dossier d'appel d'offres vers le 15 novembre 1974.

District parisien

Le métro dessert désormais la préfecture du Val-de-Marne

M. Marcel Cavallé, secrétaire d'État aux transports, inaugure ce lundi 9 septembre le prolongement de la ligne de métro numéro 8 (Balard-Créteil) jusqu'à la nouvelle station Créteil-Préfecture-Hôtel-de-Ville. Le même jour, le chef-lieu du Val-de-Marne voit aussi s'ouvrir un centre commercial régional.

Créteil est donc devenue la deuxième préfecture de la petite couronne, après Nanterre (Hauts-de-Seine), reliée à la capitale grâce à un réseau ferré du Métropolitain.



La mise en service le 9 septembre de 2 kilomètres de voies supplémentaires, ainsi que l'ouverture des stations Créteil-Université et Créteil-Préfecture, marquent le terme actuel du prolongement de la ligne numéro 8, qui s'arrêtait jusqu'en 1970 à Charenton. Les travaux avaient commencé en 1968 et avaient permis les inaugurations successives des stations Maisons-Alfort-Stade (1970), Maisons-Alfort-Jules-Juliette (1973), Créteil-Échot (1973).

La ligne numéro 8 joue le rôle d'une épine dorsale du nouveau Créteil, puisque ses trois stations à l'air libre intéressent désormais soixante mille habitants, seize mille emplois et six mille étudiants, sans compter les cinquante à cent mille personnes qui se rendent chaque jour à l'Hôtel de ville, à la préfecture ou au centre commercial régional.

Les stations Université et Préfecture-Hôtel-de-Ville ne seront

Aucun prolongement de la ligne numéro 8 n'est prévu pour l'instant au-delà de Créteil. Toutefois, le Petit-Bonneuil pourrait un jour être desservi, ainsi que Valenton ou Soisy-Saint-Léger. Les études sont terminées, mais la R.A.T.P. préfère donner la priorité à d'autres banlieues où les besoins de transports en commun sont plus urgents. Ainsi, la ligne numéro 13 (Carrefour Pleyel - Miromesnil) arrivera à la basilique de Saint-Denis en 1976, au moment où la ligne numéro 14 (Gare d'Orléans - de Vanves) débouchera à Châtillon. La Régie a encore proposé au gouvernement un important programme de travaux qui prévoit le prolongement de la ligne 7 (Vry-La Villette) vers Aubervilliers au nord et vers Villejuif au sud, de la ligne 11 (Châtelet-Les Halles) vers Bagneux et de la ligne 13 bis (Miromesnil - Porte-de-Clichy) vers Asnières.

TRANSPORTS

MANIFESTATIONS DE TRANSPORTS ROUTIERS. — Pour protester en particulier contre des tarifs trop bas, selon eux, les transporteurs routiers ont manifesté le lundi 9 septembre dans plusieurs régions de France. Les piquets de grève ont provoqué un ralentissement de la circulation, notamment au sud de Paris, à Bordeaux et à Lille.

LE CENTRE COMMERCIAL DE CRÉTEIL : SIX CENT MILLE CLIENTS

Le centre commercial régional est la huitième de genre à ouvrir ses portes dans la banlieue de Paris et la neuvième en France. Sur les quatorze qui sont prévues dans la capitale, deux autres sont en construction, tandis qu'en province quatre autres sortent du sol.

Construit sur 13 hectares et desservi par la ligne de métro, le centre correspond à la définition devenue classique de ces énormes équipements commerciaux : sur 33 000 mètres carrés de surfaces, deux grands magasins (Le Printemps et le B.E.V.), deux supermarchés (Sama et Pétit Potin), un « mall » ou centre de boutiques, deux centres de planches vitrées, qui longent cent seize boutiques, cinq restaurants, trois bars, un bureau de poste, quatre services de banques, deux agences de voyages, une garderie d'enfants. Autour du centre, cinq mille cinq cents places de parking, deux stations-service et un « auto center ».

Créé par la SEMARC (Société d'économie mixte d'aménagement et d'équipement de la ville de Créteil), dont la Compagnie bancaire détient 25 % du capital, le centre, financé par une douzaine de banques réunies autour de la Compagnie bancaire, a été construit par la SEGECE, filiale spécialisée de cet établissement financier.

Les promoteurs du centre évaluent sa clientèle potentielle à six cent mille personnes en 1976.

ECONOMIE

BILLET

M. Bunoust-Roquère devient président de l'association patronale Entreprise et Progrès

L'association patronale Entreprise et Progrès vient de donner, six ans après sa création, son troisième président (1). M. Jean-Claude Bunoust-Roquère, vice-président du groupe Sommer-Alibert et président du directoire de la société Sommer Exploitation, a succédé au fondateur de l'association, M. François Dalle, P.D.G. de L'Oréal et à M. Paul Appel, P.D.G. de Ciba-Geigy, et prend ainsi pour trois ans la tête de ce qu'il est convenu d'appeler « l'élite marchande du pétrole », et cela à un moment charnière : la conjoncture économique est en train de passer d'une période de stagnation à une période de reprise et la réforme de l'entreprise est à l'ordre du jour.

Un homme de participation

A quarante-cinq ans, M. Jean-Claude Bunoust-Roquère est l'héritier spirituel de M. François Dalle, l'un des pionniers de la participation. Pendant vingt-trois ans, dans l'entreprise qui porte ce nom, il fut la plus proche collaborateur de cet ami du général de Gaulle, jusqu'à sa mort en février 1973. C'est en tant que directeur puis directeur général de l'entreprise qu'il a suivi l'expérience diversifiée, tant du côté syndical que du côté patronal, d'introduction de contrats de participation de salariés jusqu'à cinq mois de salaires supplémentaires aux employés de Sommer S.A. dans les années 60.

Aujourd'hui et demain, le nouveau président d'Entreprise et Progrès pourra-t-il rester, comme il le souhaite, « un homme de participation » dans ses relations avec le C.N.P.F. ?

La conjoncture économique, lorsqu'elle est mauvaise, contribue souvent à freiner le progrès social. Le groupe dont M. Bunoust-Roquère est vice-président, aux côtés de M. Bernard Deconinck, qui en est le président, a réalisé, en 1973, un chiffre d'affaires de 1 196 millions de francs hors taxes. Constitué par la fusion de Sommer avec Alibert en 1972, quel temps avant la mort de M. François Dalle, il a réuni en même temps que deux potentiels industriels deux hommes complémentaires. Il tient en grande partie à eux de continuer sur cette lancée.

L'association Entreprise et Progrès a été renouvelée, comme le prévoient ses statuts. Les nouveaux membres qui y sont appelés sont : M. Robert Barbon, directeur général des Imprimeries de France, Jacques Grillon, P.D.G. de Robel-Bood, Jean-Benoît, P.D.G. de Fumod, François Donnay, P.D.G. de Electro-France, Michel Dracourt, directeur général de La Téléphonique.

ceci et le patronat sur le problème de la retraite était bloqué. Elle s'attaque maintenant à de nombreux problèmes, comme ceux de la gestion de l'entreprise en période d'inflation, de représentation du personnel et des actionnaires dans les groupes de sociétés, ou la recherche d'indicateurs sociaux permettant d'évaluer les niveaux de tension dans les entreprises. A ces sujets déjà délicats s'est ajoutée la mise au point d'un projet audacieux de réforme de l'entreprise, dont les grandes lignes seront présentées prochainement par M. Bunoust-Roquère et Bidegain — son délégué général — à M. Pierre Sudreau, président de la commission gouvernementale. Voilà beaucoup d'activités pour une association patronale qui n'est pas adhérente au C.N.P.F....

See relations avec celui-ci ne vont-elles pas se normaliser et la participation prendra-t-elle un sens à l'intérieur même du milieu patronal ? Jusqu'ici, il n'était pas mauvais que certaines voix disent de l'extérieur ce qu'il était difficile de dire de l'intérieur. Mais peut-être les temps ont-ils changé. En tout cas, la personnalité de M. Bunoust-Roquère, ancien membre du Conseil économique et social, ancien conseiller municipal de Paris, ne devrait pas être de nature à entraver l'établissement patronal.

JACQUELINE GRAPIN.

UN CONCOURS

réserve aux

DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

AGÉS DE 21 A 24 ANS

aura lieu le 7 octobre 1974 pour le recrutement d'

INSPECTEURS

DE LA

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Renseignements et inscriptions :
Écrire avec curriculum vitae détaillé au
SERVICE FORMATION ET PERFECTIONNEMENT
2, rue Edouard-VII, PARIS (9^e).
Les dossiers d'inscription devront avoir été constitués avant le 20 septembre 1974.

Si vous faites des affaires en Amérique.

First Chicago

THE FIRST NATIONAL BANK OF CHICAGO
La First National Bank of Chicago, filiale de la First Chicago Corporation, a des bureaux à Amsterdam, Athènes, Beyrouth, Bogota, Bruxelles, Dublin, Düsseldorf, Francfort, Genève, Guatemala, Hong Kong, Jakarta, Kingston, Londres, Madrid, Mexico, Milan, Nairobi, Panama,

12 AVENUE HOCHÉ 75008 PARIS - TÉL. 227.90.70
Paris, Rome, Sao Paulo, Singapour, Stockholm, Sydney, Tokyo et Toronto. A New York, elle est représentée par la First Chicago International Banking Corporation. First Chicago International: Los Angeles. La First Chicago Leasing Corporation est installée à Chicago, New York, Londres et Toronto.

صكنا من الاعمال

LA VIE ÉCONOMIQUE

LA RÉUNION DES SIX MINISTRES DES FINANCES AU CHATEAU DE CHAMPS-SUR-MARNE

Des maîtres mots à défaut de politique

(Suite de la première page.)

Certes, ils n'ont pas manqué, comme l'a noté M. Fourcade devant les journalistes, d'aborder la question du coût de l'énergie. Mais force est de reconnaître que c'était une façon tout à fait passive. Ils se sont bornés, en réalité, à supputer quel pourrait bien être le parti que les pays de l'OCDE prendront le 12 septembre prochain à l'occasion de leur nou-

veau à Champs, seules les banques bien gérées, mais victimes en quelque sorte des événements, auraient droit à la sollicitude des banques centrales. Encore faudrait-il s'entendre, et c'est là le deuxième problème que les gouvernements auront à résoudre à Bâle, sur l'identité de la banque centrale qui devra donner son assistance. Dans le cas, par exemple, où c'est une filiale d'une grande banque américaine qui se trouverait en difficulté, la banque centrale appelée à lui porter secours doit-elle être la Banque fédérale de New-York ou bien la banque centrale du pays où est installée la filiale ?

Le cas se pose notamment pour le Luxembourg qui abrite de nombreux établissements opérant sur le marché de l'eurodollar. La

Caisse d'épargne du Luxembourg, qui fait partielement office de banque centrale (le franc luxembourgeois étant en réalité géré par la Banque de Belgique), pourra bien exercer un certain contrôle. Sera-t-il suffisant ? La question reste posée et, en attendant, un certain nombre de filiales installées à Luxembourg laissent entendre qu'elles pourraient quitter cette place trop qui ne pourra que renforcer la détermination des autorités d'exercer une surveillance plus étroite. En réalité, la question de la banque centrale compétente ne pourra pas être tranchée par une règle ne variant pas. C'est un des nombreux domaines où la concertation devra jouer, les banques centrales convenant d'avance qu'elles décideront cas par cas.

Coordination, concertation

Coordination, concertation, ce sont les maîtres mots de la réunion de Champs. A défaut de grande politique, ils peuvent beaucoup contribuer à rendre moins pénible la solution de maints problèmes qui se posent tous les jours.

A entendre M. Fourcade, c'est pourtant l'ensemble des grandes questions qui a été abordé par les Six. C'est ainsi qu'ils ont parlé à nouveau du recyclage des capitaux, dans lequel on voit aujourd'hui le seul moyen pratique de solder les déficits. Cependant, peu de choses nouvelles ont été dites sur le sujet. Les ministres des finances ont émis le vœu que le Fonds monétaire perfectionne encore les mécanismes qu'il a commencé à mettre en place pour drainer une partie des fonds encaissés par les pays producteurs de pétrole et les redistribuer aux pays en mal de balance de paiements.

Le Fonds, on le sait, vient de conclure un accord avec ces pays producteurs, qui lui ont avancé 3,4 milliards de dollars. Mais plusieurs pays en voie de développement, ainsi que l'Italie, ont demandé des prêts à ce titre. On voudrait que les facilités de crédit soient accrues, notamment en faveur des pays industrialisés. Quant au ministre français, il a profité de l'occasion pour exposer à nouveau le projet cher au gouvernement de Paris et concernant le lancement par la C.E.R.E. d'un emprunt communautaire.

M. Fourcade aura l'occasion de revenir à la charge devant ses collègues du Marché commun, lundi 16 septembre à Bruxelles. Il leur parlera également d'un sujet qui a à peine été effleuré à Champs : l'opposition des Américains. La France voudrait profiter de la relative stabilité de sa monnaie sur le marché des changes depuis quelques semaines, non pas pour créer une zone de change fixe en Europe, mais tout au moins pour annoncer la création éventuelle d'un mécanisme de contrôle des fluctuations des changes.

Au cours de sa conférence de presse, M. Fourcade a fait quelques allusions à cette initiative. Il semble que les propositions françaises soient formulées en termes assez vagues. Il s'agit, non pas de ressusciter l'ancien « serpent » communautaire mais de laisser entendre que les banques centrales européennes interviendraient désormais pour limiter les fluctuations (ce qu'elles font

du reste déjà), sans faire connaître la marge de variation décidée. Selon la France, il faudrait également que la banque centrale du pays ayant la monnaie la plus faible de l'ensemble ainsi constitué ne soit pas seule à supporter le coût des opérations visant à stabiliser les cours. Pour être viable, un tel mécanisme supposerait des interventions journalières sur le dollar. Comment y parvenir dans les circonstances actuelles, sans l'accord au moins tacite des Américains ? Il ne semble pas qu'à Champs-sur-Marne on l'ait obtenu, si tant est du reste que cela soit souhaitable. Mais c'est une autre affaire.

PAUL FABRA.

TROIS COMMENTAIRES DE PRESSE

L'HUMANITE : retour au bercail atlantique.

« Déjà M. Fourcade parle comme M. Kissinger, l'Europe n'est plus qu'une région », les institutions européennes des institutions régionales. C'est tout juste si notre ministre des finances n'a pas précisé, comme l'a déjà fait le directeur de la Mission Blanche, que seule l'Amérique pouvait prétendre avoir des responsabilités mondiales. Mais c'est tout comme.

C'est à aucune décision concertée n'a été annoncée à l'issue du « sommet » monétaire de Champs-sur-Marne, les problèmes abordés, les solutions esquissées, les initiatives retenues ne laissent aucun doute sur le sens de l'opération : les États-Unis prennent les choses en main. Au seul avantage des firmes multinationales.

Pour la France, c'est le retour au bercail atlantique, s'entend.

(JACK DION.)

L'AUREOLE : se serrer les coudes.

« Que les six plus grands pays industrialisés soient « déterminés » à se servir les coudes devant la montée des périls économiques et financiers paraît bien être le résultat le plus clair de la conférence de Champs.

On regrettera seulement le temps perdu depuis huit mois en rencontres et palabres vaines. Comme si, dès le lendemain du coup de force arabe sur le pétrole, le monde lucide n'aurait pas dû dicter aux responsables occidentaux un comportement de chefs d'état aux prises avec une agression sans précédent.

(J. VAN DEN BESCH.)

LES ECHOS : minces résultats. « Au total, les résultats de la conférence du château de Champs peuvent apparaître minces. Ils ne dissimulent pas l'incertitude qui étirent une opinion publique consciente que ses dirigeants maîtrisent de plus en plus difficilement une situation économique internationale qui pourrait devenir explosive. »

(MICHEL GARIBAL.)

Les opérations des banques sur le marché des eurodevises vont être davantage surveillées

C'est dimanche après-midi 8 septembre, vers 17 h. 45, que M. Jean-Pierre Fourcade a tenu une conférence de presse dans les grands salons de la Rue de Rivoli, pour dévoiler aux journalistes ce qu'il était « autorisé à dire » des résultats de la réunion tenue samedi après-midi et dimanche, au château de Champs, entre les ministres des finances des Cinq (États-Unis, Allemagne, France, Grande-Bretagne et Japon), auxquels s'était joint le ministre des finances italien, M. Emilio Colombo. Les gouvernements des banques centrales des six pays étaient également présents, ainsi que les directeurs du Trésor ou secrétaires d'État aux finances.

« Les participants à la réunion ont fait preuve, a-t-il notamment dit, d'un grand esprit de concertation. Ils ont examiné les problèmes d'intérêt commun, pris ensemble position et arrêté un certain nombre de décisions. Cependant, celles-ci ne seront pas rendues publiques, étant donnée notamment la nature du rôle joué par les banques centrales, que l'on a chargées d'un certain nombre de tâches. »

Les principaux problèmes

M. Fourcade a ensuite énuméré les principaux problèmes — dont certains, a-t-il dit, sont préoccupants pour tel ou tel pays — qui ont été plus particulièrement examinés par les ministres des finances :

1) Les ministres ont parlé de la nécessité de concilier le maintien de l'activité économique avec la lutte contre l'inflation, qui a été « au centre des débats ». On a constaté le caractère restrictif — et parfois très restrictif — des politiques suivies un peu partout, et on est tombé d'accord pour estimer que l'action entreprise devait être coordonnée. Chaque participant a pris l'engagement de ne pas mener une politique dont les effets pourraient être nuisibles pour les autres.

2) Les ministres ont convenu d'arriver à un meilleur équilibre de leurs balances des paiements courants. A cet égard, ils ont estimé souhaitable de « renforcer et diversifier les mécanismes de recyclage des capitaux existants ». M. Fourcade a précisé par la suite que la question avait été examinée à l'échelle internationale (c'est-à-dire essentiellement le recyclage de capitaux par l'intermédiaire et le marché de New-York), à l'échelle régionale (allusion sans doute à l'emprunt communautaire que la France voudrait voir lancer) et à l'échelle des institutions internationales (c'est-à-dire le recyclage des capitaux par l'intermédiaire du Fonds monétaire).

Toujours dans le même ordre d'idée, les ministres (et cela a été un des points importants de leur discussion, a souligné M. Fourcade) ont abordé à nouveau le problème du prix de l'énergie. L'un de leurs objectifs est de rendre les économies de leurs pays respectifs plus indépendantes des importations de pétrole.

3) Le fonctionnement du marché international des capitaux, et notamment les difficultés soulevées par un certain nombre d'opérations bancaires, ont été examinées. Les ministres sont tombés d'accord pour demander aux banques centrales d'intensifier leurs échanges d'informations sur la situation des banques opérant sur le marché et sur les opérations qu'effectuent notamment en eurodevises. Ils sont convenus de renforcer la « surveillance » des opérations extérieures des banques et, à cet égard, « ils ont noté avec satisfaction que les banques centrales prennent actuellement dans ce sens des mesures ». Enfin, ils ont chargé les gouvernements des banques centrales présentes de mettre sur pied à Bâle (où les gouvernements de douze banques centrales d'Occident devaient se réunir lundi et mardi comme chaque mois) un système destiné à porter assistance aux banques nationales qui viendraient à connaître des « difficultés temporaires ». Interrogé au sujet de la baisse des Bourses des valeurs, M. Fourcade a répondu que les gouvernements ne prendraient pas de mesures pour rétablir la situation, aussi longtemps que l'inflation continuerait au rythme actuel (en clair : pas de baisse des taux d'intérêt en vue).

Multiplier les rencontres

M. Fourcade a encore déclaré que les ministres des finances avaient décidé de multiplier des réunions du genre de celle qui s'est déroulée au château de Champs-sur-Marne. Il n'a pas voulu préciser si l'Italie assisterait régulièrement à ces réunions, mais il semble bien que les participants permanents seront seulement au nombre de cinq, quitte à ce que le ministre des finances de tel ou tel pays soit invité à se joindre aux débats, selon les problèmes soulevés. (« Y compris le ministre de l'Arabie Saoudite ! », a déclaré M. Fourcade en réponse à une question.)

En guise de conclusion, M. Fourcade a déclaré qu'il avait, au cours des discussions, fait la réflexion suivante à M. William Simon, secrétaire américain au Trésor : « Nous autres, ministres des finances, on nous accuse souvent d'être trop optimistes », ce à quoi M. Simon répondit : « Nous ne sommes pas optimistes, nous sommes déterminés. »

(Publié.)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

SOCIÉTÉ NATIONALE SONATRACH

DIVISION ENGINEERING ET DÉVELOPPEMENT
DIRECTION DES TRAVAUX ET CONSTRUCTIONS

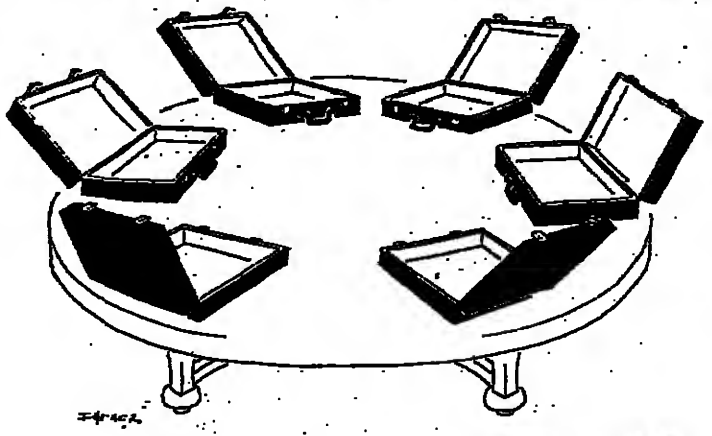
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour l'étude et la réalisation de tous les dispositifs et installations mécaniques d'un amphithéâtre à BOUMERDES destiné à accueillir 3.000 personnes pour :
— des réunions à caractère officiel ;
— des colloques, conférences et congrès nationaux et internationaux ;
— salle de théâtre pour toutes représentations ;
— salle de concerts et soirées musicales ;
— salle de cinéma.

Les sociétés intéressées par cet appel d'offres peuvent retirer les dossiers à la D.T.C., Villa les Arbres, rue Shakespeare, LE GOLF, ALGER (ALGERIE).

Les offres devront parvenir sous double enveloppe cachetée recommandée à l'adresse ci-dessus mentionnée avec la mention suivante :
Soumission Amphithéâtre BOUMERDES
« A ne pas ouvrir »

Le délai du dépôt des offres est fixé au 6 décembre 1974.



(Dessin de CHENEZ.)

velle rencontre. Vont-ils se « contenter » d'ajuster le prix du brut pour tenir compte des progrès de l'inflation depuis six mois ou bien vont-ils suivre le conseil de ceux qui voudraient faire monter à nouveau, de façon brutale, le prix de vente de l'huile ? Tout se passe comme si les Cinq se croient privés de tout pouvoir d'initiative en la matière.

Or les Arabes n'ont pas plus que quiconque le pouvoir de pratiquer longtemps une politique totalement arbitraire. Leur action pour relever le prix du pétrole a suivi et non pas précédé la crise monétaire du monde occidental. C'est quand l'instabilité est devenue patente avec la première dévaluation du dollar (décembre 1971) qu'ils ont commencé à prendre leurs précautions. Là-dessus, il est vrai, se sont greffées d'autres revendications, telle la nationalisation des gisements, qui, dans d'autres circonstances, se serait probablement produite selon un calendrier moins précipité. Encore maintenant les Arabes pensent justement qu'en réalité la clé de la situation se trouve à New-York à Londres, à Francfort ou à Paris plutôt qu'à Riad ou à Koweït. Mais l'absence totale d'initiative de la part des capitales occidentales leur laisse évidemment le champ libre.

La seule chance qu'auraient les pays européens, le Japon et les États-Unis de voir s'arrêter l'escalade des prix serait de convaincre les pays producteurs, par des décisions concertées et non par des paroles, qu'une action sérieuse d'assainissement financier est entreprise à l'échelle internationale. L'histoire, depuis vingt-cinq ans, ne manque pas d'exemples d'opérations de ce genre, réussies. Encore faut-il prendre clairement conscience de la nature du mal et avoir la volonté de le combattre, ce qui, du reste, est parfaitement possible sans créer de ralentissement sérieux dans la vie économique. Rappelons simplement qu'à la fin de 1958 les monnaies européennes, à commencer par le franc, sont devenues convertibles alors que quelques mois auparavant la majorité des experts et des milieux professionnels considéraient totalement cette éventualité. En 1948, l'Allemagne, dévastée par la guerre, a su également, du jour au lendemain, changer de régime monétaire.

Mais aujourd'hui, comme le disait le gouverneur d'une importante banque centrale, quiconque proposerait une réforme se verrait rire au nez. Les gouvernements cherchent plus à donner l'impression de maîtriser les événements qu'à réellement peser sur leur cours.

Les six ministres des finances ont donc d'abord voulu rassurer les milieux bancaires traumatisés depuis l'affaire Hersant. M. Fourcade a exposé les grandes lignes du dispositif sur lequel lui et ses collègues comptent pour ramener le calme. En réalité, tout cela existait déjà ou était en train de se faire, mais l'intérêt de l'opération, répétée-le, consistait à le rendre public. Voilà qui est fait. Il a été convenu ou rappelé que les banques centrales échangent désormais des informations plus régulières sur l'état de leurs systèmes bancaires respectifs. Elles accentueront la surveillance des opérations extérieures effectuées par les banques. En France, la réglementation existante interdit à ces dernières de prendre des positions de

L'assistance aux banques en difficulté

A Bâle, la discussion sur ce sujet promet d'être longue et ardue, et cela pour plusieurs raisons. La première est qu'il est malaisé de distinguer entre le cas d'une banque qui se trouve en difficulté à cause de sa mauvaise gestion ou d'opérations hasardeuses, comme par exemple la filiale de la Lloyd à Lugano, et celui d'une banque qui doit faire face à des difficultés de trésorerie pour des motifs qui échappent à sa volonté. (Par exemple, la méfiance des déposants vis-à-vis de toutes les petites et moyennes banques, ou encore un renchérissement du taux d'intérêt, qui les met dans la quasi-impossibilité de financer les prêts à long terme, déjà consentis à leurs clients.)

Selon la doctrine exposée à

AUGMENTATION DES RÉSERVES DE CHANGE DE LA FRANCE EN AOÛT

En août les réserves de change de la France ont augmenté de 856 millions de francs par rapport à juillet atteignant 20 178 millions de francs au 31 août.

La Buse de Rivoli rappelle dans un communiqué que les avoirs officiels n'ont enregistré depuis le début de l'année que des variations limitées « en regard aux pressions qui se sont exercées sur le marché des changes et aux incertitudes de la conjoncture ».

Par rapport à la fin d'août 1973, nos réserves de change ont diminué de 11,6 milliards de francs.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
48 heures	10 3/4 11 3/4	8 9	7 1/8 8
1 mois	12 5/8 13 1/8	9 1/8 9 5/8	11 1/8 11 5/8
3 mois	12 1/2 13 3/8	9 1/2 10 1/2	10 3/4 11 1/4
6 mois	13 3/8 14 1/8	9 3/8 10 3/8	11 1/2 12

RECOFACT
78120 RAMBOUILLET
Tél. 423-11-86-4

POUEZ-VOUS CONTROLER MOIS PAR MOIS LA SITUATION COMPTABLE ET LE PRIX DE REVIENT DE VOS RECOUVREMENTS D'IMPAYÉS ?

Nous vous fournirons ces renseignements chaque mois.

Paris 8^e, au cœur du Paris des affaires.

48, rue de Miromesnil (métro "Miromesnil" à 50 m)

1400 m² de bureaux neufs à louer.
divisibles à partir de 100 m².

HERRING DAW 63, rue Pierre Charron • 75008 PARIS • tél.: 256.11.10

AGRICULTURE

marquée au cas où on agricole par la destruction d'un millier de sacs de poudre de lait à Saint-Pol-de-Leon (Finistère), et l'interpellation de M. Abelin, ministre de la coopération et maître de Châtelleraul, pour des cultivateurs lors de l'inauguration de la foire de cette ville. De son côté, M. Giscard d'Estaing s'est entretenu avec une délégation des Jeunes Agriculteurs lors de l'ouverture du comice agricole d'Auchon (Loir-et-Cher). Enfin, le ministre de l'Agriculture, M. Bonnet, a déclaré, devant le conseil municipal de Saint-Malo, que le comice agricole, à Saint-Malo : « Les paysans doivent devenir des chefs d'entreprise capables de gérer leurs exploitations. » Citant en exemple les récentes manifestations-paysannes, qui ont abouti à la mise à sac de charbonniers de porcs chirois à Morselles, M. Bonnet a affirmé qu'« un minimum d'information économique aurait permis aux paysans eux-mêmes d'éviter de se livrer à pareilles exactions ».

De notre envoyé spécial

leurs camarades incarcérés voulaient leur faire un « triomphe ». Mais l'aéroport de Campo-de'Oro, il n'en avait que quelques dizaines de personnes pour des retrouvailles qui n'étaient qu'amicales et familiales. Le descendant du roi, M. Mussone, président de la Fédération des syndicats mentales des syndicats d'exploitants agricoles, ne devait faire qu'une brève déclaration pour remercier ceux qui ont apporté leur soutien « aux détenus ». Il a précisé qu'il s'abstenait de tout commentaire avant la réunion du conseil d'administration de la Fédération, or celle-ci ne devait pas avoir lieu d'urgence, en dépit des prévisions d'agitation. Il a insisté sur la dignité, faisait observer un journaliste soulignant la discrétion voulue de ce religieux.

Indignation

semble marquer une pause. Après deux semaines d'agitation, dans le calme soudainement retrouvé, on paraît d'autant mieux prendre la mesure des événements. On remarque que alors à Ajaccio que le malaise des paysans de l'île est devenu une « malaise Corse » sur le point de se transformer en crise : la plupart des organisations politiques et syndicales avaient décidé d'organiser pour le 10 septembre une grève générale dans toute l'île si les six agriculteurs n'étaient pas libérés. Ce mouvement promettait d'être, dit-on, très suivi.

Une nouvelle fois, à l'occasion de revendications sectorielles, apparaissent en Corse des difficultés latentes et fondamentales entre l'administration gouvernementale et l'île. Les Corses ont l'impression que chaque problème nouveau fournit au gouvernement l'occasion de faire la preuve des mêmes lenteurs, carences, erreurs ou maladroitness qui, de leur avis, se sont conjuguées ces derniers mois, et notamment ces derniers jours.

Au moment où de semblables violences se sont produites sur le continent (allusion aux manifestations des commerçants), on ne comprend pas à Ajaccio que les incidents du 27 août aient valu aux « responsables présumés » une inculpation aussi sévère que celle prévue pour l'infraction à la loi anti-casseurs. Le transfert des inculpés « par avion militaire » a été raséni comme une mesure d'exception, et la récente déclaration du premier ministre « de des actes qui méritent être réprimés » a été prise en considération comme une intervention intolérable. — Faut-il nous nous excuser ?

Le cheik Ahmed Zaki Yamani, ministre du pétrole d'Arabie Saoudite, entreprendra prochainement une tournée de trois semaines en Europe et aux Etats-Unis, où il participera à un certain nombre de réunions, annonce la revue *Middle East Economic Survey*. M. Yamani partira le 17 septembre pour Londres, et se rendra ensuite à Genève, où il assistera aux travaux de la commission des Nations unies pour le commerce et le développement.

● **La récolte de blé canadienne** s'élève à 542,2 millions de boisseaux, alors qu'elle avait atteint 604,7 millions l'an dernier et une moyenne de 611 millions au cours des dix dernières années, estime l'organisme Statistique-Canada. Celui-ci prévoit en outre une récolte de 431,1 millions de boisseaux d'orge, 293,7 millions d'avoine, 54,7 millions de colza, 18,9 millions de seigle et 18 millions de lin. — (A.F.P.)

Dans la revue de septembre, le C.N.F.F. publie un long article consacré aux implantations économiques de la France à l'étranger : « Jusqu'en 1964, la France a investi 100 milliards de francs à l'étranger, soit 10 milliards de dollars (450 millions de francs environ) et surtout de 1965 à 1972, que date de la mise en vigueur de la loi sur les investissements directs au sens des articles 390 et 391 de la loi de 1966, la France a investi 300 milliards de francs, soit 30 milliards de dollars. Les 500 milliards sont donc atteints. C'est en 1965 et surtout de 1967 à 1972 que la France a investi le plus à l'étranger, qu'il s'agisse d'investissements directs ou indirects. Les investissements directs qu'effectue la France à l'étranger ont encore anormalement faibli, malgré le redressement récent. En effet, les investissements directs effectués par la France à l'étranger en 1972 ont été de 10 milliards de francs, soit 1 milliard de dollars, contre 15 milliards de francs en 1971, soit 1,5 milliard de dollars. Les ordres de grandeur peuvent être connus, la France a investi à l'étranger, sous forme directe, à peine 0,3 % de son produit national. Ce chiffre est inférieur à celui des autres pays développés : 0,4 % pour les Etats-Unis, 0,36 % pour le Japon — entre 0,5 et 0,7 % pour l'Allemagne, la Suède, la Belgique et les Etats-Unis — 0,8 % pour la Grande-Bretagne. On peut donc dire que les investissements français à l'étranger sont moindres de ce qu'ils devraient être, et l'on se réfère à la même interprétation que celle que nous avons donnée, pour les exemples extrêmes des Pays-Bas et de l'Angleterre, »

Une société spécialisée dans la construction de maisons individuelles, la CIN (Constructions individuelles normalisées) connaît de graves difficultés financières. Son président-directeur général, absent de France, vient d'informer par lettre son personnel que, en raison notamment de problèmes de trésorerie, il avait demandé au tribunal la nomination d'un administrateur judiciaire.

La CIN est, en France, l'une des plus importantes entreprises dans cette branche d'activité. Elle a déjà construit environ quatre mille maisons. La mauvaise conjoncture économique et la plus grande vigilance des banques à l'égard du crédit ont déjà conduit plusieurs constructeurs de maisons individuelles à déposer leur bilan (en particulier, Binst à Erest et Construire à Saint-Nazaire). D'autres sociétés pourraient être touchées prochainement.

La « baguette » doit-elle peser le même poids que le « bâtarde », alors qu'ils sont tous deux vendus 0,80 ? La réponse semble aller de soi, mais les choses ne sont pas tout à fait aussi simples. Le 8 août dernier, le prix des pains de 400, 500, 600 et 700 grammes augmentait de 5 centimes, mais les « baguettes » ni le « bâtarde ». Depuis, la fédération C.G.T. des boulangers avait dénoncé, le 6 septembre, la « hausse déguisée » pratiquée par certains boulangers, qui se sont appropriés la réglementation de leur Confédération nationale, des « baguettes » de 200 grammes, au lieu de 250 grammes.

Un communiqué du ministère des finances précise que « aucun accord n'a jamais été conclu entre la Confédération nationale de la boulangerie. Les boulangers qui ne se conformeraient pas à la réglementation existante s'exposeraient aux actions contentieuses prévues par la loi ».

La Confédération nationale

de la boulangerie argue de son bon droit, en brandissant un arrêté paru le 29 novembre 1973 au Bulletin officiel du service des prix, et qui autorise la vente des pains de 200 grammes au même prix que ceux de 250 grammes.

Certes, réplique-t-on à la direction de la concurrence et au prix, on ne peut pas aller dans le cinquante-départementis où, avant cette date, les pains de 200 grammes étaient fabriqués. Un arrêté paru au B.O.S.P. du 2 novembre a interdit d'entreprendre aucune fabrication de pains de 200 grammes. Or, à Paris et dans la région parisienne, on ne faisait pas de « baguettes légères ». On n'a donc pas le droit d'en fabriquer.

On en est là. On imagine mal comment, à l'heure du déjeuner, observer la boulangerie à peser ses « baguettes ». En attendant, peut-être pourraient-ils n'achever que des « bâtards ». Ils seraient sûrs d'en avoir pour leurs 80 centimes.

Les auteurs des cinquante meilleures suggestions retenues par un jury seront invités à notre prochain colloque sur le thème « Le Changement dans l'Entreprise » et bénéficieront d'un abonnement de six mois au journal Le Monde ou à un quotidien de leur choix offert par STRAPLAN.

PROPRIÉTÉ à MONTREUIL-BELLAY

MAINS-ET-LOIRE - LIEUDIT PANREUX
CONTENANCE 255 m² - LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION
 Comprendant : MAISON entièrement rénovée, rez-de-chaussée, entr., min.
 salle à manger, cuisine, 2 salles de bains, 2 chambres, 1 bureau, 1 salle de
 bains ; terrain bâtiment comprenant 3 garages, parc, pièce d'eau.

MISE A PRIX : 242.011 FRANCS

S'adresser : **M^r JEAN BAZILLE**, avocat, 4, rue du Conservatoire à Paris
 ou de SARCELLES, 10, rue de Bassano à Paris
 ou **M^r DRIGUEZ**, avocat, 6, rue Saint-Philippe-du-Ronc à Paris
 ou **M^r FERRARI**, syndic de faillite, 130, rue de Rivoli à Paris
 et à tous avocats près les Tribunaux de Paris, Bobigny, Nanterre et Orléans

Vente s. publ. jud. Palais Justice Corbeil-Essonnes, mardi 17 sept. 1974, à 14 h.

PAVILLON D'HABITATION TYPE 5 A VERT-LE-GRAND (91)

Chemin Départemental n° 133 de la Ville du Bois, et Chemin Départemental n° 31 du Bouches-à-Bolsay-Saint-Jacq. Elevé sur terre-plein d'un étang, dans un parc arboré, ce pavillon est composé de deux parties : une maison de 60 m², attenante à la maison ; gar., eau, électr., ch. cent. Terr. et jard. à l'arrière. Surface 526 m². M. à p. : 30.000 F. Consign. pour ench. 8.500 francs net. M^{me} DU CHALAM, avocat, 54, allées A.-Rindt au Corbeil (91). Tel. 068-14-14.

Vente sur surench. Palais Justice Paris, jeudi 19 septembre 1974, à 14 h.

IMMEUBLE à USAGE INDUSTRIEL

40 bis, rue de la Gare-de-Reuilly, Paris-12

Mise à Prix : 385.000 Francs

S'adr. M^{re} GAUTIER, avocat, 87, bd Malesherbes, Paris (89) ; M^{re} CHANE, s'occat, 19, avenue Rapp, Paris ; M^{re} BRAZIER, avocat, 175, boulevard Hausmann, Paris ; M^{re} GONDRE, adm. judic, 14, rue de Liège, Paris ; et à la 1^{re} avec, près les Trib. Gr. Inst. de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 3 octobre 1974, à 14 heures
VILLA « JADIS » à SAINT-BRIAC-SUR-MER
 (Ille-et-Vilaine) - Rue de la Balniste
LIBRE DE LOCATION - MISE À PRIX : 176.011 FRANCS
 S'adresser à M^e REGNIER, avocat, 15, rue de Surène à Paris.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à Paris-Essonne,
le mardi 17 septembre 1974, à 14 heures

PAVILLON d'HABITATION sis à MONTGERON
(Essonne), 81, CHEMIN DU DESSUS-DU-LUET
MISE A PRIX : 120.000 FRANCS
(Consignation obligatoire pour soumission)

S'adresser, pour tous renseignements, à M^{rs} TRUDELLO et M^{rs} AKOUN, avocats
associés, 51, rue Champagnie, à Montgeron-Essonne, 495-30-26 et 465-14-13

Vente sur surench. Palais Justice Corbeil-Essonnes, mardi 24 sept. 1974, 14 h.
MAISON à BRETIGNY-S.-ORGE (91) Rue de Valorgne, sans numéro
 placée surélevée avec grenier au-dessus - Cave sous 1 p., terrain à la suite
MISE A PRIX : 124.300 F - 94 ARRES ET CENSURE
 s. pr. ench. S'ad. pr. mrs. M^{rs} DU CHATELAIN, avoc., à Corbeil-Essonnes (91)
 A. allées A.-Briand, T. 068-14-84 ; M^{rs} GUILLOT, avoc., à Corbeil, T. 496-14-80

Vente sur surenchère du dixième - Au Palais de Justice à PARIS
le JEUDI 26 SEPTEMBRE 1974 à 14 heures

composé de
4 PAVILLONS ET JARDINS
et à
PUTEAUX (Hauts-de-Seine)

180, rue de la République 203.511 FRANCS

S'adresser pour tous renseignements à : Maître J. FICHOT, Avocat à la Cour,
rue de Liège; Maître M. LAFON, Avocat à la Cour, 75 bd Malesherbes;
Maître M. PÉREARD, Avocat à la Cour, 5, rue Rouget-de-Lille. Et à tous
avocats près les Tribunaux de Gde Inst. de Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre.

OLEN
classe et protège vos
DIAPHONES
Pour le 1^{er} classement et la protection des

D30 CFE66D 45 tiroirs
156 F tte 1.950 F tte
2160 vtes 32400 vtes.
Expédition - Information
35 av. FRIEDLAND PARIS 8e
Téléphone Paris : 801.16.73

Documentation gratuite en retourment car
vous recevrez gratuitement la notice
"SABOTAGE LA PORTE" - 27000 CHINOIS

SESSION SPECIALE
du 1^{er} au 10 octobre

Initiez-vous aux mécanismes financiers de l'entreprise
et confrontez vos problèmes
avec ceux de représentants hautement qualifiés
du Ministère de l'Industrie et de la Recherche

STEGE

106 boulevard Maeshertbes - 75017 PARIS - Tél. 287.32.40

Le STEGE est un département du

CCI

Chambre de Commerce et d'Industrie de PARIS,

هكذا من الاجل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE
— GRANDE-BRETAGNE : les élections législatives pourraient avoir lieu le 10 octobre.
— CHYPRE : Mgr Makarios affirme qu'il retournera « très prochainement » dans son pays.

2-3. AFRIQUE
— La Guinée-Bissau occède à l'indépendance.
— Les événements du Mozambique.

4-6. AMERIQUES
— ETATS-UNIS : après la grâce accordée à M. Nixon, le conseiller de presse de la Maison Blanche donne sa démission.
— PROCHE-ORIENT : Le Caire et Damas poursuivent leurs efforts en vue d'un rapprochement jordanien-palestinien.

8-9. ASIE
— La Corée en mal de réunification (II), par Michel Tatu; Pyongyang : une des premières puissances économiques de l'Asie.

10-12. POLITIQUE
— M. Chirac invite l'O.D.R. à demeurer la majorité de la majorité.
— M. Chirac invite l'O.D.R. à demeurer la majorité de la majorité.

13-14. EDUCATION
— Au congrès de la Fédération Armand des parents d'élèves.
— La conférence des recteurs européens d'université à Bologne.

LIBRES OPINIONS : « Plaidoyer pour une Europe de l'éducation », par J.-C. Morel.

16. SPORTS
— ATHLETISME : fin des championnats d'Europe de Rome.
— FOOTBALL : la victoire de la France sur la Pologne.
— AUTOMOBILISME : Peterson vainqueur du Grand Prix d'Italie.

17. DEFENSE
— Le remplacement des avions de combat en Europe : la réunion à Paris de quatre ministres de la défense.

17. MEDICINE
— Le congrès de la Fédération des internes d'hôpitaux de régions seminaires : les malades de l'internat.

17. RELIGION
— Le congrès de la Fédération des internes d'hôpitaux de régions seminaires : les malades de l'internat.

LE MONDE DE L'ECONOMIE

Pages 19 à 22
— La T.V.A. et les projets de réforme fiscale : à l'heure du bouquet, les économistes s'interrogent sur l'impact négatif de l'exonération des produits de première nécessité ne serait-ce qu'en matière d'équité.
— Les pays industrialisés seront-ils amenés à étendre les cultures sèches.
— Les perspectives à moyen terme de la crise de l'énergie.

23. SCIENCES
— La trinitaire de l'hydrologie moderne.

23-25. SPECTACLES
— TELEVISION : la bombe et le bouquet; les rencontres d'Aix.
— EQUIPEMENT ET REGIONS : A PROPOS DE : la manifestation « antinuclear » à Pierrelatte.
— DISTRICT PARISIEN : le métro va désormais jusqu'à la préfecture du Val-de-Marne.

38-40. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE
— LES QUESTIONS MONETAIRES : les opérations des banques sur le marché des eurodollars vont être davantage surveillées.
— PATRONAT : M. Buisson-Roquere devient président d'Entreprise et Progrès.
— AGRICULTURE : la mise en liberté des six paysans corse apporte un élément de détente dans l'île.

LIRE EGAGEMENT
RADIO-TELEVISION (37)
Annonces classées (28 & 38)
Carnet (22) : Informations pratiques (37) : Journal officiel (37) : Météorologie (37) : Mots croisés (37) : Finances (41).

Le numéro du « Monde » daté 8-9 septembre 1974 a été tiré à 509 696 exemplaires.

Louer une voiture c'est moderne
Europcar : 645.21.25

A B C D E F G

A LA FIN DE SA VISITE A VARSOVIE

M. Poniatowski annonce un assouplissement des modalités d'entrée des citoyens polonais en France

M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, devait regagner Paris ce lundi 9 septembre, après avoir fait une visite de cinq jours en Pologne. Avant de quitter Varsovie, M. Poniatowski a tenu dans la matinée une conférence de presse à sa résidence, au palais Myśliwki.

Il a précisé que le voyage de M. Giscard d'Estaing à Varsovie avait lieu dans le courant du premier semestre 1975 et a annoncé que M. Jean Sauvagnargues, ministre français des affaires étrangères, se rendrait en Pologne avant la fin de cette année. Mme Simone Veil, ministre française de la santé, et M. Christian Bonnet, ministre français de l'Agriculture, ont été également invités.

En ce qui concerne ses conversations avec les dirigeants polonais, dont M. Gierek, M. Poniatowski a indiqué qu'elles avaient porté, d'une part, sur la nécessité de développer les liens économiques entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest, et d'autre part, sur l'accroissement des échanges franco-polonais. Il a souligné l'importance économique croissante que représente la Pologne — deuxième puissance industrielle du monde — et son intérêt économique pour la France.

M. Poniatowski a annoncé l'ouverture prochaine de négociations pour examiner les possibilités de réviser la ligne de crédit accordée par la France à la Pologne (portée l'an dernier de 1,5 à 4,5 milliards de francs). Ils seront probablement épuisés à la fin de l'année. Des groupes de travail vont être formés, a-t-il ajouté, pour examiner les besoins de la Pologne en biens d'équipement payables en charbon, notamment dans les domaines de la chimie, de la chimie, de l'électronique et des télécommunications.

Il a indiqué aussi que des mesures seraient prises dès cet automne pour assouplir les modalités de visas et d'entrée en France pour les Polonais.

Une fête de famille

Correspondance
M. Poniatowski, qui connaît bien la Pologne pour y être déjà venu à cinq reprises, a pu une fois de plus, durant cette visite, constater les multiples liens qui unissent sa famille à l'histoire de la Pologne, en passant de son illustre parent, le dernier roi de Pologne Stanislas-Auguste, au maréchal d'Empire Joseph Poniatowski. La partie touristique de son voyage s'est achevée à Poznan, où il a assisté dimanche à la fête de la moisson.

« C'est la plus belle fête collective qu'il m'a été donné de voir », a-t-il dit après avoir assisté pendant plus de trois heures et demi, en compagnie de quelque cinquante mille autres spectateurs, dont M. Gierek, à un festival de chants et de danses folkloriques entrecoupés de très modernes parades athlétiques, tandis que la musique passait sans complexes du son des trompes anciennes à des mélodies plus récentes telles que « Only you ».

D'ailleurs, sa présence à cette fête, qui est en Pologne un peu une fête de famille, marque combien le gouvernement de Varsovie a voulu souligner tout l'intérêt qu'il portait à cette visite. M. Poniatowski est, en effet, le premier ministre occidental de son rang à assister à ces festivités, qui se déroulent chaque année dans une ville différente.

Samedi matin, le ministre d'Etat avait visité l'ancienne et historique Cracovie, Collège-Majus (université), où une salle est consacrée au roi Stanislas-Auguste et au maréchal Joseph Poniatowski.

Le conservateur du musée lui a offert une reproduction d'un buste du père du roi Stanislas-Auguste en insistant sur la ressemblance.

En Ethiope
LE GOUVERNEMENT EST FAVORABLE A UNE MEDIATION SOUDANAISE A SUJET DE L'ERYTHREE

L'Ethiope accueille favorablement l'idée d'une médiation soudanaise au sujet de l'Erythrée, a déclaré samedi 7 septembre à Addis-Abeba le ministre Sélassié, vice-premier ministre éthiopien, qui séjourne dans la capitale soudanaise depuis le 3 septembre.

« Pendez l'empereur ! »
En Ethiope même, la radio et la presse continuent leurs révélations sur les « scandales financiers » du régime impérial. C'est ainsi qu'un genre du souverain, le ras Massali, vient de se voir accusé d'avoir vendu, après la dernière guerre mondiale, à une société étrangère, un câble sous-marin installé par les Italiens entre Massawa et Djibouti. Il exerçait alors les fonctions de gouverneur de l'Erythrée.

Dimanche 8 septembre, plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Addis-Abeba au cri de « Pendez l'empereur et rendez-nous notre argent ». Au bout d'un quart d'heure, d'ordre de l'ordre sont intervenues pour demander à la foule de se disperser, ce qu'elle fit. Enfin l'armée a arrêté l'arrestation de M. Aschale Wolde-Mikael, ancien ministre de la santé, l'un des derniers fidèles de l'empereur encore en liberté. — (A.F.P., Reuters.)

525.25.25
Gratuitement.
Tous les renseignements sur 30.000 appartements

Information Logement
vous renseigne sur plus de 600 programmes immobiliers
vous aide à choisir selon vos disponibilités et vos désirs
vous donne des descriptifs, informations juridiques, conseils fiscaux
vous indique les possibilités de crédit

Sur simple rendez-vous, un entretien personnalisé

Information Logement
Centre Etoile
49 avenue Kibler Paris 16
525.25.25
Centre Nation
45 cours de Vincennes Paris 20
346.11.74

Service spécialisé créé par la Compagnie Bancaire

Selon une « source américaine »

Les présidents Giscard d'Estaing et Ford se rencontreraient en janvier

Washington (A.F.P.). — On indique, de source américaine, que l'un des sujets en discussion entre les diplomates français et américains est la possibilité d'une rencontre entre les présidents Ford et Giscard d'Estaing. Il n'est pas impossible que les deux chefs d'Etat envisagent un « sommet » en terrain neutre, dans la tradition de ceux de Reykjavik en 1973 et des Acres en 1972 entre les présidents Nixon et Pompidou.

Les observateurs remarquent à ce propos que M. Giscard d'Estaing doit se rendre à la Martinique en janvier prochain (le Monde du 19 juillet) et pourrait mettre à profit ce séjour à la large des côtes américaines pour rencontrer M. Ford.

M. Sauvagnargues, ministre français des affaires étrangères, s'entretenait à Washington avec le secrétaire d'Etat M. Kissinger, et très vraisemblablement avec le président Ford pendant son séjour fin septembre aux Etats-Unis à l'occasion de l'assemblée générale des Nations unies. Les entretiens de M. Sauvagnargues ont été préparés, samedi 7 septembre, au cours d'une visite de l'ambassadeur de France, M. Kocourek - Morisset, au secrétaire d'Etat.

Cette information n'est démentie ni confirmée à l'Elysée, où l'on précise seulement que la date du voyage des deux chefs d'Etat aux Antilles n'est pas encore fixée. Il semble que, pour le moment, le projet d'une rencontre entre M. Valéry Giscard d'Estaing et M. Gerald Ford n'est qu'une suggestion américaine en cours d'examen à Paris, où la réaction, en tout cas, ne serait pas négative.

Les candidats aux élections législatives partielles du 29 septembre

Six membres du précédent gouvernement, dont M. Pierre Messmer, ancien premier ministre, vont tenter le 29 septembre prochain de retrouver leur siège à l'Assemblée nationale. Il s'agit, outre M. Messmer, de MM. Olivier Guichard (U.D.R.), ancien ministre d'Etat chargé de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports, Joseph Fontanet (C.D.P.), ancien ministre de l'éducation nationale, Yves Guéna (U.D.R.), ancien ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, Jean-Philippe Lecat (U.D.R.), ancien ministre de l'information, et Jean-Marie Le Pen (F.N.), ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances.

Voici la liste des candidats dans les six circonscriptions intéressées où les femmes de dix-huit ans pourront voter.

MOSELLE (8^e)
MM. Dominique Palaco (Lutte ouvrière), Francis Vigneron (P.C.F.), adjoint au maire de Talange, Vincent Thollon-Pommeroy (P.S.), Pierre Messmer, ancien premier ministre, maire de Sarrebourg, conseiller général de Sarrebourg-le-Château, Aloys Warbouver (qui se réclame de la majorité présidentielle mais n'a pas le soutien des républicains indépendants), adjoint au maire de Sarrebourg, conseiller général; Oscar Gérard (modéré favorable à la majorité).

LOIRE-ATLANTIQUE (7^e)
MM. Adrien Rousset (Union démocratique bretonne); Pierre Le Berche (P.C.F.); Philippe Becartain (P.S.); Olivier Guichard (U.D.R.), ancien ministre, maire de La Baule; Mme Liliane Alkain (S.D.); Mme Michel Barre, parti breton; Jean Peloux, Front national.

SAVOIE (2^e)
MM. Jean-Louis Merlo (organisation communiste internationale); Marcel Rochaix (P.C.F.), conseiller général; Maurice Blanc (P.S.), conseiller général; Joseph Fontanet (C.D.P.), ancien ministre, conseiller général, maire de Saint-Martin-de-Belleville; Charles Denu (S. étiq.); Roland Camet (S. étiq.).

DORDOGNE (1^{re})
MM. Jean-François Mas (Lutte ouvrière); Yves Feron (P.C.F.), ancien député; Aris Salviat (rad. de g.), maire de Villac; Edmond Schmittsaler (Front progressiste); Yves Guéna (U.D.R.), ancien ministre, maire de Périgueux, conseiller général; Guy Aymat (Front national).

COTE-D'OR (3^e)
MM. Edouard Silberstein (Lutte ouvrière); Marcel Harbelot, (P.C.F.); Pierre Charles, ancien député radical (U.G.S.D.); Jean-Philippe Lecat, ancien ministre (Union centriste de la nouvelle majorité, soutenu par l'U.D.R. et les républicains indépendants); Gilles Côté, (Front national); Jean Maupou, (sans étiquette).

ARDECHE (3^e)
MM. André Moulin (Lutte ouvrière); Raymond Combe, (P.C.F.); Louis Gellard, (P.S.); Henri Torre, (U.D.R.), ancien secrétaire d'Etat, conseiller général, maire de Bouliou-les-Annonay.

UNE AUTRE MANIERE DE VIVRE
par le contrôle de la RESPIRATION la pratique du HATA-YOGA la prise de conscience du HARA TANDEN et la RELAXATION ACTIVE ou CENTRE DE CULTURE PSYCHOSOMATIQUE Albert LEN MEYER UN « LIEU » DES « MOYENS » à la disposition de L'HOMME soucieux de son équilibre et de son capital FORCE VITALE-ENERGIE-SANTE

Pour entretien de contact et d'informations, téléphoner à 281-20-80, 3, rue d'Anjou, PARIS (8^e).

CE QUI EST AGREABLE, AVEC CE COPIEUR, C'EST QU'IL COPIE SUR PAPIER COURANT, SANS BESOIN DE PRECHAUFFAGE, MEME DES LIVRES OU DES FEUILLES AGRAFEES.

Copieur Gestetner FB 12
Copieur Gestetner
Copieur Gestetner

SICOB
Niveau 2, Zone B, stands 200 et 201
Niveau 3, Zone C, stand 333
DOCUMENTATION
adresser au coupon « Gestetner »
71 rue Camille Groult 92400 Villette
Tél. 680 47-85

M. Adresse :
designe recevoir la documentation Gestetner « Copieur ».

754.25.25
Gratuitement.
Tous les renseignements sur 30.000 appartements

Information Logement
vous renseigne sur plus de 600 programmes immobiliers
vous aide à choisir selon vos disponibilités et vos désirs
vous donne des descriptifs, informations juridiques, conseils fiscaux
vous indique les possibilités de crédit

Sur simple rendez-vous, un entretien personnalisé

Information Logement
Centre Etoile
49 avenue Kibler Paris 16
525.25.25
Centre Nation
45 cours de Vincennes Paris 20
346.11.74

Service spécialisé créé par la Compagnie Bancaire

A quelques jours de la conférence de Vienne

LE VENEZUELA CONFIRME QUE LES PAYS EXPORTATEURS DE PETROLE SONT PRETS A AUGMENTER LEUR PRIX DE 14 %

Les pays exportateurs de pétrole sont « fin prêts » pour augmenter le prix de leurs hydrocarbures de 14 %, a déclaré dimanche 8 septembre à Caracas le ministre des mines du Venezuela, M. Valente Hernandez. Celui-ci a précisé que la décision était déjà prise au niveau technique à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (O.P.E.P.) et qu'elle se serait prochainement au niveau politique. L'O.P.E.P. se réunira à Vienne à partir du jeudi 12 septembre et M. Hernandez a fait ces déclarations dimanche avant de quitter Caracas pour l'Argentine.

Le ministre vénézuélien a annoncé que les 14 % d'augmentation correspondraient au taux d'inflation mondiale enregistré cette année, « Le Venezuela, a-t-il ajouté, est ferme sur cette position d'augmentation ». Cependant, selon l'hebdomadaire Middle East Economic Survey, les ministres de l'O.P.E.P. décideront vraisemblablement un nouveau « gel » des prix du brut en signe de bonne volonté. Mais, ultérieurement, la hausse est inévitable, écrit la revue.

D'autre part, la Commission vénézuélienne des pétroles a annoncé dimanche la découverte d'un important gisement de pétrole d'une capacité de 150 à 500 millions de barils, qui confirme les richesses de ce pays en hydrocarbures. La découverte, au lieu dit de la gîte de la Vie, au nord-est du Venezuela, à une centaine de kilomètres de Maracaibo, où se trouvent la plupart des gigantesques puits.

Notons enfin que, selon l'hebdomadaire libanais Al Diger, l'Arabie Saoudite, qui possède déjà 60 % du capital de l'Arabian American Oil Company, a décidé de prendre le contrôle total. Les quatre compagnies américaines participantes (Exxon, Mobil, S.O. California et Texaco) auraient donné leur accord à cette opération, qui doit intervenir avant la réunion de l'O.P.E.P.

LITS & SIEGES
MEUBLES-RANGEMENT-BOISERIES
FABRICANT - SPECIALISTE

LITS GARNIS
LITS JUMEAUX
LITS DE REPOS
LITS SOCLÉS
CANAPES-LITS
MEUBLES-LITS
DECORS DE FENETRES
TENTURES BORDALES

a. Meyssignat
ATELIER-MAGASIN
BUREAU D'ETUDES
DANS NOS IMMEUBLES 2588 N°
42-44 FAUBOURG ST-ANTOINE
PARIS 12 - BASTILLE
PARKING
CONSEILS - DESSINS - PROJETS - DEVIS
343-96-31 3 LIGES

Francisco Smalto
44 rue François I^{er}, Paris 8^e, 5 Place Victor-Hugo, Paris 10^e.

525.25.25
Gratuitement.
Tous les renseignements sur 30.000 appartements

Information Logement
vous renseigne sur plus de 600 programmes immobiliers
vous aide à choisir selon vos disponibilités et vos désirs
vous donne des descriptifs, informations juridiques, conseils fiscaux
vous indique les possibilités de crédit

Sur simple rendez-vous, un entretien personnalisé

Information Logement
Centre Etoile
49 avenue Kibler Paris 16
525.25.25
Centre Nation
45 cours de Vincennes Paris 20
346.11.74

Service spécialisé créé par la Compagnie Bancaire

525.25.25
Gratuitement.
Tous les renseignements sur 30.000 appartements

Information Logement
vous renseigne sur plus de 600 programmes immobiliers
vous aide à choisir selon vos disponibilités et vos désirs
vous donne des descriptifs, informations juridiques, conseils fiscaux
vous indique les possibilités de crédit

Sur simple rendez-vous, un entretien personnalisé

Information Logement
Centre Etoile
49 avenue Kibler Paris 16
525.25.25
Centre Nation
45 cours de Vincennes Paris 20
346.11.74

Service spécialisé créé par la Compagnie Bancaire

525.25.25
Gratuitement.
Tous les renseignements sur 30.000 appartements

Information Logement
vous renseigne sur plus de 600 programmes immobiliers
vous aide à choisir selon vos disponibilités et vos désirs
vous donne des descriptifs, informations juridiques, conseils fiscaux
vous indique les possibilités de crédit

Sur simple rendez-vous, un entretien personnalisé

Information Logement
Centre Etoile
49 avenue Kibler Paris 16
525.25.25
Centre Nation
45 cours de Vincennes Paris 20
346.11.74

Service spécialisé créé par la Compagnie Bancaire

525.25.25
Gratuitement.
Tous les renseignements sur 30.000 appartements

Information Logement
vous renseigne sur plus de 600 programmes immobiliers
vous aide à choisir selon vos disponibilités et vos désirs
vous donne des descriptifs, informations juridiques, conseils fiscaux
vous indique les possibilités de crédit

Sur simple rendez-vous, un entretien personnalisé